
*Proletaires de tous les pays,
unissez-vous!*

L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

ORGANE DU COMITÉ EXÉCUTIF DE
L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

PARAÎT SIMULTANÉMENT EN RUSSE, EN FRANÇAIS, EN ALLEMAND ET EN ANGLAIS

◊ ◊ ◊ ◊ Parait sous la rédaction de G. Zinoviev. ◊ ◊ ◊ ◊
*L'Internationale Communiste a déjà publié des articles des
camarades M. Albert, A. Balabanova, V. Bystriansky, N. Boukha-
rine, Henri Guilbeaux, M. Gorky, H. Görter, K. Grüber, Z. Hög-
lund, N. Lénine, A. Lounatcharsky, D. Maclean, J. Marchlevsky
(Karsky), E. Münch, E. Pankhurst, F. Platten, A. Roudnyansky,
J. Sadoul, Sirola, K. Timiriazeff, L. Trotsky, Clara Zetkin,
◊ ◊ ◊ ◊ ◊ ◊ ◊ ◊ G. Zinoviev. ◊ ◊ ◊ ◊ ◊ ◊ ◊*

☞ № 5 ☞

SEPTEMBRE 1919

BUREAUX
PÉTROGRAD, SMOLNY, 32-33
Tél. 161-20 et 1-19.

RÉDACTION:
PÉTROGRAD, SMOLNY,
CABINET DE G. ZINOVIEV



ROSA LUXEMBOURG



Rosa Luxemburg était une créature de volonté, — d'une volonté extraordinairement forte. Une sévère maîtrise de soi refoulait à l'intérieur la fougue ardente de son tempérament, la dissimulant sous des aspects de réserve et de calme.

Maitresse d'elle-même, elle savait éduquer et diriger les autres. Sa fine sensibilité avait besoin d'être défendue contre les influences extérieures. Sa froideur apparente et sa stricte réserve dissimulaient une vie de sentiments, tendre, profonde et riche au plus haut point qui, ne s'arrêtant pas aux hommes seuls, s'étendait à toute la vie, embrassait le monde comme un tout unique. Il arrivait, que «Rosa la sanglante», fatiguée, accablée de travail, s'arrêtât sur son chemin pour ramasser un oisillon égaré et le porter jusqu'à son abri. Sa compassion envers la souffrance humaine ne diminua jamais. Elle eut toujours le temps et la patience d'écouter tous ceux qui avaient besoin de conseils et d'aide et elle se refusait tout avec joie, à seule fin de venir en aide aux autres. Sévère envers elle-même, elle avait pour ses amis une indulgence intuitive; leurs soucis et leurs tristesses la frappaient davantage que ses propres maux. En amitié elle était l'incarnation même de la fidélité et du dévouement, de l'abnégation et d'une tendre sollicitude. Et quel charme n'avait-elle pas cette «fanatique inébranlable»; dans le cercle de ses amis, que de vie et d'intelligence pétillaient dans sa conversation! Sa réserve et sa noble fierté lui avaient appris à souffrir

sans se plaindre. Rien de vil n'existait pour elle. Petite et frêle, Rosa brûlait d'une énergie sans pareille. Elle avait envers elle-même des exigences de travail impitoyables et elle arrivait à des résultats stupéfiants. Au moment où elle allait, semblait-il, succomber d'un instant à l'autre à l'épuisement, elle abordait «pour se reposer» quelque tâche plus lourde encore. Le travail et la lutte donnaient des ailes à sa force. On entendait rarement de sa bouche un «je ne peux pas», mais elle n'en disait que plus souvent: «Je dois». Son tempérament maladif et les conditions extérieures défavorables n'avaient sur elle aucun pouvoir. Éprouvée par des infirmités physiques, entourée de difficultés et de dangers, elle resta toujours elle-même. Sa liberté intérieure la soulevait toujours au-dessus de tous les obstacles.

Le camarade Mehring affirmait avec raison que Rosa Luxemburg était parmi les disciples de Marx la plus claire intelligence. Perspicace, profonde et totalement indépendante dans sa pensée, elle n'acceptait de confiance aucune formule traditionnelle, mais elle ne cessait jamais de refondre elle-même les idées et les faits qui acquéraient de cette façon, pour elle, une valeur spéciale et personnelle. Une stricte logique s'unissait en elle à la compréhension très nette de la vie courante et de sa dialectique. Son intelligence hardie ne se contentait pas de connaître Marx, de le comprendre et de l'expliquer. Elle poussait plus avant dans la voie des recherches et continuait à créer elle-même selon l'esprit de Marx. Elle avait un don d'exposition remarquable et savait exprimer, avec toutes ses nuances, la plénitude de sa pensée. Jamais Rosa Luxemburg ne se contenta de l'exposé théorique incolore et sec propre habituellement aux érudits so-

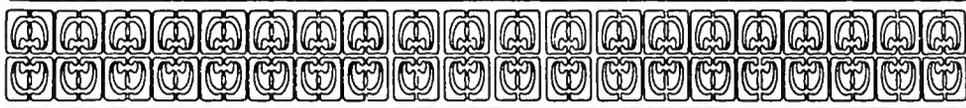
cialistes. La langue de ses travaux pétillait d'intelligence, d'esprit, de mordante ironie, comme si elle tremblait d'une exaltation contenue et révèle à la fois une large culture et la richesse de la vie intérieure. Elle était un grand théoricien du socialisme scientifique, mais n'avait rien de commun avec les piétreux pédants qui puisent toute leur sagesse dans quelques livres de science. Sa soif de connaître n'avait pas de limites. Son intelligence ouverte, sa compréhension intuitive trouvaient dans la nature et dans l'art des sources nouvelles, toujours vives, de bonheur et de perfection morale.

L'idée socialiste était pour Rosa Luxembour une passion puissante, absorbant tout, — une passion intellectuelle et morale. Cette passion la brûlait et se transformait en œuvre créatrice. Préparer la révolution qui devait ouvrir la route au socialisme, fut la tâche de toute sa vie et le seul but que connut l'am-

bition de cette femme unique. Vivre jusqu'à la révolution, prendre part à ses batailles, c'était le plus haut bonheur dont elle rêvait. Rosa Luxembour a donné au socialisme tout ce qu'elle avait et il n'y a pas de mots qui puissent exprimer la force de volonté, le désintéressement, le dévouement avec lesquels elle servit sa cause. Elle s'est offerte en holocauste au socialisme, non seulement par sa mort mais aussi par tout son travail, tous les jours, à toute heure, pendant de longues années entièrement consacrées à la lutte. C'est pourquoi elle avait le droit d'exiger des autres qu'ils sachent tout sacrifier, au nom du socialisme, — tout jusqu'à la vie. Elle était l'épée, elle était le feu de la révolution. Rosa Luxembour reste une des plus grandes figures dans l'histoire du socialisme international.

CLARA ZETKIN.





COMMENT LA BOURGEOISIE UTILISE LES RENEGATS

Nos stations radio-télégraphiques interceptent les radio-télégrammes de Carnavon (Angleterre), de Paris et des autres centres européens. Paris étant à présent le centre de l'union internationale des impérialistes, ses radios présentent souvent un intérêt particulier. Ces jours derniers—le 13 septembre—un radio-télégramme de cette capitale de l'impérialisme mondial informait le monde de la parution d'un nouveau livre du fameux renégat, le leader de la deuxième internationale, Karl Kautsky, contre le bolchévisme.

Ce n'est pas pour rien que les millionnaires et les milliardaires font travailler les stations de radio-télégraphie de leurs gouvernements. Ils ont cru devoir informer le monde entier de la nouvelle campagne de Kautsky; ils doivent se raccrocher à tout pour combattre le flot montant du bolchévisme,—à tout, même à une paille, même au livre de Kautsky! Remercions de tout cœur messieurs les millionnaires français: ils apportent en effet un concours sans égal à la propagande bolchéviste! Ils nous sont d'une si grande utilité en exposant au grand jour les foudres mesquines et petites bourgeoises de Kautsky contre les bolchéviks!

Aujourd'hui, 18 septembre, on vient de m'apporter un numéro de l'organe des social-chaunvins allemands, des assassins de Karl Liebknecht et de Rosa Luxemburg, le *Vorwaerts* du 7 août qui contient un article de Frédéric Stampfer sur ce nouveau livre de Kautsky (*Terrorisme et Communisme*) ainsi qu'une série de citations qui en sont extraites. En comparant l'article de Stampfer avec le radio de Paris nous voyons que ce dernier a été très vraisemblablement rédigé d'après le premier. Messieurs Scheidemann et Noske, gardes-du-corps de la bourgeoisie allemande et bourreaux des communistes allemands, font l'éloge du livre de Kautsky et s'unissent aux impérialistes de l'Entente pour combattre le communisme international. Spectacle éminemment édifiant! Et nos menchéviks, ces représentants typiques de l'internationale jaune de Berne, ne trouvent pas de mots pour exprimer leur indignation parce que (dans mon livre *La Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky*) j'ai appelé ce personnage un laquais de la bourgeoisie.

C'est un fait, messieurs, quelle que soit votre colère. Ce n'est pas après s'être concerté avec moi que les Scheidemann du *Vorwaerts* et les millionnaires de l'Entente ont entrepris l'éloge de Kautsky et résolu d'en faire

leur champion contre le bolchévisme mondial. Kautsky s'est montré en réalité (quoiqu'il ne s'en soit pas rendu compte et ne l'ait pas voulu) vis-à-vis de la bourgeoisie exactement tel que je l'ai qualifié.

Afin de montrer où il en est arrivé dans sa renonciation au socialisme et à la révolution sous le couvert du marxisme citons quelques-unes de plus graves accusations formulées par Kautsky contre les bolchéviks.

Stampfer écrit:

Kautsky démontre minutieusement que les bolchéviks arrivent toujours, à la fin des fins, à l'opposé de ce qui a été leur but. Ils ont été les adversaires de la peine de mort et ils procèdent par fusillades en masse.

D'abord il est absolument mensonger que les bolchéviks aient été adversaires de la peine de mort en temps de révolution. Au deuxième Congrès de notre Parti, en 1903, quand le bolchévisme apparut on travailla à la rédaction du programme du Parti et les procès-verbaux du Congrès mentionnent que l'idée d'insérer dans le programme l'abolition de la peine de mort ne provoqua que les exclamations ironiques: «Et pour Nicolas II!». Les menchéviks eux-mêmes en 1903 n'osèrent pas mettre aux voix l'abolition de la peine de mort pour le tsar. En 1917, au temps de Kérensky, j'écrivais dans la *Pravda* que nul gouvernement révolutionnaire ne pourrait se passer de la peine de mort et que toute la question était de savoir *contre quelle classe* l'arme de la peine de mort a été dirigée par un gouvernement donné. Kautsky a tellement désappris de penser en révolutionnaire, s'est tellement enlisé dans un opportunisme mesquin qu'il ne peut se représenter qu'un parti prolétarien révolutionnaire ait pu, longtemps avant sa victoire, reconnaître ouvertement la nécessité de la peine de mort pour les contre-révolutionnaires! L'honnête Kautsky, honnête homme et honnête opportuniste, n'est donc pas gêné pour mentir ainsi contre ses adversaires.

En second lieu si cet homme avait ne fût-ce qu'une ombre de compréhension de la révolution, il ne pourrait pas oublier qu'il ne s'agit pas de la révolution en général, mais d'une révolution issue du grand massacre impérialiste. Peut-on concevoir la révolution prolétarienne, issue d'une semblable guerre, sans complots et sans attentats contre-révolutionnaires de la part des dizaines et des centaines de mille d'officiers apparte-

nant à la classe des propriétaires et des capitalistes? Peut-on concevoir un parti révolutionnaire de la classe ouvrière qui, à l'époque de la plus âpre guerre civile et des complots de la bourgeoisie pour appeler les troupes étrangères afin de renverser le gouvernement ouvrier, ne punirait pas de mort ces tentatives? Personne, excepté quelques pédants inguérissables et ridicules, ne pourrait répondre à cette question autrement que par la négative. Mais Kautsky, qui savait autrefois poser les questions dans leurs conjonctures historiques concrètes, l'a désappris aujourd'hui.

En troisième lieu, si Kautsky ne sait pas étudier son sujet et ment au sujet des bolchéviks, s'il ne sait pas penser et s'il n'est pas même en état de poser la question des particularités d'une révolution, issue d'une guerre de quatre ans, Kautsky pourrait tout au moins observer autour de lui. Que prouve l'assassinat de Karl Liebknecht et de Rosa Luxembourg par des officiers dans la république démocratique allemande? Que prouve l'évasion des officiers condamnés ensuite pour cet assassinat à des peines scandaleusement légères? Monsieur Kautsky et tout son parti *indépendant* (indépendant du prolétariat mais très dépendant des préjugés bourgeois) répond à de semblables questions par des plaintes, des blâmes, des gémissements et des lamentations philistines. Mais c'est précisément pour cette raison que, dans le monde entier, les ouvriers révolutionnaires se détournent de plus en plus des Kautsky, des Longuet, des Macdonald, des Turati et passent du côté des communistes,—car le prolétariat révolutionnaire veut la *victoire* sur la contre-révolution et non son impuissante «condamnation».

En quatrième lieu, la question du terrorisme semble être la question fondamentale du livre de Kautsky... Son titre l'indique. Ces mots de Stampfer l'indiquent aussi: «Kautsky a indubitablement raison d'affirmer que le principe fondamental de la Commune ne fut pas le terrorisme, mais bien le suffrage universel». Dans mon livre *La Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky*, j'ai produit assez de documents pour montrer combien c'est se moquer du marxisme que de discuter ainsi sur un «principe fondamental». En ce moment ma tâche est autre. Pour montrer quelle est la valeur des raisonnements de Kautsky sur le terrorisme, à qui servent ces raisonnements, à quelle classe, je reproduirai in extenso un petit article libéral. Il s'agit d'une lettre adressée à la rédaction de l'organe libéral américain *New Republic* (June 25-th 1919). Cet organe qui adopte généralement les points de vue des bourgeois, se distingue avantageusement des écrits de M.M. Kautsky, en ce qu'il ne qualifie son point de vue ni de socialisme révolutionnaire ni de marxisme.

Mannerheim et Koltchak.

Monsieur le Rédacteur!

Les gouvernements alliés ont refusé de reconnaître le gouvernement des Soviets russes pour les raisons suivantes, disent-ils:

1. Le gouvernement des Soviets est ou a été germanophile.

2. Le gouvernement des Soviets se maintient par le terrorisme.

3. Le gouvernement des Soviets n'est pas démocratique et ne représente pas le peuple russe.

Cependant les gouvernements alliés ont depuis longtemps reconnu le gouvernement blanc de la Finlande sous la dictature du général Mannerheim, bien qu'il soit évident que:

1. Les troupes allemandes ont aidé les gardes blancs à écraser la République Socialiste de Finlande et le général Mannerheim a envoyé au Kaiser de nombreux télégrammes exprimant sa gratitude et son respect.

Tandis que le gouvernement des Soviets, pendant ce temps, misait le gouvernement allemand par son énergique propagande sur le front oriental, le gouvernement finlandais était infiniment plus germanophile que le gouvernement russe.

2. Le gouvernement actuel de la Finlande a, lors de son avènement au pouvoir, froidement fait exécuter en quelques jours 16.700 citoyens de la république socialiste et en a enfermé dans des camps de concentration, les condamnant à y mourir de faim, 70.000 autres. Par contre le nombre total des exécutions qui ont eu lieu en Russie dans l'espace d'une année jusqu'au 1-er novembre 1918 a été, d'après les chiffres officiels, de 3.800 et de ce nombre il faut déduire de nombreux fonctionnaires des Soviets corrompus, traités sur le même pied que les contre-révolutionnaires. Le gouvernement finlandais a été infiniment plus terroriste que le gouvernement russe.

3. Ayant tué et arrêté 90.000 socialistes, en ayant chassé près de 50.000, à la frontière russe—et la Finlande est un petit pays qui compte à peine 400.000 électeurs—le gouvernement des blancs se crut assez en sécurité pour faire procéder aux élections. Malgré toutes les précautions prises, une majorité socialiste fut élue mais le général Mannerheim, procédant comme les alliés après les élections de Vladivostok, ne valida le mandat d'aucun d'entre eux. Le gouvernement des Soviets par contre a privé du droit de vote tous ceux qui ne se livrent pas à un travail utile pour gagner leur pain. Le gouvernement finlandais a été beaucoup moins démocratique que le gouvernement russe.

Il en est absolument de même du fameux champion de la démocratie et de l'ordre, l'Amiral Koltchak qui règne à Omsk. Les gouvernements alliés ont pourtant soutenu, approvisionné, équipé cet Amiral et se préparent maintenant à le reconnaître officiellement.

De sorte que tous les arguments que les Alliés donnent contre la reconnaissance des Soviets peuvent être appliqués avec plus de force et d'honnêteté à Mannerheim et à Koltchak. Ces derniers sont pourtant reconnus tandis que le blocus se resserre autour de la Russie qui meurt de faim.

Stuart CHASE.

Washington.

Ce petit article d'un bourgeois libéral démasque admirablement la vilenie et la trahison du socialisme de messieurs Kautsky, Martov, Tchernov, Branting et des autres héros de l'Internationale jaune de Berne.

Kautsky et tous ces champions mentent d'abord au sujet de la Russie des Soviets, en ce qui concerne le terrorisme et la démocratie. Deuxièmement, ils apprécient les événements non du point de vue de la lutte des classes qui se poursuit en fait à l'échelle mondiale sous les formes les plus aiguës mais du point de vue des

réveries petites bourgeoises sur ce qui pourrait être si la démocratie bourgeoise n'était pas liée au capitalisme, s'il n'y avait pas au monde de gardes blancs, s'ils n'étaient pas soutenus par la bourgeoisie internationale, etc., etc... Enfin, troisièmement, si nous comparons le petit article américain ci-dessus avec les raisonnements de Kautsky, nous voyons que le rôle *objectif* de ce dernier est la domesticité vis-à-vis de la bourgeoisie.

La bourgeoisie mondiale soutient les Mannerheim et les Koltchak, tendant à étouffer le pouvoir des Soviets sous le prétexte habituel qu'il est terroriste et anti-démocratique. Tels sont les faits. Et les Kautsky, les Martov, les Tchernov, etc., quand ils entonnent leur petit couplet sur le terrorisme et la démocratie ne sont que les enfants de chœur de la bourgeoisie. C'est précisément au son de cette chanson-là que la bourgeoisie internationale étouffe la révolution ouvrière. La probité personnelle des «socialistes» qui chantent «sincèrement», c'est-à-dire, par suite de leur extrême pauvreté d'esprit, cette chanson-là, ne change en rien sa signification objective. Les «honnêtes opportunistes» Kautsky, Martov et Longuet sont devenus d'«honnêtes» (par suite de leur prodigieux manque de caractère) *contre-révolutionnaires*.

C'est le fait.

Un libéral américain a compris,—non par suite de sa préparation théorique mais tout bonnement, en observant les événements sur une échelle assez large, c'est-à-dire à l'échelle universelle, que *la bourgeoisie du monde entier organise et fait la guerre civile contre le prolétariat révolutionnaire*, soutenant pour cela Koltchak et Dénikine en Russie, Mannerheim en Finlande, les menchéviks géorgiens, plats valets de la bourgeoisie, au Caucase, les impérialistes et les Kérensky en Pologne, les Scheidemann en Allemagne, les contre-révolutionnaires (menchéviks et capitalistes) en Hongrie, etc., etc...

Mais Kautsky, en bon petit-bourgeois réactionnaire, continue à geindre et à se plaindre des horreurs de la guerre civile! Ce n'est pas seulement témoigner d'une absence totale de conscience révolutionnaire ou de réalisme historique (car l'inéluctabilité de la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile n'est tout de même pas si difficile à comprendre); c'est encore, littéralement, chanter dans le même ton que la bourgeoisie, lui venir en aide et Kautsky est *en fait du côté de la bourgeoisie* dans cette guerre civile qui est déjà commencée ou, de toute évidence, se prépare dans le monde entier.

En sa qualité de théoricien, Kautsky dissimule par tout ce bruit, ces cris, ces pleurs, cette hystérie à propos de la guerre civile, sa propre chute. Ce sont précisément les bolchéviks qui, dès l'automne de 1914, annonçaient au monde entier la *transformation de la guerre impérialiste en guerre civile*, qui ont eu raison. Les réactionnaires de toute nuance en ont été contra-

riés ou en ont ri, mais les bolchéviks *ont eu raison*. Il faut maintenant, afin de voiler sa défaite, son manque de clairvoyance, sa myopie, que Kautsky réussisse à effrayer les petits-bourgeois au moyen des horreurs de la guerre civile. C'est ce qu'il fait en tant que politique.

On verra par ce qui suit à quelles comiques absurdités il arrive, ce faisant. L'espoir, dit-il, d'une révolution universelle n'est pas fondé, et devinez un peu ses arguments? La révolution en Europe à l'imitation de la Russie eût été, paraît-il, «*le dechainement (Entfesselung) de la guerre civile dans le monde entier pour une génération entière*» et non le dénouement de la lutte des classes actuelle mais bien «*une lutte fratricide entre prolétaires*». Les phrases soulignées sont citées avec admiration par Stampfer comme étant les propres paroles de Kautsky.

Comment les misérables et les bourreaux de Scheidemann ne se pâmeraient-ils pas d'admiration devant ces phrases? Le «leader socialiste» agite devant le peuple l'épouvantail de la révolution et le détourne de celle-ci! Mais Kautsky—et c'est plaisant—n'a pas remarqué une chose: voici déjà presque deux ans que l'Entente toute puissante dans le monde entier fait la guerre à la Russie, provoquant ainsi la révolution chez elle. Si la révolution commençait seulement maintenant, ne serait-ce qu'à son stade socialiste conciliateur, ne serait-ce que dans un ou deux grands pays de l'Entente, la guerre civile cesserait *immédiatement* en Russie, des centaines de millions d'hommes seraient *immédiatement* libérés dans les colonies où le mécontentement et la révolte couvent, réprimés seulement par la violence de l'Europe.

Kautsky outre les côtés profondément serviles qu'il a mis à nu pendant toute la guerre impérialiste, et maintenant évidemment sous l'empire d'un autre mobile: il s'est *effrayé* du caractère prolongé de la guerre civile en Russie. Sa frayeur l'a empêché de considérer que *la bourgeoisie du monde entier* fait la guerre à la Russie. La révolution chez une ou deux grandes puissances européennes briserait *définitivement* les forces de la bourgeoisie en général; sa domination serait extirpée *dans sa racine*, elle n'aurait plus de refuge sur la terre.

En réalité les deux années de guerre de la bourgeoisie universelle contre le prolétariat révolutionnaire de la Russie remplissent d'espoir tous les révolutionnaires du monde, *prouvent la proximité extrême de la victoire dans le monde entier*.

Quant à la guerre civile «entre prolétaires», les Tchernov et les Martov nous en ont déjà parlé. Pour mesurer toute la bassesse de cet argument, prenons un exemple frappant. Pendant la grande révolution française une partie de la classe paysanne, les Vendéens, combattit pour le roi contre la république. En juin 1849 et en mai 1871, une partie des ouvriers servaient dans les troupes de Cavaignac et de Gallifet qui

nant à la classe des propriétaires et des capitalistes? Peut-on concevoir un parti révolutionnaire de la classe ouvrière qui, à l'époque de la plus âpre guerre civile et des complots de la bourgeoisie pour appeler les troupes étrangères afin de renverser le gouvernement ouvrier, ne punirait pas de mort ces tentatives? Personne, excepté quelques pédants inguérissables et ridicules, ne pourrait répondre à cette question autrement que par la négative. Mais Kautsky, qui savait autrefois poser les questions dans leurs conjonctures historiques concrètes, l'a désappris aujourd'hui.

En troisième lieu, si Kautsky ne sait pas étudier son sujet et ment au sujet des bolchéviques, s'il ne sait pas penser et s'il n'est pas même en état de poser la question des particularités d'une révolution, issue d'une guerre de quatre ans, Kautsky pourrait tout au moins observer autour de lui. Que prouve l'assassinat de Karl Liebknecht et de Rosa Luxembourg par des officiers dans la république démocratique allemande? Que prouve l'évasion des officiers condamnés ensuite pour cet assassinat à des peines scandaleusement légères? Monsieur Kautsky et tout son parti *indépendant* (indépendant du prolétariat mais très dépendant des préjugés bourgeois) répond à de semblables questions par des plaintes, des blâmes, des gémissements et des lamentations philistines. Mais c'est précisément pour cette raison que, dans le monde entier, les ouvriers révolutionnaires se détonnent de plus en plus des Kautsky, des Longuet, des Macdonald, des Turati et passent du côté des communistes,—car le prolétariat révolutionnaire veut la victoire sur la contre-révolution et non son impuissante «condamnation».

En quatrième lieu, la question du terrorisme semble être la question fondamentale du livre de Kautsky... Son titre l'indique. Ces mots de Stampfer l'indiquent aussi: «Kautsky a indubitablement raison d'affirmer que le principe fondamental de la Commune ne fut pas le terrorisme, mais bien le suffrage universel». Dans mon livre *La Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky*, j'ai produit assez de documents pour montrer combien c'est se moquer du marxisme que de discuter ainsi sur un «principe fondamental». En ce moment ma tâche est autre. Pour montrer quelle est la valeur des raisonnements de Kautsky sur le terrorisme, à qui servent ces raisonnements, à quelle classe, je reproduirai in extenso un petit article libéral. Il s'agit d'une lettre adressée à la rédaction de l'organe libéral américain *New Republic* (June 25-th 1919). Cet organe qui adopte généralement les points de vue petits bourgeois, se distingue avantagement des écrits de MM. Kautsky, en ce qu'il ne qualifie son point de vue ni de socialisme révolutionnaire ni de marxisme.

Mannerheim et Koltchak.

Monsieur le Rédacteur!

Les gouvernements alliés ont refusé de reconnaître le gouvernement des Soviets russes pour les raisons suivantes, disent-ils:

1. Le gouvernement des Soviets est ou a été germanophile.

2. Le gouvernement des Soviets se maintient par le terrorisme.

3. Le gouvernement des Soviets n'est pas démocratique et ne représente pas le peuple russe.

Cependant les gouvernements alliés ont depuis longtemps reconnu le gouvernement blanc de la Finlande sous la dictature du général Mannerheim, bien qu'il soit évident que:

1. Les troupes allemandes ont aidé les gardes blancs à écraser la République Socialiste de Finlande et le général Mannerheim a envoyé au Kaiser de nombreux télégrammes exprimant sa gratitude et son respect.

Tandis que le gouvernement des Soviets, pendant ce temps, minait le gouvernement allemand par son énergique propagande sur le front oriental, le gouvernement finlandais était infiniment plus germanophile que le gouvernement russe.

2. Le gouvernement actuel de la Finlande a, lors de son avènement au pouvoir, froidement fait exécuter en quelques jours 16.700 citoyens de la république socialiste et en a enfermé dans des camps de concentration, les condamnant à y mourir de faim, 70.000 autres. Par contre le nombre total des exécutions qui ont eu lieu en Russie dans l'espace d'une année jusqu'au 1-er novembre 1918 a été, d'après les chiffres officiels, de 3.800 et de ce nombre il faut déduire de nombreux fonctionnaires des Soviets corrompus, trahis sur le même pied que les contre-révolutionnaires. Le gouvernement finlandais a été infiniment plus terroriste que le gouvernement russe.

3. Ayant tué et arrêté 90.000 socialistes, en ayant chassé près de 50.000, à la frontière russe—et la Finlande est un petit pays qui compte à peine 400.000 électeurs—le gouvernement des blancs se crut assez en sécurité pour faire procéder aux élections. Malgré toutes les précautions prises, une majorité socialiste fut élue mais le général Mannerheim, procédant comme les alliés après les élections de Viadvostok, ne valida le mandat d'aucun d'entre eux. Le gouvernement des Soviets par contre a privé du droit de vote tous ceux qui ne se livrent pas à un travail utile pour gagner leur pain. Le gouvernement finlandais a été beaucoup moins démocratique que le gouvernement russe.

Il en est absolument de même du fameux champion de la démocratie et de l'ordre, l'Amiral Koltchak qui règne à Omsk. Les gouvernements alliés ont pourtant soutenu, approvisionné, équipé cet Amiral et se préparent maintenant à le reconnaître officiellement.

De sorte que tous les arguments que les Alliés donnent contre la reconnaissance des Soviets peuvent être appliqués avec plus de force et d'honnêteté à Mannerheim et à Koltchak. Ces derniers sont pourtant reconnus tandis que le blocus se resserre autour de la Russie qui meurt de faim.

Stuart CHASE.

Washington.

Ce petit article d'un bourgeois libéral démasque admirablement la vilenie et la trahison du socialisme de messieurs *Kautsky*, Martov, Tchernov, Branting et des autres héros de l'Internationale jaune de Berne.

Kautsky et tous ces champions mentent d'abord au sujet de la Russie des Soviets, en ce qui concerne le terrorisme et la démocratie. Deuxièmement, ils apprécient les événements non du point de vue de la lutte des classes qui se poursuit en fait à l'échelle mondiale sous les formes les plus aiguës mais du point de vue des

réveries petites bourgeoises sur ce qui pourrait être si la démocratie bourgeoise n'était pas liée au capitalisme, s'il n'y avait pas au monde de gardes blancs, s'ils n'étaient pas soutenus par la bourgeoisie internationale, etc., etc... Enfin, troisièmement, si nous comparons le petit article américain ci-dessus avec les raisonnements de Kautsky, nous voyons que le rôle *objectif* de ce dernier est la domesticité vis-à-vis de la bourgeoisie.

La bourgeoisie mondiale soutient les Mannerheim et les Koltchak, tendant à étouffer le pouvoir des Soviets sous le prétexte habituel qu'il est terroriste et anti-démocratique. Tels sont les faits. Et les Kautsky, les Martov, les Tchernov, etc., quand ils entonnent leur petit couplet sur le terrorisme et la démocratie ne sont que les enfants de chœur de la bourgeoisie. C'est précisément au son de cette chanson-là que la bourgeoisie internationale étouffe la révolution ouvrière. La probité personnelle des «socialistes» qui chantent «sincèrement», c'est-à-dire, par suite de leur extrême pauvreté d'esprit, cette chanson-là, ne change en rien sa signification objective. Les «honnêtes opportunistes» Kautsky, Martov et Longuet sont devenus d'«honnêtes» (par suite de leur prodigieux manque de caractère) *contre-révolutionnaires*.

C'est le fait.

Un libéral américain a compris,—non par suite de sa préparation théorique mais tout bonnement, en observant les événements sur une échelle assez large, c'est-à-dire à l'échelle universelle, que *la bourgeoisie du monde entier organise et fait la guerre civile contre le prolétariat révolutionnaire*, soutenant pour cela Koltchak et Dénikine en Russie, Mannerheim en Finlande, les menchéviks géorgiens, plats valets de la bourgeoisie, au Caucase, les impérialistes et les Kérensky en Pologne, les Scheidemann en Allemagne, les contre-révolutionnaires (menchéviks et capitalistes) en Hongrie, etc., etc...

Mais Kautsky, en bon petit-bourgeois réactionnaire, continue à geindre et à se plaindre des horreurs de la guerre civile! Ce n'est pas seulement témoigner d'une absence totale de conscience révolutionnaire ou de réalisme historique (car l'inéluçabilité de la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile n'est tout de même pas si difficile à comprendre); c'est encore, littéralement, chanter dans le même ton que la bourgeoisie, lui venir en aide et Kautsky est *en fait du côté de la bourgeoisie* dans cette guerre civile qui est déjà commencée ou, de toute évidence, se prépare dans le monde entier.

En sa qualité de théoricien, Kautsky dissimule par tout ce bruit, ces cris, ces pleurs, cette hystérie à propos de la guerre civile, sa propre chute. Ce sont précisément les bolchéviks qui, dès l'automne de 1914, annonçaient au monde entier la *transformation de la guerre impérialiste en guerre civile*, qui ont eu raison. Les réactionnaires de toute nuance en ont été contra-

riés ou en ont ri, mais les bolchéviks *ont eu raison*. Il faut maintenant, afin de voiler sa défaite, son manque de clairvoyance, sa myopie, que Kautsky réussisse à effrayer les petits-bourgeois au moyen des horreurs de la guerre civile. C'est ce qu'il fait en tant que politique.

On verra par ce qui suit à quelles comiques absurdités il arrive, ce faisant. L'espoir, dit-il, d'une révolution universelle n'est pas fondé, et devinez un peu ses arguments? La révolution en Europe à l'imitation de la Russie eût été, paraît-il, *«le dechainement (Entfesselung) de la guerre civile dans le monde entier pour une génération entière»* et non le dénouement de la lutte des classes actuelle mais bien *«une lutte fratricide entre prolétaires»*. Les phrases soulignées sont citées avec admiration par Stampfer comme étant les propres paroles de Kautsky.

Comment les misérables et les bourreaux de Scheidemann ne se pâmeraient-ils pas d'admiration devant ces phrases? Le «leader socialiste» agite devant le peuple l'épouvantail de la révolution et le détourne de celle-ci! Mais Kautsky—et c'est plaisant—n'a pas remarqué une chose: voici déjà presque deux ans que l'Entente toute puissante dans le monde entier fait la guerre à la Russie, provoquant ainsi la révolution chez elle. Si la révolution commençait seulement maintenant, ne serait-ce qu'à son stade socialiste conciliateur, ne serait-ce que dans un ou deux grands pays de l'Entente, la guerre civile cesserait *immédiatement* en Russie, des centaines de millions d'hommes seraient *immédiatement* libérés dans les colonies où le mécontentement et la révolte couvent, réprimés seulement par la violence de l'Europe.

Kautsky outre les côtés profondément serviles qu'il a mis à nu pendant toute la guerre impérialiste, et maintenant évidemment sous l'empire d'un autre mobile: il s'est *effrayé* du caractère prolongé de la guerre civile en Russie. Sa frayeur l'a empêché de considérer que *la bourgeoisie du monde entier* fait la guerre à la Russie. La révolution chez une ou deux grandes puissances européennes briserait *définitivement* les forces de la bourgeoisie en général; sa domination serait extirpée *dans sa racine*, elle n'aurait plus de refuge sur la terre.

En réalité les deux années de guerre de la bourgeoisie universelle contre le prolétariat révolutionnaire de la Russie remplissent d'espoir tous les révolutionnaires du monde, *prouvent la proximité extrême de la victoire dans le monde entier*.

Quant à la guerre civile «entre prolétaires», les Tchernov et les Martov nous en ont déjà parlé. Pour mesurer toute la bassesse de cet argument, prenons un exemple frappant. Pendant la grande révolution française une partie de la classe paysanne, les Vendéens, combattit pour le roi contre la république. En juin 1849 et en mai 1871, une partie des ouvriers servaient dans les troupes de Cavaignac et de Gallifet qui

égergeaient la révolution. Que diriez-vous de celui qui déclarerait: «Je déplore la guerre civile *entre les paysans français en 1792*» ou «entre les ouvriers en 1849 et 1871»? Vous diriez que c'est un avocat hypocrite de la réaction, de la monarchie, de Cavaignac.

Et vous auriez raison.

Ne pas comprendre qu'il s'agit maintenant en Russie (et que cela commence et se prépare partout) de la guerre civile du prolétariat *contre la bourgeoisie*, ne peut être que le fait d'un parfait imbécile. Il n'y eut jamais et jamais il ne pourra y avoir de lutte de classes au cours de laquelle *une partie* de la classe avancée ne reste pas du côté de la réaction. La même chose est vraie de la guerre civile. Une partie des ouvriers arriérés vient en aide — pour un temps plus ou moins court — à la bourgeoisie. Se servir de cet argument pour justifier *ainsi leur* passage du côté de la bourgeoisie est un procédé de coquins.

En théorie nous voyons ici le désir de ne pas comprendre ce que crient depuis 1914 tous les faits de toute l'histoire de tout le mouvement ouvrier, partout dans le monde. La scission entre les petits *sommets* de la classe ouvrière corrompus par l'embourgeoisement et l'opportunisme, *achetés* au moyen de petites places d'un bon rapport et d'autres grâces prodiguées par la bourgeoisie —, et la classe ouvrière s'est indiquée à l'automne 1914 dans le monde entier, et elle s'est accentuée en 1915-18 d'une façon définitive. Kautsky ne voyant pas ce fait historique et accusant les communistes de cette scission, démontre pour la millième fois son rôle de valet de la bourgeoisie.

Marx et Engels parlèrent pendant 40 ans, de 1852 à 1892, de l'embourgeoisement de certaines parties du prolétariat (et précisément des *sommets*, des «chefs», de «l'aristocratie»), de certaines parties de la classe ouvrière en Angleterre, en corrélation avec les avantages coloniaux, les monopoles du pays. Il est évident que les monopoles impérialistes devaient créer au 20^{ème} siècle pour toute une série de pays une situation identique à celle de l'Angleterre. Dans tous les pays avancés nous observons la corruption, la vénalité, le passage dans le camp de la bourgeoisie *des chefs de la classe ouvrière*, de ses «sommets», en corrélation avec les bonnes grâces de la bourgeoisie qui donne à ces leaders de bons emplois, qui leur abandonne les miettes de ses revenus, reportant d'autre part le fardeau du travail le moins rétribué sur le reste des ouvriers et accroissant ainsi les privilèges de «l'aristocratie de la classe ouvrière».

La guerre de 1914-1918 a incontestablement démontré la trahison du socialisme. Le passage du côté de la bourgeoisie des chefs et des couches dirigeantes du prolétariat, de tous les social-chauvins, des Gompers, des Branting, des Renaudel, des Macdonald, des Scheidemann, etc. et l'inertie de la masse ouvrière font naturellement que celle-ci suit pendant un certain temps la canaille bourgeoise.

L'internationale de Berne, celle des Huysmans, des Vandervelde et des Scheidemann, est d'ailleurs définitivement constituée maintenant et c'est l'Internationale jaune des traîtres du socialisme. Sans lutte contre eux, sans rupture avec eux, il ne peut être question d'aucun socialisme *véritable*, d'aucun travail *sincère* pour la révolution sociale.

Que les indépendants allemands s'essayent à demeurer assis entre deux chaises: telle est leur destinée. Les gens de Scheidemann embrassent Kautsky comme leur homme; Stampfer le crie sur les toits et Kautsky est en fait un compère authentique de Scheidemann. Helfferding cependant, «indépendant» lui aussi et ami de Kautsky, propose à Lucerne d'exclure les Scheidemann de l'Internationale. Naturellement, les chefs véritables de l'Internationale jaune n'ont fait que rire du citoyen Helfferding. Ou sa proposition était d'une extrême sottise ou elle était d'une extrême hypocrisie. Passer pour «gauche» dans la masse ouvrière et conserver en même temps une petite place dans l'Internationale des serviteurs de la bourgeoisie! Mais de quelque façon qu'on veuille expliquer la conduite d'un leader tel que Helfferding, une chose est certaine, c'est que dans les masses prolétariennes l'indécision des «indépendants» et la servilité des Scheidemann, des Branting, des Vandervelde, ne cessera pas de provoquer un *éloignement toujours croissant* des chefs renégats. L'impérialisme peut diviser les ouvriers pendant un temps assez long dans certains pays, comme le démontre l'exemple de l'Angleterre, mais *l'union* des révolutionnaires, l'union des masses avec ceux-ci, l'exclusion des jaunes, progresse infailliblement dans l'univers entier. Les succès remarquables de l'Internationale Communiste en sont la preuve: le Parti Communiste s'est déjà formé en Amérique; à Paris le *Comité pour la reprise des relations internationales* et le *Comité de défense syndicaliste* ont pris position pour la Troisième Internationale. Deux journaux la défendent, *L'Internationale* de Raymond Péricat et *Titre censuré (Le bolchevik?)* de Georges Anquetil. En Angleterre nous sommes à la veille de la fondation du Parti Communiste avec lequel se sont solidarisés les meilleurs éléments du Parti Socialiste britannique, des Shop Stewards Committees et des ouvriers industriels révolutionnaires. Les socialistes de gauche suédois, les social-démocrates norvégiens, les communistes hollandais, les partis socialistes suisse et italien se sont déjà rangés du côté des spartakistes allemands et des bolchéviks russes.

L'Internationale Communiste, en ces quelques mois de 1919, est devenue une Internationale universelle, qui guide les masses irréductiblement hostiles aux traîtres du socialisme de la confrérie jaune de Berne et de Lucerne.

Arrêtons-nous pour conclure sur une information particulièrement édifiante qui fait la lumière sur le rôle

des chefs opportunistes. A Lucerne, pendant qu'y siégeait au mois d'août dernier la conférence des socialistes jaunes, parurent des éditions spéciales du journal genevois *La Feuille* qui donnait des comptes-rendus et des informations en plusieurs langues. L'édition anglaise (N° 4, Wednesday, August 6th) publia une interview de Troelstra, le leader bien connu des opportunistes hollandais. Troelstra disait ce qui suit :

La révolution allemande du 9 novembre provoqua parmi les militants des organisations politiques et professionnelles hollandaises une grande effervescence. Les milieux gouvernementaux en Hollande furent pendant plusieurs jours en proie à une véritable panique, d'autant plus sérieuse qu'à ce moment la fermentation était générale dans l'armée.

Les bourgmestres de Rotterdam et de La Haye s'adressèrent à leurs propres organisations, cherchant en celles-ci une force contre-révolutionnaire. Un Comité formé d'anciens généraux, parmi lesquels figurait un vieil officier fier d'avoir contribué à écraser la révolte des boxers chinois, entreprit de brouiller les idées des soldats et de les armer contre la révolution. — Ces efforts eurent naturellement un résultat contraire et il nous sembla un moment à Rotterdam qu'un Soviet ouvrier allait se former. Mais les chefs des organisations politiques et professionnelles étaient d'avis que l'heure des semblables mesures n'est pas encore venue et ils se bornèrent à présenter le programme minimum des revendications ouvrières et à adresser à la population un appel enflammé.

Ainsi parla Troelstra. Il ajouta beaucoup d'autres vantardises, rappelant les discours révolutionnaires qu'il avait tenus, rappelant qu'il avait été partisan de la prise du pouvoir, et qu'il comprenait l'insuffisance du parlementarisme et de la démocratie politique, qu'il reconnaissait pour les périodes de transition les « méthodes illégales » de lutte et la « dictature du prolétariat », etc., etc.

Troelstra est le modèle du leader vénal et opportuniste qui sert la bourgeoisie et trompe les ouvriers. *En paroles*, vous voyez bien qu'il admet les Soviets, la dictature du prolétariat et tout ce que vous voudrez. En fait c'est le plus vil des traîtres de la classe ouvrière et des agents de la bourgeoisie. En fait il est le chef de ces « militants des organisations politiques et professionnelles » hollandaises qui ont *sauvé la bourgeoisie de leur pays* en passant de son côté au moment décisif.

Car les faits dont parle Troelstra sont clairs et nets. En Hollande l'armée était mobilisée. Le prolétariat était en armes et rapproché, dans l'armée, des couches les plus pauvres de la population. La révolution allemande enthousiasmait les ouvriers et provoquait une « mutinerie presque générale de l'armée ». Le fait certain, c'est que le devoir des militants révolutionnaires était de conduire les masses à la révolution et de ne pas laisser échapper cette occasion, à l'heure où l'armement des ouvriers et l'influence de la révo-

lution allemande pouvaient décider immédiatement les événements.

Mais les chefs trahirent et, Troelstra en tête, passèrent du côté de la bourgeoisie. Les ouvriers furent saturés de réformes et plus encore de promesses de réformes, d'« appels enflammés » et de phrases révolutionnaires; ils furent bernés. Ce sont précisément les Troelstra, les leaders et les militants de son espèce, ceux de la seconde internationale de Berne et de Lucerne, qui ont aidé la bourgeoisie à démobiliser l'armée et sauvé ainsi les capitalistes.

Le mouvement ouvrier poursuivra son chemin en se débarrassant des traîtres et des transfuges, des Troelstra et des Kautsky, de tous ses dirigeants embourgeoisés qui, bernant les masses, font en réalité le jeu politique des capitalistes.

N. LÉNINE

20 septembre 19.

P.-S. — A en juger par l'exposé de Stampfer, Kautsky a fait le silence sur le système de gouvernement des Soviets. N'a-t-il pas, dans cette question capitale abandonné ses positions? N'a-t-il pas renoncé aux banalités qu'il écrivait à ce sujet dans sa brochure contre la dictature du prolétariat? N'a-t-il pas préféré passer de ce qui est essentiel à ce qui est secondaire? Nous répondrons à ces questions quand nous aurons pris connaissance du texte même de sa brochure.

Note de la Rédaction. *Les gardes blancs russes* éditent à Helsingfors, sous l'égide du général Mannerheim, un journal qui porte le nom de « *Novaja Jizn* » et est répandu à l'armée Judenitch.

Nous lisons dans ce journal (N° 168, 23 septembre 1919) un article de fond, contenant l'éloge suivant du nouveau livre de Kautsky :

Dans un livre de Karl Kautsky (un des représentants de la gauche socialiste), qui vient de paraître, *Terrorisme et Bolchévisme* la nature véritable des « destructeurs du mouvement ouvrier socialiste » est révélée avec toute l'érudition propre à l'auteur.

« Les bolchéviks, écrit Kautsky, ont emprunté à l'histoire de la Commune de Paris son terrorisme « implacable, mais non son esprit démocratique et humanitaire. La terreur éteint l'énergie révolutionnaire des masses et, préparant un terrain favorable à la réaction future, conduit à sa perte le pouvoir démocratique fondé sur la volonté populaire. »

« Il en fut ainsi avec Robespierre, — il en sera « de même avec les bolchéviks. »

Le système des Soviets se fonde sur la destruction de la démocratie et de tous ses principes fondamentaux : pouvoir populaire, libertés, activités indépendantes.

Le bolchévisme n'atteint que des résultats contraires à ceux qu'il poursuit.

Le théoricien de la II^e Internationale, fournissant leur idéologie aux généraux contre-révolutionnaires russes ! On ne peut aller plus loin.



Lettre du camarade Trotsky aux Communistes français

*Au camarade LORJOT.
Au camarade ROSMER.
Au camarade P. MONATTE.
Au camarade PÉRICAT.*

Chers amis,

Je m'adresse à chacun de vous en particulier, car une amitié personnelle me lie à chacun de vous et je vous écris ensemble parce que nous sommes tous unis par des idées communes sous le même drapeau. En dépit du blocus par lequel MM. Clémenceau, Lloyd Georges et leurs pareils s'efforcent de rejeter l'Europe dans la barbarie du moyen âge, nous suivons d'ici attentivement votre travail et la croissance du communisme révolutionnaire en France. Et, personnellement, j'apprends chaque fois avec joie que vous êtes, chers amis, au premier rang dans ce mouvement qui doit régénérer l'Europe et l'humanité.

Notre République des Soviets traverse actuellement la période de la plus grande tension de ses forces, afin d'en finir définitivement avec les attentats militaires contre la révolution prolétarienne. Au cours de ces deux derniers mois nous avons éprouvé sur notre front sud, principalement en Ukraine, de graves revers. Mais permettez-moi de vous dire, chers amis, qu'en ce moment la République des Soviets est plus forte que jamais.

Nous avons défait Koltchak. La bourgeoisie russe et étrangère, la bourgeoisie française y compris, espérait couronner Koltchak, au Kremlin, de la couronne des autocrates. Les troupes de Koltchak approchaient du Volga. Ces troupes sont maintenant battues et dispersées. Du début de mai jusqu'à ce jour (1-er septembre) les armées rouges ont, sur le front oriental, franchi en combattant plus de mille kilomètres. Nous avons rendu à la révolution des Soviets l'Oural, son industrie et sa population prolétarienne. Nous avons ainsi créé une seconde base pour l'œuvre de la révolution communiste.

La défaite de l'armée de Koltchak nous a permis de concentrer nos forces et nos réserves sur le front sud contre le général Dénikine. Au cours de ces jours derniers nous avons passé à l'offensive sur

toute l'étendue du front sud. Cette offensive a déjà donné des résultats. Dans certaines directions extrêmement importantes, l'ennemi a reculé de 100 km. et plus. Nos forces et notre armement sont tout à fait suffisants pour achever notre victoire sur Dénikine, c'est-à-dire, pour extirper totalement du sol la contre-révolution du sud.

Reste le front occidental qui n'a maintenant sur notre carte stratégique révolutionnaire qu'une importance de troisième plan. La gentilhommerie polonaise peut obtenir ici, momentanément, des succès de maraude. Nous voyons sans grande inquiétude l'avance temporaire des faibles troupes polonaises. Quand nous aurons fini avec Dénikine, — et ce jour est proche, — nous jetterons de lourdes réserves sur le front occidental. Lord Churchill se flatte, d'après les journaux, d'avoir mobilisé contre la Russie 14 états. Mais il s'agit de 14 appellations géographiques et non de 14 armées. Dénikine et Koltchak eussent préféré recevoir au lieu de ces 14 alliés, 14 bons corps d'armée. Mais heureusement ni Clémenceau, ni Lloyd Georges ne sont plus en état de les leur donner et le mérite vous en revient sans nul doute.

Je me souviens de la première période de la guerre quand MM. Renaudel, Jouhaux et Cie prédisaient que la victoire de la France et de l'Angleterre serait celle de la démocratie occidentale, serait le triomphe du principe des nationalités, etc., etc. Avec vous, nous considérions d'un œil plein de mépris ces illusions petites bourgeoises, empoisonnées de charlatanisme impérialiste.

Le groupe Jean Longuet pensa que l'on pouvait corriger la marche de l'histoire mondiale au moyen d'une politique à la Renaudel, avec annotations, réticences, équivoques. Il a ainsi complètement démasqué le mensonge écœurant du social-patriotisme de Renaudel et consorts. La France impérialiste appa-

rait comme le rempart de la contre-révolution mondiale. Les traditions de la grande révolution française, les détroques de l'idéologie démocratique, la phraséologie républicaine, tout cela est utilisé avec l'enivrement de la victoire pour soutenir et renforcer la position du capital contre les vagues montantes de la révolution sociale.

Si la France est devenue le rempart de la contre-révolution capitaliste, la tendance Renaudel apparaît maintenant en France comme une force plus réactionnaire que le cléricanisme même. Or, Renaudel est inconcevable sans Longuet. Renaudel est trop franc, trop rectiligne, trop cynique, dans son réactionnarisme social. Jean Longuet qui dans toutes les questions fondamentales soutient l'intangibilité de l'ordre capitaliste dépense le meilleur de sa force et de son ingéniosité à couvrir ce travail des rites et des formules rituelles du culte socialiste et même internationaliste.—Le geste de Merrheim passant du côté de nos ennemis ne m'a pas surpris. Dans la première période de la guerre Merrheim au lieu de marcher avec nous suivait en boitant. A l'époque où nous vivons il vaut mieux avoir des ennemis déclarés que des amis douteux.

Les hommes de ce type, chez nous, se sont presque tous montrés à la minute décisive de l'autre côté de la barricade. Ils ont couvert leur trahison envers la cause de la classe ouvrière, de phrases sur la „démocratie“. Nous avons vu et montré qu'à l'époque de la révolution sociale les formes et les rites de la démocratie bourgeoise sont aussi mensongers que le droit international à l'époque de la guerre imperialiste. Là où deux classes irréconciliables ont entamé la lutte décisive, il n'y a pas de place pour un arbitrage qui trancherait leur différend. Rejetant le mensonge conventionnel du parlementarisme démocratique, nous avons créé la véritable démocratie de la classe ouvrière sous la forme des soviets. La Russie des Soviets a appelé des millions d'ouvriers et de paysans à l'œuvre de construction de la vie nouvelle. Les masses laborieuses de la Russie ont créé leur armée rouge au milieu de difficultés inouïes. Sur tous les champs

de bataille ses chefs sont des prolétaires de Pétrograd et de Moscou. Les paysans de l'Oural, de la Sibérie, du Don, de l'Ukraine accueillent cette armée en libératrice. Les commissaires de nos bataillons et de nos régiments sont dans les régions libérées les porteurs de la culture communiste, les constructeurs de la vie nouvelle.

La crise économique du ravitaillement n'est pas encore surmontée chez nous uniquement parce que les forces et les ressources principales du pays sont absorbées par la guerre que nous impose féroce ment le capitalisme anglais et français. Nous espérons en finir au cours des mois prochains avec nos ennemis et toutes les forces, toutes les ressources du pays, tout l'enthousiasme, toute l'ardeur du prolétariat avancé seront alors dirigés dans la voie de la nouvelle reconstruction économique.

Nous viendrons à bout de la désorganisation économique et de l'insuffisance du ravitaillement, comme nous sommes venus à bout de Koltchak, comme nous viendrons à bout de Dénikine. Nos bataillons victorieux, dans les steppes de la Sibérie et sur les routes du Turkestan soulèvent l'enthousiasme révolutionnaire des peuples opprimés de l'Asie. Et en ce moment même nous ne doutons pas un instant que l'heure de l'aide décisive qui nous viendra d'occident est proche,—que l'heure de la révolution sociale est proche dans toute l'Europe.

Plus le triomphe du militarisme, du vandalisme et des social-traitres de la France bourgeoise est brutal, plus sévère sera la révolte prolétarienne, plus décisive sera sa tactique, plus complète sera sa victoire.

Dans nos revers momentanés et dans nos succès décisifs nous ne vous oublions jamais, chers amis. Nous savons que la cause du communisme est placée entre des mains probes et fermes.

Vive la France révolutionnaire et prolétarienne!
Vive la Révolution sociale universelle!

L. TROTSKY

Pétrograd, 1-er septembre, 1919.



LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT EN RUSSIE ET LA RÉVOLUTION MONDIALE

(Fin ¹).

Dans la première partie de cet article, nous avons examiné deux questions: la question du «coût de la révolution» et celle du caractère mondial de cette dernière. La conclusion qui s'est dégagée est que toute révolution (et en particulier la révolution prolétarienne qui modifie radicalement les rapports sociaux) est inévitablement liée à une chute temporaire des forces productrices (c'est le travail destructeur de la révolution) et que ce n'est qu'à ce prix que peut être obtenu le développement ultérieur des dites forces. La révolution coûte toujours quelque chose. D'autre part, la période d'élévation des forces productrices ne peut s'ouvrir qu'avec la victoire du prolétariat dans plusieurs grands états. C'est précisément pour cela qu'en Russie, où le capital étranger et la contre-révolution nationale se sont emparés des sources de combustible et de matières premières, le prolétariat n'a pu réussir à élever les forces productrices en dépit de succès d'organisation considérables. De là découle la nécessité du développement de la révolution à l'échelle mondiale et de la formation d'un bloc économique puissant des pays industriels avec la Russie soviétiste.

III.

Le communisme dans le domaine de la production et de la consommation.

Très souvent nos critiques du camp «socialiste» adressent au pouvoir des Soviets le reproche que le «communisme officiel» des bolchéviks est exclusivement un communisme de consommation. On nous dit que le pouvoir des Soviets se borne simplement à opérer un partage universel: partage des logements, des meubles, des vêtements, de la nourriture, etc... tandis que la tâche principale du véritable communisme consiste à organiser la production. Les bolchéviks mettent au premier plan l'organisation de la consommation. Ils transforment peu à peu le prolétariat, en tant que classe productrice, en élément non travailleur (par suite du manque de matières, de combustible) pensionné par l'État, en couche sociale rappelant l'antique prolétariat des gueux.

Quelle est dans tout ceci la part du vrai et celle du faux et quel rapport doit-il exister, du point de vue marxiste, entre le communisme de production et le communisme de consommation?

Il est évidemment impossible de nier que le pouvoir des Soviets ait pris toute une série de mesures relativement à l'expropriation, non seulement des moyens de production, mais aussi des moyens de consommation (et l'installation des ouvriers et de leurs organisations dans les logements bourgeois, la ration de classe, c'est-à-dire l'attribution au prolétariat d'une ration alimentaire plus considérable, sont à cet égard particulièrement typiques). Mais seul un homme qui ne comprend absolument rien aux conditions spécifiques dans lesquelles se développe la révolution internationale peut soutenir que ces mesures ne sont pas justes. Le marxisme est basé sur la théorie de la croissance des forces productrices de la société humaine. Il n'en découle nullement, comme nous l'avons vu dans notre article précédent, qu'il faille redouter tout abais-

sement momentané de ces forces, abaissement qui, au cours de la révolution, est absolument inévitable. Pareillement, notre but principal — l'organisation de la production — peut supposer, comme condition lui étant propre, ce communisme de consommation dont parlent nos adversaires.

La révolution, telle qu'elle se développe actuellement, a grandi sur le fond des dévastations les plus épouvantables, causées par la guerre impérialiste. Ces dévastations se sont traduites par la destruction d'une énorme réserve de forces productrices, comme chacun le sait parfaitement. Mais que représentent ces forces productrices, base de tout progrès, dans leur forme concrète? Ce sont, d'une part, les moyens de production et, d'autre part, les forces ouvrières. Non seulement les machines, mais encore les ouvriers, la classe ouvrière constituent les forces productrices. Marx a indiqué à plus d'une reprise que le prolétariat est dans la société contemporaine la force productrice la plus importante. Et il n'est pas difficile de comprendre que si la révolution est liée, à son début, à une continuation de la baisse des forces productrices il faut faire tout ce qui est humainement possible pour garder, préserver, mettre à l'abri d'une chute définitive précisément cette force productrice. La conservation de la classe ouvrière est une condition de la reconstruction de l'appareil producteur de la société.

La bourgeoisie s'efforce de rejeter tous les frais de la guerre sur la classe ouvrière. Elle pratique un système économique de rapt (Raubwirtschaft) à l'égard de la force ouvrière. Il va de soi, bien entendu, que le gouvernement prolétarien doit, au contraire, faire l'impossible pour soutenir cette force ouvrière. Dans cette période d'appauvrissement sans précédent et de diminution effroyable des ressources, il n'y a pas d'autres moyens pour remplir cette tâche que de placer le prolétariat dans une situation économique privilégiée ou de lui donner, pour le moins, la possibilité de ne pas vivre plus mal que le bourgeois affamé. Tout ce qui peut compenser l'insuffisance et les lacunes de la nourriture, du logement, de l'habillement, etc... doit être attribué au prolétariat. Et si, durant un court laps de temps, il est impossible de recréer ces ressources (et c'est là une impossibilité manifeste), il ne reste qu'une seule chose à faire: la répartition des objets de consommation entre les classes, l'expropriation forcée des objets de consommation et leur remise, selon un mode organisé, au prolétariat c'est-à-dire la pratique du «communisme de consommation».

Ainsi donc, en pratiquant ce communisme de consommation, nous nous inspirons de l'intérêt du développement des forces productrices. Autrement dit, le communisme dénommé de consommation constitue, à notre époque d'appauvrissement et de famine, une des conditions nécessaires de l'œuvre de construction d'un «véritable» communisme, c'est-à-dire d'un communisme producteur.

Il va de soi que la petite bourgeoisie ne doit pas être visée par cette expropriation. Il va de soi également que dans le mouvement gigantesque de la révo-

¹ Voir le N° 4 de *L'Internationale Communiste*.

lution, on peut compter des milliers de cas où cette règle n'a pas été observée. Mais il n'y a qu'un philistin borné qui puisse nier la révolution pour la seule raison qu'elle ne s'accomplit pas tout à fait régulièrement, comme il l'aurait voulu.

Ainsi: les conditions concrètes de notre époque d'appauvrissement exigent que nous expropriions non seulement les moyens de production, mais aussi les moyens de consommation. Cette dernière mesure est nécessaire du point de vue de la conservation de la force productrice fondamentale qui est la classe ouvrière.

IV.

Le caractère prolétarien — militaire de la dictature et de la révolution mondiale.

Il nous faut enfin examiner encore une question ou, plus exactement, une suite de questions qui ont une explication commune. On nous reproche toute une série de péchés: nous pratiquons, dit-on, le pouvoir de parti, l'oligarchie, la terreur, le «socialisme de caserne» (cette dernière expression est particulièrement piquante dans la bouche des socialistes impériaux et royaux) (*), etc...etc... Les qualificatifs et les étiquettes dont usent et abusent nos adversaires n'ont évidemment aucune importance. Mais, d'autre part, nous n'avons pas la moindre intention de nier ni l'extrême centralisation de notre appareil, ni le caractère répressif de notre politique à l'égard de la bourgeoisie et des partis socialistes-conciliateurs, ni l'organisation militaire de notre propre parti, en tant que parti dirigeant et réalisant sa dictature par l'organe du pouvoir des Soviets. Toutes ces circonstances qui paraissent au philistin autant de crimes monstrueux, doivent être en réalité la loi sacrée de tout révolutionnaire travaillant dans les conditions où travaille notre parti.

Le prolétariat russe est actuellement l'objet, pour employer l'expression dont s'est servi Churchill, d'une attaque concentrique de la part de 14 états. Si l'on fait le total de tous les états qui nous font directement ou indirectement la guerre, le nombre de ces organisations de brigandage se trouve encore augmenté. Si l'on y ajoute la contre-révolution «nationale» ouverte, on obtient une force considérable. Dans de pareilles conditions, la république soviétiste doit être un *camp retranché* et la dictature du prolétariat doit être une dictature *prolétarienne-militaire*. Nous ne pouvons admettre aucune désagrégation au sein de nos propres forces: une discipline militaire doit être observée chez nous partout et dans tous les domaines de l'administration. Cette circonstance particulière explique tout. Les intellectuels bêtement sentimentaux que la rigueur même de la grande lutte fait frissonner jusqu'au tréfond de l'âme d'une peur mêlée de dégoût ne cessent de se répandre en attaques sans fin contre le régime prolétarien, précisément à cause de leur absolue incapacité à comprendre les conditions de la lutte et la volonté active qu'exige actuellement l'histoire. La meilleure illustration de la nécessité d'un tel régime est fournie par l'organisation de notre parti lui-même. En fait tous ses membres sont considérés comme mobilisés. Au premier appel de notre comité central, n'importe quel membre du parti est obligé d'aller au

poste qui lui est indiqué: d'abandonner sa famille et de partir au front, le fusil sur l'épaule, ou bien de survoler en aéroplane le front ennemi ou bien encore de se rendre en pays ennemi ou enfin de se consacrer jour et nuit à un travail déterminé. Il en est exactement de même dans le domaine militaire et dans le domaine économique.

Pour élever par exemple la productivité du travail, les membres de notre parti font des heures de travail supplémentaires ou travaillent pendant les fêtes, constitués en détachements spéciaux de communistes: ils chargent du bois, déchargent des wagons, travaillent dans les fabriques et les usines, donnant l'exemple d'une nouvelle discipline fraternelle. C'est là un phénomène absolument inconnu jusqu'alors et que nulle part ailleurs il n'est possible de se représenter. Chez nous c'est une nécessité absolue. Et pour toute violation de cette discipline de parti, il est établi des sanctions fort rigoureuses et fort désagréables.

Mais si notre parti lui-même (le parti du gouvernement occupé à scier du bois!) est construit militairement, il crée bien-entendu aussi des institutions soviétistes à son image et semblables à lui ou, pour le moins, il essaie de les créer. Car ce n'est que dans de pareilles conditions qu'il est possible de soutenir la ruée furieuse déchaînée contre nous de tous côtés.

Il n'est pas difficile de tirer de là nombre de conclusions. Il est clair que nous ne pouvons pas admettre le jeu à l'«opposition» qui, dans la situation dans laquelle nous nous trouvons, se transforme en vingt-quatre heures en contre-révolution. Nous devons l'écraser impitoyablement.

Tous les compromis ne peuvent conduire ici qu'à une désorganisation interne de l'appareil. De la controverse, dans des conditions telles que celles dans lesquelles nous sommes placés, sort non pas la «vérité», mais la victoire de la contre-révolution.

Pareillement on ne peut tolérer sur le front, où l'exécution d'un plan déterminé et la rapidité d'action sont nécessaires, aucune «discussion» d'ordre parlementaire; il en est de même encore — mutatis mutandis — de beaucoup de branches de notre travail, parce que *la république des Soviets est un camp retranché*.

Un pareil type de dictature est-il toujours nécessaire? Evidemment non. L'acuité de sa forme est fonction de la situation extérieure de la République des Soviets.

De même que la politique terroriste des montagnards trouvait une justification suffisante dans la situation extérieure et intérieure de la République Française (circonstance qu'il ne serait pas inopportun de rappeler à l'«historien» Kautsky), de même le pouvoir russe des Soviets, s'il n'avait pas établi un régime qui semble intolérable aux intellectuels aux nerfs dérangés, eût été un jeune agneau opportuniste que le loup impérialiste aurait dépecé depuis longtemps.

La comparaison entre le prolétariat militant et une armée était autrefois admise («armée prolétarienne», «soldats de la révolution», etc...). Mais quand arrive le moment où il s'agit d'être effectivement et non plus sur le papier des soldats de la révolution, messieurs les anciens «soldats» passent fréquemment à l'état de déserteurs et de briseurs de grève, tandis que dans d'autres cas (dans la majorité des cas si l'on considère les social-démocrates) ils passent dans le camp de l'ennemi...

Il est tout à fait évident que dès que la pression

(*) Kaiserlich-Königliche Sozialisten!

du dehors cessera (et cela pent et doit être la conséquence de la révolution internationale), les formes de la dictature «s'adouciront»...

Ultimeurement quand nos ennemis seront définitivement réduits à l'impuissance et s'assimileront plus ou moins aux masses des travailleurs, ces ennemis se

transformeront en citoyens, égaux en droits aux travailleurs de l'état prolétarien qui mourra alors par désuétude et que remplacera insensiblement la société communiste ne connaissant ni état ni classes.

N. BOUKHARINE

UN ACTE D'ACCUSATION CONTRE LA II^e INTERNATIONALE ⁽¹⁾

L'édition du livre que nous présentons aujourd'hui a été commencée en allemand encore au début de l'année 1915. Lors de mon séjour en Suisse en qualité d'émigrant, j'ai obtenu du professeur Grunberg, son auteur, l'autorisation de l'édition en russe, mais c'est aujourd'hui seulement que nous sommes en état de mettre ce projet à exécution.

Le livre est exclusivement composé de documents. Le professeur Grunberg s'est borné à rassembler systématiquement tous ces documents, mais leur importance est si grande que son livre jouera un rôle historique de premier ordre.

Le professeur Grunberg, à ce que nous savons, n'est pas communiste. Avant la guerre il appartenait au parti des socialistes-pacifistes. Mais le professeur Grunberg est un honnête homme et un historien impartial. Il s'est assigné pour but de rassembler tous les documents les plus importants de la II^e Internationale sur les questions touchant à la guerre. Il a recueilli tous les manifestes, toutes les déclarations, tous les programmes et les discours des leaders les plus en vue des partis socialistes d'Allemagne, de France, d'Autriche, d'Italie, d'Angleterre et d'autres pays. Enfin il a classé à part les documents datant de la veille de la guerre et ceux qui ont vu le jour aussitôt après la déclaration de la guerre de 1914. La collection ainsi formée est très riche et le tableau qu'elle met sous nos yeux, fort instructif.

Les plus précieux de ces documents sont ceux qui ont été rédigés deux ans avant la guerre mondiale, au moment de la guerre des Balkans et du fameux congrès de la II^e Internationale à Bâle. Les guerres des Balkans étaient la préface de la guerre impérialiste universelle. Les socialistes honnêtes de tous les pays se rendaient parfaitement compte en 1912 que la guerre des Balkans serait fatalement suivie par une guerre générale dans le plus bref délai. En élaborant leur tactique par rapport à la guerre de 1912, les pionniers de la II^e Internationale s'efforçaient d'établir à l'avance leur ligne de conduite pour le moment où éclaterait la guerre universelle. Chacune des résolutions votées en 1912 et en particulier le manifeste du congrès de Bâle voté à l'unanimité, sont autant de serments d'Annibal: lutter jusqu'à la dernière goutte de sang

(1) L'article que nous publions ici a été écrit par le camarade Zinoviev pour servir de préface à l'édition russe du recueil de documents composé par le professeur Grunberg.

La Rédaction.

contre la guerre impérialiste et y répondre par une guerre civile!

Mais les plus démonstratifs de tous sont sans contredit les documents écrits à la veille même du commencement de la guerre universelle et ceux qui furent rédigés 24 ou 48 heures après.

Un jour ou deux avant que le premier coup de fusil ait été tiré, le parti social-démocrate allemand, comme les socialistes officiels français, comme les Trade-Unions anglaises et toutes les organisations ouvrières sans distinction qui entraient dans la composition de la II^e Internationale, s'entendaient pour déclarer officiellement que la guerre qui surgissait ne serait qu'une lutte impérialiste provoquée par la bourgeoisie des deux coalitions. Tous ces partis et toutes ces organisations engageaient les ouvriers à s'élever contre la plus criminelle des guerres provoquée par les impérialistes de tous les pays. Mais voici que le premier coup de fusil est tiré, rompant les relations entre les deux coalitions et aussitôt, comme par enchantement, tous les leaders officiels de tous les partis se mettent à appeler blanc ce qu'ils appelaient noir la veille. Chacun de ces partis déclare que le gouvernement de «son» pays entreprend une guerre de «délivrance», une guerre de «défense», une guerre «pour la liberté». Et chacun de ces partis appelle les ouvriers de son pays à «défendre la patrie», à voter les crédits militaires de la guerre impérialiste, à marcher comme un seul homme pour défendre sa bourgeoisie, à cesser les grèves et la lutte des classes pour conclure la fameuse «paix sociale» avec la bourgeoisie.

Prenons pour exemple un homme comme Gustave Hervé, que le premier coup de feu transforma en histrion chauvin et en crieur «patriotique» au service des généraux français. Eh bien, Hervé lui-même écrivait encore dans son article du 28 juillet 1914 intitulé *Vive le tzar!* les lignes suivantes:

«La guerre pour défendre une petite nation opprimée par une grande puissance? Ce serait trop beau! Mais il y a longtemps que l'Europe ne compte plus une seule grande nation qui n'ait les mains teintes de sang.

«Ne disons pas — la guerre pour la défense du petit peuple serbe, mais bien — la guerre pour la défense du prestige de notre allié, le tzar!

«L'honneur de notre allié! L'honneur du gouvernement russe! A ce seul mot, Rabelais, Voltaire et Hugo se retourneront dans leurs cercueils... Le gouvernement russe n'avait pas l'honneur si susceptible

lorsqu'il étouffait la Finlande et la Pologne, lorsqu'il lançait ses bandes noires sur la population juive de Kieff et d'Odessa!

«Lutter pour le prestige du tzar! quelle belle cause pour un peuple dont les aïeux ont fait la grande révolution! quelle joie de mourir pour une si noble cause!»

Ainsi écrivait Gustave Hervé deux jours seulement avant que la guerre éclatât. Et ce même jour un manifeste signé par Jaurès, Guesde, Vaillant, Sembat, Renaudel, Hervé et autres déclarait aux ouvriers que la guerre qui se préparait était provoquée par la politique d'accaparement des impérialistes.

«La concurrence coloniale, les intrigues et les abus de pouvoir de l'impérialisme, une politique d'accaparement chez les uns, une politique d'ambition et de défense de prestige chez les autres — tout ceci créé depuis déjà 10 ans dans toute l'Europe une atmosphère de tension permanente et un danger toujours croissant de guerre» (*L'Humanité* du 28 juillet 1914).

Et l'organe central des syndicalistes français disait le 29 juillet 1914 ce qui suit :

«Ouvriers, si vous n'êtes pas des lâches, si vous ne voulez pas que dans quelques heures d'ici votre pays soit engagé dans la pire des aventures qu'on puisse imaginer, protestez!» (*La Bataille syndicaliste* du 29 juillet 1914).

Les déclarations du comité central du parti social-démocrate allemand et les articles publiés par l'organe principal de ce parti le *Vorwärts* étaient dans le même esprit. Dans le livre du professeur Grunberg le lecteur trouvera le manifeste du parti social-démocrate allemand et les articles de tête de son organe central publiés quelques jours seulement avant le commencement de la guerre. Le lecteur pourra y voir comment Scheidemann et Cie deux jours seulement avant le commencement de la guerre appelaient noir ce qu'ils devaient 48 heures

après reconnaître plus blanc que la neige sur la cime des Alpes.

Le professeur Grunberg, peut-être sans même le vouloir, a rédigé un acte d'accusation magnifique contre toute la II-e Internationale. Tout ouvrier doué tant soit peu d'honnêteté et de raison se dira après avoir lu le livre de Grunberg : mais ces gens reconnaissent eux-mêmes leur trahison. Les leaders de la II-e Internationale trompent manifestement et sciemment la classe ouvrière !....

L'apparition de ce livre est particulièrement opportune à l'heure actuelle au moment précis où les apôtres de la II-e Internationale en faillite s'efforcent de ranimer son cadavre et organisent à Berne, à Lucerne et dans d'autres villes la comédie de la „renaissance" de cette Internationale. Ces messieurs les Vandervelde, les Huysmans, les Scheidemann, les Renaudel, les Hyndman, les Branting passeront évidemment sous silence les documents qu'eux-mêmes ont rédigés et que le professeur Grunberg a rassemblés. Tels des malfaiteurs qui évitent toujours l'endroit où ils ont commis leur plus grand forfait, ces honorables chefs de la II-e Internationale escamotent les documents de cette Internationale. Nous avons d'autant plus de raisons, nous, les partisans de la III-e Internationale — la seule vivante — pour donner la plus large publicité au livre du professeur Grunberg qui a une importance mondiale. Ce livre plus qu'aucun autre dévoile toute la décomposition et toute la fausseté de la II-e Internationale et voue au mépris général ses représentants les plus célèbres. Que nos partisans, que tous les pionniers de la III-e Internationale sachent utiliser le riche réquisitoire contre les traîtres qui est consigné dans ce livre.

G. ZINOVIEV

19 juillet 1919.

QU'ADVIENDRA-T-IL DE L'ALLEMAGNE?

La trahison de la révolution, c'est la fin du peuple allemand. En novembre 1918, lors de l'effondrement de l'impérialisme allemand, les plus belles perspectives s'ouvraient devant le prolétariat allemand. Si l'Allemagne révolutionnaire s'était donnée alors un gouvernement qui eût proclamé la dictature du prolétariat, conclu la paix avec la Russie socialiste, entraînant à sa suite l'Autriche-Hongrie et la Pologne, l'Allemagne, et avec elle, toute l'Europe centrale auraient été sauvées. Il est vrai que si l'Allemagne avait agi de la sorte, cela aurait pu entraîner l'invasion de son territoire par les armées anglo-franco-américaines; mais d'abord, il eût été facile d'opposer à ces troupes une armée révolutionnaire allemande et ensuite les „vainqueurs" n'auraient probablement pas été en état de soutenir, même pendant un mois, une guerre contre une Allemagne révolutionnaire. Si les vainqueurs avaient réussi à occuper temporairement l'Allemagne occi-

dentale, ce malheur aurait pu être rapidement réparé. Par ailleurs, la question du ravitaillement aurait été résolue dès que les contre-révolutionnaires n'auraient plus été les maîtres dans le sud de la Russie, dans les Balkans et en Pologne (ce qui serait arrivé fatalement s'ils avaient perdu l'appui des batonnettes allemandes); l'Europe aurait été ravitaillée aussitôt pour plusieurs mois—laps de temps suffisant pour venir définitivement à bout des „vainqueurs" et donner véritablement la paix au monde entier.

Mais les événements ont suivi le cours tracé d'avance inexorablement par la trahison du 4 août 1914. Une partie importante des ouvriers allemands, même après que leurs frères en uniforme eurent mis fin à la guerre, ont continué à demeurer sous le charme du fatal aveuglement contre-révolutionnaire dans lequel les avaient plongés leurs „leaders", Scheidemann, Ebert et Cie. Ils ajoutèrent foi à

ce conte pour petits enfants d'après lequel il leur suffisait d'être bien sages et de ne pas faire de „gaffes“ révolutionnaires pour que leurs leaders puissent obtenir du „grand ami de l'humanité“ Wilson une paix équitable, c'est-à-dire pour que tout aille pour le mieux et pour que l'Allemagne démocratique, avec la bonhomie et le sang-froid propres au peuple allemand, devienne progressivement socialiste.

Le rêve fut bientôt fini.

Les „vainqueurs“, c'est-à-dire les impérialistes au pouvoir en Angleterre, en France et aux États-Unis, n'étaient nullement pressés de faire la paix; par contre les social-traitres allemands ne s'en hâtèrent que davantage de la faire avec la bourgeoisie allemande. Les amis de Scheidemann accusent exclusivement de tout ce qui suivit les maudits spartakistes: ce sont eux qui ont troublé l'idylle. Or, quiconque est plus ou moins au courant de l'histoire des mouvements sociaux, devait prévoir que cette lutte était inévitable. Le pouvoir des capitalistes allemands n'avait pas été brisé (le pouvoir même des junkers et de la caste militaire restait presque intact) et, comme aucune classe dirigeante n'a jamais renoncé de bon gré au pouvoir qui lui appartenait, la bourgeoisie allemande, elle, non plus, ne se montra pas très disposée à consentir à une pareille abdication. D'autre part, il était absurde de supposer que les masses ouvrières avaient supporté pendant quatre ans la faim et les privations de toute sorte uniquement pour laisser à présent, au lendemain de la révolution politique, les spéculateurs jouir en paix de leurs profits.

La lutte économique était inévitable et, en fait, un mouvement gréviste des plus intenses se dessinait dès le mois de décembre. Il était tout aussi difficile de penser que la classe ouvrière dans son entier était satisfaite par les fantaisies des fripouilles de la social-démocratie. Les spartakistes ne formaient que l'avant-garde de la révolution; leur action était aussi inévitable que le coup de tonnerre après l'éclair. Mais qui a dit A doit dire B, et les social-traitres ne pouvaient que remplir l'obligation qu'ils avaient assumée de défendre le régime bourgeois. On ne peut s'étonner d'une part que de la stupidité sans bornes, de la férocité et de la bassesse de MM. Scheidemann, Ebert, Noske et consorts, et de l'autre de la douceur de mouton avec laquelle le prolétariat allemand supporte depuis plusieurs mois l'infâme domination de ces viles canailles.

Nous n'entreprenons pas de décrire les atrocités commises librement en régime „socialiste“ par les bandes déchainées d'assassins mercenaires. Mais nous montrerons que pendant la période qui s'étend de novembre 1918 à août 1919, ce gouvernement „socialiste“ n'a manifesté dans aucun domaine aucune intention de prendre en considération les besoins du prolétariat.

Tout d'abord, le gouvernement aurait dû songer à répartir plus raisonnablement les approvisionnements qu'il avait à sa disposition. Ce n'était un secret pour personne que le système de répartition établi par le gouvernement impérialiste et qui était si bien construit sur le papier, laissait en réalité un champ d'action très vaste à la spéculation, permettant ainsi aux riches de ne se priver de rien,

tandis que le prolétariat des villes était condamné à souffrir de la faim. Le régime „socialiste“ ne changea rien à ce système. Au contraire, on ne vit jamais une spéculation aussi effrénée que sous ce régime. Il semblait qu'une bande d'accapareurs s'efforçait, comme pour défier la révolution, d'accroître encore les souffrances du peuple. Et le pouvoir „socialiste“ qui avait toujours prêtes des mitrailleuses et des bombes contre les femmes et les enfants, n'était capable d'imaginer aucun plan dans le but de combattre la famine.

La deuxième tâche à laquelle aurait dû s'attacher le gouvernement était de relever à tout prix la production, surtout celle des objets de première nécessité. La tâche n'est certes pas facile, mais elle est réalisable. Il fallait mobiliser l'immense armée des sans-travail dans le but de mettre à profit, dans le domaine de l'agriculture, toutes les possibilités qui se présenteraient au printemps 1919.

Evidemment, il eût été difficile de s'abstenir d'ingérence dans la propriété privée, car il eût fallu arracher aux junkers leurs terres et cultiver celles-ci dans l'intérêt général. Rien de cela ne fut fait. Les sans-travail continuèrent à languir dans les villes et à vivre de l'assistance publique, ce qui ne pouvait pas ne pas agir sur eux de façon démoralisante, et les villages restèrent privés de main d'œuvre, car les junkers et les paysans riches proposaient aux travailleurs des conditions de travail qui en faisaient de véritables esclaves. Ils préféraient en effet laisser leurs champs en friche plutôt que de renoncer à leurs procédés favoris d'exploitation. Il en était de même pour les animaux et l'outillage. L'agriculture avait besoin de chevaux; mais l'immense réserve de chevaux de l'armée fut épuisée et gaspillée sans but lors de la démobilisation. Les officiers et les soldats concussionnaires et les maquignons firent de magnifiques affaires au détriment du bien public. La campagne avait besoin de machines et d'instruments agricoles, mais personne ne songea à adapter à leur fabrication les usines qui pouvaient l'être. Tout fut laissé à l'initiative privée qui se manifesta de telle sorte qu'une partie des fabriques se ferma, jetant sur le pavé les ouvriers qui „avaient perdu toute mesure dans leurs exigences“, tandis que les propriétaires des autres fabriques trouvaient plus avantageux pour eux de vendre en cachette leur outillage et leurs stocks de matières brutes que de continuer à produire.

Ce fut la même chose dans l'industrie. Il aurait fallu relever à tout prix le rendement des chemins de fer. Ici les difficultés étaient en réalité colossales, mais il est certain qu'on ne proposa aucun plan à ce sujet. C'est seulement ainsi que l'on peut expliquer pourquoi, par exemple, en février-mars, les gigantesques usines Krupp à Essen, bien qu'elles eussent des matières premières en quantité plus que suffisante et bien qu'elles eussent pu, ainsi qu'en témoignent des ingénieurs, s'adapter à la production de locomotives et de wagons, congédiaient une partie de leurs ouvriers et employaient l'autre à des travaux inutiles, parce que les usines Krupp ne recevaient pas de commandes. Les commandes, en effet, étaient réparties avec le souci de sauvegarder les intérêts de „l'industrie dans son entier“, c'est-à-dire en réalité de tenir compte des intérêts des in-

dustriels considérés isolément et, en premier lieu, des anciens fournisseurs des chemins de fer qui ne désiraient nullement qu'un concurrent aussi puissant que Krupp intervint dans leur domaine. Quant à eux, ils n'arrivaient qu'avec peine à mettre sur le pied de paix leurs entreprises qui avaient été adaptées pendant la guerre à la production de matériel de guerre; quand ils eurent reçu leurs commandes, rien ne les obligea plus à faire diligence. Le résultat fut que les intérêts sacro-saints du capital furent rigoureusement sauvegardés, mais qu'il n'y eut pas de locomotives.

L'industrie houillère occupe une place spéciale. Le bassin de la Ruhr à lui seul peut satisfaire (avec excédent) les besoins de l'Allemagne en charbon. Et cependant, il y a pénurie de charbon.

J'ai eu l'honneur, en février et en mars, sur l'invitation du conseil des ouvriers et soldats du district industriel du Rhin-Westphalie, de prendre part, à Essen, aux travaux de la „commission des neuf pour la préparation de la socialisation de l'industrie minière“; je suis donc assez bien au courant des faits. Qu'il me soit permis de m'arrêter un peu plus longuement sur cet épisode caractéristique.

Des grèves avaient éclaté en décembre dans le district de la Ruhr. Il faut bien dire que parfois les exigences des ouvriers n'atteignaient pas leur but. Il y eut par ailleurs des excès: les ouvriers agissent parfois assez brutalement avec les tyrans qu'ils avaient dans la personne de nombre d'ingénieurs et de contre-maitres. D'ailleurs, comment à une époque révolutionnaire aussi surexcitée, éviter les grèves „de violence“, „sans motifs plausibles“. En tout cas, ces grèves „de violence“ ne furent pas particulièrement nombreuses; dans la plupart des cas, les motifs étaient plus que suffisants. En janvier, la situation devint nette. Les mineurs étaient guidés par une idée générale: „nous ne voulons plus continuer à travailler pour les patrons; les mines sont mûres pour la socialisation et nous demandons cette dernière“. Ce qu'il fallait entendre par „socialisation“, la masse des mineurs ne le comprenaient pas très clairement. Par endroits le mouvement adoptait le mot d'ordre: „la mine aux mineurs“; cependant c'est seulement dans des cas isolés que l'on en tirait toutes les conséquences en allant jusqu'à la prise de possession des mines par les ouvriers. Ces essais se terminèrent toutefois lamentablement, car sans capital roulant et sans débouchés réguliers, il était difficile de maintenir l'entreprise à flot. La „commission des neuf“, qui était composée de 3 représentants du parti communiste, de 3 indépendants et de 3 social-démocrates, mit de l'ordre dans la confusion qui régnait. Le projet qui avait été élaboré se ramenait dans ses traits généraux à ceci: les mines avec tout leur outillage sont déclarées propriété publique et leur gestion est confiée aux travailleurs occupés dans l'industrie minière, qu'ils se livrent à un travail physique ou intellectuel, peu importe. Ainsi: nationalisation de l'industrie minière et remise de sa direction à des conseils des travailleurs des mines. A l'égard de ces conseils, le plan était le suivant: chaque mine est divisée en sections; dans chaque section un certain nombre de mineurs travaillent sous la direction d'un chef-mineur; le chef-mineur surveille les travaux, paie les salaires et est responsable de la sécurité

des travaux. En corrélation avec cette division de la mine en sections, des „conseils de section“ doivent fixer, conjointement avec le chef-mineur, le règlement des travaux, élaborer les tarifs (les mineurs de la Ruhr sont partout partisans du paiement aux pièces), contrôler la sécurité des travaux. Même pour les affaires générales de chaque mine distincte (appelée en Westphalie „Zunft“) il y a un „Zunfttrat“ à qui appartient le contrôle général sur toute l'entreprise, contrôle technique et financier. Il est créé un „conseil de district minier“ (tout le bassin de la Ruhr est divisé au point de vue administratif en vingt districts miniers) et un „conseil général“ pour la gestion de cette région industrielle tout entière. Ce projet fut accueilli avec enthousiasme par la masse ouvrière; les ingénieurs et les chefs-mineurs aussi l'accueillirent avec sympathie. Les ouvriers comprenaient parfaitement qu'un semblable plan ne pouvait être réalisé immédiatement et qu'il se passerait bien du temps avant que l'on arrivât à la socialisation sur la base du système des soviets. Ils étaient disposés à attendre et ils exigèrent du gouvernement la reconnaissance des „neuf“ en qualité de représentants des mineurs, l'organisation immédiate des élections des soviets et la remise immédiate à ces derniers du droit de contrôle, sans attendre que la nationalisation eût été réalisée.

Il est facile à comprendre que les capitalistes se soient ameutés contre ce projet. Il est plus difficile de s'expliquer la résistance furieuse qu'il rencontra de la part des dirigeants de l'union des mineurs, c.-à-d. d'une organisation ouvrière. Mais ceux qui connaissent l'esprit contre-révolutionnaire des leaders de cette union des mineurs et savent combien leur mentalité est bornée et comme ils sont enclins à la corruption ne s'étonneront pas de ce qu'il y eut d'étrange dans la campagne de basses calomnies provoquée par eux contre la „commission des neuf“.

Et le gouvernement, le gouvernement socialiste? Si le socialisme avait eu à ses yeux la moindre importance il se serait efforcé avant tout de s'entendre avec la commission des neuf. En effet, l'industrie minière est plus facilement que toute autre susceptible de transformation socialiste et dès que les ouvriers se seraient rendus compte du caractère sérieux des intentions du gouvernement l'extraordinaire popularité de ladite commission aurait empêché le désarroi dans cette branche importante de la production. Or, le gouvernement Ebert-Scheidemann n'osa pas s'engager dans cette voie: tout simplement parce que les capitalistes ne le lui auraient pas permis. Le contrôle ouvrier fut repoussé sous le prétexte comique que les lois existantes n'autorisaient pas de prendre connaissance des livres de commerce contre le gré des patrons. La commission des neuf ne fut pas reconnue pour des motifs tout aussi ridicules. Par contre l'assemblée nationale produisit un projet de loi sur la „socialisation“ de l'industrie minière dont tout le sens se ramène à ceci: que l'état est associé aux tripoteurs des syndicats miniers, que le pouvoir des chefs d'entreprise est accru et que les ouvriers doivent se contenter de concessions apparentes. Kautsky lui-même appela ce projet une mauvaise plaisanterie faite en réponse aux exigences des ouvriers.

Les ouvriers, évidemment, ne se tinrent pas pour satisfaits et le gouvernement ne trouva rien de mieux à faire que d'envoyer dans le bassin de

la Ruhr les bandes de brigands de Noske. La grève d'avril s'ensuivit et la désorganisation complète de l'industrie minière.

Depuis lors, la productivité du travail n'a fait que tomber; partout règne un chaos auquel il ne sera certes pas facile, même à un gouvernement révolutionnaire, de mettre fin.

Cet épisode me paraît être très édifiant. Il n'y a rien d'étonnant à ce que, se sentant tout à coup affranchis de l'insupportable esclavage du salariat, les ouvriers soient portés à commettre des excès, à présenter des exigences impossibles à satisfaire et à oublier le sentiment du devoir; nous en avons eu un assez grand nombre d'exemples en Russie sous le régime de Kérensky et pendant les premiers jours de la révolution d'octobre. Mais ici il en a été tout à fait autrement. Les excès et les exigences inconsidérées ne furent dans le bassin de la Ruhr, comme il a déjà été dit, que de rares exceptions. La discipline s'était maintenue: la productivité du travail avait baissé évidemment par suite de l'insuffisance de l'alimentation, mais, en janvier, la situation n'avait encore rien de terrible (*). Elle était la suivante:

La masse ouvrière, guidée par un juste instinct de classe, s'était attachée à l'idée de la socialisation; ses représentants (la commission des neuf) faisaient tout leur possible pour maintenir la production et s'efforçaient de toutes les façons d'inculquer l'idée que le gouvernement, s'appuyant sur les ouvriers, pouvait faire une partie importante du travail socialiste préparatoire, rendant par ce fait au prolétariat allemand un service immense au double point de vue politique et économique. C'était là, en tout cas, engager la lutte contre les propriétaires des mines, c'est-à-dire contre les groupes les plus influents et les plus en vue de la bourgeoisie allemande. Le gouvernement en était incapable. Entre lui et les mineurs la lutte qui allait coûter si cher à la classe ouvrière allemande devait éclater fatalement.

L'état des choses que nous avons pu observer ici avec un relief particulier s'est manifesté dans tous les autres domaines.

La lutte économique était inévitable. Le gouvernement issu de la révolution se montra l'esclave dévoué de la bourgeoisie, ce qui contribua beaucoup à rendre cette lutte encore plus aiguë. Dans ces conditions, il ne pouvait évidemment pas être question d'atténuer les misères provoquées par la guerre.

Les conséquences de cette situation se firent très vite sentir sous la forme de la banqueroute de toute la vie économique; les leaders de la social-démocratie n'avaient pas cessé d'affirmer qu'aussi longtemps que la paix n'était pas signée, l'Allemagne devait s'abstenir de mesures socialistes, les gouvernements des alliés pouvant profiter

(*) Il faut accueillir avec beaucoup de prudence les affirmations contraires des chefs d'entreprise. Il ne faut pas oublier en effet que dans l'industrie minière il est difficile de déterminer la productivité véritable, car, à côté des travaux qui ont pour but l'extraction directe de la houille, ont toujours lieu fatalement d'autres travaux dont le but est d'assurer la sécurité du travail et de nettoyer les puits en vue de la production ultérieure (comblir certains puits, percer de nouvelles couches, etc.). Pendant la guerre ces travaux non productifs au premier abord avaient été très délaissés; de là une baisse apparente de la production; il fallut donc s'y adonner avec d'autant plus d'activité.

du „danger socialiste“ pour écraser complètement l'Allemagne.

Les adeptes stupides de ce parti, ceux qui avaient passé de longues années à son école anti-révolutionnaire, ajoutaient foi à ces fables. Ils aimaient à masquer leur épaisseur d'esprit petite-bourgeoise et leur mentalité anti-révolutionnaire par des discours où ils affirmaient „qu'il n'y avait rien à faire maintenant; qu'il fallait d'abord leur permettre d'obtenir la paix et qu'ensuite il serait possible de réaliser leur programme social-démocratique“. Et enfonçant leurs oreilles dans leurs bonnets de nuit, ils laissèrent à „l'héroïque“ Noske le soin de maintenir l'ordre et la tranquillité.

Ils ne voulaient pas voir que la seule voie de salut pour le prolétariat allemand était dans l'alliance avec les ouvriers révolutionnaires des pays de l'Entente, ce qui n'était toutefois possible que dans le cas où ces derniers pourraient se rendre compte à l'évidence que l'Allemagne avait rompu nettement avec l'impérialisme et que la paix devait être conclue avec une nouvelle Allemagne socialiste.

Or, le gouvernement de Scheidemann, dans sa bêtise, fit tout pour prouver au monde entier qu'il n'y avait rien de changé en Allemagne et que l'on s'était borné à renverser quelques trônes. Quand on jette un regard en arrière sur les mois qui précéderent la signature de la paix, quand on se rappelle l'attitude des délégués allemands à Spa, la conduite de l'Assemblée nationale et celle du gouvernement, ainsi que le ton de la presse, on a forcément l'impression, que tout le monde en Allemagne semblait s'être mis d'accord pour empêcher toute solution favorable de la crise vécue par ce pays. Le choix seul des personnages chargés de préparer la paix témoigne déjà d'une maladresse inouïe: le rôle de premier violon à Spa fut donné à Erzberger, incarnation de la prétraille, fortement compromis dans les milieux diplomatiques internationaux et doué de l'étonnante faculté d'attirer toujours et en tous lieux sur sa personne le mépris et la haine. A Versailles on envoya à dessein les brailleurs les plus emballés et les plus belliqueux — David et Landsberg.

L'Assemblée nationale ne faisait que des platitudes devant Wilson, ou bravait l'ennemi par des discours grandiloquents. Et dans les coulisses on escomptait, sans raisons sérieuses, les désaccords entre les vainqueurs; on espérait avec une naïve malice que l'absence d'unité parmi eux les empêcherait de profiter jusqu'au bout des avantages de la situation.

On peut voir maintenant le résultat de cette politique sans talent: des conditions de paix telles qu'il est difficile d'en imaginer de plus dures. D'un côté, ces conditions portent le coup de grâce à l'Allemagne impérialiste, à l'état allemand en tant que „grande puissance“ et de l'autre, le peuple allemand devient pour plusieurs dizaines d'années le débiteur asservi des capitalistes alliés.

La presse bourgeoise et social-démocrate se plaint surtout amèrement des pertes territoriales. Au point de vue bourgeois, ces lamentations sont très naturelles, mais pour le prolétariat allemand la cession de provinces autrefois conquises par la Prusse n'a pas une si grande importance. On exagère fortement aussi les conséquences économiques de ces pertes territoriales. Il est vrai que

le danger de voir la France et la Pologne établir des tarifs douaniers protectionnistes—tout comme l'Allemagne l'avait fait elle-même jusqu'à présent, n'est par écarté. Mais même dans ce cas le développement économique de l'Allemagne ne saurait être arrêté, car ses lois sont dictées avant tout par sa situation géographique et par les conditions du marché. L'industrie d'Alsace-Lorraine continuera comme auparavant, à desservir principalement les marchés allemands et en second lieu seulement les marchés français, suisses et en partie ceux des pays d'outre-mer. Il est vrai que l'écoulement en France peut devenir plus grand que jusqu'à présent, mais il n'est pas probable que cet accroissement ait lieu au détriment de l'écoulement en Allemagne pour cette simple raison que le marché français n'offre pas une capacité particulièrement importante en ce qui concerne les produits qui nous intéressent: produits manufacturés, meubles, machines, instruments. Les hommes politiques français ne songent même pas à interrompre cette exportation, car ce serait tuer d'un seul coup l'industrie des pays nouvellement conquis. Certes, les intérêts du capital financier allemand sont menacés. Jusqu'à présent, l'industrie d'Alsace Lorraine était financée par les grandes banques de Berlin et elles en tiraient de gros bénéfices. Désormais ces banques seront évidemment évincées par celles de Paris. Mais ce n'est pas cela qui peut chagriner le prolétariat allemand. Du côté de la Pologne le danger est plus sérieux: l'Allemagne perd la Posnanie et la Prusse occidentale, deux provinces qui lui donnaient leur respectable excédent de produits agricoles. Mais on se demande où ces provinces pourront écouler cet excédent lorsqu'il existera derechef des conditions normales de production et d'échange. En tout cas ce ne sera pas du côté de l'Orient, car l'ancienne Pologne russe n'a pas besoin d'importer ces produits. La Galicie occidentale continuera à recevoir les grains dont elle a besoin de la Galicie orientale et de la Hongrie.

La Haute-Silésie, si elle passe à la Pologne, en admettant que tout se fasse ainsi que le veulent les brasseurs d'affaires capitalistes, deviendra l'arène d'une bacchanale effrénée. Il est clair que les Américains ont déjà jeté leur dévolu sur l'industrie de la Haute-Silésie destinée à devenir l'objet de leur activité dévoratrice; ils financeront l'industrie en s'efforçant de mettre à profit toutes ses possibilités de développement. Et ici il est possible de faire énormément. En effet, jusqu'à présent, le développement de l'industrie en Haute-Silésie avait été retardé par la politique douanière de la Russie et de l'Autriche qui mettaient obstacle à l'exportation; par suite de la réunion de la Haute-Silésie à la Pologne, cette industrie est destinée à fournir la Pologne, la Lithuanie, la Russie Blanche et l'Ukraine en fer, en charbon, en produits chimiques et en machines. Ce sont des perspectives brillantes si l'on prend en considération que toutes ces régions ont besoin de chemins de fer, de gaz, de conduites d'eau et de canalisation pour les villes, d'instruments et de machines agricoles. Mais tous ces besoins ne se développeront que peu à peu, tandis que l'industrie de la Haute-Silésie pour peu qu'elle donne la totalité de son ancienne énergie, est à même de produire incomparablement davantage. Aussi, indépendamment des nouvelles frontières, la houille

et le fer de la Haute-Silésie continueront à trouver les débouchés indiqués par la situation géographique du pays: Berlin, la Saxe et surtout le centre de l'Allemagne orientale. Il ne pourra venir à l'esprit d'aucun gouvernement polonais ni des capitalistes anglo-américains qui commandent dans la coulisse à ce dernier, d'empêcher cette exportation. Car ils seraient les premiers à souffrir d'une semblable mesure.

Il ne résulte nullement du fait que les frontières politiques sont modifiées, que la population allemande doive être privée des produits provenant des régions cédées. Par contre les capitalistes allemands y perdront: le capital financier allemand devra renoncer à la part du lion dans la plus-value qui était produite dans ces régions et qu'il recevait sous forme de rentes ou de bénéfices patronaux.

En tant que grande puissance, l'Allemagne est également assez éprouvée. Sans parler de la perte de quelques millions de sujets, son rôle sur le marché mondial deviendra beaucoup plus modeste, du moment qu'elle ne pourra plus diriger de Berlin le commerce de l'Alsace-Lorraine et des provinces polonaises. A ce point de vue, la perte de Danzig lui est doublement sensible. Car Danzig, „ville libre“, restera évidemment une fiction; en fait Danzig deviendra un point d'appui pour l'Angleterre dans la mer Baltique et les capitalistes anglais ne tarderont pas à se servir de ce nouveau levier pour étendre leur domination mondiale. Telle est la portée de cette transaction.

La perte des colonies a une importance analogue. Les masses des travailleurs allemands ne perdent absolument rien à ce que le sud-ouest africain (les „sables“), les îles Marianne (ou des Voleurs) et autres „grandeurs“ coloniales s'en aillent à tous les diables et à ce que le drapeau noir-blanc-rouge y soit remplacé par une autre loque „nationale“. Par contre, la perte subie ici par le capital financier est hors de doute. Cette perte est d'autant plus sensible pour lui, que, peu de temps avant le début de la guerre mondiale, dans tous ces „sables“ et ces „fosses d'aisance“ de grandioses entreprises d'escroquerie avaient été organisées, qui laissaient entrevoir les plus séduisantes perspectives. Maintenant ces entreprises seront dirigées de New-York et de Londres, et les banques allemandes devront se contenter du rôle de spectatrices.

Mais les masses ouvrières allemandes sont lourdement frappées par la contribution de plusieurs dizaines de milliards imposée à l'Allemagne par le traité de paix. Le montant n'en est pas encore fixé exactement. Nous savons seulement que si tout marche comme le veulent les vainqueurs, il faudra plusieurs dizaines d'années de tension extrême des forces économiques populaires pour payer cette contribution. Pour garantir le paiement de ce tribut excessif, les vainqueurs désarment le peuple allemand et placent sous leur contrôle ses finances et avec elles toute sa vie intérieure. Aucun peuple européen n'avait connu jusqu'aujourd'hui une pareille forme de l'esclavage capitaliste. Si ces desseins réussissent, le prolétariat allemand est menacé avec le peuple allemand tout entier, d'une misère sans bornes et d'une régression dans le domaine de la civilisation sans exemple dans l'histoire de l'humanité.

Le gouvernement d'Ebert et de Bauer n'a pas encore, jusqu'à ce jour, fait connaître au monde

comment il se représente l'exécution du traité qu'il a conclu.

Avec l'ignorance qui les caractérise, ces politiciens de malheur ne se rendent probablement pas compte de ce qu'ils ont fait. Pour le moment, laissant à leur Noske le soin de maintenir l'ordre et la tranquillité au moyen de mitrailleuses et de bombes, nos grands benêts, avec l'air affairé des singes savants, sont occupés à ravauder une constitution et à d'autres niaiseries politiques du même genre.

Et le prolétariat allemand? Au moment où nous écrivons ces lignes, il semble qu'abandonnés par tous les „bons esprits“, les ouvriers allemands suivent le courant. Evidemment, „tout n'est pas pour le mieux dans notre empire“ : grève des mineurs, grève des employés des banques, grève des cheminots, — tel est le bilan des derniers télégrammes. En ce qui concerne l'agriculture, les nouvelles sont désespérantes. La levée tant attendue du blocus n'a pas encore eu lieu. Il est vrai que les Américains ont commencé le ravitaillement du pays; mais avec l'astuce d'usuriers endurcis, ils envoient en premier lieu des produits manufacturés, ce qui est bougrement profitable pour eux-mêmes et pour les importateurs allemands qui sont de connivence avec eux, car il est évident que ces marchandises (chaussures, étoffes, etc.) trouvent plus d'acheteurs qu'il n'en faut. Mais au point de vue économique, cela resserre encore davantage la corde jetée autour du cou de l'Allemagne et aug-

mente encore son passif. Il se peut qu'avec le temps l'importation de vivres et de matières premières devienne plus intense. Cependant il s'agit encore de savoir si, par ce moyen, l'appareil économique pourra se mettre à fonctionner normalement. La tranquillité que désirent si ardemment les grands filous politiques qui se sont introduits dans les palais gouvernementaux, ne serait possible que si le prolétariat allemand, renonçant à vouloir vivre une vie civilisée, consentait sans broncher à porter le joug et à se courber comme un esclave sous le fouet de la famine, manié par les capitalistes nationaux et étrangers.

Nous n'y croyons pas pour le moment. Nous pensons que la situation actuelle de l'Allemagne n'est autre chose que le calme avant la tempête, qui, après s'être déchainée au cœur de l'Europe, passera sur le monde civilisé entier et anéantira à jamais la force mauvaise des vainqueurs d'hier.

Les regards du monde prolétarien sont fixés avec anxiété sur Berlin : la victoire restera-t-elle à la meute des défenseurs de l'ordre ou bien l'esprit spartakiste, l'esprit de révolte va-t-il se réveiller? Celui qui connaît le prolétariat allemand ne peut pas douter de la réponse que la vie donnera à cette question.

J. MARCHLEVSKY (Karsky)

Moscou, derniers jours d'août 1919.

LES BOLCHÉVIKS ET LEUR ACTIVITÉ

Les prédictions de Marx et d'Engels sur les conséquences de la guerre impérialiste dont, quelques dizaines d'années avant son déclenchement, ils prévoyaient déjà l'inéluctabilité, se sont réalisées.

La catastrophe économique et sociale à laquelle elle devait infailliblement amener a creusé devant le prolétariat du monde entier un abîme de faim, de chômage, de misère, d'exploitation intense, de servage envers la bourgeoisie, d'esclavage illimité envers le gros capital tout puissant. Mais une autre partie de la prédiction s'accomplit simultanément. La crise économique et sociale provoquée par la guerre éveille la force révolutionnaire du prolétariat qui doit à la fin des fins briser la carapace du monde capitaliste bourgeois.

Ces deux phénomènes : la crise économique et sociale et la révolution se manifestent sur la même base, c'est-à-dire sur celle de la guerre et c'est pourquoi ils sont étroitement liés l'un à l'autre. Dans les pays où l'ancien régime a été miné par la guerre, la révolution commence. Son point de départ, son foyer primordial, c'est la Russie, pays où l'ancienne structure politique et sociale, complètement pourrie a opposé le moins de résistance aux forces destructrices de la guerre, — ce qui fait qu'elle est tombée la première. Ainsi le pays le plus arriéré de l'Europe, qui n'a passé ni par les

commencements de la liberté bourgeoise ni par la civilisation bourgeoise est devenu d'une façon inattendue un champ d'expérience pour la première tentative de réorganisation de la société sur des bases communistes.

Les circonstances dans lesquelles la classe ouvrière ou son avant-garde constituée par les éléments les plus conscients, les plus intrépides, les plus résolus, prend le pouvoir apparaissent similaires dans tous les pays, dans la mesure où cette prise du pouvoir a lieu soit au début de la catastrophe économique, soit au cours de son développement ultérieur. Les mêmes phénomènes : insuffisance du ravitaillement, manque de vêtements, de combustible ou d'éclairage et, dans le domaine de la production, manque de matières premières, de machines, manque de moyens de communications et de transport, manque de main d'œuvre, d'argent et de crédit — qui en 1917 ont concouru à l'écroulement de l'ancien régime en Russie et qui maintenant agissent dans le même sens en Allemagne, créent aussi des obstacles presque insurmontables au développement victorieux de la reconstruction socialiste de la société.

Il va de soi que ces conditions générales agissent différemment selon les particularités politiques et sociales de chaque pays, c'est-à-dire selon l'im-

pulsion donnée depuis des siècles par les forces historiques et selon le degré d'épuisement économique et de désorganisation sociale du pays au moment où les rênes du pouvoir sont arrachées des mains de l'ancien gouvernement. Mais il est douteux qu'il y ait un autre pays où l'influence de ces conditions désastreuses fassent autant obstacle à la reconstruction socialiste de la société qu'en Russie.

Dans un discours prononcé à la fin de mars 1918 devant une réunion communiste de Moscou (1), Trotsky a énuméré les principaux obstacles qui s'opposent à la reconstruction socialiste de la Russie. Il divise ces obstacles en objectifs et subjectifs. Trotsky classe parmi les premiers la désorganisation générale de la vie économique, celle des voies et communications, la terrible insuffisance du matériel de transport, le défaut de combustible, la désorganisation totale des fabriques et des ateliers. A la fin de son livre *la Révolution d'Octobre* dans lequel il a entre autres examiné cette même question, il résume de la façon suivante les difficultés objectives de la reconstruction, observées au début de la révolution :

Economiquement le pays avait été amené par la guerre au dernier degré de l'épuisement. La révolution a détruit l'ancien appareil administratif et n'a pas encore eu le temps de le remplacer par un nouvel appareil. Des millions de travailleurs ont été arrachés par une guerre de 3 ans à toute activité productrice, déclassés et psychologiquement déracinés de leur milieu. L'énorme production militaire établie sur des bases économiques insuffisamment préparées absorbait toutes les ressources vitales du pays et sa démobilisation entraîna les plus grosses difficultés. L'anarchie économique et politique s'était largement répandue dans tout le pays.

Trotsky classe parmi les difficultés subjectives l'insuffisance d'organisation, de discipline et d'expérience chez les ouvriers. Historiquement, dit-il, les faiblesses du prolétariat russe sont expliquées par tout son passé politique et économique et d'abord par les formes purement rurales de sa vie. Ces formes s'opposaient à l'apparition de personnalités libres et douces d'initiative. „Il n'y avait qu'une masse compacte qui vivait et mourait comme vivent et meurent les nuées compactes de sauterelles“. La révolution a, la première, éveillé dans ces masses la personnalité humaine. Et ce réveil devait nécessairement avoir au début un caractère anarchique. Chez le paysan et l'ouvrier qui n'avaient été jusqu'à présent que les esclaves du tsar, de la noblesse et de la grosse bourgeoisie, des taillables et des corvéables à merci, un vil bétail ou une foule destinée à actionner des machines, les inclinations égocentriques et les passions se manifestèrent tout à coup avec une violence furieuse. Chacun de ces opprimés se sentit maintenant le centre du monde. Un orgueil sans mesure, des velléités désorganisatrices, le goût du brigandage, des tendances individualistes et anarchiques se manifestèrent soudainement dans les masses avec une force irrésistible, marquant de leur sceau toutes les actions de celles-ci au cours des premiers mois qui suivirent la révolution d'octobre. Ces phénomènes se manifestèrent

avec le plus de force chez ceux qui étaient déracinés de leur milieu social, c'est-à-dire chez les soldats démobilisés. Trotsky, expliquant le relâchement des masses au cours de la première période de la révolution prolétarienne écrit :

La classe paysanne russe a été pendant des siècles ployée sous la discipline élémentaire et barbare de la terre et écrasée en outre par la discipline de fer du tsarisme. Le développement économique a miné la première discipline, la révolution a détruit la seconde. Ces manifestations anarchiques ont été la conséquence inévitable du joug antérieur.

En d'autres termes, les masses populaires russes sont entrées dans la période de la révolution sociale prolétarienne avec une mentalité formée sous l'influence des conditions d'existence et des relativités qui régnaient dans le milieu social antérieur à la bourgeoisie. Pendant de longs siècles, ces masses ont vécu sous le joug d'un despotisme à demi-asiatique, dans le cadre étroit des sociétés agricoles primitives et voici qu'elles sont, presque sans transition, appelées à accomplir une tâche presque surhumaine, appelées à créer sur les ruines de la Russie tsariste une république socialiste. La Russie a, en réalité, sauté la période de la liberté bourgeoise et de la culture bourgeoise; elle n'a vécu le capitalisme que sous une forme abrégée et déformée. Mais à côté de l'influence négative de ce développement sur l'âme populaire — influence constamment et très nettement soulignée par Lénine et Trotsky — on peut en indiquer les côtés très positifs. Ils sont tellement importants qu'ils donnent, semble-t-il, au prolétariat russe la possibilité de devenir l'avant-garde de la révolution prolétarienne, le premier travailleur actif de la transformation sociale. Une inextinguible flamme idéaliste, l'amour de la vérité profonde et sans fard de la vie, l'aspiration aux sommets les plus hauts, à l'infini, à l'inaccessible, la haine du faux et des demi-mesures, la haine de tout ce qui est approximatif et incomplet, un grand désir d'obtenir „tout ou rien“, telles sont les qualités de l'âme populaire russe qui, dans une large mesure explique le beau radicalisme absolu et l'idéale fermeté de principe des révolutionnaires russes.

Mais dans cette âme populaire russe formée par l'histoire, il y a aussi des côtés faibles qui se font sentir dans l'activité pratique, nous voulons dire dans l'exécution. D'abord on peut lui reprocher le manque des qualités cultivées au plus haut point par la société bourgeoise, telles que l'amour de l'ordre, la ponctualité, l'application, les aptitudes organisatrices (2). Les masses russes, jusqu'à la révolution, n'ont pas eu la possibilité de recevoir une éducation politique et sociale en prenant part à la vie sociale et en entrant dans de vastes organisations. Ces masses vivaient dans des conditions qui n'étaient aucunement propices au développement des sentiments civiques et de la self-discipline. Qualités développées dans le peuple par la liberté bourgeoise et dont le règne total et prolongé de cette

(1) Edité en Suisse, en brochure, sous ce titre: *Arbeit, Disziplin und Ordnung werden die sozialistische Republik retten.*

(2) „Le Russe est un mauvais travailleur comparé au travailleur des pays avancés. Il ne pouvait en être autrement, sous le régime tsariste parmi les survivances du servage. Apprendre à travailler c'est une tâche que le gouvernement des Soviets doit poser devant le peuple dans toute son ampleur“.

liberté comme c'est le cas en Angleterre fait à la fin des fins quelque chose de tout naturel, qui va de soi. Les masses russes éprouvant encore le premier enthousiasme de la liberté, la première joie de la délivrance d'un joug insupportable qui faisait de leur existence entière un long martyre, doivent maintenant, sans préparation aucune, s'assimiler les qualités que d'autres peuples ont mis des siècles à cultiver et à créer. Elles doivent se libérer de leur licence, de leur individualisme illimité, de l'égoïsme, de la corruption, des instincts cupides et de tous leurs autres défauts anarchiques qui se sont manifestés avec une telle force dès le premier stade de la révolution. Trotsky, dans le discours que nous avons cité, appelle ces faits une *maladie d'enfance*, une maladie organique, inévitable, dans le cours du développement des masses opprimées.

«Nous ferions des aveugles et des poltrons si nous y voyions un symptôme mortel, un danger inéluctable. Mais c'est, pourtant une maladie et nous devons faire tout notre possible pour la guérir au plus tôt».

Ainsi s'expliquent les continuels appels de Lénine, de Trotsky et des autres chefs aux masses pour les inviter à observer leur self-discipline, à garder leur maîtrise d'elles-mêmes. Et aussi l'insistance, qui étonne et qui déplaît au premier abord, avec laquelle Lénine, dans son discours prononcé au Soviet de l'Economie Populaire fait ressortir la nécessité absolue d'une «discipline de fer» dans les ateliers, dans les chemins de fer, etc., la nécessité de l'obéissance indiscutée des ouvriers aux chefs qu'ils ont élus aux mêmes (!).

Outre les difficultés énumérées par Trotsky, il en est d'autres encore qui entravent considérablement la réalisation du socialisme en Russie: elles sont les conséquences de la situation faite à la République des Soviets par la politique de l'impérialisme international. La paix de Brest-Litovsk a coupé la Russie centrale des riches provinces du sud qui approvisionnaient en pain les grandes villes. Il y a plus: cette paix a privé la Russie de ses sources de naphte et de pétrole, tandis que le ravitaillement de ces produits était indispensable pour la reconstitution des voies de communication et pour l'approvisionnement des usines en matières premières.

Aussitôt après cette «paix malheureuse», commencèrent les intrigues de l'Entente qui, alliée à tous les éléments contre-révolutionnaires, provoqua en Russie même la révolte des prisonniers de guerre tchéco-slovaques contre le gouvernement des Soviets, coupant ainsi la Russie centrale du Volga (ce ne fut heureusement que très temporairement) du bassin du Donietz et de la Sibérie, c'est-à-dire des régions qui avaient pour le ravitaillement en vivres—poisson, beurre, viande, pain,—autant d'importance que l'Ukraine (?).

(1) Ces objurgations n'ont naturellement rien de commun avec les appels des social-patriotes allemands pour le maintien de l'ordre et avec leurs conseils, prodigués aux ouvriers, de ne point faire grève afin de ne pas mettre l'industrie en danger. Les masses russes se sont libérées du capital; les masses allemandes ont encore à faire cet effort: la différence est notable.

(2) On ne peut donc que s'indigner du cynisme d'un médecin de l'hôpital français de Pétrograd qui a osé critiquer le «régime bolchévique de la faim» dont la responsabilité retombe

Dans sa lettre au gouvernement français, publiée par la *Nouvelle Internationale*, René Marchand correspondant du Figaro en Russie établit indiscutablement que les représentants officiels de la France tentèrent de détruire les ponts sur les lignes de chemin de fer les plus importantes de la Russie afin de désorganiser complètement le ravitaillement de Pétrograd et de Moscou et de provoquer ainsi la famine et les désordres qui devaient s'en suivre.

Il va de soi que les Etats Unis ne donnèrent à la République des Soviets aucune aide sous forme de crédits, de capitaux, de machines, d'envois de spécialistes, etc.; elle avait pourtant compté sur ce concours et s'était efforcée de se l'assurer en faisant au capital américain toutes espèces de concessions.

Le lecteur ne peut, d'après ce qui précède, se faire qu'une faible idée — qu'une très faible idée— des énormes difficultés qui se sont opposées et qui s'opposent encore à la reconstruction socialiste de la Russie. Si l'expérience des bolchéviques échouait complètement, on pourrait en toute tranquillité de conscience rejeter sur les circonstances la responsabilité de cet échec; on n'en pourrait tirer aucun argument ni contre la socialisation ni contre les hommes qui ont tenté de la réaliser. Mais l'expérience n'a nullement subi un échec complet. Au contraire, en dépit des circonstances les plus défavorables, la force créatrice des masses et le caractère viable des institutions socialistes se sont affirmés, prouvant non seulement la possibilité de la prise du pouvoir gouvernemental par les masses ouvrières et paysannes mais encore celle de leur utilisation en vue de supprimer l'exploitation de l'homme par l'homme et de jeter le fondement de la société communiste.

Le fait que cette expérience n'a pas subi un échec nous est prouvé par toute une série de circonstances que nous énumérerons successivement. C'est d'abord l'existence du gouvernement des Soviets jusqu'à l'heure actuelle, c'est-à-dire pendant plus d'un an et demi depuis l'insurrection victorieuse qui lui a donné le pouvoir en octobre 17. Le fait de sa durée en dépit de la paix désastreuse pour la Russie de Brest-Litovsk, en dépit des complots continuels de l'Entente, en dépit d'une famine terrible qui torture la population des villes, en dépit de la menace toujours grandissante d'une coalition capitaliste mondiale contre la République des Soviets, montre par lui-même que le gouvernement des Soviets, malgré ses mesures souvent dures et souvent arbitraires, s'appuie sur la confiance et l'amour des grandes masses. Il prouve aussi qu'il a réussi à améliorer, sous bien des rapports, la situation de ces masses, à éveiller en elles l'espoir d'une libération totale, à les disposer à subir, afin d'y arriver, toutes les privations et à travailler en limitant leurs besoins. L'existence du gouvernement des Soviets pendant un an et demi prouve qu'il réussit à faciliter la régénération des masses du peuple russe.

La même preuve nous est donnée par la force croissante et par les capacités militaires de l'armée rouge. Les masses russes se battent volontiers pour la République des Soviets, quittent pour elle leurs amis et leur travail, se soumettent à la discipline

sur ses propres compatriotes. Ces informations ont été publiées sans commentaires par le journal hollandais *Nieuwe Rotterdamse Courant*.

militaire, versent leur sang. Tenant compte de l'incroyable épuisement provoqué par la guerre que l'on put observer sur ces masses en 1917 et de leur désorganisation totale au début de la révolution, il faut à notre avis voir dans ces faits une preuve très convaincante du dévouement *actif* du peuple russe au gouvernement des Soviets.

En troisième lieu, le changement d'état d'esprit des partis socialistes petits-bourgeois (menchéviques et socialistes révolutionnaires de droite) et des intellectuels bourgeois a une énorme importance. Les menchéviques (et consorts) ont renoncé à l'opposition et consentent maintenant à former un bloc gouvernemental pour la défense de la République des Soviets; les intellectuels se sont soumis et ont cessé leur résistance passive. Ils mettent maintenant leurs forces à la disposition de l'ordre nouveau et entrent de plus en plus dans l'organisme politique du gouvernement des Soviets. Autour de ce gouvernement se groupent peu à peu, toutes les forces vives du peuple russe, prêtes à défendre la Russie contre l'assaut du capitalisme international (y compris le capitalisme allemand) (1).

A côté de ces preuves indirectes du succès de l'expérience socialiste, nous en avons des preuves directes telles que les informations russes officielles: radiotélégrammes gouvernementaux, articles des journaux bolchéviques et du journal français *Demain* et enfin informations du bulletin *Russische Nachrichten* (2) officieux qui parut pendant un certain temps à Berne et dans lequel toutes les informations des journaux russes sur la transformation sociale étaient soigneusement exposées. Si certains lecteurs du journal *De Nieuw Tijd* estimaient que ces renseignements ne sont pas probants parce qu'ils sont empruntés aux organes officiels des Soviets, je leur ferai observer qu'il en est de même de toutes les informations officielles, de toutes les statistiques, etc., de tous les pays. Cette circonstance, croyons-nous, ne permet à personne de considérer ces informations comme absolument dépourvues de valeur et de ne pas en tenir compte. Dans la plupart des cas, il est naturellement difficile d'établir dans quelle mesure les décisions adoptées par les gouvernements sont efficaces et dans quelle mesure elles restent sur le papier. A cet égard l'immense travail de transformation du gouvernement des Soviets ne se distingue pas du petit travail de réforme des gouvernements bourgeois, accompli dans les cadres de la société capitaliste. A tous ceux qui haussant les épaules, parlent des mesures prises sur le papier par les bolchéviques, nous adressons cette question: connaissent-ils un seul pays dans le monde où des mesures de législation ouvrière aussi innocentes que la diminution de la journée de travail d'une heure ou d'une demi-heure, soient immédiatement réalisées dans toute leur ampleur? A titre d'exemple, l'histoire de la législation ouvrière en France ou en Hollande nous apprend même bien autre chose! Elle nous

montre que de longues années s'écoulaient souvent avant que les mesures, celles mêmes qui ne touchent au système capitaliste que superficiellement, puissent être appliquées d'une façon générale. Comment pourrait-on être aussi exigeant envers des mesures qui signifient une transformation colossale, un bouleversement radical de la vie politique, économique, sociale et intellectuelle? Il n'est que des gens tout à fait superficiels ou remplis de haine qui puissent railler les premiers pas du gouvernement des Soviets, pour cette seule raison que les décrets de ce gouvernement ne sont pas appliqués immédiatement et partout.

D'ailleurs il est très probable qu'une partie des réformes les plus importantes entreprises par les Soviets s'accomplissent maintenant en Russie beaucoup plus rapidement que ne s'accomplissaient par le passé dans tous les états bourgeois les petites réformes qui avaient pour but la protection du travail. Aux époques révolutionnaires, les masses populaires elles-mêmes se soucient de faire appliquer les nouvelles décisions; en outre ces décisions ne constituent souvent que la généralisation et la sanction des conquêtes de leur action directe révolutionnaire. C'est pourquoi nous pouvons affirmer sûrs de ne pas nous tromper, que les tentatives de transformation de la vie politique, économique et intellectuelle qui ont lieu en Russie, par suite de leur ampleur et de leur profondeur, transformeront très promptement et de fond en comble tout l'organisme social. Naturellement cette affirmation n'est valable que dans l'ensemble; il y aura certainement toute une série de domaines dans lesquels, par suite de l'impuissance des organes exécutifs, de l'incompréhension, du manque de connaissances et d'expérience, par suite de la faiblesse de la conscience socialiste des masses, les dispositions et les mesures adoptées resteront, jusqu'à un certain point lettres mortes. Le niveau peu élevé des besoins des masses ouvrières est aussi un facteur qui agit dans ce sens.

„Maudite absence de besoins“ que dénonçait déjà Lasalle! C'est ainsi que Zinoviev se plaignait amèrement dans la *Pravda* (septembre 1918) de l'inertie du prolétariat de Pétrograd qui, par timidité, par habitude aussi de vivre pendant de longues années dans des conditions indignes de la vie humaine, ne pouvait se décider à s'installer dans les appartements spacieux et salubres des quartiers bourgeois, préférant habiter des caves et des masures.

Les transformations plus importantes suscitées par la révolution dans la vie des masses n'ont pas un caractère économique mais plutôt politique. En d'autres termes, elles ne sont pas d'ordre matériel mais plutôt d'ordre moral. C'est que la passivité des masses, qui n'étaient jusqu'à présent qu'un objet de violence et d'exploitation, a été surmontée. La révolution, les entraînant au combat pour un nouvel ordre social, en a fait pour la première fois des personnalités, c'est-à-dire des individualités douées de volonté et agissantes. A l'époque même où il critiquait àrement le gouvernement des Soviets, Maxime Gorki, le plus grand des écrivains russes actuels, soulignait l'heureuse portée de ce changement. Grâce à lui, en effet, la situation politiquement et intellectuellement arriérée du peuple russe par rapport à d'autres peuples, disparaît peu à peu tous les jours; il rattrape maintenant rapidement les autres peuples et il les dépasse même

(1) Un manifeste de l'Entente publié récemment à Odessa s'exprime dans les termes suivants au sujet des Allemands: „Les Allemands ne sont pas venus ici en conquérants, mais en défenseurs du droit. C'est pourquoi leur but était le même que le nôtre“.

(2) L'édition de ces bulletins a été brusquement interrompue par suite de l'agression du gouvernement Suisse contre les Russes, de l'expulsion de la mission des Soviets et de la terreur gouvernementale qui l'a suivie.

grâce à son intérêt si vif pour les questions politiques et économiques, grâce à la force de ses sentiments civiques et à son dévouement à la cause commune. Son expérience politique se développe, peut-on dire, par une série de bonds comme son intérêt pour les questions économiques et sociales ou pour les questions de culture intellectuelle. En un mot le niveau de sa culture générale s'élève rapidement et irrésistiblement, car la culture n'est pas autre chose que l'intérêt pour les questions et les tâches sociales. Rien d'étonnant à ce que le peuple russe ait, comme l'attestent des témoins, brisé avec une promptitude surprenante pendant les premiers mois de la révolution sociale les chaînes de son ignorance, et se soit aussi rapidement assimilé les connaissances élémentaires. La révolution sociale qui remplit les masses de force active et d'espoir, qui donne à leur vie un but noble et grand est dans le monde l'un des plus grands facteurs de la culture.

L'activité révolutionnaire du prolétariat russe est liée de la façon la plus étroite aux formes d'organisation spontanément créées par les premiers élan de la force révolutionnaire créatrice et par la suite consolidées et élargies par le gouvernement des Soviets. La transformation révolutionnaire de la vie politique, et la construction organique qui l'accompagne, la création d'organisations dans lesquelles la volonté des masses laborieuses peut se

manifeste librement, constituent les fondements de toute l'œuvre créatrice du nouveau régime dans tous les domaines. C'est pourquoi notre examen de l'activité des bolchéviks doit débiter par une brève étude de nouvelles formes de la vie politique créées par la révolution. Nous examinerons ensuite les résultats qui ont été atteints dans les domaines économique, social, intellectuel et moral. Il va de soi que ces questions que nous divisons et examinons séparément—comme l'exige l'analyse scientifique—sont en réalité indissolublement liées les unes aux autres.

Le développement de la transformation politique c'est-à-dire la consolidation et l'extension de la dictature de classe du prolétariat sont impossibles et inconcevables sans une reconstruction socialiste, économique, sociale, intellectuelle et morale. Au fur et à mesure que les masses laborieuses se libèrent du fardeau des trop longues journées de travail, de la misère, de l'oppression, de l'insécurité de leur existence, du besoin, de l'ignorance, des préjugés, de l'avidité, de la crasse, de l'ivrognerie, des maladies, de l'amour-propre, de la licence et de la grossièreté, elles peuvent, avec une force toujours plus grande, agir en tant que classes gouvernantes et assurer à la fois leur propre bien et celui de l'humanité entière.

Henriette Roland HOLLST

LES UNIONS PROFESSIONNELLES ET LA CONTRE-RÉVOLUTION EN HONGRIE

La question du rôle des unions professionnelles dans la révolution prolétarienne a été l'une des plus contestées, l'une des plus chaudement et longuement discutées au Congrès de l'Internationale Communiste. Les avis les plus différents ont été exprimés sur les divers aspects de cette question.

Les représentants des partis communistes des pays où les unions professionnelles ont un état d'esprit révolutionnaire, démontreraient la nécessité indiscutable et l'énorme importance de l'activité des unions professionnelles pour l'état prolétarien dans la période de transition entre la production capitaliste et la production communiste.

D'autres membres du Congrès, et surtout les communistes allemands insistaient sur l'inutilité et l'inconséquence de l'existence des unions professionnelles à l'époque de la révolution prolétarienne, leur direction se trouvant, dans la plupart des cas, entre les mains des social-démocrates embourgeoisés.

La preuve du fait que de semblables unions professionnelles embourgeoisées peuvent jouer un rôle nettement contre-révolutionnaire au cours de la révolution prolétarienne nous est donnée par l'histoire des quatre mois d'existence et de la chute momentanée de la république hongroise des soviets. Les manœuvres opportunistes des unions, leur tendance à la conciliation avec

la bourgeoisie ont ébranlé les fondements de la république des Soviets et l'ont fait tomber, quand les unions professionnelles se sont mises à la tête de la contre-révolution.

Nous n'avons reçu sur les derniers jours de la république hongroise des Soviets que de rares informations et nous ne pouvons même nous rendre compte dans quelle mesure celles-ci sont tendancieusement déformées et dans quelle mesure elles correspondent à la réalité. En tout cas elles esquissent assez clairement le rôle décisif des unions professionnelles dans le renversement du gouvernement des Soviets en Hongrie.

Par leur teinte politique, les unions professionnelles hongroises appartenaient à la catégorie des unions non révolutionnaires, embourgeoisées dans le sens le plus complet du mot. Leur développement dans ce sens découlait inévitablement de la position qu'elles avaient prise dans le mouvement prolétarien hongrois.

L'organisation du Parti Social-démocrate hongrois avait eu lieu dans des conditions assez particulières, les ouvriers industriels entrant dans leurs unions professionnelles et devenant de ce fait membres du parti social-démocrate. Il y avait en outre dans le parti une organisation dite libre, dans laquelle on pouvait entrer sans passer par les unions professionnelles. Mais 10% à peine de l'ensemble des membres du parti social-dé-

mocrate adhérait à cette organisation. Les autres 90% n'étaient membres du Parti que parce qu'ils avaient adhéré aux unions professionnelles. Ce système avait sur le mouvement prolétarien hongrois une double répercussion : d'abord les ouvriers n'adhérant au Parti que pour ainsi dire de seconde main apprenaient à connaître les chefs du mouvement bien plus sur le terrain de l'activité professionnelle que sur celui de l'action du Parti; ensuite les couches supérieures les plus opportunistes du Parti tendaient à conserver la direction du mouvement professionnel car leur rôle dirigeant dans les unions leur assurait une influence considérable dans le Parti et par conséquent le pouvoir sur les masses. La fusion du Parti et des unions professionnelles conduisit à la dictature des opportunistes qui, pendant des dizaines d'années, étouffèrent dans le Parti les éléments révolutionnaires. Et la création des groupes révolutionnaires de gauche en dehors du Parti était entravée par ce fait que sortir du Parti équivalait à perdre tous les avantages économiques attachés pour les ouvriers organisés, à leur qualité de membres des unions professionnelles.

Quand les communistes agirent en Hongrie, la social-démocratie hongroise alliée à la bourgeoisie s'efforça immédiatement de tirer parti des unions professionnelles pour les combattre. Par suite de la notion erronée de l'unité des unions professionnelles, notion profondément accréditée dans les milieux ouvriers, il fut très difficile de faire comprendre aux travailleurs que la création d'une organisation politique plus révolutionnaire ne menaçait en rien l'unité de leur organisation économique. Peu de temps avant la révolution prolétarienne en Hongrie la domination des tendances bourgeoises dans les unions professionnelles s'était affermi par suite de l'adhésion au Parti Social-démocrate de groupes entiers de petite et de moyenne bourgeoisie: les professeurs, les sculpteurs, les employés, les officiers etc., etc., organisèrent leurs propres unions et cette masse, dépourvue de conscience de classe, pénétrée d'opinions et d'aspirations petites bourgeoises fut l'appui des chefs opportunistes. Les conditions dans lesquelles se créa la République hongroise des Soviets, non seulement ne modifièrent pas cet état de choses anormal, mais contribuèrent encore à son affermissement et à sa prospérité ultérieure. Le parti communiste uni aux social-démocrates pour exercer la dictature prolétarienne, fut involontairement contraint de l'accepter. A la vérité les meneurs les plus droitiers du mouvement professionnel avaient été écartés dès le début de toute activité dans l'établissement de la dictature prolétarienne; mais des individus tels que les disciples de Kautsky, Garami et Buchenser depuis longtemps vendus à la bourgeoisie pour quelques avantages matériels ou bien encore les Peidl et les Peyr vendus peut-être à meilleur compte, des traîtres mêmes qui s'étaient sauvés avec la bourgeoisie, restèrent en relation avec les unions professionnelles. D'autres opportunistes moins conséquents pour lesquels l'opportunisme était peut-être une sorte d'art pour l'art se mirent au service du pouvoir prolétarien sans rien changer pourtant à leurs opinions bourgeoises. Toute la bureaucratie supérieure des unions professionnelles appartenait ce type et entravait, plutôt qu'elle n'y contribuait, l'œuvre de construction du nouveau régime. La lutte entre ces éléments et les communistes était inévitable. Les premiers succès stratégiques dans cette lutte furent aux «professionnels», parce que, dans le parti unifié, nommé, à cause de l'insistance des chefs du mouvement professionnel, *socialiste* et non *communiste*, l'ancien

système d'organisation, fondé sur la fusion totale avec les unions, avait été conservé. Sous la domination capitaliste, on pouvait encore justifier une semblable union en soutenant que les unions professionnelles groupaient les masses ouvrières pour la lutte contre les entrepreneurs capitalistes et que la dictature du Parti se manifestait de la sorte; maintenant que le prolétariat était au pouvoir, cette fusion devenait superflue: les unions, pénétrées d'un esprit bourgeois, ne pouvaient être les organes de lutte du prolétariat et continuaient pourtant à avoir dans le Parti une influence presque illimitée.

Une série de tentatives fut faite dans le but d'adapter les unions à la dictature prolétarienne. Au début d'avril, la Commission Centrale des unions professionnelles indiqua dans les lignes essentielles suivantes les nouvelles tâches des unions: les contrats de salaires collectifs restaient en vigueur jusqu'à la fixation d'une nouvelle rémunération du travail. Les unions devaient dans la mesure de leurs forces contribuer à la socialisation et tendre à maintenir la production. C'était leur devoir de s'occuper de l'éducation révolutionnaire des ouvriers et du maintien de la discipline révolutionnaire du travail... Dans la République des Soviets les unions professionnelles ne devaient plus avoir recours aux anciennes méthodes de lutte, grève et boycottage. Mais à l'heure même où elle faisait cette déclaration platonique, la Commission Centrale des unions décida que tous les fonctionnaires responsables des unions professionnelles, tant dans la capitale qu'en province, conserveraient leurs anciennes situations et, de cette façon, tous les fils du mouvement prolétariens re-tèrent entre les mains des anciens opportunistes confortablement installés à la direction des unions. Une autre décision de la Commission Centrale d'après laquelle l'exclusion, d'une union professionnelle entraînait l'exclusion du Parti, mit tout le Parti au pouvoir des opportunistes que nous avons qualifiés plus haut «professionnels».

Un fait important montra que ces unions qui formaient l'appui principal de la République des Soviets et reléguèrent même au second plan les Soviets eux-mêmes, paralysaient les forces du prolétariat en lutte. Dès le début de mai quand les Roumains et les Tchécoslovaques passèrent à l'offensive, les chefs du mouvement professionnel proposèrent de cesser la lutte contre la bourgeoisie hongroise et d'étrangler et de former un gouvernement «ouvrier» neutre, n'ayant rien de commun avec la dictature prolétarienne. Les efforts héroïques et l'exemple personnel des communistes réussirent à écarter cette tentative de trahison et à provoquer un tel enthousiasme dans les masses ouvrières que les unions professionnelles elles-mêmes mobilisèrent, envoyant la moitié de leurs membres sous les drapeaux de l'armée rouge. Mais les chefs de la Hongrie des Soviets ne purent garder longtemps la malicieuse illusion que cet enthousiasme avait marqué la fin de la lutte des unions professionnelles; les événements ultérieurs montrèrent promptement que la mobilisation des unions professionnelles avait mis toute l'armée rouge entre les mains de leurs meneurs.

Vers le 15 mai déjà, Bela-Kun dut déclarer une guerre ouverte aux unions professionnelles en exigeant leur séparation des organisations politiques de la classe ouvrière. «Les unions professionnelles, disait-il, doivent s'occuper de remplir leurs tâches économiques extrêmement importantes; quant à la solution du problème politique, celle-ci doit être exclusivement

l'œuvre du Parti». Mais à présent, les défenseurs des unions professionnelles ont jeté le masque et confessé leur véritable nature. Welnert, rédacteur de l'organe du Parti et le Commissaire du peuple pour l'instruction Kunfi se sont ouvertement mis à la tête de l'ancienne bureaucratie des unions. Ils insèrent des articles en faveur du rôle politique des unions professionnelles dans un journal apolitique boulevardier. Car il serait vraiment trop étrange qu'ils fissent de l'agitation contre le Parti dans un organe appartenant à ce dernier.

La tendance «professionnelle» a crié à l'ingratitude noire de ceux qui voulaient priver de leur influence politique les unions dont la mobilisation avait sauvé la république des Soviets. Le cours des opérations militaires et des événements extérieurs a empêché les communistes de mener ce combat jusqu'au bout et les unions professionnelles ont profité du répit pour se préparer à une nouvelle attaque.

Autant qu'on peut en juger d'après les informations fragmentaires qui nous sont parvenues du Congrès des unions professionnelles et de la Conférence du Parti qui ont eu lieu en juin, ces assemblées ont servi de champ de bataille aux deux groupes. Les unions professionnelles eurent de nouveau le dessus au sujet de l'appellation du Parti, en s'opposant à ce qu'il fût appelé «Parti Communiste». Le désaccord entre les partisans des unions professionnelles et les Communistes devenait toujours plus profond, cependant que s'accroissait l'unanimité existant dès le début, entre les chefs émigrés du mouvement professionnel et leurs collègues hongrois grimés en communistes. Ces derniers, après une courte période d'hésitation, sortirent du gouvernement des Soviets à l'un des moments les plus difficiles que le pouvoir ouvrier eut à traverser, quand éclata l'insurrection contre-révolutionnaire. Et ils se mirent à préparer dans les unions les bases d'une contre-révolution.

Les unions professionnelles qui, peu de temps auparavant, inscrivirent au nombre de leurs tâches la nationalisation de la production, penchèrent alors nettement en faveur d'un accord avec la bourgeoisie, c'est-à-dire en faveur du rétablissement de la production capitaliste.

Les mêmes unions qui, quelque temps auparavant, mobilisaient leurs membres pour défendre le gouvernement des Soviets, qui exigeaient le pouvoir politique et

voulaient prendre part à l'agitation du prolétariat, qui se déclaraient les représentants authentiques du prolétariat, se prononcèrent contre la guerre défensive de la révolution et, de leurs propres mains, détruisirent l'édifice de l'état ouvrier, vendirent et perdirent le gouvernement prolétarien.

Quelle que soit la pauvreté de nos informations sur les deux derniers mois d'existence de la république hongroise des Soviets, quelle que soit pour nous l'obscurité des causes et des conditions de sa chute, le rôle contre-révolutionnaire des unions professionnelles qui découle de tout leur développement, ne fait pas pour nous l'ombre d'un doute. La nouvelle révolte inévitable du prolétariat hongrois contre la bourgeoisie devra nécessairement être précédée par l'affranchissement de l'organisation politique du prolétariat de la dictature des unions professionnelles. Cet affranchissement est nécessaire, non parce que les unions professionnelles sont en général incapables de mener à bonne fin la lutte des classes, mais parce que les unions professionnelles hongroises sont pénétrées d'opportunisme et d'esprit bourgeois, parce que, au lieu de se trouver à la tête de l'armée du prolétariat militant, elles constituent en fait l'avant-garde de la contre-révolution.

A. ROUDNIANSKY.

NOTE DE LA RÉDACTION.

En publiant l'article du camarade Roudniansky, la rédaction est loin de penser que le rôle contre-révolutionnaire joué par les unions professionnelles mencheviks hongroises dans le coup d'état réactionnaire soit un argument contre les unions professionnelles (syndicats) en général. La révolution prolétarienne qui mûrit brisera l'unité des unions actuelles, régénérera le mouvement professionnel en lui insufflant l'esprit de la lutte prolétarienne et en en faisant un des points d'appui de la dictature prolétarienne. A l'Internationale jaune des unions professionnelles la révolution ouvrière opposera une internationale rouge.

Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste consacra prochainement à cette question une lettre circulaire.

G. Z.

LA QUESTION POLONO-ALLEMANDE EN PRUSSE OCCIDENTALE ET LES CONDITIONS DE PAIX DES ALLIÉS

Au cours d'un récent voyage que j'ai fait dans la Prusse occidentale et dans une partie de la Posnanie septentrionale, j'ai pu réunir des données susceptibles d'éclairer la situation actuelle de cette région, la plus troublée de l'Europe orientale, où la lutte de classe du prolétariat se complique et est, dans des proportions importantes, détournée de sa voie par les passions nationales qu'entretiennent artificiellement les parties intéressées.

La plaine qui s'étend entre les bassins inférieur de la Vistule et de l'Oder comprend la Prusse occidentale, l'ancienne province prussienne de

Posnanie et la partie nord-ouest du «Congrès» de Pologne nouvellement créé. Si l'on consulte une carte de ce district indiquant la répartition de la population selon la religion et la nationalité, telle que cette répartition a été établie par le gouvernement prussien et sur la base du recensement de 1910, on peut constater, que, sauf de rares exceptions, ces territoires de l'ancien royaume de Prusse sont uniformément habités par une population mélangée polono-allemande, protestante-catholique. Aucune ligne de démarcation bien nette ne sépare nulle part ni les religions, ni les nationa-

lites. Dans la partie septentrionale de la province de Posnanie, dans le triangle Hohensala—Posen—Kolmar, la population polonaise et la population allemande varient entre trente et soixante pour-cent sans motif apparent. On peut dire la même chose du district de la Prusse occidentale qui est connu sous le nom de „Corridor“ polonais et qui forme une longue bande de territoire s'étendant d'un point situé au nord-est de Thorn jusqu'à la région côtière au nord-est de Danzig. D'autre part, on peut observer deux districts où l'une des deux races est prédominante. Dans le district étroit qui s'étend de Schneidemühle à Thorn en passant par Bromberg, c'est la race allemande qui prédomine, tandis que la race polonaise prédomine dans la large zone qui commence juste au nord de Posen et s'étend au sud-est vers Trostoschin. Le premier de ces deux districts est traversé par le canal de la Netze — voie de communication fluviale importante qui réunit les bassins de l'Oder et de la Vistule. C'est par ce canal que les matières brutes de Prusse occidentale et du „Congrès“ de Pologne (bois de construction, grains, etc.) sont dirigées sur l'Allemagne centrale en échange de produits manufacturés, fournis par les centres industriels. La colonisation de ce district par Frédéric le Grand qui construisit ce canal et l'immigration subséquente des commerçants et industriels de l'Allemagne centrale, qui construisirent dans la suite des usines le long du canal et des systèmes fluviaux, ont contribué à donner à la population allemande de ce territoire un caractère de classe très-particulier. Effectivement, dans toute la Posnanie septentrionale et dans la Prusse occidentale, mais surtout dans les régions voisines de ces voies fluviales et du canal, les Allemands sont représentés par la „bourgeoisie“, par la classe moyenne des propriétaires fonciers et autres, des fonctionnaires, du personnel technique, des ouvriers spécialistes. D'autre part, dans le district de la Posnanie méridionale, c'est l'agriculture qui domine et la population aborigène polonaise n'a pas été très touchée par les immigrants venus de l'ouest, intéressés au commerce et à l'industrie. C'est pourquoi dans ce district les Polonais constituent l'élément paysan qui est catholique, composé de familles nombreuses et qui, comme les procédés de culture ne sont pas très développés, envoie le surplus de cette population vers le nord et l'ouest dans les centres industriels de la Prusse occidentale et de la Posnanie septentrionale, ainsi que vers le sud, en Silésie. Il s'ensuit, que dans les districts de Bromberg, Schneidemühle, Thorn et dans le bassin houiller de la Haute-Silésie, les ouvriers non qualifiés sont la plupart du temps des Polonais. Dans les parties de la Prusse occidentale, où les junkers prussiens ont de grands domaines, les ouvriers agricoles sont également surtout des émigrants polonais venus de l'est et du sud. Il n'est pas difficile de comprendre, après cela, pourquoi l'accroissement de la lutte des classes dans ces provinces devait coïncider aussi avec les explosions de chauvinisme nationaliste dans les différentes classes de la population, ni que cette situation devait être exploitée à la fois par les capitalistes de l'Allemagne et par ceux des pays de l'Entente qui cherchent tous à réaliser leurs propres plans impérialistes.

Les impérialistes allemands avaient senti depuis longtemps la nécessité d'assurer cette partie de la

Prusse au „vrai“ capital allemand. En présence du nombre croissant de travailleurs et d'ouvriers agricoles non qualifiés polonais qui, voulant des terres, réclamaient de plus en plus le droit d'en acheter et de sortir ainsi par eux-mêmes de leur état d'esclaves salariés, les junkers et la classe des fonctionnaires avaient commencé, il y a environ 20 ans, à prendre des mesures spéciales contre le prolétariat rural sous la forme de „lois agraires“ dirigées contre les Polonais. Il était interdit à ces derniers d'acheter des terres sans l'autorisation du Landrat qui était nommé par le roi de Prusse. Toutes les propriétés foncières mises en vente, tombaient également sous le contrôle d'une commission foncière nommée par le gouvernement prussien qui veillait à ce que les lots fussent attribués uniquement à des familles allemandes appartenant aux classes moyennes ou à des paysans de l'Allemagne centrale, considérés comme politiquement „sûrs“. Ainsi donc les lois agraires, dites „Hakkatistes“ inaugurées par Bismarck et perfectionnées par Bülow, étaient en réalité une tentative faite pour maintenir par la force les travailleurs agricoles non qualifiés dans leur état d'esclaves salariés et coloniser le pays au moyen de paysans spécialistes choisis qui devaient servir de rempart aux junkers féodaux. Il faut rappeler ici que les travailleurs agricoles polonais et la classe moyenne étaient dangereux pour le régime existant en Prusse, parce que les premiers comme les seconds pouvaient devenir facilement l'avant-garde d'un impérialisme étranger qui chercherait à mettre la main sur la Prusse occidentale pour des raisons politiques ou militaires. L'état de Pologne qui vient d'être fondé montre que l'Entente avait depuis longtemps l'intention de créer en Europe orientale une puissance militaire susceptible de l'aider à encercler les capitalistes allemands et à les écarter des marchés mondiaux. La population polonaise de la Posnanie septentrionale et de la Prusse occidentale a donc été pendant des années cette avant-garde des impérialistes de l'Entente.

A vrai dire les lois agraires spéciales „hakkatistes“ contre les Polonais ont échoué misérablement. En empêchant les agriculteurs polonais d'acquiescer des terres, elles n'ont fait que baillonner le mécontentement sans le détruire. En réalité elles le rendirent encore plus fort, car ces Polonais tombèrent de plus en plus sous l'influence des agitateurs de Varsovie et des agents de l'Entente. Les ouvriers polonais continuèrent à voir leur salut dans le renversement par la violence de l'état prussien et l'annexion de ces territoires au „Congrès“ de Pologne. Le mouvement de classe sain et conscient fut détourné ainsi de sa voie et aiguillé dans le sens du chauvinisme. On s'en aperçut clairement après la conclusion de l'armistice avec les puissances centrales l'été dernier et après la révolution allemande. A Posen en novembre 1918, un conseil des députés ouvriers et soldats fut créé dans le but d'assurer la stabilité du nouveau régime et d'entreprendre l'œuvre de préparation aux grands changements sociaux qui semblaient alors incomber à l'Allemagne. Or un fait caractéristique de la psychologie de la population des travailleurs polonais de cette époque c'est qu'elle n'envoya pas dans ces conseils des ouvriers, mais des représentants de la classe moyenne et des intellectuels absolument étrangers

au socialisme et au mouvement ouvrier mais membres en vue des unions nationales polonaises bourgeoises. A l'une des réunions du conseil de Posen, — le 3 décembre, le docteur Seyder, délégué polonais, déclara: „Nous, polonais, nous n'avons pas besoin de révolution sociale“. Le seul internationalisme qui ne soit manifesté dans ce conseil s'est rencontré chez certains soldats allemands et chez un petit nombre d'ouvriers qualifiés. Mais dès que les soldats allemands commencèrent leur démobilisation et regagnèrent leurs foyers, les conseils se trouvèrent entièrement entre les mains des nationalistes polonais qui en firent un comité préparatoire de la réunion de la province de Posnanie au „Congrès“ de Pologne. C'est alors que se produisit la „révolte de Posen“ en janvier 1919 et la progression des légions polonaises en Prusse occidentale. La ligne de démarcation fixée par les Alliés à Paris, jusqu'au règlement définitif du sort de ces territoires par la conférence de la Paix, partait de l'ancienne frontière prusso-polonaise à l'est de Hohensalza, passait par un point situé à 40 kilomètres au sud de Bromberg, et de là en se maintenant à cette distance au sud du canal de la Netze, aboutissait à environ 60 kilomètres au nord-ouest de Posen. Cette ligne fut toutefois franchie par les Polonais qui avancèrent jusqu'au canal de la Netze, coupant ainsi cette importante artère qui avait été expressément laissée aux Allemands par les autorités militaires à Paris et interrompant de ce fait toute communication commerciale par eau entre la Prusse occidentale et l'Allemagne centrale.

Un sort pire encore attend cependant les habitants de la Prusse occidentale et de la Posnanie septentrionale, car en vertu des conditions de paix des Alliés, tout le territoire de l'Ouest de la Vistule jusqu'à la ligne Schneidemühle-Lauenburg en Poméranie doit être cédé sans plébiscite au „Congrès“ de Pologne. De la sorte tout un territoire où les Allemands prédominent, le district industriel autour du canal de la Netze avec l'important embranchement de Schneidemühle, où la population polonaise est de cinq pour cent, tout au plus, est remis au gouvernement de Varsovie. Cela signifie également, à moins qu'une stipulation expresse n'autorise une entière liberté de commerce entre ce „corridor“ et l'Allemagne Centrale,—que tout le système industriel édifié sur la base de la communication immédiate entre l'est et l'ouest par le canal de la Netze, sera détruit. L'objet de ces conditions de paix, en ce qui concerne la Prusse occidentale, est évident. Elles font totalement abstraction des intérêts religieux et nationaux de la classe moyenne de la population et, ce qui est pire encore, elles ne se soucient aucunement de la vie économique de ces territoires. Leur unique préoccupation est l'ordre militaire et stratégique; c'est de s'assurer les grandes lignes de chemins de fer de la Prusse occidentale qui parcourent le triangle Thorn—Schneidemühle—Danzig, avec leurs embranchements importants de Dirschau et de Schneidemühle. Les militaristes français espèrent faire de la Pologne un état militaire de 20 millions d'habitants, qui contrôlera complètement toute la vallée de la Vistule, aura dans la Baltique une forte base navale sous le contrôle des Alliés et occupera une place prédominante dans le système des voies ferrées de l'Allemagne Orientale.

Si les impérialistes de l'Entente ne faisaient la guerre qu'aux junkers et au militarisme prussien et avaient visé réellement à détruire ces derniers en stipulant lesdites conditions de paix, on pourrait trouver des arguments pour leur défense.

Mais, dans l'espèce, l'Entente s'en prend aux forces mêmes qui luttent en Prusse contre les junkers, car en étendant l'influence du gouvernement de Varsovie sur ces territoires, elle soumet le mouvement ouvrier à une réaction aussi sombre que celle des junkers prussiens. J'ai montré plus haut l'influence préjudiciable des propriétaires terriens et des fonctionnaires prussiens sur le développement social normal de la population rurale de la Prusse occidentale et de la Posnanie septentrionale. Mais depuis la révolution allemande, des réformes ont certainement été réalisées. Il est vrai que la plupart des fonctionnaires prussiens nommés par l'ancien régime sont encore en fonctions. Les lois agraires „hakkatistes“, sans être appliquées, ne sont pas encore formellement annulées. La classe irresponsable et réactionnaire des officiers recrutés en grande partie parmi les familles des junkers, contrôle le „Grenzschutz im Osten“, inspire des idées chauvinistes à la presse bourgeoise locale et il est d'opinion courante qu'elle vise à faire un coup d'état contre le gouvernement d'Ebert et à constituer avec la Prusse occidentale un territoire indépendant destiné à être le centre autour duquel l'Allemagne doit „renaître“. Cependant, malgré tout, des réformes très réelles ont été réalisées depuis la révolution. Le fait le plus important sans nul doute est l'accroissement des unions professionnelles locales et des groupes socialistes internationalistes. Dans les principaux centres, tels que Thorn, Bromberg, Schneidemühle et Danzig, des „freie Gewerkschaften“ qui sont affranchies de toute influence bourgeoise et religieuse, ont surgi partout. Là, où elles existaient déjà avant la révolution, elles ont accru le nombre de leurs membres parfois de plus de 200%. Elles ont assuré l'application de la journée de huit heures et des contrats de travail. Les travailleurs agricoles à qui, avant la révolution, la loi interdisait de se coaliser pour la défense de leurs intérêts communs, ont formé maintenant dans toute la Prusse occidentale des unions d'ouvriers agricoles qui ont fusionnés en „cartels“ avec l'union des métaux, du bois, des employés des chemins de fer et autres unions industrielles. De plus, on trouve dans ces organisations non seulement des ouvriers allemands, mais aussi ceux d'entre les ouvriers polonais qui se sont affranchis de l'influence pernicieuse de la propagande nationaliste de Varsovie. Ce corps international des ouvriers organisés industriellement en Prusse occidentale et en Posnanie septentrionale, subit profondément l'influence du parti socialiste indépendant allemand. En beaucoup d'endroits, comme à Thorn, les socialistes majoritaires sont unis avec indépendants et n'ont jamais rompu avec eux, comme cela est arrivé en 1915 dans tout le reste de l'Allemagne. On peut dire hardiment que ces unions professionnelles internationales et les partis socialistes qui les inspirent sont la seule espérance qui brille encore dans le sombre chaos du junkérisme prussien (demeuré vivace) et constituent l'unique centre raisonnable existant au milieu des bacchantales effrénées du pangermanisme et du chauvinisme panpolonais qui font rage

dans cette région. Ces centres ouvriers internationalistes sont particulièrement importants pour les ouvriers non qualifiés de race polonaise, actuellement placés pour la plupart sous l'influence de la propagande nationaliste qui les engage à tourner les yeux vers le seigneur et vers le gouvernement cléricale de Varsovie afin d'échapper au seigneur et au gouvernement militaire prussiens. Tandis que les ouvriers polonais de la Prusse occidentale et de la Posnanie septentrionale sont assez disposés actuellement à sauter de la poêle dans le feu, il est intéressant de noter que leurs camarades des districts occupés de Posnanie et du „Congrès“ de Pologne n'ont aucune illusion sur le caractère „démocratique“ du régime de Paderevsky; à Varsovie, à Posen, le parti social-démocrate polonais, qui tout récemment encore était sous l'influence nationaliste, s'est maintenant mis d'accord avec les groupes social-démocrates allemands sur un programme commun. Une agitation active s'est manifestée parmi les ouvriers polonais de Posen lors de l'appel sous les drapeaux des classes de 1896, 1897, 1898. En fait, il y a des raisons sérieuses de penser que le mouvement révolutionnaire est infiniment plus prononcé parmi les ouvriers polonais des régions de la Pologne „libérées“ par le régime de Paderevsky, que dans celles où les ouvriers attendent encore cette „libération“. Dans ces conditions, les socialistes internationalistes allemands envisagent avec calme la perspective d'être annexés au „Congrès“ de Pologne. Bien qu'ils ad-

mettent que sous le gouvernement allemand actuel les ouvriers ont, de toute façon, obtenu beaucoup de concessions et en obtiendront probablement plus que ne leur en ferait le gouvernement de Varsovie, ils sentent néanmoins que ces avantages économiques immédiats sont moins importants que le gain moral que le mouvement révolutionnaire obtiendrait si les ouvriers non-qualifiés polonais s'émancipaient du joug de leur chauvinisme. Ce qui arriverait vite, à leur avis, si les Polonais de la Prusse occidentale et de la Posnanie septentrionale avaient goûté, rien qu'une fois, du régime des „hobereaux“ et des cléricaux de Varsovie, dont leurs camarades de Posnanie connaissent déjà toutes les douceurs.

Aussi, malgré l'orgie nationaliste polono-allemande, malgré les menaces de décider par la guerre, lequel, des réactionnaires polonais ou des junkers prussiens exploitera les esclaves salariés des domaines de la Prusse occidentale, malgré les plans impérialistes du pangermanisme agonisant et ceux de l'impérialisme victorieux de l'Entente pour la possession des chemins de fer stratégiques de l'Europe orientale, malgré tout cela le grand du socialisme international a été apporté par le vent dans ces régions et du chêne qui en naît sortira, un jour, la force qui émancipera à la fois de la féodalité et de l'esclavage salarié les ouvriers polonais et prussiens.

M. P. PRICE

LA SITUATION EN FRANCE

I.

„NOTRE CRISE“

L'emprunte à dessein le titre d'un article du citoyen Renaudel, paru ici même le 22 juillet. Je l'emprunte malgré son sens trop limité, trop particulier. Notre crise n'est, en effet, que la manifestation locale de la crise généralisée du socialisme mondial. Ses manifestations propres ne sont que la réaction sur un milieu déterminé des phénomènes sociaux qui se sont succédés, non seulement depuis 1914, mais depuis la diffusion des doctrines du socialisme scientifique. La déviation que ces doctrines ont subie en France bien avant la guerre est un des facteurs de cette crise, dont la naissance, les phases et la solution sont d'ordre essentiellement international.

Cependant, nous avons notre crise; elle existe, je dirai même qu'elle sévit avec une intensité accrue malgré la paix, malgré „la triste politique intérieure et extérieure du ministère Clémenceau“, malgré l'approche des élections et qu'elle s'accroît aussi longtemps qu'à l'intérieur du Parti une fraction s'efforcera d'entraîner les socialistes hors du socialisme.

Tout le monde est d'avis qu'une unité de pensée

et d'action serait préférable aux divisions actuelles, mais il ne suffit pas de formuler cet axiome pour que l'unité se réalise. Il ne suffit même pas de se rencontrer sur un terrain neutre à l'abri de ces compromis bâtards à l'aide desquels on s'est efforcé de faire illusion au début de la guerre et qui n'ont vu le jour que pour tomber aussitôt dans le néant. Il faut pour trouver une issue à cette situation intenable, examiner le problème sous tous ses aspects et surtout bannir dans l'expression de notre pensée, tous les artifices de langage, toutes les roueries politiques dont l'abus a empoisonné trop longtemps la conscience socialiste.

Il faut surtout n'attacher aux multiples questions qui sollicitent notre examen que l'importance qu'elles méritent et ne pas créer la confusion en plaçant sur le même plan ce qui constitue le principe même du socialisme et les détails de son interprétation et de son application.

Ce n'est nullement, par exemple, parce que le Parti se mettrait d'accord pour retirer le „Programme d'action“ du trou où Renaudel se désole de le voir enseveli qu'il trouverait dans cette exhumation une

source de force, pas plus que la disparition discrète de ce programme d'inaction n'a été et ne sera une source de faiblesse.

Ce n'est pas davantage parce que Renaudel ne renie pas le terme de „communiste“ et qu'il consent à reconnaître que la situation est révolutionnaire, que l'horizon s'éclaire. Cet aveu et cette reconnaissance ne dissipent aucune équivoque. Les tendances peuvent y chercher les bases d'une action commune, le Parti n'en portera pas moins en lui le germe de la division et de l'impuissance.

Nous sommes divisés sur ce qui constitue le fondement même du socialisme et c'est ce qui rend notre antagonisme irréductible. Les uns pensent, et je suis de ceux-là, que les événements ont justifié de façon éclatante les postulats théoriques et pratiques du socialisme scientifique moderne. Ils estiment que Marx et Engels, complétant l'œuvre de Fourier et de Saint-Simon, qui, tout en faisant une critique exacte de la société capitaliste, ont laissé à la providence le soin de trouver le remède aux servitudes ouvrières qui en sont issues, ont montré avec une géniale clarté, non seulement que le capitalisme aboutirait à la désorganisation sociale et à l'asservissement toujours plus grand des masses et que le salut était dans le prolétariat, mais qu'il n'y avait d'autre moyen que la révolution et la dictature prolétarienne pour passer du régime capitaliste au régime communiste. Les autres s'efforcent de remettre en question ces postulats. Ils considèrent que la démocratie existe, que la révolution n'est pas nécessaire; qu'à la lutte des classes il convient de substituer

l'entente des classes, qu'il suffit au socialisme, suivant l'expression de Renaudel, de „frapper à la porte“ de l'édifice capitaliste pour être écouté.

Entre ces deux conceptions radicalement divergentes et qui divisent non seulement le socialisme français mais le socialisme mondial, aucun accord n'est possible. L'unité ne peut se faire en France, où ces conceptions s'affrontent encore dans un parti unique, que sur le triomphe définitif de l'une d'elles, triomphe qui obligera les éléments non convaincus et décidés à continuer la lutte, à envisager l'hypothèse de la porter ailleurs.

On aura beau, cédant à des habiletés de dialecte, constituer au hasard des scrutins, la plus grosse majorité s'inspirant de considérations occasionnelles telles que les nécessités électorales ou la présence au gouvernement de tel ou tel chef, ce ne sera jamais qu'un nouveau compromis s'ajoutant aux autres et qui s'évanouira aussi vite que ceux-ci. Ce que le Parti doit dire avec force préalablement à tout établissement d'un programme d'action qui restera sans cela œuvre vaine, c'est s'il est pour ou contre le bolchévisme, qui n'est que le marxisme en action, c'est-à-dire s'il est pour ou contre la révolution et la prise totale du pouvoir par le prolétariat, pour ou contre la dictature ouvrière, pour ou contre la troisième internationale.

Et puisque les colonnes de l'*Humanité* nous sont maintenant ouvertes, je m'efforcerai de montrer pourquoi nous sommes pour.

F. LORIOT.

II.

HÉSITATIONS?

Evidemment la polémique roule encore sur la grève que la Confédération Générale du Travail avait commandée, qu'elle a décommandée et à laquelle, paraît-il, elle n'aurait pas renoncé. Il ne s'agirait que d'une affaire de jours ou de mois.

Cette perspective permet aux ennemis de la classe ouvrière de fulminer à nouveau contre les travailleurs qui oseraient, une fois pour toutes, se croiser les bras. Sur les grévistes de demain, on appelle les mesures les plus répressives, fussent-elles légales; et elles seraient illégales.

Il s'ensuit qu'un travailleur n'aurait plus le droit de se croiser les bras le jour qu'il lui plairait de se reposer. Mais ce droit de ne rien faire, il y a des gens qui le prennent et qui en usent, non pas un jour, mais tous les jours de l'année.

Et ce sont ces oisifs, ces fainéants à qui le labeur physique ou intellectuel fut sans cesse étranger, ce sont ces oisifs et ces fainéants qui fulminent et qui menacent.

On serait tenté d'en rire. Ils parlent de „coffrer“ ceux qui feraient la grève générale. Encore faudrait-il commencer par ces parasites qui eux, font la grève toute leur vie.

Qu'ils aient au moins, puisqu'on les laisse

tranquilles, la pudeur de se taire. Le bruit ne leur va pas.

Mais peut-on demander de la pudeur aux mêmes qui, voilà deux semaines pendant la „veillée funèbre“, dansaient sur les millions de victimes de la guerre?

Car ce sont les mêmes qui voyaient et qui voient, dans une journée, dans une heure de grève générale, comme le prélude d'un ordre nouveau qu'ils qualifient de désordre, et dans lequel ils devront rendre des comptes, les mêmes qui affectent de rabaisser, de mépriser le travailleur et s'affolent à l'idée que le travailleur pourrait devenir capable de réclamer ses droits.

Pour l'en dissuader, pour l'en décourager, si les conseils hypocrites ne suffisent pas, si les objurgations patelines ne suffisent pas, les profiteurs de la société bourgeoise parlent d'arrestations, de mises en jugement.

Oui, c'est par des arrestations et des mises en jugement que l'on compte solutionner la question sociale! Imbéciles ou fous, crétins ou canailles, tels sont ceux qui ont la prétention d'en imposer ainsi à la classe ouvrière.

Ils trouvent, dans une certaine presse, des hommes à tout faire pour les seconder. Tel le volumineux

avorton qui injurie comme il digère, tout en laissant une distance respectable et prudente entre la canne d'un honnête homme et ses épaules éléphantines.

Dans certaine presse, des hommes à tout faire, à tout mal faire, n'ont pas supplié seulement les dirigeants d'agir et de réagir; ils ont encore essayé de dresser une fraction du prolétariat contre une autre fraction de ce prolétariat.

Aux manifestations qui se préparaient, ils reprochaient le caractère politique. Si ce caractère n'avait été que corporatif, leur haine de ces manifestations eût été, d'ailleurs, la même. Contre elles, ils n'auraient fait que rectifier le tir.

Ils ne prendront pas à créer des divisions dans le monde du travail qui, en outre des droits

à la vie, exige les droits politiques, dans ce monde du travail qui réclame la liberté et la justice dans un pays où l'on se dit le champion de la justice et de la liberté. La logique est avec lui autant que le cœur.

Mais la justice, mais la liberté, nos gouvernements se refusent à les reconnaître. Et, jusqu'à cette heure, les représentants du peuple ont approuvé et suivi nos gouvernants. Alors?

Alors, sans violences, dans la pleine indépendance de ses organisations, la classe ouvrière doit exprimer ses sentiments et dicter ses volontés. Elle ne sortira pas de son rôle et ne dépassera pas ses droits. Elle aurait bien tort d'hésiter. Elle n'hésitera pas.

Alexandre BLANC.

POUR LA III-e INTERNATIONALE (1)

II.

Beaucoup plus intéressants sont les arguments des adversaires de la III-e Internationale. Ces derniers font remarquer en premier lieu que les conditions politiques et économiques de la Suisse sont différentes de celles de la Russie et de la Hongrie et ils soulignent particulièrement le fait que chez nous la période révolutionnaire n'est pas encore commencée. Selon eux nous ne pourrions tenir nos engagements ni organiser notre vie en nous conformant aux préceptes de la III-e Internationale. Cependant il est clair pour tous ceux qui prêtent une attention raisonnée à ce qu'ils lisent — même dans le cas où cette clause n'aurait pas été spécialement mentionnée — que les directives fondamentales de la III-e Internationale ne peuvent être obligatoires que pour les pays où l'ère révolutionnaire est déjà commencée et continue à se développer. S'il est vrai, comme l'indiquent certains de nos camarades, que ces conditions sont encore défiant chez nous, le fait même de notre adhésion à la III-e Internationale ne saurait nous lier les mains ni nous astreindre à une ligne de conduite qui irait à l'encontre de la situation. Aucun parti étranger entrant dans la composition de la III-e Internationale n'aurait l'idée de nous y obliger car le prolétariat suisse n'est nullement appelé à jouer un rôle décisif dans la lutte contre l'impérialisme.

Nous sommes néanmoins d'avis que la période révolutionnaire est commencée en Suisse également et qu'elle se développe sous nos yeux.

Nous sommes entrés dans la période des démonstrations organisées des masses ouvrières. La classe ouvrière suisse montre de plus en plus d'énergie et d'opiniâtreté dans ces manifestations de sa volonté et la bourgeoisie fait tout ce qu'elle peut pour la

pousser à une insurrection ouverte contre l'appareil gouvernemental, c'est-à-dire contre l'armée.

Il ne s'en suit certes pas que nous soyions entrés dans la phase décisive, que nous soyions à la veille d'une rencontre définitive avec le gouvernement bourgeois. Mais notre mouvement se développe déjà dans le sens de la III-e Internationale et nous pouvons par conséquent orienter notre activité conformément aux règles fondamentales de celle-ci.

Un autre argument allégué que la III-e Internationale n'est encore nullement internationale en réalité et qu'elle n'englobe que les pays agraires et arriérés et non les pays industriels qui sont destinés à jouer un rôle décisif. Cet argument est parfaitement exact; mais, loin d'être contraire à notre adhésion à la III-e Internationale, il lui est favorable. Les intérêts du prolétariat universel exigent justement que les pays dont les régions industrielles sont d'une importance décisive adhèrent au plus tôt à la III-e Internationale. Et ce n'est pas en nous tenant à l'écart ou en ajournant toujours la solution de cette question que nous pouvons contribuer à la réalisation de ce but.

Prenons exemple de l'Italie et imitons-la.

On prétend que l'adhésion à la III-e Internationale nous obligerait à renoncer à la lutte parlementaire. Le journal *Tagwacht* assure même que la plateforme de la III-e Internationale exige formellement ce renoncement. C'est complètement inexact. Le parlementarisme est encore admis sur la plateforme de la III-e Internationale comme un moyen de combat, à condition toutefois de servir le mouvement révolutionnaire et de relever l'énergie combattive des masses. Mais nous aussi, nous ne nous représentons pas autrement à l'heure qu'il est le rôle du parlementarisme. L'Internationale communiste est plus large à ce point de vue que nos ultra-communistes suisses, que nos «jeunes» qui rejettent absolument une institution dont nous pouvons encore tirer profit comme moyen de combat.

Il en est qui déclarent que l'adhésion à la III-e Internationale amènera une scission dans le parti. La même considération a été mise en avant toutes les fois que le parti se trouvait en face de décisions importantes. Cet argument a servi au moment où le con-

(1) La première partie de l'article du camarade Münch ne nous est pas parvenue; nous publions la seconde qui constitue elle-même un tout complet.

Nous laissons sous la responsabilité privée de l'auteur ses remarques dirigées contre certains communistes suisses.

grès du parti s'est déclaré contre la proposition du bureau relativement à Zimmerwald. Il a été utilisé en qualité de menace pour influencer nos décisions dans la question de la guerre et il sert d'épouvantail dans toutes les occasions analogues. Mais il ne nous fait pas peur. Le lien représenté par la communauté de nos intérêts est trop solide pour se rompre si facilement. Arrêtons-nous encore sur certains détails de l'histoire de la lutte pour notre adhésion à Zimmerwald.

Ceux de nos camarades qui autrefois ont lutté pour l'observation la plus stricte de la solidarité internationale et qui ont montré le plus d'opiniâtreté dans les débats sur ces questions, ceux-là mêmes, qui ont commencé le mouvement que nous considérons comme de notre devoir de continuer — se déclarent maintenant en partie contre l'adhésion ou bien prêchent une attitude d'expectative. Autrefois ils représentaient dans le parti une minorité d'opposition progressiste; maintenant ils y jouent un rôle dominant. Ils avaient alors pour mot d'ordre que: «Les partisans de l'expectative doivent être obligés par une opposition toujours croissante, ou bien à renoncer à la politique qu'ils ont poursuivie jusqu'à présent, ou bien à quitter le parti». Aujourd'hui ils s'écrient: «L'adhésion à la III-e Internationale n'est pas une affaire si pressante qu'il faille décider la question immédiatement; il faut d'abord obtenir des garanties; nous nous déciderons quand la situation sera plus claire, etc...»

Nos camarades de Winterthür sont d'avis qu'il nous faut d'abord revoir notre programme, et ne pas prendre de décision avant de l'avoir fait. A première vue cette opinion semble la seule juste. Elle le serait en effet si nous vivions en des temps calmes et si nous étions seuls. Mais aujourd'hui la lutte bat son plein et cette lutte grave autour d'une question qui est de savoir si le prolétariat doit continuer à servir son ennemi, à servir les capitalistes, ou s'il doit au contraire se soulever pour la défense de ses intérêts. La révision du programme de notre parti ne sera pas achevée avant l'automne de l'année 1920, peut-être même plus tard. Les social-patriotes — et les nôtres sont du nombre — ne perdent pas de temps et font tout pour conserver leur influence dans la partie des classes ouvrières qui les soutient encore; ils se serviront de cette influence pour trahir les intérêts du prolétariat. Contrairement à toutes les résolutions de nos congrès, ils font une propagande énergique en faveur du retour à la II-e Internationale, quitte à soutenir les propositions d'ajournement, là où cette propagande n'a pas de succès. *Celui qui en ce moment lutte contre la résolution immédiate de la question de l'adhésion à la III-e Internationale, celui qui opte pour la remise d'une décision à cet égard, soutient sciemment ou inconsciemment les social-patriotes.*

Le camarade Reinhart lors des délibérations de notre bureau a proposé au parti de remettre pour le moment la question de l'adhésion et de prendre sur lui l'initiative de la réunion d'un nouveau congrès qui serait composé de représentants révolutionnaires de tous les pays et non pas exclusivement de ceux des nations communistes.

Conformément à son projet, ce congrès devra élaborer sur la base des règles essentielles de la III-e Internationale une plateforme qui permettrait à tous les partis révolutionnaires d'y entrer.

Nous reconnaissons pleinement les bonnes intentions de l'auteur de cette proposition. Néanmoins à l'heure actuelle une proposition de ce genre n'est qu'un

prétexte pour différer une décision, pour fermer les yeux sur la situation réelle et nous ne pouvons que répéter à son sujet ce que nous avons déjà dit à propos de celle des camarades de Winterthür.

Pourquoi recommandons-nous l'adhésion à la III-e Internationale?

Nous considérons comme notre devoir de continuer la politique de solidarité internationale ratifiée par quatre congrès et de prouver cette solidarité en fait. Le refus d'entrer dans la III-e Internationale ou la remise de la décision à cet égard serait une dérogation à la ligne de conduite que nous avons suivie jusqu'à présent et prouverait que nous obliques à droite, du côté des social-patriotes.

Nous sommes partisans de la III-e Internationale car nous avons confiance dans la nécessité, dans la force vitale et dans la victoire finale de la révolution universelle. Notre adhésion à la III-e Internationale doit ouvrir les yeux à ceux des ouvriers qui suivent encore les social-patriotes: ils verront alors à quel point la voie qu'ils suivent est fautive et entraveront dans les rangs du prolétariat révolutionnaire. Nous recommandons l'adhésion pour soutenir nos camarades russes, pour affermir l'énergie des partis et des groupes révolutionnaires d'Allemagne, de France, d'Angleterre, d'Amérique et des autres pays. Nous recommandons l'adhésion immédiate même dans le cas où ce ne serait qu'une simple manifestation de sympathie, pour la seule raison qu'en ce moment précis les communistes de tous les pays sont l'objet des plus grandes poursuites et ont besoin de soutien. Les principales directives de la III-e Internationale sont parfaitement conformes aux nôtres, car nous voulons abolir en Suisse la dictature de la minorité bourgeoise et établir le pouvoir de tous ceux qui travaillent. La servitude des classes ouvrières doit prendre fin et nous prenons pour exemple les bolchéviks de Russie.

Nous ne devons pas pour la solution des questions de cette importance nous laisser influencer par la bourgeoisie; sa manière de les envisager ne peut que nous servir de pierre de touche pour vérifier la justesse de notre tactique.

Ainsi, toutes les fois que la presse bourgeoise loue notre façon d'agir, cela signifie que nous servons ses intérêts au détriment des nôtres, tandis que nous pouvons être certains de suivre le bon chemin lorsqu'elle nous désapprouve; que nous indique ce baromètre actuellement? La bourgeoisie suit avec une attention inquiète les dissentiments que provoque dans le parti la question de notre adhésion à la III-e internationale. Les jeunes progressistes ont même voté une résolution contre notre adhésion. Et il suffit qu'une section quelconque du parti se déclare contre l'adhésion pour que toute la presse bourgeoise proclame ce fait comme un indice caractérisant l'orientation générale du parti et le crie sur tous les tons, tandis qu'elle se borne à mentionner, en passant sans appuyer, les résolutions favorables à l'adhésion. La presse bourgeoise reproduit de nombreux articles de la presse du parti écrits contre l'adhésion et couvre de louanges «les vieux chefs pleins de raison, qui empêchent le parti de faire des sottises».

Cette attitude de nos ennemis est très caractéristique. Souvenez-vous donc de la solidarité internationale que vous avez si minutieusement observée jusqu'à présent et votez pour l'adhésion à la III-e Internationale!

Eugène MUNCH.

LE MOUVEMENT PROFESSIONNEL EN RUSSIE

Le mouvement professionnel en Russie issu de la révolution de 1905 et momentanément étouffé par la réaction des années 1908—10 entra dès 1911 dans une période de développement et fut à nouveau brisé par la réaction militariste patriotique de 1914—16; en mars 1917 quand éclata la seconde révolution, il n'avait conservé que quelques faibles organisations et, se trouvait représenté par des syndicats «des plus sages au point de vue politique» et qui ne comptaient guère dans leurs rangs que quelques dizaines—et, les plus favorisés, quelques centaines—de membres.

Né dans une période orageuse dans un pays absolument dénué de toute vie sociale et dans un milieu ouvrier qui n'était absolument pas préparé à une discipline d'organisation, son but principal était d'attirer à lui les masses ouvrières afin de les habituer à la discipline d'organisation et à l'autonomie, opposant ainsi à la poussée du capital des syndicats organisés.

Mais le courant de la vie politique était alors trop orageux et l'ouvrier russe trop asservi; les syndicats de cette époque ne réussirent par cette raison qu'à englober un nombre insignifiant d'ouvriers appartenant aux milieux les plus cultivés et les plus conscients.

Néanmoins ces syndicats représentaient des centres organisateurs dont la voix ne restait pas sans écho dans les grandes masses ouvrières; ces dernières, sans entrer dans la composition des syndicats, se groupaient néanmoins autour de ces centres organisateurs, surtout pendant les périodes de conflits économiques. — La réaction qui était survenue mettait à l'ordre du jour des problèmes nouveaux tels que la défense des victoires économiques remportées en 1905 et la défense des organisations mêmes.

Il ne pouvait évidemment être question d'aucun développement systématique de ces organisations dans l'atmosphère de répressions incessantes qui régnait alors.

Les syndicats avait un caractère purement local et leurs organisations n'avaient généralement rien de commun entre elles. Chacune d'elles n'englobait, dans la plupart des cas, qu'une seule profession, bien qu'il y ait eu déjà des tentatives d'organisation par branches de production, principalement dans les milieux ouvriers plus cultivés (le syndicat des métallurgistes, le syndicat des typographes, etc.), mais le principe de la structure des syndicats ne se dessinait pas encore très nettement même dans l'esprit des organisateurs; ainsi par exemple dans une phase naissante de l'organisation professionnelle, un syndicat donnait tous les ouvriers d'une profession donnée comprenait aussi les professions voisines—appartenant à d'autres branches de la production: le syndicat des métallurgistes admettait au nombre de ses membres non seulement tous les ouvriers travaillant dans l'industrie des métaux, mais aussi tous les métallurgistes même rattachés à d'autres branches d'industrie.

Le principe des cotisations à cette époque était également mal déterminé; ainsi il existait simultanément

dans différents syndicats trois types de cotisation: la cotisation fixe, le pourcentage, et enfin la cotisation établie selon la catégorie à laquelle appartenait le travailleur.

Mais les conditions de la lutte économique exigeaient impérieusement l'union des syndicats en fédérations d'industrie régionales et nationales tant pour la coordination de la lutte économique que pour la solution des différentes questions liées au mouvement professionnel. La I-re et la II-e conférence représentent des tentatives vraiment grandioses pour cette époque mais les terribles mesures répressives du tzarisme non seulement brisèrent les liens qui se formaient entre les différents syndicats, mais encore étouffèrent aussi le mouvement lui-même.

Les conditions dans lesquelles végétèrent les syndicats qui se formèrent de 1911 à 1914 ne furent guère plus favorables. La courte période de leur existence fut remplie de trouble et d'alarmes: arrestations des organisateurs, perquisitions et dissolutions des syndicats pleuvaient littéralement sans arrêt. Mais malgré ces conditions intolérables les syndicats s'accrochaient aux moindres possibilités d'existence légale qui s'offraient à eux, continuant d'ailleurs toujours à fonctionner semi-légalement et parfois même illégalement.

Dans de telles conditions quand commença la révolution de février une dizaine de syndicats seulement avaient réussi à subsister dans quelques villes, ne comptant guère chacun que quelques dizaines d'adhérents.

Mais la bataille ne s'était pas encore apaisée dans les rues que de nouveaux syndicats surgissaient déjà les uns après les autres. Les ouvriers des fabriques et des usines furent les premiers à s'organiser. Parfois la nouvelle organisation se développait sur les bases d'un ancien syndicat comptant quelques dizaines de membres, mais le plus souvent elle surgissait spontanément et en quelques jours un syndicat naissait ainsi, se transformant en une organisation qui englobait bientôt les travailleurs par milliers et par dizaines de mille.

«C'est tout juste si les métallurgistes de Moscou n'entreprirent pas l'organisation de leur syndicat le premier jour de la révolution. Les premières adhésions furent recueillies dans la modeste demeure d'un des plus vieux travailleurs du métal. Bientôt après, une assemblée de fondation put être réunie et eut lieu le 29 mars. Une commission organisatrice y fut élue. Dès ce moment, le syndicat groupait déjà 16.423 membres». Les origines du syndicat des métallurgistes de Moscou nous sont ainsi dépeintes par l'un de ses fondateurs, V. Polonsky, autrefois son secrétaire, dans le N° 5 du *Métallurgiste de Moscou* (du 15 novembre 1917). Cette histoire si simple est à quelques détails près celle de la plupart des grands syndicats russes formés pendant la révolution de février.

Une grande fièvre d'organisation et une rapide extension des syndicats sont les phénomènes caractéristiques de cette période.

Dès les premiers jours de leur existence, les syndicats furent obligés de prendre sur eux la direction de la lutte économique et la solution des innombrables conflits qui surgissaient entre les ouvriers et les entrepreneurs. Leur appareil se construisait et se développait fiévreusement comme il sied en temps de guerre: les bureaux de travail (enregistrement des chômeurs), les sections des conflits, les commissions et les sections des tarifs s'organisent et se perfectionnent au cours de leur fonctionnement. Des comités ouvriers se forment dans les fabriques et les usines. Dans de telles conditions il ne saurait évidemment être question d'harmonie, ni de solidarité et encore moins de discipline. Ce n'est qu'une ébauche grossière, — la première esquisse du mouvement — qui se construit, sans aucune cohésion, aucun plan, aucune direction.

Au point de vue de l'organisation on remarque la même confusion des principes de structure par profession et par industrie que dans les périodes précédentes, avec une tendance plus consciente cependant vers l'organisation par branches d'industrie.

Les syndicats sont reliés entre eux par un Bureau Central jouant presque exclusivement le rôle d'informateur et coordonnant l'activité des syndicats principalement dans le domaine de l'activité politique. Ces bureaux eux-mêmes sont élus selon des modes très différents (représentation égale des syndicats indépendamment du nombre de leurs membres, représentation sur le principe d'une progression inverse, etc.) et ne disposent d'aucun budget déterminé; leurs fonds sont recueillis au hasard des circonstances et sont constitués pour la plupart de subsides, de donations et de collectes (le Bureau de Moscou était ainsi subsidié par le Soviet des députés soldats et ouvriers); les cotisations des membres n'existaient presque pas ou étaient très irrégulièrement payées et d'ailleurs insignifiantes.

Les fonctions principales que ces bureaux auraient dû remplir, comme: l'élaboration des instructions, l'examen de la situation économique, l'organisation des nouveaux syndicats, etc. étaient assumées en grande partie par les organes parallèles — les sections du travail des soviets locaux qui en plus de toutes ces fonctions, prenaient sur eux la direction des grèves, l'arbitrage dans les conflits, etc., etc.

Toutes ces formes d'organisation hétéroclites ne pouvaient contribuer au développement d'une conscience nette de la nécessité d'une organisation sagement comprise et encore moins à l'harmonie et à la stabilité des syndicats eux-mêmes. Ce n'est que vers le mois de juin que des relations suivies s'établissent peu à peu entre syndicats appartenant à la même industrie et que des conférences régionales sont organisées.

A défaut d'organisations locales ou nationales ce sont les syndicats de Pétersbourg, de Moscou et des autres centres industriels qui prennent sur eux la direction de ce mouvement, initiant la province aux principes du syndicalisme et consolidant les liens au moyen d'enquêtes, d'échange de matériaux, par correspondance et plus rarement par l'envoi de leurs représentants.

La III^e conférence des syndicats, en juillet, a donné un tableau très impressionnant du développement du mouvement professionnel, représenté par 967 syndicats et 51 bureaux, groupant un nombre total de 1.475.429 membres.

Mais ce nombre important s'il prouvait toute la force de la croissance du mouvement professionnel, prouvait

en même temps la faiblesse de sa constitution, car avec une extension aussi rapide en trois mois d'existence les syndicats n'avaient guère eu le temps de s'organiser de façon plus ou moins satisfaisante.

Le nombre des membres était évalué non d'après les cotisations, mais d'après les listes d'adhérents.

Ce n'est qu'au 1^{er} congrès des syndicats qu'un plus juste principe fut fermement établi, et que l'on ne reconnut plus la qualité de membres qu'à ceux qui «payaient» leurs cotisations.

La III^e conférence se trouva en présence de trop de matières et ne fut pas en état de débayer le terrain après une faible expérience de 3 mois dans l'atmosphère d'une lutte politique acharnée et d'un mouvement gréviste morcelé par suite d'une absence totale de relations régulières entre syndicats. La lutte entre les deux courants principaux du mouvement ouvrier de cette période — la majorité dirigeante menchéviks et S.-R. d'une part et de l'autre les bolchéviks, formant déjà une puissante opposition — léguait à l'arrière plan certaines des questions les plus importantes du mouvement économique. La III^e conférence fut le premier indice de la ruine prochaine aux yeux du prolétariat de la politique des opportunistes et des socialistes petits-bourgeois; au moment même où dans les Soviets la majorité était pour les socialistes de «coalition», et où les bolchéviks n'étaient représentés au congrès des soviets que par 1/3 à peine du nombre des délégués, un équilibre instable s'établissait à la III^e conférence. Les résolutions de la III^e conférence et la composition du Conseil central provisoire des syndicats professionnels reflétaient l'incertitude de la majorité. Le caractère abstrait des principes mis en avant dans les résolutions attestait l'inexpérience du mouvement et son ignorance du travail pratique qui s'accomplissait sur place.

Sans nous arrêter pour le moment aux dissentiments essentiels au sein de notre mouvement professionnel sur les questions fondamentales de la politique des classes, je considère que nous devons reconnaître à la III^e conférence le double mérite d'avoir créé le premier centre professionnel général et d'avoir affirmé le principe des fédérations d'industrie.

Le principe de concentration du mouvement professionnel, indiqué d'une façon confuse, hésitante et dans une forme négative par la II^e conférence en 1906 («La conférence recommande en organisant les syndicats de ne pas les disséminer par petites branches d'industries»), n'a été nettement formulé qu'à la III^e conférence, qui avait devant les yeux l'exemple de puissantes fédérations englobant des dizaines et des centaines de syndicats (métallurgistes, ouvriers textiles) — «les ouvriers doivent s'organiser professionnellement non par métiers et par spécialités — disait la résolution de cette conférence, — de telle sorte que le syndicat soit composé de tous les travailleurs d'une industrie donnée même appartenant à différentes branches d'industrie». Certainement on était encore loin d'une définition nette et précise du syndicat basé sur le principe de la production, mais le fait même de la reconnaissance du nouveau principe de structure a été un des plus grands mérites de cette assemblée.

Mais les syndicats professionnels ne purent procéder à leur réorganisation sur le principe de la production qu'après la révolution d'octobre, lorsqu'ils furent enfin en état de satisfaire à leurs revendications essentielles à l'aide des organes du pouvoir prolétarien, échappant ainsi aux grèves incessantes et aux éternels

conflits avec les capitalistes, et lorsque les bureaux centraux prirent une forme plus déterminée et plus homogène, cessant d'être des organes de pure information pour devenir dans le processus de la vie pratique les organes dirigeants du mouvement professionnel. Il fallait pour cela que le principe d'organisation par industrie fut formulé plus nettement et que les unions intersyndicales eussent suffisamment d'autorité pour solutionner avec une entière impartialité les questions touchant à la délimitation des syndicats et lutter contre les préjugés professionnels des différents groupes ouvriers.

Ce n'est qu'après le I-er congrès pan-russe des syndicats qui établit une conception plus précise du principe de l'organisation par industrie et qui ouvrit la série des congrès de syndicats que l'œuvre de leur unification entra dans la bonne voie.

Mais le progrès de ce travail organisateur dans le sens de la fusion des petits syndicats en puissantes fédérations d'industrie dont la condition essentielle est *dans l'union de tous les salariés d'une industrie donnée en un seul syndicat et vice-versa dans l'existence d'un seul syndicat pour chaque industrie donnée* était fortement compromis par l'antagonisme existant d'une part entre l'ouvrier et l'employé des fabriques et des usines et d'autre part entre les fonctionnaires de l'État et les petits employés. Cet antagonisme n'aurait pu être détruit que par une longue éducation des masses et par l'abolition de la barrière économique qui séparait sous la forme de différents privilèges les fonctionnaires et les employés de l'État des catégories supérieures du reste de la famille prolétarienne.

Après la révolution d'octobre qui abolit les grades, les décorations et toute une série d'autres distinctions, qui mettaient les employés de l'État dans une situation privilégiée, et établit le régime républicain dans les fabriques, ouvrant aux ouvriers l'accès de tout l'appareil gouvernemental, les conditions objectives de cet antagonisme tombèrent d'elles-mêmes et la position sociale des ouvriers et des employés dans le nouveau gouvernement prolétarien devint presque égale, créant un terrain favorable pour le travail en commun.

Néanmoins la politique de sabotage mené par les fonctionnaires du pouvoir soviétiste arrêta pendant longtemps (à peu près jusqu'au milieu de l'année 1918) le processus de l'unification. Ce n'est qu'au moment où le sabotage fut définitivement enrayé et où l'antagonisme s'affaiblit qu'il devint possible de réaliser pleinement le principe de l'organisation par industrie des syndicats.

Mais la révolution d'octobre créa en plus de ces conditions essentielles, beaucoup d'autres stimulants pour le développement du mouvement professionnel, pour sa concentration et pour la formation de fédérations nationales. Les plus puissants de ces stimulants furent: l'établissement par l'État des tarifs de salaires et la réglementation des conditions de travail, la régularisation de l'industrie et de sa direction. Ces fonctions assumées par l'organisme central ainsi que par les organisations locales stimulaient les différents syndicats, faibles dans leur isolement à fusionner et à constituer des centres nationaux.

D'autre part le pouvoir soviétiste reconnaissant aux soviets des syndicats le rôle de représentants du prolétariat économiquement organisé et les appelant à prendre part à la solution de toutes les questions liées à la réglementation du travail (création des fonds pour les chômeurs, réali-ation de l'assistance sociale, révision

et établissement des tarifs, etc.), l'autorité de ces derniers s'accrut d'autant plus, ce qui les poussa à concentrer toute leur attention et tous leurs efforts sur le perfectionnement de leur appareil administratif et financier de même que sur la justesse de leur structure.

Mais dans l'atmosphère orageuse de la lutte des classes qui a pris la forme d'une guerre civile ininterrompue avec les propriétaires et les capitalistes, soutenus par les impérialistes de l'Europe occidentale,—d'une guerre civile à laquelle les syndicats prenaient une part des plus actives, le développement de leurs soviets s'opéra le plus souvent indépendamment de l'organisation centrale, dont l'attention se concentrait sur les unions nationales et qui se bornait à faire faire de rares tournées d'instruction. C'est pourquoi les résolutions touchant aux questions d'organisation élaborées à la III-e conférence, comme au congrès des syndicats ne parlent que très superficiellement des soviets de syndicats. Ce fut le II-e congrès (janvier 1919) qui détermina le principe de la structure des soviets. Il est vrai que la résolution du I-er congrès chargeait les soviets locaux des syndicats de faire tout leur possible pour que les organisations professionnelles voisines fusionnent en un seul syndicat d'industrie, élargissant de ce fait les droits et les fonctions des soviets et déterminant à l'avance leur rôle d'organes locaux pour la direction du mouvement professionnel, mais la question de la structure des soviets eux-mêmes resta néanmoins en suspens jusqu'au II-e congrès.

En comparant les chiffres de la III-e conférence avec ceux du I-er et du II-e congrès nous voyons quelle place ont prise les soviets des syndicats dans le mouvement professionnel.

Étaient représentés:

A la III-e conférence 51 bureaux centraux (nommés plus tard soviets de syndicats).

Au I-er congrès des syndicats—48 soviets de syndicats.

Au II-e congrès des syndicats — 82 soviets de syndicats.

La modicité du chiffre pour le I-er congrès comparativement à celui de la III-e conférence s'explique par le fait que la proportion des représentants était beaucoup plus élevée au I-er congrès qu'à la III-e conférence, ce que confirment les chiffres indiquant le nombre des membres enregistrés par les Bureaux et les soviets.

III-e conférence — 51 bureaux	1.120.819 membres.
I-er congrès — 48 soviets de syndicats	1.878.000 »
— 3.	+ 757.181 membres.

Le processus de la création d'une union professionnelle générale ne put revêtir une forme accomplie qu'au II-e congrès des syndicats professionnels qui détermina définitivement dans ses résolutions les grandes lignes de la centralisation du mouvement et fixa le rôle et les fonctions des soviets des syndicats provinciaux, leur soumettant les Bureaux de district et ne leur accordant en leur qualité de filiales qu'une autonomie limitée.

Le résultat en fut l'application systématique du principe d'édification des syndicats d'industrie tant au centre, par la fusion des unions nationales et la convocation de conférences destinées à fusionner les syndicats appartenant à des branches d'industrie voisines et menant une action parallèle, que dans les organisations locales par l'unification des sections des unions nationa-

les et régionales avec le concours énergique des soviets locaux, apparaissant comme des subdivisions parfaitement disciplinées du soviet central national des unions professionnelles, travaillant selon ses plans et ses instructions.

Quant à l'œuvre d'organisation par industrie, elle se précise, du 1-er congrès à l'heure actuelle comme le montre le tableau comparatif suivant où l'on trouvera la liste des syndicats locaux et nationaux.

Tableau I.

LISTE DES SYNDICATS (UNIONS PROFESSIONNELLES) DE PÉTROGRAD

Avant la fusion (fin 1917 et début 1918).

- 1) Syndicat des métallurgistes.
- 2) des chauffeurs-mécaniciens.
- 3) » fondeurs.
- 4) » soudeurs et braseurs.
- 5) » modelleurs.
- 6) » doreurs-argentiers.
- 7) » horlogers.
- 8) » électriciens.
- 9) » machinistes.
- 10) » trieurs.
- 11) » ouvriers de l'industrie textile.
- 12) » chimistes.
- 13) » parfumeurs.
- 14) » peaussiers.
- 15) » ouvriers de l'imprimerie.
- 16) » ouvriers des entreprises de construction architecturale.
- 17) » marbriers et des cimentiers.
- 18) » maîtres-maçons.
- 19) » monteurs du service des eaux et du chauffage.
- 20) » architectes.
- 21) » travailleurs du bois.
- 22) » employés et des ouvriers municipaux.
- 23) » aides-pharmaciens (ex-syndicat des pharmaciens).
- 24) » minotiers.
- 25) » bouchers.
- 26) » chocolatiers et confiseurs.
- 27) » brasseurs.
- 28) » cochers de fiacre et des charretiers.
- 29) » briquetiers poseurs.
- 30) » chargeurs.
- 31) » chauffeurs et des techniciens d'automobiles.
- 32) » voituriers.
- 33) » employés subalternes des cliniques et hôpitaux.
- 34) » infirmiers, infirmières et accoucheuses.
- 35) du petit personnel médical.
- 36) des techniciens dentaires.
- 37) » portiers.
- 38) » portiers et des concierges.
- 39) » domestiques.
- 40) » employés du commerce et de l'industrie.
- 41) » employés et des ouvriers des pharmacies, des laboratoires, des parfumeries, des savonneries, etc.
- 42) » employés des fabriques et d'usines.
- 43) » scieurs.
- 44) » employés de messageries, d'expéditions et d'assurances.
- 45) » employés de commerce.
- 46) » travailleurs de l'aiguille.
- 47) » équipages de vaisseaux.
- 48) » employés du transport.
- 49) » cuisiniers.
- 50) » papetiers.
- 51) » cartoniers.
- 52) de l'industrie du tabac.
- 53) de la production du verre, de la fayence et au biscuit.
- 54) des ouvriers des chemins de fer et des dépôts.

Après la fusion (août 1919).

- *1) Syndicat des métallurgistes et ses sections (subdivision de l'union nationale des métallurgistes).
- 2) des ouvriers de l'industrie textile, comportant une section d'employés (subdivision de l'union nationale).
- *3) des chimistes. Sections: a) caoutchoutiers, b) parfumeurs, c) allumettiers.
- *4) des peaussiers.
- *5) » ouvriers de l'imprimerie.
- *6) » ouvriers des entreprises de construction. Sections: a) des maîtres-maçons, b) des monteurs du service des eaux, c) des architectes, d) des travailleurs du bois.
- *7) des travailleurs du bois.
- *8) » employés et ouvriers municipaux.
- *9) » aides-pharmaciens.
- *10) » travailleurs de l'alimentation. Sections: a) des boulangers, b) des confiseurs, c) des bouchers, d) des brasseurs, e) des meuniers, f) des pâtes alimentaires, g) des employés.
- 11) des ouvriers du transport. Sections: a) des chargeurs, b) des voituriers, c) des chauffeurs, d) des conducteurs, e) des porteurs; possède des unions régionales. La création d'un syndicat national est prévue au congrès d'octobre 1919.
- *12) des ouvriers des institutions sanitaires et des hôpitaux avec les sections correspondantes.
- *13) des employés de maison avec les sections correspondantes: a) des portiers, b) des concierges et c) des domestiques.
- *14) des employés du commerce et de l'industrie dans les institutions soviétistes et sociales avec les sections correspondantes.
Certains employés des pharmacies se sont unis au syndicat des employés du commerce et de l'industrie; le reste à celui des chimistes.
Répartis entre divers syndicats.
Ont adhéré en partie au syndicat des employés du commerce et de l'industrie, en partie aux travailleurs du bois.
- *15) des artisans de l'aiguille.
- *16) des ouvriers du transport par eau.
- *17) des ouvriers de l'alimentation sociale.
- 18) sans changement.
Se sont unis aux imprimeurs.
- *19) sans changement.
- *20) de même.
- *21) section des cheminots (englobe 9 syndicats de cheminots).

Avant la fusion (fin 1917 et début 1918).

- 55) Comité Exécutif de l'Union des Postiers-Télégraphistes de Pétrograd.
 56) Syndicat des garçons de bains.
 57) » blanchisseuses.
 58) » colfours.
 59) » ouvriers-photographes.
 60) » employés des cimetières et des églises.
 61) » jardiniers.
 62) » employés des théâtres.

- 63) Syndicat des travailleurs des institutions du crédit.
 64) des employés des caisses d'épargnes.
 65) » employés de la trésorerie.
 66) » instituteurs.

Remarque. Cette liste a été établie d'après le tableau de V. Schmidt, complété par les données les plus récentes. Le nombre des syndicats à cette époque était évidemment beaucoup plus important car toute une série de petits syndicats d'employés et d'ouvriers d'arts libres figurent dans cette liste.

De plus, les syndicats nouvellement formés ont englobé toute une série de syndicats constitués en 1918. Les syndicats marqués d'un astérisque ne sont que des sections des fédérations (unions) nationales.

Ce tableau de la reconstruction des syndicats suivant le principe d'une fusion par industrie, réalisée par le Soviet des syndicats de Pétrograd donne une image parfaitement caractéristique et précise du travail accompli dans le sens de l'unification des petits groupements formés sur des bases parfois étroitement professionnelles, jusqu'à s'inspirer de l'esprit de caste, en unions édifiées sur le principe des fédérations d'industrie. Ce travail a exigé énormément d'énergie et d'opiniâtreté pour vaincre les préjugés professionnels de différents groupes et l'antagonisme qui existait entre les ouvriers et les employés. Un travail analogue a été accompli par tous les soviets de syndicats provinciaux avec une seule différence dans la proportion du travail c'est-à-dire dans

Après la fusion (août 1919).

- 22*) Syndicat des communications nationales.
 23*) de même.
 réunis au syndicat des imprimeurs.
 réunis au syndicat des employés de maison.
 *24) des travailleurs de la terre.
 *25) Syndicat des ouvriers d'arts (englobe les musiciens d'orchestre, les choristes, les acteurs, les artistes de la scène et du cirque, le syndicat des arts d'imagination).
 *26) Section de l'Union nationale des travailleurs de la banque (a réuni 5 syndicats).
 *27) travailleurs de l'enseignement et de la culture intellectuelle.
 *28) des forestiers (nouvellement formé. Y sont entrés les forestiers, les bûcherons, les gardes, etc.).
 29) Syndicat des pêcheurs (nouvellement formé).
 *30) des travailleurs de l'administration des finances et des contributions (formé des syndicats de donanes et octrois, des receveurs de contributions, de leurs aides, du contrôle).
 31) Syndicat des cimentiers (à la veille de fusionner avec le bâtiment).
 *32) des tourneurs (formé en 1918).

le nombre des syndicats et leur importance numérique; il est à remarquer que ce travail a été plus compliqué pour le Soviet des syndicats de Moscou que pour celui de Pétrograd, car le nombre seul des syndicats d'employés approchait de vingt (Moscou est un centre industriel) et le nombre total des syndicats était de 119. Mais ce travail ne put être accompli avec succès que parce qu'il fut unifié et coordonné par l'organisme central et à condition d'un travail analogue et simultané dans le domaine de la création des unions nationales et de leur fusion avec les organisations parentes. Ce travail est illustré par le tableau comparatif suivant des unions nationales.

Tableau IIa.

Unions nationales existant au moment du 1^{er} congrès des syndicats (janvier 1918).

Dénomination des unions ou fédérations.

- 1) Fédération nationale des métallurgistes.
- 2) Comité national des ouvriers des usines d'artillerie.
- 3) » » des usines et des ports du département de la marine.
- 4) Fédération nationale de l'industrie textile.
- 5) » » de l'aiguille.
- 6) » » des peaussiers.
- 7) » » des marins et des bateliers.
- 8) » » du verre et de la porcelaine.
- 9) » » des papetiers.
- 10) » » des chimistes.
- 11) » » des postes et télégraphes.
- 12) » » des ouvriers de l'industrie sucrière.

Unions nationales entrant dans la composition du soviet national central des syndicats (août 1919).

Dénomination des unions ou fédérations.

- 1) Fédération nationale des métallurgistes.
Se sont rattachés aux métallurgistes.
- 2) Fédération nationale de l'industrie textile.
- 3) » » de l'aiguille.
- 4) » » des peaussiers.
- 5) » » des travailleurs du transport par eau.
- 6) » » du verre et de la porcelaine.
- 7) » » des papetiers.
- 8) » » des chimistes.
- 9) » » des communications nationales.
- 10) Sans changement.

Dénomination des unions.

- 13) Fédération nationale des travailleurs du livre.
 14) » » des employés de pharmacie.
 15) » » des employés de la banque d'État.
 16) » » des employés des institutions de crédit.
 17) Comité organisateur pour l'unification des syndicats des employés de bureaux et de l'industrie.
 18) Fédération nationale des employés des équipes de la bourse.
 19) » » des employés du commerce et de l'industrie.
 20) Fédération nationale des infirmiers.
 21) » » des sœurs de charité.
 22) » » de l'alimentation.
 23) » » des pompiers.
 24) » » des employés de l'industrie du naphte et de toutes les industries adjacentes.
 25) Fédération nationale des techniciens de toutes les spécialités.
 26) Fédération nationale des ingénieurs et des techniciens des voies de communication.
 27) Section des ouvriers qualifiés et non qualifiés des chemins de fer.
 28) Fédération nationale des cheminots (*).

(*) *Remarque.* Cette union composée de toute une série de syndicats des chemins de fer, ayant un caractère essentiellement politique mais pourvue de fonctions administratives a pris ensuite la forme d'une union fédérative des syndicats professionnels. Elle n'est entrée dans l'union générale des syndicats que vers le milieu de l'année 1918. En février 1919 au congrès national des syndicats des cheminots a été réorganisée en Fédération nationale selon le type général.

On peut voir d'après ces tableaux que les 28 unions qui existent ont été englobées par 18 fédérations nationales. Le nombre total de ces dernières s'élève à 33, mais est appelé malgré le développement du mouvement dans le sens de la création des unions nationales à subir une diminution progressive au fur et à mesure de l'organisation des centres professionnels.

En résumant brièvement la structure organisatrice de la dernière période de notre mouvement professionnel, on peut déterminer sa direction de la façon suivante:

1) des syndicats formés par professions, par spécialités, etc. à la structure par branches d'industrie ou de production et par branches de l'économie sociale jusqu'à la formation de vastes fédérations (unions) nationales englobant les industries secondaires voisines.

Dénomination des unions.

- 11) Fédération nationale des ouvriers de l'industrie polygraphique.
 12) Fédération nationale des ouvriers et employés de pharmacie.
 13) Fédération nationale des travailleurs du crédit.
 14) » » des employés des institutions socialistes, du commerce et de l'industrie.
 15) Fédération nationale des travailleurs des institutions sanitaires et des hôpitaux.
 16) idem.
 17) sans changement.
 dissous pour entrer dans les syndicats des chimistes, des employés, des ouvriers du transport par eau, etc. rattachés aux industries correspondantes.

Tableau IIIb.

- 18) Fédération nationale des cheminots.
 19) » » des constructeurs } sont à la
 20) » » des cimentiers } veille de fu-
 21) » » des ouvriers du bois } sionner.
 22) » » des travailleurs de l'alimentation }
 publique.
 23) Fédération nationale des travailleurs des finances et des contributions (près de fusionner avec les travailleurs de la banque).
 24) Fédération nationale du tabac.
 25) » » des ouvriers d'arts.
 26) » » des travailleurs de la terre.
 27) » » des coiffeurs.
 28) » » des employés de maison.
 29) » » des ouvriers municipaux (à la veille d'être dissoute).
 30) Fédération nationale des forestiers (à la veille de fusionner avec le syndicat des travailleurs de la terre).
 31) Fédération nationale des travailleurs de la culture intellectuelle et de l'instruction socialiste.

Unions régionales.

- 32) Mineurs (à la veille de fusionner avec la Fédération nationale des métallurgistes).
 33) Bureau organisateur pour la convocation d'un congrès national des ouvriers du transport (congrès fixé à octobre 1919).

2) des syndicats locaux isolés, par les unions régionales à la création des fédérations nationales.

3) de l'autonomie complète, par la fédération, au syndicat international n'ayant qu'une trésorerie et une direction uniques.

Le II-e congrès national des syndicats (janvier 1919) avait à sa disposition suffisamment de matériel et une expérience de près de 2 années de mouvement professionnel; il est à remarquer que sur ces deux années, 1 année $\frac{1}{2}$ s'est écoulée dans l'atmosphère de la dictature prolétarienne qui a déterminé les nouveaux problèmes qu'il avait à résoudre et qui a donné au mouvement même une forme et une direction nouvelles; c'est pourquoi ce congrès joue dans notre mouvement un rôle particulièrement important, aussi bien grâce au caractère exceptionnellement sérieux de ses travaux

que grâce à la détermination nettement formulée des questions pratiques que notre mouvement professionnel avait devant lui.

Le II^e congrès n'a passé sur aucune des questions sujettes à caution, embarrassant les organisateurs du mouvement, et a reconnu de la façon la plus formelle les principes de l'unité de structure, de la discipline la plus sévère et de la centralisation des organisations syndicales, comme étant les conditions absolues du développement progressif du mouvement professionnel.

Même au moment actuel, 6 mois seulement après le II^e congrès des syndicats professionnels, le schéma de la structure organisatrice qu'il a fixé, malgré la

difficulté des épreuves que traversent avec toute la Russie soviétiste les syndicats professionnels, se trouve réalisé presque partout.

M. TOMSKY

Président du Soviet Central national des Syndicats (Unions professionnelles).

Note du trad. Nous avons renoncé à traduire d'une façon absolument littérale et nous avons employé plus volontiers les expressions françaises *Syndicat* et *Fédération nationale* que les termes russes *Union professionnelle* et *Union de toutes les Russies*.

(A suivre).

LES „SAMEDIS COMMUNISTES“

Le Comité de Pétrograd du Parti Communiste russe a décidé il y a quelques jours, que le montant de la rémunération du travail effectué au cours des «samedis» doit être employé par le Comité Exécutif de la III^e Internationale à constituer un fond spécial de secours aux partis communistes fraternels d'Europe et d'Amérique et en particulier un fonds d'assistance aux communistes qui languissent dans les prisons d'Allemagne, d'Angleterre, de France, etc... Ainsi, quiconque participe aux «samedis», non seulement s'acquitte de ses obligations de communiste, mais encore remplit un devoir de solidarité internationale.

Le Comité Exécutif a adressé un appel aux Communistes des autres villes pour leur demander de prendre également une décision analogue.

Qu'est-ce que les «samedis communistes»?

Pour obtenir la réponse à cette question, il suffit de sortir dans les rues, à Moscou ou à Pétrograd, le samedi vers 5—6 heures du soir. En colonnes à l'impeccable alignement, travailleurs communistes des deux sexes se dirigent, au chant d'hymnes révolutionnaires, vers les points qui leur ont été désignés préalablement et où, jusqu'à une heure avancée de la soirée, ils déchargent des wagons, scient du bois et se livrent à d'autres travaux nécessaires du même genre. Et ici le parti communiste apparaît comme l'avant-garde de la classe ouvrière; il donne l'exemple de l'abnégation et de la discipline du travail.

L'idée de l'organisation des samedis communistes a été donnée par le Comité Central du parti communiste qui a adressé aux masses un appel pour leur exposer la nécessité de «travailler selon un mode révolutionnaire». Cet appel a eu un retentissement profond au sein des ouvriers organisés en unions professionnelles. Les communistes et sympathisants du chemin de fer Moscou-Kazan furent les premiers à saisir le sens des mots: «Travail selon un mode révolutionnaire», quand ils décidèrent à l'unanimité qu'à partir du 10 mai, ils travailleraient gratuitement six heures tous les samedis dans le but d'élever la production du travail. A partir du 17 mai, les «samedis» furent également institués par les communistes et sympathisants du chemin de fer Alexandre. L'exemple des camarades de Moscou fut bientôt suivi par les communistes d'autres villes. Outre Pétrograd, Saratoff a aussi organisé ses samedis qui ont commencé le 5 juin; ils sont aussi mis en pratique à Orenbourg, à Viatka et dans une

série d'autres localités russes. Mais c'est à Pétrograd rouge que revient l'initiative de l'organisation des samedis sur une vaste échelle, englobant la ville entière. A Pétrograd en effet aux ouvriers communistes qui s'étaient adonnés fraternellement et avec empressement au travail du samedi, sont venus se joindre en grand nombre des sympathisants et des «indifférents». Le nombre des «travailleurs du samedi» à Pétrograd ne cesse de croître. Au premier samedi, le 16 août, on a enregistré 5.175 travailleurs; au deuxième, le 23 août, 7.650; au troisième, le 30 août, 7.900; au quatrième, le 6 septembre 10.250; au cinquième, le 13 septembre, 10.500; soit au total pour un mois: 41.475.

Traduit en argent, le travail exécuté pendant les 5 premiers samedis à Pétrograd atteint le chiffre imposant de 1.167.188 roubles 77 kopeks.

Ces jours derniers le Comité de Moscou du Parti Communiste russe a décidé aussi de procéder à l'organisation des samedis sur une large échelle englobant toute la ville et il a constitué dans ce but un bureau d'enregistrement, de contrôle et d'organisation des travaux du samedi.

Dans une brochure récemment parue et intitulée: *une grande Initiative*, du camarade Lénine, nous trouvons les intéressantes données que voici sur la productivité du travail des samedis.

L'intensité du travail de chargement (aux samedis) est de 270% supérieure à celle du travail normal. Pour les autres travaux, l'intensité est à peu près identique.

«Un samedi communiste représente le travail d'une semaine d'ouvriers inconscients et mous».

Au chemin de fer Alexandre, cinq tourneurs ont fait en 4 heures 80 petits cylindres, productivité qui représente 213% de la productivité normale. Vingt manœuvres ont rassemblé 600 pouds de vieux matériaux et 70 ressorts de wagons pesant chacun 3 pouds $\frac{1}{2}$ —productivité qui représente 300% de la productivité normale.

Dans son discours sur les samedis, prononcé à l'assemblée générale du Parti, le camarade Zinoviev a dit entre autres:

«Les samedis apprendront à élever la productivité du travail, ils seront une bonne école. Quelques milliers d'hommes apprendront aux ouvriers à élever la productivité du travail, en donnant aux masses l'exemple de l'abnégation. La classe ouvrière, quand elle est au pouvoir, ne pense pas seulement à faire travailler les

autres; non, elle veut travailler, mais travailler pour elle-même.

L'énorme importance des samedis pour le Parti Communiste, pour le prolétariat et pour toute la société de travail en voie de formation a été appréciée dans les termes suivants par le camarade Lénine dans la brochure ci-dessus mentionnée:

«L'organisation par les ouvriers, de leur propre initiative, des *samedis communistes*, constitue un événement d'une portée incalculable. Apparemment, ce n'est encore qu'un premier pas, mais c'est un premier pas d'une importance exceptionnelle; c'est le début d'une révolution plus difficile, plus essentielle, plus radicale, plus décisive que le renversement de la bourgeoisie, car c'est la victoire sur notre propre apathie, notre laisser-aller, notre égoïsme petit-bourgeois, c'est-à-dire, sur les habitudes que le capitalisme maudit a laissées en héritage à l'ouvrier et au paysan. Quand cette victoire sera consolidée, alors et alors seulement se créera une nouvelle discipline sociale, la discipline socialiste; alors et alors seulement le retour en arrière, au capitalisme, deviendra impossible et le communisme sera effectivement invincible.

«Il convient de méditer longuement sur la portée des «samedis communistes», afin de tirer de cette grande initiative toutes les leçons pratiques d'une énorme importance qui en découlent.

... Il serait on ne peut plus profitable de retirer

le mot «communisme» du vocabulaire courant, d'en défendre l'emploi à tout propos et de n'admettre cette appellation que lorsqu'elle s'applique vraiment à de véritables communes qui ont effectivement montré dans la pratique et affirmé de l'aven unanime de toute la population avoisinante leur aptitude à fonctionner sur des bases communistes. Commence par montrer que tu es capable d'exécuter un travail gratuit, dans l'intérêt de la société, dans l'intérêt de tous les travailleurs, que tu es capable d'accomplir «un travail révolutionnaire», d'augmenter la productivité du travail, de faire œuvre exemplaire et ensuite tu pourras prétendre à la dénomination honorifique de *Commune*.

... C'est précisément un travail prolétarien comme celui qu'incarnent les samedis communistes et qu'ils réalisent pratiquement, qui entraîne l'affermissement définitif du respect et de l'amour de la classe paysanne pour l'état prolétarien. Un tel travail et seul un tel travail convainc définitivement le paysan de la justesse de notre cause, de la justesse du communisme, fait du paysan notre collaborateur désintéressé, c'est-à-dire, en d'autres termes, conduit à vaincre complètement les difficultés de l'approvisionnement, à triompher définitivement du capitalisme dans le domaine de la production et de la répartition du pain, menant ainsi à la consolidation indiscutable du communisme.»

E. K.

FRÉDÉRIC ADLER MENACE LA BOURGEOISIE AUTRICHIENNE MAIS...

Frédéric Adler menace la bourgeoisie autrichienne, mais ses menaces ne la touchent guère.

L'Arbeiter Zeitung a publié, sous ce titre: Un avertissement sérieux la résolution suivante, adoptée le 30 avril par le Comité Exécutif des Soviets de l'Autriche allemande:

«Les organisations ouvrières d'Autriche n'ont pas cessé de travailler avec discipline et résolution pour que la transformation révolutionnaire, devenue la conséquence inévitable de la guerre, s'accomplisse par la voie des négociations et pour que les nouvelles institutions soient établies dans l'ordre. Mais nous mettons en garde la bourgeoisie contre toute interprétation vicieuse du sang-froid dont le prolétariat a fait preuve. Le prolétariat est animé de la résolution inébranlable de réaliser en fait dans la voie du socialisme les progrès rendus possibles par la défaite de l'impérialisme austro-allemand. Les hasards de l'arithmétique électorale ne sauraient créer des obstacles sur le chemin de la classe ouvrière. La présence dans les Commissions de l'Assemblée Nationale d'une majorité bourgeoise ne peut modifier le rapport réel des forces dans le pays. Le prolétariat a conscience d'être la classe appelée à décider dans l'Etat et il a la ferme intention d'user dans toutes les circonstances de son influence légitime. Il ne permettra pas à quelques représentants du capitalisme exploiteur à l'Assemblée Nationale d'empiéter sur ses droits.

Le prolétariat conserve son sang-froid, convaincu que la socialisation sera réellement appliquée. Il est fermement résolu à exercer dans ce but une action énergique. Le projet

gouvernemental, élaboré en réalité sous l'influence des éléments exploités, ne représente que le minimum de nos revendications et ne peut être considéré que comme le premier pas vers la transformation sociale inévitable. C'est pourquoi nous invitons les partis bourgeois à renoncer à leurs intentions criminelles de modifier de quelque façon que ce soit dans le sens des intérêts capitalistes le projet de socialisation, ou simplement d'en retarder l'examen. La résolution qui sera adoptée sur la question de l'expropriation nous montrera clairement ce que nous devons attendre de l'Assemblée Nationale. Elle nous montrera si l'Assemblée Nationale comprend toute la gravité du moment et si elle se rend compte de l'inébranlable résolution du prolétariat.

Pour le Comité Exécutif des Soviets ouvriers de l'Autriche Allemande.

A. BAUER, Friedrich ADLER.

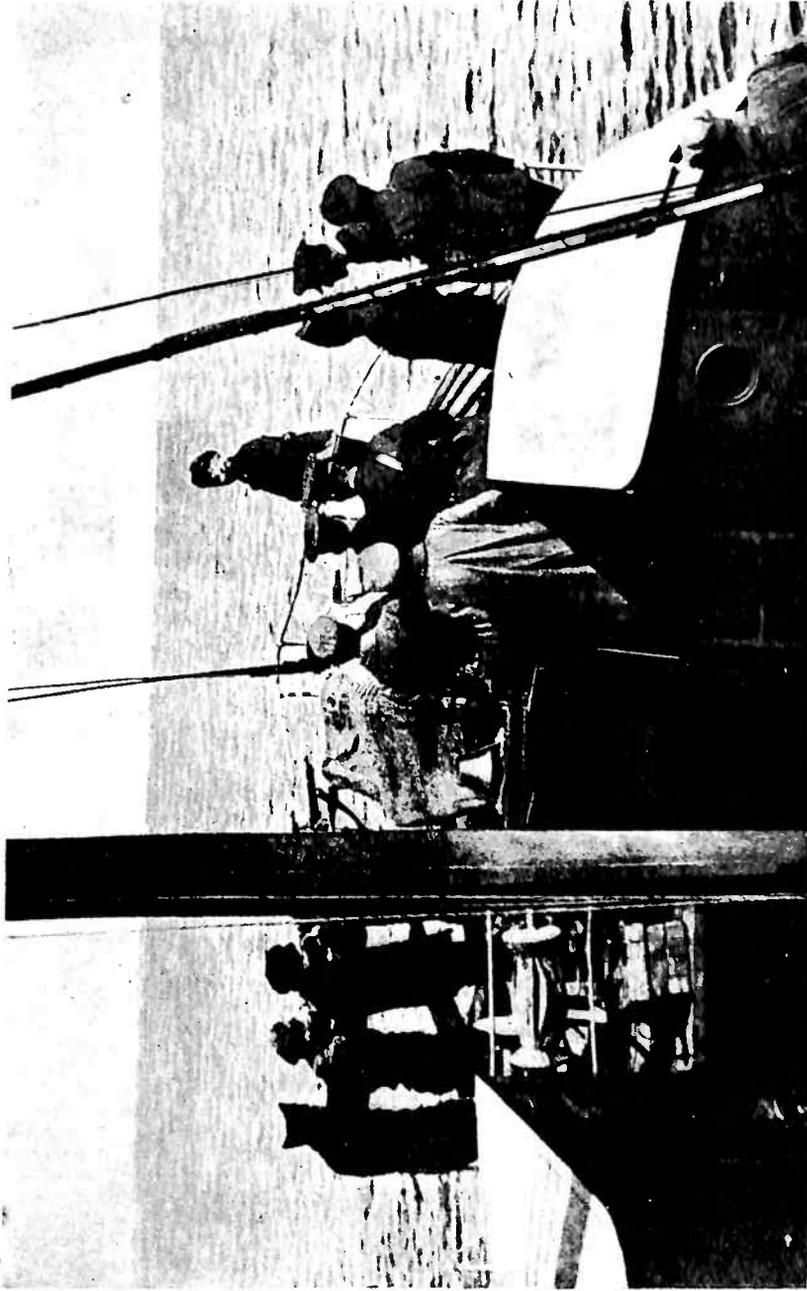
Frédéric Adler, ayant perdu ses convictions socialistes, semble avoir aussi perdu le sens du ridicule.

Frédéric Adler aide M. Remer et les autres social-traitres autrichiens à désarmer les ouvriers communistes. Il aide ainsi les junkers, les bourgeois et les généraux autrichiens à s'armer contre les ouvriers.

Tel est le rôle de Frédéric Adler. Quant à ses menaces à l'égard des généraux et de la bourgeoisie, nous n'y voyons que chiffons de papier dont se rient à la fois ouvriers et bourgeois.

Souvenez-vous de ceci, citoyen Adler: celui qui donne au diable son petit doigt finit par se laisser attraper tout entier.

DÉDIÉ A LA II^{me} INTERNATIONALE JAUNE.



Cette photographie, trouvée par nos camarades parmi des documents anglais après la prise d'Osiga par l'armée rouge, représente l'exécution d'un communiste russe au front nord. Trois gardes blancs—un français, un russe et un anglais, un espèce d'Internationale jaune-noire—couchent en joue un communiste, défenseur des idées de la II^{me} Internationale. Les bourreaux, officiers anglais et français, jouissent de cette scène, l'observant de côté. Les bourreaux ont baillé les yeux à notre camarade, qui garde, à ce qu'on peut en juger par la photographie, tout son sang-froid. Les communistes relâchés en liberté, Albert Thomas, Vandervelde, Hindman et les autres social-traitres. Ce sont eux qui inspirent et provoquent les meurtres des communistes russes, de même que Scheidemann et Ebert inspirent ceux des communistes allemands. Cette photographie—ce symbole—doit en toute justice être dédiée à la II^{me} Internationale jaune. Ouvriers, voulez-vous savoir ce que sont la „Ligue des Nations“ et la II^{me} Internationale?—regardez cette photographie!

CORRESPONDANCE DE „L'INTERNATIONALE COMMUNISTE“

LETTRE DE FRANCE (1).

Les progrès de l'esprit révolutionnaire en France sont tous les jours plus appréciables. Le temps où une demi-douzaine de libertaires emprisonnés, autant de Kienthalien et de Zimmerwaldiens dispersés dans le Parti Socialiste ou dans les Syndicats semblaient prêcher dans le désert, n'est plus qu'un lointain souvenir. La popularité d'Albert Thomas et de Marcel Sombat, ministres socialistes, s. v. p. neige d'antan... Et les événements vont rapidement—vers les tournants décisifs. La démobilisation, retardée tant que l'on a pu et d'ailleurs inachevée à l'heure actuelle a renvoyé dans les villes et les campagnes des centaines de milliers de poilus pour qui les leçons de la guerre n'ont pas été infructueuses. Henri Barbusse nous les avait déjà montrés dans les tranchées, couverts de boue, sanglants et misérables, admirant Liebknecht et concevant tout le nouvel évangile révolutionnaire dès 1915—16, presque deux ans avant la victoire de la révolution prolétarienne en Russie, avant le martyre de Liebknecht. On avait beau leur «bourrer le crâne» de patriotique littérature, ils pensaient, ils voulaient déjà. Et depuis qu'ils sont rentrés dans leurs foyers, une irrésistible poussée à gauche a brusquement déplacé le centre de gravité de tout le mouvement ouvrier. Les chefs officiels sont demeurés dans la position de généraux sans armée. Les plus malins et ceux qui sincèrement ont cru aux boniments de la guerre du droit, de la défense nationale etc, désemparés, maintiennent à grand-peine un équilibre instable entre les masses révolutionnaires et leur propre socialisme officiel en train de couler tout doucement... C'est ainsi par exemple que s'explique la position des centristes, de Longuet à Marcel Cachin, dévoués dans leurs discours et dans les colonnes de *l'Humanité*, du *Populaire*, etc., à la défense des Soviets, mais refusant de rompre avec les «camarades ex-ministres» ou ministres, avec les Bonaudel et les Thomas en deçà du Rhin, les Scheidemann et les Ebert au-delà... Marcel Cachin, centriste modéré, devenu, depuis la victoire des anciens minoritaires dans le parti, directeur de *l'Humanité*, du haut de la tribune parlementaire réitère ses harangues révolutionnaires contre l'intervention en Russie. Son approbation du geste des soldats français mutinés à Odessa, ses appels à la révolte, ses articles mêmes qui, souvent, étonnent quelque peu dans l'ancien journal de Renaudel montrent bien que les meneurs sont maintenant menés par des foules révolutionnaires.

Le danger bolchéviste est d'ailleurs tous les jours dénoncé par la grande presse. Le *Temps*, grave officieux, dénonce Cachin, Mayéras, Longuet comme bolchévistes!—et c'est plutôt divertissant. *L'écho de Paris* constate que «le

bolchévisme a désormais en France une existence officielle» et vitupère tout au long de ses colonnes contre les «mauvais français» qui l'ont acclamé. La presse d'information, c'est-à-dire les grandes feuilles à chantage et à scandales de MM. Bunau-Varilla, Letellier (Humbert-Lenoir), (2) etc. dénonce sans se lasser les atrocités bolchévistes, la *terreur rouge* à Pétrograd. A les en croire «les cadavres des personnes mortes d'innocence ou du typhus traînent dans les rues de Pétrograd et de Moscou; les services d'inhumation ne suffisent plus à leur tâche».—On confectionne même en ce moment à Paris un film cinématographique sur la «barbarie bolchéviste».

Constatons sans plus que le bolchévisme, l'intervention, la révolution sociale sont à l'ordre du jour. *La France Libre*, organe des 41 (ou 42) députés social-patriotes, assez bien informée des choses russes, a la première publié le Manifeste de la III^e Internationale, reproduit ensuite par *l'Humanité*. On trouve fréquemment dans la presse socialiste l'éloge de Lénine et de Trotsky. J'ai sous les yeux un article de *l'Humanité* où il est question des «intuitions géniales de Lénine qui en font «un des premiers hommes d'état de notre temps». La haute valeur des chefs de la révolution russe est d'ailleurs volontiers reconnu par ceux-là mêmes qui les injurient le plus.

La mode n'est plus d'affecter envers la révolution russe un dédain aristocratique. Et pour cause! Il s'agit au contraire d'en souligner le danger devenu évident. Et pendant que le fautoche Gustave Hervé oppose à la lutte des classes issue du socialisme germanique son «socialisme français» qui veut la collaboration des classes et prêche la fondation d'un Parti Socialiste National,—M. Letellier dit Lysis, homme d'affaires et directeur de la *Démocratie Nouvelle* publie des proses filandreuses sur la «prochaine révolution universelle». Son avis est qu'elle éclatera d'abord en Italie. Puis elle franchira les Alpes. M. Lysis, pour cette fois, pourrait être meilleur prophète qu'on ne croit.

Afin de parer aux dangers de la propagande bolchéviste, des affiches, des placards, des manifestes sont répandus à profusion. Ils produisent l'effet contraire à celui qu'on attend. Ils excitent la curiosité, l'intérêt. On ne s'étonne plus des réponses qu'ils provoquent. Ce sont, entre autres, placardés un peu partout des papillons (3) dont le texte se termine généralement par les mots «vivent les Soviets!».

Il y a naturellement une presse antibolchéviste. Bourtaev continue à publier *La Cause Commune* que personne ne lit,

1) Note de la Réd. Nous attirons l'attention de nos lecteurs sur cette intéressante lettre qui nous donne une idée très nette des efforts de nos camarades français. Nous attendons de semblables lettres des autres pays.

2) On sait que M. Lenoir, propriétaire du *Journal* a été condamné à mort pour l'avoir acheté avec de l'argent allemand et que le sénateur surpatriote Ch. Humbert également propriétaire du *Journal*, inculpé de complicité dans ces tripotages, a proprement frôlé le bagne.

3) Petits placards de quelques centimètres carrés que l'on colle soi-même sur les murs, dans les tramways, etc...

bien qu'elle paraisse aux trois quarts en français. La presse en fait grand cas. Bourtsev ne voit en Russie que deux forces: Lénine et Koltchak. Naturellement, il invite tous les vrais russes, les bons russes et leurs amis à serrer les rangs autour de Koltchak. Alarmé par les appétits conquérants de la Finlande il insiste sur la nécessité d'occuper Pétrograd avec des troupes alliées. Au sujet de Bourtsev la fameuse question si souvent posée pendant la guerre serait de mise: D'où vient l'argent? Son Agence *Union* a en effet un nombreux personnel; les frais d'imprimerie ne le gênent pas. Mais la réponse est trop facile.

Un nouvel organe spécialement antibolchéviste a été récemment lancé, *La Garde Blanche*, «journal contre-révolutionnaire» antibolchévik et antisémite. Les plumitifs de cette feuille veulent opposer à la puissance des rouges l'organisation des blancs. Marxisme et bolchévisme, affirment-ils, sont d'origine sémitique. Ils sont assez bien informés du mouvement révolutionnaire dont ils s'exercent à dénaturer les moindres faits. Cela doit leur rapporter. Dernièrement ils demandaient contre Péricat et ses amis le Conseil de Guerre et le poteau d'exécution. Simplement. La chose n'a aucune importance, mais l'état d'esprit de quelques vingt cinq notaires et rentiers qui subventionnent la *Garde Blanche* est à noter. Si la peur de la bourgeoisie française s'exprime déjà aussi cyniquement et aussi bêtement, s'il est aussi facile de l'exploiter, c'est qu'elle sent vraiment l'approche de sa fin.

La poussée à gauche des masses ne lui permet plus de se faire des illusions. Il faudrait pour montrer l'énorme changement qui s'est accompli en un an dans la mentalité de l'ouvrier français, quelques exemples, des petits faits. Parmi beaucoup d'autres, voici par exemple la physionomie d'un grand meeting socialiste auquel nous avons assisté il y a quelque temps. Jean Longuet, Renaudel, Lorient, représentant les trois tendances actuelles du P. S. U. devaient y prendre la parole. Salle comble, ouvriers, soldats, petits employés. Dès le premier moment la salle se divise en deux camps et celui des révolutionnaires est visiblement de beaucoup le plus considérable. Lorient prend la parole, accueilli par des salves d'applaudissements. Son discours est nettement communiste. Il s'attache à fêtrer la politique d'intervention cachée de Wilson. Citant les paroles de Gorky il dit que Wilson est maintenant à la tête de l'impérialisme mondial. — Longuet lui répond en prenant la défense de Wilson, démocrate sincère, grand démocrate... «Gorky n'est pas informé...» On écoute Longuet. Longuet, à cause de l'attitude de son journal *le Populaire* qui ne cesse de défendre la révolution russe, est encore en faveur auprès de ceux qui ne se rendent pas un compte exact des dangers d'une politique qui consiste à louvoyer entre la révolution et les social-traitres. Mais à peine Renaudel est-il à la tribune que le charivari commence. Renaudel ne peut pas placer un mot. Désireux de sauver au moins les apparences il fait prier ses adversaires de lui faire connaître par un représentant les raisons de cette obstruction. Le camarade Sirole prend alors la parole et lui dit en peu de mots: «Il y a longtemps que vous avez trahi la classe ouvrière! Si vous étiez au pouvoir on fusillerait les meilleurs révolutionnaires!»

D'une façon générale les social-patriotes ne peuvent plus se montrer en public. Entre autres orateurs socialistes prenant souvent la parole et favorablement accueillis des ouvriers, nommons Alexandre Blanc (Kienthalien, bolché-

visant) et Maurice Délépine, minoritaire du groupe Verfeuil-Loriot.

Les *Centristes* (groupe Longuet) justifient leur modération en invoquant la nature contraire à tout révolutionnarisme du paysan français; ils blâment aussi les bolchéviks Russes d'avoir complètement rompu avec la démocratie. En somme et comme toujours le centre est flottant, équivoque, indécis. Il penche néanmoins plutôt vers la gauche—quoiqu'il fasse ses chefs. Le jour n'est certainement pas loin, où les éléments actifs de cette tendance viendraient grossir les rangs du Parti Communiste.

Les grandes manifestations qui se répètent avec un caractère de plus en plus révolutionnaire témoignent qu'un immense désir d'action soulève le prolétariat français. Les gouvernements «démocratiques» de la République n'ont *jamais* autorisés les manifestations socialistes. Celles qui viennent d'avoir lieu, la grandiose manifestation Jaurès, le 1-er mai, véritable jour d'émeute, l'enterrement de l'ouvrier Lorne, la contre-manifestation du 14 juillet sont un signe des temps. L'ouvrier Lorne avait été tué le 1-er mai, par un agent de police. A ses funérailles, quelques jours plus tard, tout le Paris des travailleurs participa. C. G. T., Parti Socialiste, Groupe Parlementaire, Libres Pensées organisèrent la manifestation; plus de 300.000 personnes y prirent part. Il ne fut plus question de l'empêcher ou de la brimer. Ce jour-là devant la force ouvrière il n'y eut pas de police. Toute résistance de la police eut été brisée, comme toute résistance, au sein du mouvement, des anciens leaders officiels. La police s'effaça donc et laissa faire. Les anciens leaders... se rallièrent, feignirent de prendre la tête du mouvement. Joubaux, blessé lui-même le 1-er Mai, Renaudel, Thomas, Mayéras, d'autres encore, conduisirent le cortège jusqu'au cimetière du Père-Lachaise. Le corbillard était littéralement couvert de fleurs, couronnes et gerbes autour desquelles flottaient des rubans rouges. Des camelots portant des brassards rouges vendaient sur le parcours les journaux révolutionnaires. Plusieurs grèves s'élevaient à ce moment. Par suite de celle des employés de banque, les banques étaient militairement gardées. Les couturières étaient aussi en grève. Les métallurgistes se préparaient à l'action pour le 1-er juin. Grève menacée détournée quelques jours plus tard par Mannheim. Pour toute la population ouvrière de Paris, les funérailles de Lorne furent donc surtout une occasion de manifester sa volonté de combat.

Il s'agissait aussi de répondre aux poursuites exercées contre les militants après le premier mai. Un camarade russe arrêté dans la rue et sur lequel on avait trouvé un *outil* fut condamné à 5 ans de travaux forcés! — Le secrétaire permanent de la 3-e section du P. S., Bertholetto, ainsi que plusieurs autres militants avaient été dans les mêmes conditions condamnés à des mois d'emprisonnement. — Notons aussi un épisode de la persécution des russes. Un écrivain, critique d'art et collaborateur de journaux socialistes, d'origine russe L. Blumenfeld fut sans raison et sans explication interné dans un camp de concentration—où quelques centaines de russes sont enfermés depuis des mois et des années... Les protestations, parmi lesquelles nous remarquerons celle d'Anatole France, restèrent sans résultat.

C'est dans cette atmosphère de combat entre les masses et la réaction que travaillent les Communistes français. Ils déploient la plus grande activité. Le 14 juillet, le jour de

la Fête Nationale, dont on a voulu, cette année, faire une journée d'exaltation chauviniste, la Fédération des Mutilés et la Fédération Anarchiste organisèrent avec succès une contre-manifestation révolutionnaire. Le camarade Henri Torrès la conduisait. Elle fut dispersée par la force. De l'aveu des grands journaux qui eussent préféré faire là-dessus le silence, «il y eut des blessés de part et d'autre».

L'état d'esprit des soldats et des marins s'est aussi, ces temps derniers, manifesté de façon symptomatique. On sait que les mutineries et la propagande des soldats communistes français à Odessa ont déterminé l'évacuation de cette ville. A Brest aussi des marins refusant de partir pour la Russie ont dû être arrêtés. A Toulon le mécanicien principal de la marine Marty subit en ce moment une peine de vingt ans de travaux forcés pour avoir tenté de livrer le contre-torpilleur *Prothée* aux Communistes russes; devant les Juges il s'est hautement déclaré bolchévik.

A l'heure actuelle le parti Communiste est ou fait fondé en France. Ce qui est plus important encore c'est que le mouvement communiste qui a précédé la fondation du parti et qui dépasse largement ses cadres ne cesse de s'étendre. L'initiative de la fondation du parti appartient surtout au groupe syndicaliste du camarade R. Péricat.—R. Péricat qui dirige *l'Internationale* est d'avis que la France traversera les étapes révolutionnaires de la Russie. Les socialistes modérés y prendront les premiers le pouvoir et il faut se préparer dès maintenant à le leur arracher. A cette fin il veut l'union de tous les éléments révolutionnaires, c'est-à-dire des socialistes de gauche, des syndicalistes et des anarchistes.

Malgré l'interdiction régulière des réunions anarchistes celles-ci ont lieu sous le couvert des syndicats. Les camarades, Boudoux, Lovéque, Génold, Content, Andrieux y servent unanimement la cause des Soviets. Ils comptent sur la grève générale comme arme principale du prolétariat révolutionnaire et ils ne doutent pas que la révolution soit proche. Le camarade Andrieux a récemment fait connaître les dispositions des ouvriers en province. Saint-Etienne, Lyon, les grands centres sont aussi révolutionnaires que Paris. Partout les groupes foisonnent. Sans l'intervention—et la trahison—de Merrheim les grèves de mai eussent eu une importance capitale.

A côté de la Fédération des Mutilés et de la Fédération Anarchiste, au premier rang de toutes les manifestations dans la rue, il faut désormais placer les organisations de la jeunesse, *Jeunesses Socialistes, Jeunesses Syndicalistes, et Groupes d'Etudiants révolutionnaires*. La Jeunesse intellectuelle est profondément pénétrée des idées révolutionnaires. Ses guides, au nombre desquels il convient de citer les écrivains Georges Pioch et P. Vaillant-Couturier sont de toutes les manifestations.

Deux mots à présent sur la presse d'avant-garde. Sous la pression des masses les organes socialistes ont dû s'adapter, devenir révolutionnaires, défendre chaque jour les Soviets. Telle est la situation de *l'Humanité*, du *Populaire*, du *Journal du Peuple* (directeur Henri Fabre; collaborateurs: H. Torrès, Léon Werth, Séverine, Ch. Rappoport, Boris Souvarine, R. Verfeuil), tous les trois quotidiens. Georges Pioch continue la publication hebdomadaire des *Hommes du Jour*, qui s'adressent surtout à la jeunesse intellectuelle et artiste; il a été un des premiers à proclamer son admiration sans réserves envers les chefs de la révolution russe. *La Vague* de Pierre Brizon et de Marcelle Cappy est un organe socialiste

d'allure tout à fait révolutionnaire et très lu pour cette raison. Brizon hésite cependant à se solidariser avec les bolchéviks. Mais il sait bien que ses lecteurs n'hésitent pas et cela se voit à chaque ligne de son journal.—La Fédération des Instituteurs qui a donné au mouvement révolutionnaire des militants tels que Lucie Colliard, Hélène Brion, les deux Mayoux, Chauvelon, Marcel Martinet, poursuit avec *l'Ecole de la Fédération* une féconde propagande révolutionnaire. Les syndicalistes révolutionnaires ont *l'Internationale*, catégoriquement communiste, de Péricat, et la *Vie ouvrière* de P. Monatte, Rosmer, etc. *L'Avenir International* est de tendance syndicaliste anarchiste. Y collaborent André Girard, B. Souvarine, A. Dunois, Boudoux, Dumoulin, etc.—L'ancien organe anarchiste le *Libertaire* a reparu avec un grand succès. Les camarades des organes disparus *Ce qu'il faut dire*, *la Plèbe*, *Franchise*, y collaborent et notamment Rhillon, Content, Génold, Le Rétif.—Le camarade Anquetil a fondé le *Bolchéviste*. La censure démocratique n'a pas permis la publication d'un titre aussi subversif et ce journal, dont le tirage a doublé depuis son apparition, paraît sous le nom savoureux de... *Tire Censuré*.

Les communistes français disposent ainsi d'une presse assez forte. Nul doute que l'union se faisant entre eux, leur influence ne s'accroisse considérablement(*). La fondation du Parti Communiste a été en grande partie l'œuvre du Comité de la III^e Internationale fondé par le groupe Zimmerwaldien du P. S. U. On sait l'influence croissante de ce groupe à la tête duquel se place le camarade Loriot. Depuis, un Comité a été constitué afin d'étudier les problèmes qui se posent devant le Parti Communiste naissant. Il est composé de socialistes zimmerwaldiens, de syndicalistes et d'anarchistes, tous militants syndiqués. Zimmerwaldiens: Cartier, L. S. Sommeuau, Chauvelon (Synd. des instituteurs), Loriot (Synd. des instituteurs), Louise Kaufman, Monmousseau (cheminots); syndicalistes: P. Monatte, M. Martinet (instituteurs), Péricat (secrétaire de la Féd. du Bâtiment), Hasfeld (secrétaire du synd. des Chapeliers); anarchistes: Sirolle, Doudon (Vauviers).

Frédéric Stackelberg, ancien collaborateur de la *Guerre sociale*, adhère aussi à ce mouvement.

Parmi les organisations qui ont adhéré les premières à la III^e Internationale et au Parti Communiste citons: les Jeunesses Syndicalistes de la Seine, la Fédération Socialiste du Rhône, la section socialiste d'Angoulême, la Fédération socialiste du Vaucluse, le Syndicat du Bâtiment de Marseille, les Instituteurs du Finistère, le groupe Internationaliste de Nîmes, etc., etc.

Le Parti Communiste compte organiser les Soviets français en donnant à ses trois courants fraternels une large autonomie. Les syndicats, les coopératives, les groupes révolutionnaires, les communes, les libraires-penseurs, les groupes des locataires participeront aux élections. Le camarade Paul Jouteau a résumé en quelques lignes (dans *l'Internationale*), les buts du nouveau Parti Communiste:

«Autonomie complète de la commune. Ni bourgeoisie, ni prolétariat, ni Dieu, ni maître, ni capitalisme, ni salariat. Dictature temporaire du prolétariat jusqu'à la consolidation du communisme. Ni mécanismes compliqués, ni longs

(* Signalons ici la mort de deux jeunes militants libéraux qui s'étaient fait remarquer dans cette presse: Pierre Chardon, directeur de la *Mêlée*, et Jean de Saint-Prix.

discours. Le moment de s'organiser sérieusement est venu. Nous invitons les communistes français à nous suivre dans cette voie. Vers l'organisation communiste des travailleurs manuels et intellectuels, pour la III^e Internationale!»

* * *

Les masses, mêmes éloignées de toute organisation révolutionnaire, celles de la rue, deviennent de plus en plus menaçantes. L'action directe est chez elles très en faveur. Vous n'ignorez pas l'activité incessante déployée contre M. Vautour par les *Syndicats de Locataires*. Voici que maintenant les Lignes des Consommateurs, renonçant aux vaines parlottes et aux pétitions inutiles prennent tout bonnement l'épicier, le revendeur, le profiteur en un mot à la gorge. En beaucoup d'endroits des collisions ont eu lieu, — et ce n'est pas fini, — entre consommateurs et débitants sans scrupule. Tout dernièrement, les Halles de Paris furent le théâtre de scènes assez curieuses. Les nouveaux prix fixés avec le concours des autorités n'avaient pas satisfait la Ligue des Consommateurs qui, le 12 août au matin organisa une manifestation aux Halles. S'agit-il bien d'une manifestation? Les profiteurs furent rossés, leurs étalages mis en pièces et le champ de bataille se couvrit de volailles et de légumes

piétinés, d'œufs cassés, etc. Il fut impossible de rétablir le commerce malgré l'intervention de la police et de la garde républicaine. Les manifestants parcoururent ensuite les rues de Paris. A leur approche les boutiques se fermaient en toute hâte. Le lendemain les trafiquants refusaient de vendre et le ravitaillement de Paris en primeurs semblait totalement arrêté. Dans tous les marchés les incidents continuaient. De part et d'autre les esprits étaient surchauffés. Ici, la foule pillait une devanture; là les débitants lynchaient un reporter du *Matin* qui prenait des notes sur leurs prix. Les autorités sont perplexes. D'une part le peuple de Paris semble bien décidé à ne pas tolérer davantage qu'on le vole comme aux beaux jours de la guerre. D'autre part les commerçants se mettent en grève et toutes les sympathies de l'administration et du pouvoir sont naturellement de leur côté. On prend des «mesures énergiques» pour «maintenir l'ordre». Vieille chanson! Si les consommateurs eux aussi prennent des mesures énergiques et si nos camarades savent intervenir au bon moment, propriétaires, profiteurs et «flics» pourraient bientôt passer un fâcheux quart d'heure.

AOÛT 1919.

Jean FABRICE

A N G L E T E R R E .

(Fragment d'une lettre).

La situation devient de jour en jour plus critique et elle provoquera probablement dans un avenir très rapproché une explosion.

La défense victorienne de la Russie des Soviets enthousiasme les masses et les milieux intellectuels.

... Le mouvement gréviste a une allure nettement sociale et politique et par suite de causes économiques et

politiques inévitables, il amènera prochainement le prolétariat à une lutte décisive pour le pouvoir, pour les Soviets. La politique d'intervention provoque ici une extrême irritation et le gouvernement devra ou capituler ou démissionner.

... La révolution en Angleterre est une question de temps et elle est peut-être même beaucoup plus proche qu'on le croit.



DOCUMENTS DU MOUVEMENT COMMUNISTE INTERNATIONAL

Le Socialisme en Angleterre

Note de la rédaction. Un camarade anglais, militant communiste en vue a adressé au camarade Lénine la lettre suivante qui donne un tableau très exact de la situation du mouvement socialiste en Angleterre et qui pose nettement la question des rapports du communisme et du parlementarisme.

Le camarade Lénine a répondu à cette lettre par un exposé détaillé du point de vue communiste sur cette question.

Ces deux documents du plus haut intérêt ont été communiqués par le camarade Lénine à la rédaction de l'Internationale Communiste. Nous les publions ci-dessous

I.

Cher camarade Lénine!

Je ne cesse de souhaiter une conversation avec vous. Je vois notre mouvement ouvrier anglais ruine par le parlementarisme et par les conseils locaux. Des gens veulent être élus. Le plus grand nombre veut élire et tout travail pour le socialisme est à cette fin remis; on étouffe la propagande socialiste de peur de perdre des votes. Et les élus gonflés de leur importance ont la plus grande indulgence pour les abus du système capitaliste.

Je sais qu'il est impossible de réveiller l'esprit révolutionnaire chez des gens qui veulent gagner aux élections — tout au moins dans ce pays. La conscience de classe semble disparaître à mesure que s'approchent les élections. Un parti qui obtient des succès électoraux est un parti perdu pour l'action révolutionnaire. Dans ce pays nous avons, comme vous savez (1) le vieux parti trade-unioniste et Labour Leader qui n'a ni largeur de vue, ni idéalisme et n'est pas socialiste.

(2) *L'Independent Labour Party* souvent bourgeois, souvent ultra-religieux.

(3) Le *British Socialist Party* qui se croit plus avancé que l'I. L. P. mais qui souvent vaut moins du point de vue du communisme. Ces deux partis pensent trop à gagner aux élections et quand ils y ont obtenu des succès, ils abandonnent presque toujours les ouvriers.

(4) Les industrialistes révolutionnaires, croyant en l'action directe, — élément qui permet les plus grandes espérances; il y a parmi eux des hommes remarquables, possédant ce peu d'inflexibilité qui sera essentiel quand surviendra la révolution, — mais qui quoique manquant souvent de capacité organisatrice en dehors de leur propre sphère d'action, ont cependant de grands esprits et du cœur.

Tous ces éléments ont subi à différents degrés l'influence de la révolution russe. Les officiels du groupe 1 sont alarmés et certains de leurs adhérents ont passé au groupe 4. Au 2 les leaders sont pour le moins choqués et alarmés, certains de leurs adhérents se rapprochent du 4. Au 3 les uns sont timides, les autres se rapprochent du 4. Ce dernier

groupe 4 a longtemps chéri l'idée d'organiser la société selon les principes des Soviets, avant même de connaître les Soviets. Il est fortifié par les nouvelles de Russie. Il est surtout composé de simples ouvriers, mineurs ou mécaniciens, quoique ce type apparaisse maintenant dans toutes les industries.

Ce groupe 4 méprise l'action parlementaire: jamais il ne s'alliera à un parti présentant des candidats pour les élections parlementaires ou locales. Les *Workers Committees* et les *shop Stewards* doivent être unis à ce groupe 4, quoi qu'ils soient souvent moins avancés.

Il y a aussi le *Labour Socialist Party* (5), plutôt anti-parlementaire, mais qui lors des dernières élections présenta des candidats, perdant ainsi largement la confiance du 4 qui fournissait un grand nombre de ses membres.

(6) La *Workers Socialist Federation*, plus petite et plus jeune que les autres composée en grande partie des femmes, ce qui marque son origine, bien que la plupart de ses nouveaux membres soit des hommes; c'est surtout, plus que les autres, le parti du petit peuple, travaillant aux coins des rues et ayant son quartier général dans l'Est-End. A sa conférence de Whitsuntide il s'est transformé en parti communiste, mais à la demande du camarade R. et de quelques autres il s'abstient d'user de ce titre tant que tous les efforts n'ont pas été faits pour former un parti communiste unique en fondant les groupes 3, 5, 6 et 7, ce dernier étant la société socialiste du pays de Galles étroitement en harmonie avec le 4. On nous dit que le 4 ne peut pas entrer dans le parti communiste, quoique ses membres puissent y adhérer. Je ne suis pas si certaine que ces groupes ne puissent fusionner.

Mais pourquoi vous écrire tout ceci? Pour dire qu'à mon avis la question parlementaire met tout en retard. Le 3 et 5 veulent encore présenter des candidats, ce qui déconcerte les éléments 4, 6 et 7.

Je doute que vous conceviez combien dans ce pays la conscience de classe est une plante plus tendre que partout ailleurs et combien les intrigues politiques sont plus fortes et plus subtiles.

Je souhaite que vous parliez de l'action parlementaire. J'ai lu la lettre que vous ont adressée les communistes finlandais. Ce message est néces-

saire ici aussi. Je souhaite que vous nous écriviez de manière à hâter nos progrès hors du réformisme. Ce que vous dites fait beaucoup réfléchir les hommes, ceux du moins qui veulent réellement la révolution. Je pense que si vous étiez ici vous diriez: Concentrez les forces sur l'action directe révolutionnaire. Ne touchez pas à la machine politique. Telle est ma pensée. Je crois qu'il n'y a pas de pays où la machine politique soit pour les ouvriers aussi difficile à diriger et soit aussi bien construite pour les circonvenir.

Sincèrement à vous.

P.-S. — Je tiens à vous faire connaître que la masse des ouvriers d'industrie, dans des proportions de plus en plus sensibles, veut réellement la révolution et n'a besoin que d'être guidée pour l'organiser. Mais nous sommes lents et combien le monde ne doit-il pas à la Russie! Si vous dites que les conditions déterminantes ont produit le résultat, certes, c'est vrai; mais votre claire exposition de ce fait ouvre une nouvelle perspective et nous comprenons en vous lisant qu'une longue propagande a, en Russie, préparé le peuple à tirer parti de ces conditions.

Si nous pouvions seulement unir tous ceux qui croient à la révolution et les faire travailler pour elle au lieu de s'occuper d'élections! Outre la propagande il y a l'organisation et nous sommes à présent des enfants dans une forêt inconnue ou dans une contrée inexplorée. Nous devons explorer chaque région en nous demandant comment nous nous rendrons compte du mouvement favorable. Nous nous y efforcerons, mais vous pourriez concentrer plus de forces dans cette direction si par un discours ou par un article — ce message nous touchera—vous vouliez bien nous conseiller. Quant à la propagande, oh, l'on dira: nous ne suscitons pas de conflit; c'est le gouvernement qui le provoque. Comme si c'était une honte de créer des ennuis au capitalisme!

II.

Réponse du camarade Lénine

28 août 1919

Cher camarade,

Je n'ai reçu qu'hier votre lettre du 16 juillet dernier. Je vous suis infiniment reconnaissant pour les renseignements que vous me donnez concernant l'Angleterre et je vais tâcher de satisfaire votre désir en répondant à votre question.

Je ne doute pas que parmi les représentants du prolétariat, un grand nombre d'ouvriers les meilleurs, les plus honnêtes, les plus sincèrement révolutionnaires soient ennemis du parlementarisme et adversaires de toute action au parlement. Plus la culture capitaliste et la démocratie bourgeoise sont anciennes dans un pays donné et plus c'est là un phénomène compréhensible, car la bourgeoisie, dans les vieux pays parlementaires a remarquablement appris le jeu de l'hypocrisie et connaît mille tours pour tromper le peuple, en présentant le parlementarisme bourgeois comme la «démocratie en général» ou la «démocratie pure», etc., en dissimulant avec habileté

les innombrables liens du parlement avec la bourse et les capitalistes, en tirant parti d'une presse vénales, en se servant de toutes les façons de l'argent, puissance du capital.

On ne peut en douter: l'Internationale Communiste et les partis communistes des divers pays commettraient une faute irréparable en repoussant les ouvriers, partisans du pouvoir des Soviets, mais qui ne consentent pas à prendre part à la lutte parlementaire. Si on pose la question d'une façon générale, théoriquement, c'est précisément ce programme, celui de la lutte pour le pouvoir des Soviets, pour la république des Soviets qui peut et doit unir maintenant, sans conteste, tous les révolutionnaires honnêtes et sincères des milieux ouvriers. Beaucoup d'ouvriers anarchistes deviennent maintenant de sincères partisans du pouvoir des Soviets, ce qui nous prouve qu'ils sont nos meilleurs camarades et amis, qu'ils sont parmi les meilleurs révolutionnaires et ne furent adversaires du marxisme que par malentendu ou, plus exactement, non par malentendu mais parce que le socialisme officiel, dominant à l'époque de la seconde internationale (1889—1914) trahit le marxisme, mutila l'enseignement révolutionnaire de Marx en général et son enseignement sur l'expérience de la Commune de Paris (1871) en particulier. Je l'ai exposé dans mon livre *L'Etat et la Révolution*; je ne m'arrêterai donc plus sur cette question.

Que faire donc si, dans un pays, des communistes convaincus et disposés à se consacrer à l'œuvre révolutionnaire,—des partisans sincères du pouvoir des Soviets (du «système des Soviets», comme on dit quelquefois hors de Russie) ne parviennent pas à s'unir par suite de leur désaccord sur la question de l'action parlementaire?

Je considérerais volontiers ce désaccord comme n'ayant pas d'importance essentielle en ce moment, la lutte pour le pouvoir des Soviets étant la lutte politique du prolétariat, dans sa forme la plus haute, la plus consciente, la plus révolutionnaire. Mieux vaut être avec les ouvriers révolutionnaires quand ils se trompent sur une question de détail ou d'importance secondaire, qu'avec les socialistes officiels ou avec les social-démocrates s'ils ne sont pas des révolutionnaires fermes et sincères, s'ils ne savent pas, s'ils ne veulent pas faire dans les masses ouvrières un travail révolutionnaire, mais professent pourtant sur la question donnée des opinions conformes à la bonne tactique. Or la question parlementaire est maintenant une question de détail, secondaire. Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht avaient raison, à mon avis, quand ils défendaient, à la Conférence de janvier 1919, à Berlin, contre la majorité, la participation des spartakistes aux élections pour le parlement bourgeois allemand, c'est-à-dire pour l'Assemblée Nationale Constituante. Mais il va de soi qu'ils eurent raison davantage encore en demeurant avec le Parti Communiste qui commettait une faute secondaire plutôt que de suivre les représentants droitiers du socialisme, tels que Scheidemann et son Parti, ou les âmes serviles, les doctrinaires, les poltrons, les serviteurs muets de la bourgeoisie, les réformistes en fait, tels que Kautsky, Haase, Däumig et tout ce Parti des «indépendants» allemands.

Je suis personnellement convaincu, que le refus de participer aux élections parlementaires est, chez les ouvriers révolutionnaires anglais, une faute, mais il vaut certes mieux commettre cette faute que de retarder la formation, par tous les éléments sympathisant avec le bolchévisme et sincèrement partisans de la république

des Soviets que vous énumérez, d'un puissant parti ouvrier communiste anglais. Si par exemple, il y avait dans le B. S. P. des bolchéviks sincères qui par suite du désaccord sur la question parlementaire refusaient de se fonder dans le Parti Communiste avec les groupes 4-6 et 7, ces bolchéviks commettraient à mon avis une faute mille fois plus grave que celle qui consiste à refuser de participer aux élections pour le parlement bourgeois anglais. Naturellement, je suppose en disant cela que les groupes 4-6 et 7 pris ensemble sont réellement liés à la masse ouvrière et ne représentent pas exclusivement de petits groupes intellectuels, comme cela arrive assez souvent en Angleterre. Sous ce rapport les Workers Committees et les Shop Stewards qui ont sans doute des liens étroits avec la masse ont une grande importance.

Le lien ininterrompu avec la masse ouvrière, l'aptitude à y entretenir une agitation constante, à prendre part à chaque grève, à répondre à toutes les interrogations formulées par la masse, c'est là l'essentiel pour le Parti Communiste, surtout dans un pays tel que l'Angleterre, où jusqu'à présent (comme d'ailleurs dans tous les pays impérialistes) seuls de petits groupes ouvriers, composés de représentants de l'aristocratie ouvrière, pour la plupart complètement et irrémédiablement pourris de réformisme, captifs des préjugés impérialistes et bourgeois, ont pris part au mouvement socialiste et en général au mouvement ouvrier. Sans lutte contre ces éléments, sans destruction totale de leur autorité, sans enracinement au sein de la masse de la conviction de leur absolue corruption bourgeoise il ne peut être question d'un mouvement ouvrier communiste sérieux.

Ceci se rapporte à la fois à l'Angleterre, à la France, à l'Amérique et à l'Allemagne.

Les ouvriers révolutionnaires qui font du parlementarisme le point de mire de leurs attaques, ont pleinement raison dans la mesure où ils expriment ainsi le rejet principal du parlementarisme bourgeois et de la démocratie bourgeoise. Le pouvoir des Soviets, la République des Soviets, voilà ce que la révolution ouvrière a institué à la place de la démocratie bourgeoise; voilà la forme de transition du capitalisme au socialisme, la forme de la dictature prolétarienne. Et la critique du parlementarisme est non seulement légitime et nécessaire pour motiver le passage au pouvoir des Soviets, mais elle est absolument juste, en tant que manifestant la conscience du caractère historique conditionnel et borné du parlementarisme, de ses liens avec le capitalisme, de son rôle progressif par rapport aux institutions du moyen âge et réactionnaire par rapport au pouvoir des soviets.

Mais les critiques du parlementarisme en Europe et en Amérique, quand ils appartiennent aux milieux anarchistes et anarchistes-syndicalistes, ont souvent tort quand ils se refusent à toute participation aux élections et à l'activité parlementaire. Nous ne voyons ici qu'une insuffisance d'expérience révolutionnaire. Nous, russes, qui avons traversé au XX-e siècle deux grandes révolutions, nous savons quelle influence le parlementarisme peut avoir et quelle influence il possède en fait pendant les périodes révolutionnaires et surtout pendant la révolution même. Les parlements bourgeois doivent être dissous et remplacés par des institutions soviétistes. On n'en peut douter. On ne peut douter maintenant, après l'expérience de la Russie, de la Hongrie, de l'Allemagne que cette transformation s'accomplira certainement pendant la révolution

prolétarienne. C'est pourquoi il convient d'y préparer systématiquement les masses ouvrières, de les éclairer à l'avance sur les tâches du régime des soviets et cette propagande et cette agitation pour les soviets constituent pour l'ouvrier qui veut être un révolutionnaire en fait, un devoir indiscutable. Mais nous, russes, nous avons rempli cette tâche en agissant aussi dans l'arène parlementaire; dans la misérable douma tsariste, composée de propriétaires, nos représentants ont su faire œuvre révolutionnaire et républicaine. On peut et on doit ainsi faire à l'intérieur même des parlements bourgeois une propagande soviétiste.

Il se peut que ce but ne soit pas facile à atteindre tout de suite dans un pays ou dans tel autre, mais c'est là une autre question. Il faut faire tous les efforts nécessaires pour que cette tactique juste soit admise des ouvriers révolutionnaires dans tous les pays. Et si le parti ouvrier est vraiment révolutionnaire, s'il est vraiment ouvrier (c'est-à-dire étroitement lié à la majorité des travailleurs, aux couches inférieures du prolétariat et non uniquement à ses couches superficielles), s'il est vraiment un parti, c'est-à-dire une organisation de l'avant-garde révolutionnaire possédant une forte cohésion, sachant employer tous les moyens pour faire, parmi les masses, œuvre révolutionnaire,—s'il en est ainsi, ce parti saura certainement tenir en mains ses parlementaires, en faire de véritables propagandistes, comme Karl Liebknecht, et non des conducteurs du prolétariat usant des procédés bourgeois, des habitudes bourgeoises, des idées bourgeoises et de l'absence bourgeoise d'idées...

Si l'on ne pouvait atteindre d'un coup ce résultat en Angleterre et si, au outre, l'union des partisans du système des Soviets s'y montrait impossible précisément à cause du désaccord sur la question parlementaire et uniquement à cause de ce désaccord, je considérerais alors comme un pas utile vers l'unité complète la formation de deux partis communistes partisans du passage du parlementarisme bourgeois au gouvernement des Soviets. Que l'un de ces partis participe à l'action parlementaire, que l'autre s'y refuse, ce désaccord est d'ailleurs tellement insignifiant que le plus raisonnable serait de ne pas se diviser pour si peu. Mais l'existence simultanée de deux partis communistes serait un immense progrès par rapport à la situation actuelle et cette dualité ne serait très vraisemblablement appelée à ne durer que pendant une courte période de transition, avant l'unité complète et la prompte victoire du communisme.

Le pouvoir soviétiste n'a pas seulement montré en Russie, en s'appuyant sur une expérience de près de deux années, que la dictature du prolétariat était possible même dans un pays agricole et qu'elle était capable, grâce à la création d'une armée forte (meilleure preuve d'organisation et d'ordre) de se maintenir dans des conditions incroyablement difficiles.

Le pouvoir soviétiste a fait encore davantage: il a déjà moralement triomphé dans le monde entier car partout la masse ouvrière, bien qu'il ne lui parvienne que des bribes de vérité sur le pouvoir soviétiste, bien qu'elle soit assaillie de milliers et de millions de communications mensongères relatives à ce pouvoir, s'est déjà prononcée pour lui. Le prolétariat du monde entier comprend déjà que ce pouvoir est celui des travailleurs, que seul il libère du capitalisme, du joug du capital, de la guerre outre impérialistes et conduit à une paix solide. C'est précisément pour cela que si les impérialistes peuvent remporter des victoires sur des

républiques soviétistes isolées, il leur est impossible de vaincre le mouvement soviétiste mondial du prolétariat.

Salutations communistes.

N. LÉNINE.

P.-S. L'extrait que voici de notre presse vous donne un exemple de la façon dont nous sommes informés des choses d'Angleterre:

«Londres, 25 août (Via Biélostrof). Le correspondant londonien du journal de Copenhague: *Berlingske Tidende* télégraphie à la date du 3 août à propos du mouvement bolchévik en Angleterre:

«Les grèves qui ont eu lieu ces jours derniers et les révélations qui ont été faites récemment ont ébranlé la foi des Anglais dans le caractère réfractaire de leur pays au bolchévisme. A l'heure actuelle les journaux discutent la question avec animation et l'administration fait tous ses efforts pour établir que le «complot» existait depuis assez longtemps et n'avait rien moins pour but que le renversement du régime existant. La police anglaise a arrêté le bureau révolutionnaire qui avait à sa disposition, aux dires des journaux, des fonds et des armes. Le *Times* publie la teneur de quelques documents trouvés chez des personnes arrêtées. Ces documents renferment un programme révolutionnaire complet aux termes duquel toute la bourgeoisie

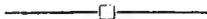
doit être désarmée; des armes et des munitions doivent être rassemblées pour les soviets des députés ouvriers et soldats et une armée rouge doit être formée, toutes les fonctions d'Etat doivent être remplies par des ouvriers. Ensuite la création d'un tribunal révolutionnaire pour juger les criminels politiques et les personnes inculpées de traitement inhumains des détenus, était également prévue. Tout le ravitaillement devait être confié. Le parlement et les autres organes de la self administration publique devaient être dissous et remplacés par des soviets révolutionnaires. La durée de la journée de travail devait être réduite à 6 heures et le salaire minimum hebdomadaire, élevé à 7 livres sterlings. Les emprunts d'Etat, comme tous les autres devaient être annulés. Toutes les banques, institutions de commerce et d'industrie et moyens de transport devaient être déclarés nationalisés».

Si c'est exact, je dois exprimer ici aux impérialistes et capitalistes anglais en la personne de leur organe, le *Times*—le plus riche journal du monde—ma reconnaissance la plus profonde et mes remerciements pour leur excellente propagande en faveur du bolchévisme.

Continuez dans cette voie, Messieurs du *Times*, vous conduisez merveilleusement l'Angleterre vers la victoire du bolchévisme.

N. L.

3^e août 1919,
Moscou - Kremlin



RÉSOLUTION DU CONGRÈS DU PARTI COMMUNISTE BULGARE A PROPOS DE LA SITUATION EN BULGARIE.

Le premier congrès du parti communiste bulgare qui s'est tenu à Sofia les 25, 26 et 27 mai 1919, après avoir écouté le rapport du camarade Vassili Kolaroff sur la *situation intérieure et internationale de la Bulgarie* et à la suite des débats ouverts sur cette question, a adopté la résolution suivante:

1) Le congrès partage la douleur profonde de tout le peuple bulgare devant les centaines de milliers de victimes de la guerre tuées, mutilées ou vouées à la captivité par suite de la politique criminelle du nationalisme belliqueux de la Bulgarie et il déclare que la terrible catastrophe mondiale est le fait de tous les partis bourgeois qui, la dynastie en tête, ont, durant de longues années, systématiquement empoisonné les cerveaux populaires d'idées nationalistes et de chauvinisme, ont alimenté le militarisme, ont sacrifié toutes les ressources du pays à la guerre, cherchant un appui tantôt du côté de l'Entente, tantôt du côté des puissances centrales; le congrès déclare que cette politique a définitivement perdu le peuple, en l'acculant aux dernières limites de l'appauvrissement économique et de l'esclavage politique. D'autre part, la justice bourgeoise de classe ne peut pas apporter de réparations pour cet épouvantable massacre du peuple ni pour les milliers de crimes isolés commis contre les lois de l'humanité et de la civilisation pendant la guerre sur notre territoire et en territoire étranger. Le Parti Communiste Bulgare proteste avec la dernière énergie contre l'extermination en masse du peuple Bulgare et déclare que seul un tribunal révolutionnaire populaire constitué après le renversement du pouvoir de la bourgeoisie pourra traiter selon leurs mérites tous les bourreaux du peuple et tous les coupables si haut placés ceux-ci soient-ils aujourd'hui.

2) Le parti déclare hautement que la *coterie monarchiste* a une grande part de responsabilité dans la ruine du pays. Représentant une force antipopulaire et réactionnaire et apparaissant comme l'instrument dont la bourgeoisie se sert pour maintenir son régime d'exploitation et de persécution, la monarchie, indépendamment de la personne du monarque, a déjà perdu son prestige et sa base au sein du peuple. Elle doit céder la place à la république; si elle tente de résister, elle sera emportée par la vague montante du courroux populaire.

Le parti déclare également que tout le système du parlementarisme bourgeois a aussi fait faillite. Les principes démocratiques du parlementarisme sont apparus aux yeux de tout le monde comme un masque dissimulant la dictature la plus grossière de la minorité insignifiante des gros propriétaires fonciers, des capitalistes et des financiers. Les masses populaires des travailleurs étaient énergiquement pour la paix; c'est sur la plateforme d'un programme pacifique qu'avait été élue la XVII^e assemblée nationale. La volonté de l'immense majorité du peuple n'empêcha cependant pas les parlementaires des deux camps—du camp germanophile gouvernemental comme du camp russophile de l'opposition—de commencer ouvertement une politique d'excitations chauvines et belliqueuses

qui devait finalement jeter le pays dans la plus effroyable des guerres. Tandis que les fils du peuple versaient leur sang sur les champs de bataille, que leurs femmes et leurs enfants enduraient les plus dures privations, le parlement élu au suffrage «universel et égal pour tous» et le gouvernement qui s'appuyait sur lui encourageaient et défendaient avec une complaisance sans limites ceux qui volaient et pillaient les fruits du travail populaire. Et quand la catastrophe survint, quand le peuple se trouva au bord de l'abîme, ils usurpèrent, avec l'appui de tous les partis bourgeois et petits bourgeois, les droits de la nation et grâce à l'état de siège et à la censure continuèrent à «régénérer» le pays, c'est-à-dire à défendre la monarchie et la bourgeoisie de la vindicte populaire. La conservation du système parlementaire de gouvernement donne la possibilité à la bourgeoisie enrichie de continuer dans l'avenir à fouler cyniquement aux pieds la volonté populaire et à maintenir sous son joug les masses des travailleurs.

3) C'est pourquoi le Parti Communiste bulgare déclare hautement que la volonté populaire, celle des travailleurs de la ville et de la campagne ne peut être exprimée et réalisée que par des soviets de députés ouvriers, soldats et paysans élus par les ouvriers, les soldats et les paysans peu fortunés et pouvant être rappelés à tout moment par leurs électeurs. Le gouvernement parlementaire bourgeois et monarchiste existant doit être remplacé par un gouvernement républicain soviétique, afin qu'il soit mis une fois pour toutes un terme à la dictature de la bourgeoisie et afin que le développement de la société et de l'état soit dirigé dans un sens conforme à la volonté du peuple travailleur.

La bourgeoisie bulgare, russophile aussi bien que germanophile, a dit au peuple qu'elle poursuivait deux grands buts «nationaux»: l'unification du peuple bulgare et l'indépendance de l'état bulgare. Elle n'a cru possible de les atteindre que par la guerre, à laquelle elle a fait servir toutes les forces morales et matérielles du peuple. Et qu'est-il advenu? Au lieu de l'indépendance le peuple n'a obtenu que l'esclavage économique et politique. Et la bourgeoisie en est réduite à attendre la réalisation des idéaux nationaux du bon sens, de la générosité et de l'humanité des impérialistes vainqueurs.

4) Le Parti Communiste bulgare déclare que la bourgeoisie, avide de pillages et de conquêtes, est incapable de fonder l'unité et l'indépendance du peuple, que sa politique antipopulaire et belliqueuse d'opportunisme et de flagorneries ne peut que parachever la ruine de la nation. Il affirme que le droit pour le peuple bulgare, ainsi que pour tous les peuples subjugués et dépendants, de déterminer librement son sort, ne peut être conquis que par la victoire de la révolution des masses populaires des travailleurs sur la bourgeoisie et l'impérialisme; que les peuples des Balkans n'arriveront à une union nationale basée sur une indépendance effective que dans le cadre d'une république socialiste fédérative soviétique des Balkans, dans

laquelle entreront aussi les républiques soviétistes de la Macédoine, de la Dobroudja, etc...

Le congrès déclare que la bourgeoisie est incapable de diriger plus longtemps le développement économique du pays. Ses guerres, sa politique de pillage ont accumulé sur l'état et l'économie nationale des dettes et des difficultés excessives, ont provoqué la rapide concentration des richesses dans les mains des banques, des sociétés par actions et des capitalistes isolés et ont entraîné l'appauvrissement et la prolétarianisation des masses de la population peu fortunée des villes et des campagnes. Le développement de la vie économique s'est arrêté; l'anarchie dans la production a été la conséquence de ce fait; le transport et le ravitaillement sont détruits, l'immense majorité du peuple a perdu toute assurance du lendemain. Le capitalisme a fait une faillite totale; il doit être remplacé par un autre système économique, qui ne peut être que le communisme.

Le Parti Communiste bulgare déclare que le socialisme ne peut être réalisé que par la dictature des ouvriers et des pauvres. C'est par la dictature que les travailleurs briseront la dictature de la bourgeoisie, annuleront les dettes de guerre, abaisseront leur main puissante sur le capital et la grosse propriété foncière et mettront à la disposition de la société des travailleurs tous les moyens de production et de transport.

5) La bourgeoisie s'est révélée également incapable d'assurer le ravitaillement de la population pauvre en produits alimentaires. Défendant jalousement les intérêts des capitalistes, elle a commencé par lutter contre toute immixtion de l'Etat dans le domaine du ravitaillement. Mais quand la spéculation et le pillage ont pris des proportions jusqu'alors inconnues et que la famine a menacé d'ébranler la tranquillité du pays et de l'armée, elle dut consentir à créer le mécanisme étatiste du ravitaillement. Mais le capital a su s'adopter à ce nouvel organe et le transformer en instrument de pillage des masses populaires affamées. La politique «de gestion des affaires économiques» défendue par tous les partis gouvernementaux «droits» et «gauches» a fait définitivement faillite. Dans tout le pays à l'heure actuelle la faim et les privations éprouvent lourdement les classes pauvres.

Le Parti Communiste bulgare déclare que tant que le pouvoir politique se trouve entre les mains des classes capitalistes, le ravitaillement de la classe pauvre ne peut pas être assuré. La liberté du commerce conduit à la misère et à la faim l'immense majorité de la population.

Ce n'est que quand les masses ouvrières des villes et des campagnes arracheront le pouvoir des mains de la bourgeoisie, et prendront en mains par l'intermédiaire de leurs soviets, le gouvernement du pays, qu'elles pourront prendre possession de tous les stocks alimentaires ainsi que des objets de première nécessité et organiser leur répartition équitable entre les indigents.

6) Les partis bourgeois qui détiennent encore le pouvoir étatique, sentant la rapidité avec laquelle le sol fuit sous leurs pieds, font des efforts extrêmes pour assurer leur salut. Afin de diminuer la pression des masses populaires, ils ont partagé le pouvoir avec les partis dénommés «partis de gauche», «agraraires», «socialistes» et radicaux, autrefois en dehors du gouvernement et qui ont assumé la tâche de sortir du pétrin le char embourbé de la bourgeoisie.

Cette manœuvre toutefois ne saurait les sauver. Les partis libéraux qui en 1914 ont violenté et trompé le peuple, afin de se maintenir au pouvoir, portent une

grande part de la responsabilité de la catastrophe qui s'est abattue sur la Bulgarie. Après avoir jeté le pays dans la guerre, ils ont perdu la tête, entraînés par leur passion de conquête et de rapt après les premiers succès militaires du début et ils ont ouvert toutes grandes les portes à une spéculation effrénée. Pour des promesses gratuites de vastes envahissements territoriaux, ils ont livré les richesses et les forces de la nation à l'absolue discrétion de leurs alliés tandis qu'eux-mêmes s'empressaient de piller et d'agir selon leur bon plaisir en territoires occupés. Ils ont maintenu leur pouvoir sur le peuple et l'armée affamés et indignés au moyen de la terreur militaire et d'une censure draconienne, au moyen de l'espionnage et des exécutions. Après la défaite, afin d'éviter la colère populaire, ils se sont volontairement effacés et ont accordé un appui sans réserves au nouveau gouvernement ententophile. Mais ces patriotes brevetés qui se frappaient la poitrine, jurant qu'ils réclameraient toute la responsabilité de leurs actes, ne réussirent pas à éluder cette responsabilité. Ils n'ont pas à craindre «la rigoureuse justice militaire» dont les menacent les partis «gauches» dirigeants, mais le jour n'est pas loin où ils comparaitront devant le tribunal révolutionnaire de la nation. La responsabilité de l'écrasement de la Bulgarie tombe également sur les partis bourgeois opportunistes. Sans avoir même rendu compte de leur conduite pendant la période 1912-1913 pendant laquelle ils ont criminellement conduit le pays à la guerre qui a abouti à sa ruine, à sa défaite et à son démembrement, ils ont, après, qu'eût éclaté le conflit européen, prêché l'intervention de la Bulgarie dans cette lutte. Quand le gouvernement libéral conclut une alliance avec les puissances centrales, ils se sont lâchement, eux, russophiles convaincus et décidés, dérobés au combat; ils ont plié l'éteffard, donnant avec enthousiasme leurs voix au gouvernement votant tous les crédits militaires et toutes les autres mesures de guerre; durant toutes les hostilités, ils ont soutenu le gouvernement, encourageant sa soif sans bornes de conquêtes territoriales et recevant en échange la possibilité de participer à tous les profits économiques que la prolongation de la guerre occasionnait. Après la chute de Radoslavoff, le bloc russophile a continué sa politique, demeurant sourd à la voix imposante du peuple en faveur de la paix immédiate. Ce bloc, avec l'aide de la force militaire allemande, a étouffé dans le sang l'insurrection des soldats sous Radomir et, pour sauver la monarchie et la bourgeoisie, il n'a consenti qu'à sacrifier le tsar Ferdinand, manifestement haï.

Une responsabilité tout aussi grave incombe aux partis «gauches» aujourd'hui au pouvoir. Les agrariens et les radicaux ont voté tous les crédits militaires de Radoslavoff et ont ouvertement soutenu sa politique nationaliste et impérialiste. Les «socialistes larges» se sont abstenus, n'osant pas voter ouvertement les crédits, mais en revanche ils ont voyagé en Europe en qualité d'agents de Radoslavoff dans un but de propagande en faveur du nationalisme conquérant bulgare. Durant toute la guerre, ils ont servi jalousement le gouvernement avec l'approbation déclarée de toute la bourgeoisie. Et les partis «gauches», en particulier les agrariens, n'ont pas laissé échapper l'occasion de récolter leur part de la manne qui «tombait du ciel» pendant les hostilités.

Le parti communiste bulgare déclare que les cabinets de coalition «gauches»—aussi bien le précédent que le cabinet actuel—ne sont qu'une tentative de la

bourgeoisie et de la monarchie en faillite pour maintenir encore dans l'avenir leur domination sur les masses des travailleurs; il déclare que les partis «gauches» — agrariens, radicaux et «socialistes larges» — ne sont que des agents de la bourgeoisie et de la monarchie et des traîtres à la cause des masses populaires, en dépit de leurs protestations de fidélité à ladite cause. En particulier les «socialistes larges» qui, pour deux portefeuilles ministériels ont vendu leur socialisme et les intérêts des ouvriers à la Cour et à la bourgeoisie, jouent ouvertement le rôle d'instruments de la contre-révolution. Le Parti Communiste bulgare les dénonce à la face de tous les travailleurs et invite les masses populaires à ne pas se laisser duper par la réthorique des déclarations du gouvernement, mais à se grouper et à faire bloc contre tous les partis dirigeants, droits et «gauches», qui sont les fidèles serviteurs et les gardes du corps de la monarchie et de l'ordre social capitaliste.

7) Le gouvernement de coalition, composé en majorité de représentants des partis «gauches», est apparu incapable d'apporter aucune amélioration dans la situation des masses populaires et de résoudre les grands problèmes de l'heure présente. Il a déclaré de la plus urgente nécessité pour le pays un appel «à l'ordre et au calme», il s'est engagé dans la voie déjà battue du mensonge et de la violence et en dépit des promesses solennelles des «gauches», il gouverne au moyen de l'état de siège, de la censure et de l'espionnage. Il n'a pas su assurer aux employés de l'état une existence supportable et il les jette maintenant, dans la rue par des révocations arbitraires. C'est en vain que la classe ouvrière attend de lui la défense de ses droits et la satisfaction de ses besoins quotidiens; elle continue à être la victime de l'arbitraire du patron, le chômage et la famine fauchant ses rangs. La prolétarianisation des éléments pauvres, qui sont accablés par le poids des privations, se poursuit selon un processus de plus en plus rapide. De nouveaux et lourds impôts sont tombés sur les épaules des ouvriers et des classes pauvres et, tandis que les «gauches» essaient de calmer ceux-ci en leur promettant la confiscation des bénéfices de guerre et des richesses illégalement acquises, le gouvernement des «gauches», augmentant encore par ses agissements le mécontentement des masses, fonce avec une fureur redoublée sur le danger bolchéviste et sur ceux qui le propagent, les socialistes «étroits». Il a commencé une campagne de calomnies contre le bolchévisme, accusant de la façon la plus cynique les socialistes «étroits» d'être la cause de l'ajournement de la libération des prisonniers de guerre ainsi que de l'occupation de la Bulgarie et il a systématisé l'emploi de la violence pour combattre leur action au sein des masses. A plusieurs reprises déjà il a mobilisé des garnisons entières contre des réunions ouvrières et des meetings, arrêté des militants socialistes et fermé des clubs du parti. A Pernik il a fait attaquer par la force armée la maison des mineurs, s'est emparé des archives de leur union, a arrêté et jeté en prison quelques centaines des plus conscients d'entre eux et réclamé la peine de mort contre leurs leaders.

Il a teint ses mains dans le sang du prolétariat de Slivna. Maintenant il fonce sur l'union des travailleurs du transport et sur l'organisation des travailleurs du tabac. Il rassemble et organise fiévreusement toutes les forces de la contre-révolution pour la lutte contre le bolchévisme, organisant des ligues militaires, excitant l'armée et la préparant à une collision sanglante

avec les masses populaires de plus en plus fermentation. Jamais la bourgeoisie et la monarchie n'ont eu de plus fidèles gardes du corps qu'en la personne des membres du gouvernement des «gauches».

Le parti communiste bulgare, protestant de la façon la plus énergique contre la politique du gouvernement des «gauches» construite sur le mensonge et la violence, fait savoir au prolétariat révolutionnaire que les partis «gauches» ne servent que la contre-révolution bulgare. Les ouvriers et les paysans bulgares ne pourront pas prendre le pouvoir tant qu'ils ne renverseront pas, non seulement la bourgeoisie, mais aussi ces partis de réaction.

8) Les socialistes «étroits», ennemis déclarés de la guerre et de la politique nationaliste belliqueuse ont combattu énergiquement les guerres balkaniques, prévenant les masses populaires de leurs conséquences. Ils ont renforcé leur activité contre la guerre quand les russophiles et les germanophiles se sont mis à préparer l'intervention de la Bulgarie dans la guerre mondiale. Répondant à la mobilisation par un appel à la lutte, adressé à la classe ouvrière, ils sont depuis lors demeurés courageusement à leur poste jusqu'au bout. Seuls, ils se sont prononcés énergiquement contre les crédits militaires, résistant de toutes leurs forces à la politique de conquêtes et de violences du gouvernement.

Par la parole et par la presse, malgré l'état de siège et la censure, les socialistes «étroits» ont implacablement démasqué les appétits de conquêtes et de pillage de la bourgeoisie bulgare devant le peuple et l'armée. Ils ont lutté pour la paix immédiate sans annexions ni contributions. Leur position intransigeante et leur activité révolutionnaire ont provoqué la haine de toute la grande bourgeoisie et leur ont attiré des persécutions incessantes.

Procès innombrables contre les députés et les militants socialistes à l'intérieur du pays comme au front, perquisitions, arrestations, condamnations draconiennes et exécutions témoignent de la force de l'influence socialiste des «étroits» dans le peuple et à l'armée et de la terreur qu'ils inspiraient à la bourgeoisie.

Les ouvriers et les soldats, au contraire, accueillent avec enthousiasme la parole révolutionnaire, soutenaient avec une grande abnégation le *Messageur ouvrier* et prenaient courageusement part à la lutte pour la paix. Le Parti Communiste bulgare déclare qu'en ces jours d'épreuves extrêmes, il a défendu les intérêts des masses des travailleurs, tenu haut et ferme le drapeau du socialisme révolutionnaire, éveillant et organisant les masses pour la lutte contre les exploités et les oppresseurs du peuple et qu'il continuera à suivre désormais la voie ardue de la révolution sociale avec encore plus de hardiesse, de décision et d'énergie sans hésiter devant les sacrifices quels qu'ils soient.

9) Fidèles à la cause du socialisme et de la solidarité internationale des travailleurs, les «étroits» ont affirmé leur solidarité avec tous les peuples ruinés par l'impérialisme des puissances centrales (Belgique, Serbie, Roumanie), ils ont condamné le social-patriotisme et la seconde Internationale pour leur trahison du socialisme, ils ont participé à la conférence de Zimmerwald et à toutes les tentatives de fonder une nouvelle Internationale, ils ont compris que l'approche de la révolution mondiale faciliterait cette œuvre et ils ont salué avec enthousiasme son début en Russie. Ils

ont attendu la paix et la liberté des peuples asservis non de la victoire des impérialistes de l'un des deux groupes aux prises, non de la Ligue des Nations élevée sur les hypocrisies et les mensonges du monde capitaliste, mais du triomphe de la révolution prolétarienne sur l'impérialisme mondial. Ils ont aussi affirmé hautement leur solidarité avec les masses révolutionnaires des ouvriers, des paysans et des soldats russes ainsi qu'avec leur grande œuvre, la République fédérative des Soviets. C'est avec une grande joie qu'ils ont accueilli la révolution en Allemagne et en Autriche, ne dissimulant pas leur admiration pour la glorieuse victoire des communistes de Hongrie et de Bavière, pour les efforts héroïques des spartakistes allemands et c'est avec une foi profonde en la victoire prochaine de la révolution dans tout le monde capitaliste qu'ils ont salué la fondation à Moscou de la III^e Internationale.

Le parti communiste bulgare envoie son salut fraternel au prolétariat révolutionnaire combattant de tous

les pays et adoptant les principes et la tactique du communisme, déclare adhérer sans réserves à l'Internationale Communiste. Il déclare qu'il luttera de toutes ses forces contre toute tentative du gouvernement bulgare d'apporter quelque concours que ce soit aux forces contre-révolutionnaires engagées dans la guerre contre les républiques socialistes soviétistes de Russie et de Hongrie et contre les mouvements révolutionnaires dans les pays voisins et éloignés. Il affirme encore une fois son entière solidarité avec les partis du socialisme révolutionnaire et du communisme dans les Balkans et déclare que l'affranchissement des peuples balkaniques, du joug national, de l'esclavage, économique et politique réside dans la formation d'une République socialiste fédérative soviétiste des Balkans. Enfin, saluant la révolution socialiste dans l'Europe orientale et centrale, exprimant sa foi inébranlable en son extension rapide aux autres parties du monde capitaliste, le Parti Communiste bulgare déclare qu'il accomplira son devoir révolutionnaire jusqu'au bout.

Télégramme du Comité Central du Parti Communiste Finlandais

Aux camarades Lénine, Zinoviev et Trotsky.

Le Congrès du Parti Communiste finlandais vous adresse et vous prie de transmettre au prolétariat combattant de la Russie et du monde entier son salut chaleureux au nom du prolétariat révolutionnaire finlandais.

Chers Camarades! Le Congrès sent profondément avec quelle force vous avez su exprimer les aspirations libératrices du prolétariat mondial, de quelle lumière vous avez su éclairer la route et le but final de la lutte révolutionnaire, avec quelle profonde intelligence et quelle innébranlable énergie vous dirigez la classe prolétarienne dans sa lutte contre le capital mondial et l'impérialisme international.

C'est pourquoi le Congrès tient pour son devoir de vous déclarer, à vous qui êtes les chefs de la révolution prolétarienne internationale, au nom des révolutionnaires, ouvriers et soldats prolétaires finlandais que les principes fondamentaux du communisme et la conscience de l'inéluctabilité de la lutte prolétarienne enflamment déjà les grandes masses du prolétariat martyrisé de la Finlande; que l'heure d'une nouvelle lutte ouverte ne peut être loin; que le jeune Parti Communiste finlandais saura, dans la mesure de ses forces, remplir la tâche dont il a assumé la responsabilité.

Camarades, votre travail le proclame à toute heure: Vive la révolution universelle! Vive la victoire du prolétariat!

Recevez, Camarades, les meilleurs vœux de notre Congrès.

Et vivent les chefs de la révolution universelle, de l'Internationale Communiste et de l'armée rouge internationale, vivent les camarades Lénine, Zinoviev et Trotsky!

Le Congrès du Parti Communiste Finlandais.

Pétrograd, 10 septembre 1919.

Appel au prolétariat révolutionnaire d'Europe.

Délégués du 3^{ème} congrès de la fédération ukrainienne du parti socialiste en Amérique, nous rendons, au nom des ouvriers ukrainiens, l'hommage qu'ils méritent aux combattants tombés pour assurer une vie meilleure aux ouvriers du monde entier.

Nous saluons la République socialiste fédérative des Soviets de Russie, ainsi que le gouvernement paysan socialiste et communiste d'Ukraine, nous saluons les spartakistes allemands et en général tous les camarades qui tendent à la dictature du prolétariat.

Vive la révolution sociale! Vive la Troisième Internationale Communiste ouvrière et révolutionnaire!

Nous sommes avec vous!

Le Troisième congrès de la fédération ukrainienne du Parti Socialiste Américain.

New-York.

Adhésion à l'Internationale Communiste du Parti Ouvrier Norvégien.

A la Troisième Internationale

Moscou.

Le Parti Ouvrier Norvégien a dans son Congrès au 8 juin décidé de sortir de la II^e Internationale et d'adhérer à la III^e Internationale Communiste.

Le Congrès a adressé au camarade Lénine un télégramme l'informant de cette décision.

Au 1^{er} janvier le nombre de membres de notre parti était de 94.000. Il approche maintenant de 100.000.

Prière de nous adresser toutes les communications à l'adresse suivante:

Det Norske Arbejderparti.—Folkets hus, Kristiania. Salut fraternel.

Pour le Comité Central de Parti Ouvrier Norvégien.

Le Président:
KYRRE GREPP.

Le secrétaire:
MARTIN TRAUMEL.

Kristiania, 18 juillet 19.

Résolution de l'aile gauche du parti social-démocrate suédois

La conférence de l'aile gauche du parti social-démocrate, qui a eu lieu du 12 au 16 juin de l'année courante, a adopté la résolution suivante:

«La gauche du parti social-démocrate suédois considère la révolution socialiste universelle comme l'unique issue pour la classe ouvrière et pour toute l'humanité à la situation terrible dans laquelle les peuples ont été mis par la guerre universelle, créée par le capitalisme. C'est pourquoi la gauche du parti social-démocrate suédois est, aussi bien par le but poursuivi que par les moyens employés par elle, un parti révolutionnaire. Elle considère l'action directe et non parlementaire des masses ouvrières comme un chemin conduisant à la conquête du pouvoir politique, qui a pour but la réalisation du socialisme. Elle met la classe ouvrière en garde contre les illusions bourgeoises-démocratiques et réformistes. La démocratie bourgeoise a partout prouvé qu'elle ne représente que le règne masqué du capital et de la bourgeoisie. Elle n'accorde qu'une égalité politique purement formelle, privée du droit économique et social réel correspondant. Elle est insuffisante et incapable de liquider définitivement le régime capitaliste. C'est pourquoi le parti considère la dictature du prolétariat, c'est-à-dire la suprématie économique et politique complète de la classe ouvrière, comme l'indispensable passage graduel au socialisme qui, seul, rendra possible la vraie démocratie. Mais cette dictature ne peut s'affermir et agir dans l'intérêt des classes laborieuses (et par conséquent de toute l'humanité) qu'à condition d'être consciemment soutenue par l'immense majorité du prolétariat. La tâche du parti consiste avant tout à grouper le prolétariat suédois autour de ce programme.

Si la gauche du parti continue néanmoins à participer au travail parlementaire, c'est qu'elle se propose, d'une part, de défendre au parlement les intérêts de la classe ouvrière et d'utiliser, d'accord avec les principaux points de vue de la social-démocratie, les possibilités que donnent les campagnes électorales et aussi la tribune des assemblées politiques et communales au profit de la propagande révolutionnaire. D'autre part elle se base en cela sur le fait que la Suède n'est pas encore entrée dans la période révolutionnaire, qui créera elle-même les nouveaux organes de la démocratie prolétarienne.

La conférence souligne particulièrement que le travail parlementaire doit être entièrement subordonné aux moyens offensifs exigés par l'époque révolutionnaire et, avant tout, aux révoltes des masses sur lesquelles le parti doit concentrer toutes ses forces.

La victoire remportée par les masses révolutionnaires conduira à la création de la véritable démocratie des Soviets, sous le règne de laquelle la révolution prolétarienne crée partout son organisation offensive et les nouveaux organes publics, appelés à réaliser la transition de l'ordre public capitaliste à l'ordre socialiste.

L'administration publique socialiste doit, de cette façon, reposer sur les institutions des Soviets, des Soviets prolétariens, paysans et ouvriers qui mettront le pouvoir dans les mains du peuple travailleur et feront dépendre le droit électoral des citoyens de leur participation au travail productif.

Le germe des Soviets ouvriers est représenté par les Soviets des producteurs dont le but n'est pas d'exiger la participation aux bénéfices, mais la suppression de toute exploitation, la conquête et l'administration de toute la production.

La transition du capitalisme au socialisme s'accomplira-t-elle sans emploi de la force? — cela dépendra de nos adversaires. Les excès et la terreur caractérisent la société bourgeoise qui est entièrement construite sur la violence organisée, sur la terreur, sur l'exploitation capitaliste, le militarisme, le pouvoir policier et la coercition. L'expérience montre que la classe bourgeoise recourt aux mesures extrêmes (tueries en masse des ouvriers et assassinats de leurs chefs) pour la défense de ses propres privilèges et de sa

suprématie de classe. C'est pourquoi la classe ouvrière doit être prête à répondre à la violence par la violence.

Le parti condamne en même temps énergiquement toute violence inutile, tout essai isolé de coup d'état, ainsi que le terrorisme individuel, déclarant que son but n'est ni de frapper des individus, ni d'exercer des représailles contre des personnalités isolées, mais de supprimer le système capitaliste et les institutions complètement gangrenées du capitalisme.

Pour qu'il soit possible de réaliser la révolution et le socialisme avec le minimum de sacrifices, il est indispensable de désarmer la bourgeoisie et de la priver de son principal et de son plus dangereux appui, qui est la force militaire.

En accord complet avec cette opinion, le parti confirme son précédent programme de désarmement et le refus de donner au gouvernement un moyen quelconque de renforcer sa force militaire.

Le parti se déclare prêt à concourir par tous les moyens à la fondation des Soviets des soldats et reconnaît comme indispensable un travail large et conséquent de propagande socialiste dans l'armée pour conquérir les sympathies des soldats à la réalisation du socialisme, ainsi que pour mettre un obstacle à l'emploi de l'armée contre la classe ouvrière et pour préparer la suppression définitive du militarisme.

La conférence s'autorise la collaboration avec les autres partis que dans le cas où ces partis adopteraient également la plateforme de la lutte révolutionnaire de classes et de la dictature du prolétariat.

Exprimant sa solidarité complète avec le prolétariat de tous les pays qui mène une lutte révolutionnaire, la conférence salue avec joie la fondation de la 3^e Internationale et décide d'y adhérer.

Projets de résolution des organisations suisses relativement à la rupture avec la II^e Internationale et à l'entrée dans l'Internationale Communiste.

Proposition du secrétariat et du bureau du parti: «Le parti social-démocrate suisse fait connaître sa sortie formelle de la II^e Internationale.»

Proposition du parti socialiste de la ville de Winterthur.

«La question de l'entrée dans la III^e Internationale doit être résolue par le parti social-démocrate suisse après la révision du programme du parti. C'est pourquoi elle ne doit pas être discutée à l'assemblée des 16 et 17 août.»

Proposition du parti socialiste du canton de Turgovie:

«La question de l'adhésion à la III^e Internationale, c'est-à-dire à la tendance du parti représentée par Lénine reste ouverte jusqu'à la précision principale de la situation en Suisse même et jusqu'à la révision du programme du parti. La Commission du programme reçoit mission d'élaborer le programme de la III^e Internationale, programme indispensable dans l'avenir le plus rapproché d'après l'opinion de ladite commission et de l'exposer à la prochaine conférence du parti qui doit être convoquée en séance extraordinaire en cas de nécessité.»

Proposition du parti socialiste de la ville d'Olten:

«Le parti social-démocrate suisse voit dans le but final de la III^e Internationale son propre but et il exprime sa solidarité envers la III^e Internationale. Il se réserve cependant le droit d'élaborer d'une manière autonome la tactique de combat indispensable pour atteindre ce but en Suisse, en tenant compte des conditions politiques et économiques qui règnent dans ce pays.»

Proposition du bureau du parti et de 6 sections:

«Le parti socialiste suisse adhère à la III-e Internationale et adopte sa plateforme».

Proposition de Reinhard:

«Le bureau du groupe propose à l'Assemblée extraordinaire du parti de confier au secrétaire la mission d'entrer en pourparlers avec tous les partis révolutionnaires afin d'arriver à une complète unité de vues du prolétariat international sur la plateforme de la III-e Internationale».

Proposition du groupe socialiste: *Le Sentier*. «L'adhésion à la III-e Internationale est repoussée.»

Résolutions:

Parti socialiste du canton de Turgovie:

1. «Ce qu'on appelle la III-e Internationale, c'est-à-dire le mouvement personnifié par Lénine et le bolchévisme russe, ne répond pas en général, au point de vue idéologique et tactique, aux lois de la vérité historique et doit être considéré comme une expérience de hasard et une utopie qui introduit la confusion et le désordre. La reconnaissance de ce mouvement doit donc être repoussée.

2. Etant donnée la justesse partielle de ce mouvement, il est indispensable de chercher à rallier internationalement le prolétariat sur le terrain d'un programme révolutionnaire énergique en renonçant complètement à tout militarisme et à toute tactique insurrectionnelle, mais en décidant de recourir en cas de nécessité à l'obstruction et à la grève et de faire preuve à l'égard de la société actuelle d'une volonté sobre, sérieuse et inébranlable, orientée vers la réforme complète de l'organisme social contemporain dans un esprit de justice et de fraternité».

Résolution des arrondissements unis d'Untergrund-Lucerne:

«L'assemblée du 31 mai 1919 de l'union social-démocrate des arrondissements d'Untergrund et de Lucerne considère l'adhésion de la classe ouvrière du monde entier à la III-e Internationale comme l'unique moyen d'affranchir la classe ouvrière et l'humanité des maux causés aux peuples par la guerre universelle qui est le fruit du capitalisme.

En conséquence, l'assemblée propose au Congrès du parti social-démocrate suisse d'adhérer à la III-e Internationale; elle exige du Congrès une manifestation franche et sans équivoque de son accord avec les principes et la plateforme de la III-e Internationale, après avoir formulé ce point de vue avec le maximum de clarté, de franchise et de décision lors de la révision complète du programme du parti.»

Adhésion du Parti Socialiste Suisse à l'Internationale Communiste.

Le Congrès du Parti Social-démocrate Suisse a adopté sur la proposition du bureau, la résolution d'adhérer à la III-e Internationale, acceptant après de longs débats les lignes essentielles de la politique de l'Internationale. Cette résolution a été votée par 313 voix contre 147. Le parti a ensuite décidé à l'unanimité de sortir de la II-e Internationale.

Les ouvriers finlandais et l'Internationale Communiste.

(Résolution du congrès du parti).

Le congrès du parti Communiste finlandais salue la fondation de l'Internationale Communiste et décide d'y adhérer.

Le Parti Communiste finlandais propose à tous les ouvriers finlandais fidèles à l'œuvre de la révolution de rompre immédiatement avec le parti des social-démocrates finlandais, protégé par la terreur blanche et complice de ses crimes, abandonnant par cela même la II-ème Internationale, vrai soutien des bandes noires de la réaction, et d'adhérer à l'Internationale de la lutte révolutionnaire.

Le prolétariat finlandais a pris conscience de l'importance de la solidarité internationale grâce à l'appui inoubliable qu'il a reçu de ses camarades russes dans la lutte fatale qu'il a menée contre les bandes des exploiters et les armées de l'impérialisme allemand qui étaient en fait soutenues par les leaders de la II-e Internationale — les Scheidemanns et les Brantings, devenus ainsi les bourreaux du prolétariat finlandais.

Le congrès du parti s'adresse à tous les partis de l'Internationale Communiste et à la classe ouvrière du monde entier, les appelant à faire leur devoir à l'égard des camarades engagés dans la lutte révolutionnaire en les aidant à déjouer les complots de l'impérialisme mondial contre la Russie soviétique et communiste.

Le congrès exprime sa conviction absolue que le prolétariat révolutionnaire de la Finlande empêchera de son côté les bandes réactionnaires du monde entier d'engager la Finlande dans une campagne des impérialistes et qu'il arrivera, en secouant le joug des exploiters, à rallier la Finlande à la Russie soviétique pour leur union définitive avec toute les républiques prolétariennes appelées à se créer dans le monde entier.

Résolution du III-e Congrès de la Fédération Ukrainienne du Parti Socialiste Américain.

Considérant que l'Ukraine est en ce moment, comme les autres pays de l'Europe, le théâtre d'une lutte opiniâtre — et qui doit être décisive — pour un meilleur avenir, pour le socialisme; lutte qui met aux prises la classe ouvrière et la classe bourgeoise, son irréductible ennemi; — que la classe ouvrière, dans ce combat épique, tend ses dernières forces et consacre toutes ses ressources à la défense des positions du prolétariat; que les capitalistes ukrainiens et, derrière eux, la valetaille réactionnaire — y compris les social-patriotes, bourreaux des ouvriers et des paysans d'Ukraine — après avoir versé des flots de sang, après avoir tué et mutilé par dizaines de mille les vaillants champions de l'émancipation des travailleurs, tend ses mains criminelles vers la claire liberté, pour l'étrangler et jeter le pays dans la réaction et dans le despotisme;

Considérant tout ce qui précède, nous, travailleurs ukrainiens d'Amérique, pleinement conscients de nos intérêts de classe, étroitement unis pour la lutte contre l'ennemi, dans une organisation forte de son esprit de

solidarité, réunis au III-e Congrès de la Fédération Ukrainienne du Parti Socialiste Américain, à New-York, déclarons unanimement :

1. Que nous avons fétré, que nous fétrissons et que nous fétrirons les groupes et les partis quels qu'ils soient, qui défendent le vieil ordre social gangrené ;

2. Que nous adressons notre salut chaleureux aux ouvriers et aux paysans révolutionnaires d'Ukraine et du monde entier, dont la lutte héroïque pour la cause — qui nous est commune et chère — du prolétariat mondial est digne de la plus vive admiration ;

3. Que nous nous joignons sans réserve au Parti Communiste-bolchévik ukrainien (et international) et que nous le soutiendrons comme l'unique représentant des aspirations révolutionnaires, — comme le seul parti capable de libérer le prolétariat de tous les pays et de toutes les races du joug pesant du capitalisme, — comme le seul parti capable d'édifier sur les ruines de la société actuelle l'ordre nouveau, clair et juste, du communisme.

Nous sommes fiers de la part directe prise par nos frères à la grande lutte de la révolution sociale et nous nous tenons prêts à combattre nous-mêmes, sitôt que nous aurons surmonté les obstacles que nous opposent nos puissants ennemis.

Vive la révolution universelle !

Adhésion du Parti Communiste Polonais à la Troisième Internationale.

Le Comité Central du Parti Ouvrier Communiste polonais salue chaleureusement la III-e Internationale dont la tâche est de constituer un lien constant entre les différents contingents de l'armée internationale du socialisme. Acceptant son programme dans sa totalité le Parti Communiste Polonais décide d'adhérer à l'Internationale Communiste.

Un vote du Congrès Socialiste d'Alsace-Lorraine.

NAUEN, 19 sept. (Radio). — Le Congrès du parti socialiste Lorrain a protesté contre les expulsions de travailleurs allemands ordonnées par le gouvernement français, en déclarant que cette politique mène la contrée à une catastrophe économique inévitable. Le Congrès a aussi protesté contre la répression systématique du mouvement ouvrier et contre l'introduction de l'état de siège en Haute Alsace et en Lorraine. Le Congrès s'est énergiquement prononcé pour la reprise par l'État des mines de charbon, etc., et des chemins de fer d'Alsace-Lorraine.

Le Congrès s'est prononcé à une grande majorité pour l'adhésion à la III-e Internationale.

Résolution des Communistes musulmans du Turkestan

(Télégramme adressé de Tachkent au camarade Zinoviev)

L'Orient révolutionnaire passe des actes isolés à la lutte active contre l'impérialisme mondial. L'exemple du mouvement révolutionnaire en Chine, l'insurrection armée des communistes chinois, en Extrême Orient et l'union chaque jour plus étroite des nationalités opprimées de l'Afghanistan, de l'Inde, de la Perse et des autres pays de l'Orient en témoignent. Dans sa lutte contre l'impérialisme mondial l'idée communiste commence à pénétrer rapidement dans tous les pays de l'Orient dont les mouvements révolutionnaires tendent à adopter les principes de l'Internationale Communiste. Le 12 septembre s'est ouverte la deuxième conférence extraordinaire des communistes musulmans du Turkestan, convoquée à l'occasion de la jonction de la Russie centrale avec le Turkestan soviétique. Nous vous envoyons notre salut chaleureux à vous qui avez commencé la révolution sociale universelle. Les masses laborieuses musulmanes du Turkestan serrent les rangs autour du drapeau communiste. Le Turkestan soviétique entrant dans le Parti Communiste et dans l'armée rouge devient une école révolutionnaire pour tout l'Orient. Les révolutionnaires des pays voisins viennent à nous en foule et deviennent ici des représentants convaincus des Partis Communistes avec le concours desquels nous faisons en Orient la plus large propagande. Nous constatons maintenant la justesse de la politique nationale au Turkestan, telle qu'elle a été décidée au septième congrès des Soviets, achevée et confirmée, au troisième Congrès du Parti Communiste. La méfiance envers le prolétariat musulman a pris fin et ses représentants entrent en nombre dans l'organisme soviétique. La situation actuelle des Soviets du Turkestan est absolument calme. La Conférence espère que le Turkestan étant désormais réuni à la Russie Centrale celle-ci lui enverra en nombre suffisant les guides et les initiateurs actifs dont elle a besoin.

Vive la révolution sociale universelle !

Vive le gouvernement des Soviets dans le monde entier.

Vive l'Internationale Communiste.

Le bureau de la Conférence :

Ryskoulov, Toursounkholdjaev, Chamansourov, Fendjev, Aljev, Youssouпов.

ACTES DU COMITÉ EXÉCUTIF DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

LE PARLEMENTARISME ET LA LUTTE POUR LES SOVIETS

(Lettre-Circulaire du Comité Exécutif de L'INTERNATIONALE COMMUNISTE)

Chers Camarades,

La phase actuelle du mouvement révolutionnaire pose entre autres questions, de façon très impérieuse, la question du parlementarisme. En France, en Amérique, en Angleterre, en Allemagne, tandis que la lutte des classes devient plus âpre, tous les éléments révolutionnaires, en s'unissant ou en coordonnant leur action sur le mot d'ordre du pouvoir des Soviets, adhèrent au mouvement communiste. Les groupes anarchistes-syndicalistes et parfois des groupes qui simplement s'intitulent anarchistes entrent ainsi dans le courant général. Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste le constate avec joie.

En France, le groupe syndicaliste du camarade Péricat; forme le noyau du Parti Communiste; en Amérique, et partiellement en Angleterre, la lutte pour les Soviets est menée par des organisations telles que celles des I. W. W. (Industrial Workers of the World). Ces groupes et ces tendances ont toujours activement combattu les méthodes parlementaires. D'autres part les éléments du Parti Communiste issus des partis socialistes sont enclins, pour la plupart, à admettre aussi l'action parlementaire (groupe Loriot en France, membres de l'I. S. P. en Amérique, membres de I. L. P. en Angleterre). Tous ces courants qui doivent être à tout prix et au plus tôt unis dans les cadres du Parti Communiste ont besoin d'une tactique unique. La question doit donc être tranchée d'une façon générale et le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste adresse à tous les partis fraternels la présente lettre, spécialement consacré à cette question.

La plateforme commune sur laquelle il faut s'unir, c'est actuellement la reconnaissance de la lutte pour la dictature du prolétariat sous la forme du pouvoir des Soviets. L'histoire a posé la question de telle façon que s'est précisément à ce sujet qu'a été précisée la limite entre le Parti du prolétariat révolutionnaire et les opportunistes, entre les communistes et les social-traitres, quelle que soit leur étiquette. Ce qu'on appelle le

centre (Kautsky en Allemagne, Longuet en France, I. L. P. et certains éléments du B. S. P. en Angleterre, Hilquitt en Amérique) constitue, malgré toutes les assurances contraires, une tendance objectivement anti-socialiste parce qu'elle ne veut et ne peut combattre pour la dictature du prolétariat. Et par contre, les groupes et les partis qui, par le passé n'admettaient aucune lutte politique (par exemple certains groupes anarchistes), reconnaissant le pouvoir des Soviets, la dictature du prolétariat, ont par là même renoncé à leur caractère apolitique, en admettant l'idée de la prise du pouvoir par la classe ouvrière, qui est nécessaire pour vaincre la résistance de la bourgeoisie. Nous avons ainsi, répétons-le, une plateforme commune — celle de la lutte pour la dictature des Soviets.

Les anciennes subdivisions du mouvement ouvrier sont évidemment périmées. La guerre a entraîné un nouveau regroupement. De nombreux anarchistes ou syndicalistes qui professent la négation du parlementarisme se sont, pendant les 5 années de guerre, conduits d'une façon aussi vile et aussi traître que les anciens chefs de la social-démocratie officielle qui ne juraient que par Marx. Le regroupement des forces s'accomplit d'après une nouvelle ligne: pour la révolution prolétarienne, pour les soviets, pour la dictature, pour l'action des masses, jusqu'à l'insurrection armée inclusivement,—ou contre. Telle est de nos jours la question fondamentale. Tels sont les critères essentiels. Telles sont les insignes sous lesquelles se formeront et se forment les nouvelles unions.

Quel est le rapport entre la reconnaissance du principe des Soviets et le parlementarisme? Il faut ici distinguer avec soin deux questions qui n'ont entre elles aucun lien logique: celle du parlementarisme considéré comme une forme désirable d'organisation de l'état et celle de l'utilisation du parlementarisme afin de concourir à la révolution. Les camarades confondent souvent ces deux questions ce qui, sur le terrain de la lutte pratique, est de l'effet le plus fâcheux. Examinons tour à tour chacune de ces questions et tirons toutes les conclusions néces-

saïres. Quelle est la forme de la dictature prolétarienne? Nous répondons: les Soviets. Une expérience d'une signification mondiale l'a démontré. Le pouvoir des Soviets est-il compatible avec le parlementarisme? Non, trois fois non. Il est absolument incompatible avec les parlements existants parce que la machine parlementaire représente la puissance concentrée de la bourgeoisie. Les députés, les chambres, leurs journaux, leur système de corruption, les liens des parlementaires dans la coulisse avec les grandes banques, leurs relations avec tous les appareils de l'état bourgeois sont autant de chaînes aux pieds de la classe ouvrière. Il les faut briser. La machine gouvernementale de la bourgeoisie, et par conséquent le parlement bourgeois, doit être brisée, dispersée, anéantie et il faut organiser sur ses ruines un nouveau pouvoir, celui des unions ouvrières de classe, celui des „parlements“ ouvriers, c'est-à-dire les Soviets. Seuls les traités de la classe ouvrière peuvent leurrer les ouvriers en leur faisant espérer une transformation sociale par des moyens pacifiques, par des réformes parlementaires. Ces gens sont les pires ennemis de la classe ouvrière et il faut les combattre impitoyablement; aucun compromis n'est admissible avec eux. Aussi notre mot d'ordre est-il pour tout pays bourgeois: **A BAS LE PARLEMENT! VIVE LE POUVOIR DES SOVIETS!**

Mais on peut poser la question suivante. Soit: Vous n'admettez pas le pouvoir des parlements bourgeois actuels; mais pourquoi ne pas organiser de nouveaux parlements plus démocratiques basés sur un véritable suffrage universel? A cela nous répondons: Pendant la révolution socialiste, la lutte est tellement âpre que la classe ouvrière doit agir promptement, de façon décisive, sans admettre dans son sein, dans son organisation du pouvoir, des ennemis de classe. A ces exigences les Soviets d'ouvriers, de soldats, de marins, de paysans élus dans les fabriques, les usines, les fermes, les casernes, satisfont seuls. Ainsi se pose la question de la forme du pouvoir prolétarien. Et maintenant il faut **RENVERSER** le gouvernement bourgeois des rois, des présidents, des parlements, des chambres de seigneurs, des assemblées constituantes. Toutes ces institutions sont pour nous des ennemis jurés que nous devons anéantir.

Passons maintenant à la deuxième question fondamentale: **PEUT-ON UTILISER LES PARLEMENTS BOURGEOIS** dans le but de développer la lutte de classes révolutionnaire? Cette question, comme nous l'avons dit plus haut, n'a aucun lien logique avec la première. En effet, c'est que l'on peut tendre à détruire une organisation en y entrant, „en l'utilisant“. Nos ennemis de classe le comprennent parfaitement bien quand ils se servent dans leur propre dessein des partis socialistes officiels, des trades-unions, etc... Prenons un exemple. Les communistes bolchéviques russes participèrent aux élections de l'Assemblée constituante. Ils

siégèrent mais ils y vinrent pour dissoudre au bout de 24 heures cette assemblée et réaliser totalement le pouvoir des Soviets. Le Parti bolchévique a eu ses députés à la Douma d'état du tsar. Reconnut-il alors cette Douma comme une forme d'organisation de l'état, idéale ou simplement admissible? il serait insensé de le supposer. Il y envoyait ses représentants pour y attaquer de ce côté aussi l'appareil gouvernemental du tsarisme, pour contribuer à la destruction de cette même Douma. Ce n'est pas pour rien que le gouvernement du tsar condamna les „parlementaires“ bolchéviques aux travaux forcés pour „haute trahison“. Les députés bolchéviques menaient aussi en profitant—ne fût-ce que momentanément—de leur „inviolabilité“, l'action illégale, organisant les masses pour monter à l'assaut du tsarisme. Mais une telle action „parlementaire“ n'a pas été vue qu'en Russie. Prenez l'Allemagne et le travail de Liebknecht. Feu notre camarade a été un révolutionnaire modèle; n'était-ce pas un acte éminemment révolutionnaire que d'appeler du haut de la tribune du Landtag prussien les soldats à la révolte contre ce même Landtag? Sans doute, et nous voyons ici maintenant combien est admissible et profitable une pareille attitude. Si Liebknecht n'avait pas été député, il n'aurait jamais pu manifester une telle activité: ses discours n'eussent pas eu une pareille portée. L'exemple du travail parlementaire des communistes suédois nous en convainc aussi. En Suède le camarade Höglund a joué et joue le même rôle que Liebknecht en Allemagne. Profitant de son siège de député, il contribue à la destruction du système parlementaire bourgeois. Personne en Suède n'a fait autant pour la cause de la révolution et pour la lutte contre la guerre que notre ami. Nous voyons le même fait en Bulgarie. Les Communistes bulgares ont utilisé avec succès, pour des fins révolutionnaires, la tribune parlementaire. Aux dernières élections ils ont obtenu 47 sièges. Les camarades Blagoev, Kirkov, Kolarov et d'autres leaders du mouvement communiste bulgare savent contraindre la tribune parlementaire à servir la cause de la révolution prolétarienne. Un tel travail „parlementaire“ exige une hardiesse et un tempérament révolutionnaire exceptionnels: ici en effet les hommes sont à un poste particulièrement dangereux. Ils minent la position de l'ennemi dans son propre camp; ils entrent au parlement non pour recevoir cette machine entre leurs mains, mais pour aider les masses à la faire sauter du dehors.

Ainsi, sommes-nous pour la conservation des parlements bourgeois démocratiques en tant que forme de gouvernement de l'état?

Non, en aucun cas. Nous sommes pour les Soviets. Sommes-nous pour l'utilisation des parlements au profit de notre travail communiste tant que nous n'avons pas la force de les renverser?

Oui, mais en observant diverses conditions.

Nous savons très bien que ni en France, ni en Amérique, ni en Angleterre, il n'y a eu parmi les ouvriers de parlementaires révolutionnaires. On ne voit jusqu'à présent, dans ces pays que le spectacle de trahisons parlementaires. Mais cela ne prouve pas que la tactique que nous croyons bonne soit erronée. Toute la question réside en ce fait qu'il n'y a jamais eu dans ces pays de parti révolutionnaire tel que les bolchéviks russes et les spartakistes allemands. Si un tel Parti existe, tout peut changer. Il faut en particulier : 1) que le centre de gravité de la lutte soit situé hors du Parlement (dans les grèves, les insurrections et les autres formes de la lutte des masses); 2) que les interventions au Parlement correspondent à cette lutte; 3) que les députés prennent part au travail illégal; 4) qu'ils agissent sur mandat du Comité Central du Parti, en se soumettant à lui; 5) que dans leurs interventions ils ne s'embarrassent pas des formes parlementaires (qu'ils n'aient pas peur de se heurter à la majorité bourgeoise, qu'ils sachent parler par-dessus sa tête, etc.). Faut-il ou non participer, à tel moment donné, à telle campagne électorale, — cela dépend de toute une série de conditions concrètes qui, dans chaque pays, doivent être au moment opportun spécialement examinées. Les bolchéviks russes ont été pour le boycottage des élections à la première Douma en 1906. Six mois plus tard, ils étaient pour la participation aux élections à la deuxième Douma, quand il fut prouvé que la domination des bourgeois propriétaires durerait encore en Russie pendant quelques années. Avant les élections, pour l'Assemblée Constituante allemande en 1918, une partie des spartakistes voulait y participer; l'autre y était opposée. Mais le Parti resta un Parti Communiste unique.

Nous ne pouvons renoncer en principe à utiliser le parlementarisme. Le Parti bolchévik en Russie au printemps 1918, étant déjà au pouvoir, déclara à son septième congrès, dans une résolution spéciale que si par suite d'un concours de circonstances particulier, la

bourgeoisie parlementaire prenait de nouveau momentanément le dessus, les communistes russes pourraient être contraints à tirer de nouveau parti du parlementarisme bourgeois. Il ne faut pas se lier les mains à cet égard.

Ce que nous voulons surtout souligner, c'est que la véritable solution de la question a lieu dans tous les cas hors de l'enceinte du Parlement, dans la rue. Il est maintenant évident que la grève et l'insurrection sont les seules méthodes de lutte décisive entre le travail et le capital. C'est pourquoi les principaux efforts de tous les camarades doivent être concentrés sur le travail de la mobilisation des masses : création du Parti, création de nos groupes dans les associations professionnelles et conquête de celles-ci; organisation des soviets au cours de la lutte, direction de l'action des masses, agitation dans les masses en faveur de la révolution, voilà ce qui est au premier plan, les interventions parlementaires et la participation aux campagnes électorales n'étant dans ce travail qu'un moyen secondaire et rien de plus.

S'il en est ainsi — et il en est indiscutablement ainsi, — il va de soi que ceux dont les opinions divergent sur cette question ne doivent pas se diviser pour cela. La pratique des prostitutions parlementaires a été tellement écœurante que les meilleurs camarades ont là-dessus des préjugés. Il faut les détruire peu à peu au cours de la lutte révolutionnaire. C'est pourquoi nous insistons auprès de tous les groupes et de toutes les organisations qui mènent une lutte effective pour les Soviets, en faveur d'une union maxima, en dépit des désaccords sur ce sujet.

Tous ceux qui sont pour les Soviets et la dictature prolétarienne doivent s'unir au plus tôt et former un Parti Communiste unique.

Salut communiste.

Le Président du Comité exécutif
de l'Internationale Communiste

G. ZINOVIEV.

AU CONGRÈS DU PARTI SOCIALISTE ITALIEN A BOLOGNE.

Chers Camarades,

Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste adresse à votre Congrès, fixé au 27 septembre 1919, son salut fraternel. La classe ouvrière d'Italie, au cours des 4 années et demie de la maudite bouche impérialiste n'a pas laissé choir de ses mains le drapeau rouge. Dès la première minute de la faillite de la seconde internationale, des hommes se sont trouvés dans le Parti Socialiste italien, qui ont continué à servir par leurs actes ou par leurs paroles la cause de la fraternité internationale des ouvriers; les femmes de la classe ouvrière d'Italie et la jeunesse ouvrière italienne ont donné au monde entier des modèles d'héroïsme et

de stoïcisme dans la lutte pour la libération du prolétariat. La classe ouvrière italienne a passé la première à la lutte active contre les impérialistes alliés qui mènent contre la Russie des Soviets une campagne de brigandage. Tels sont vos grands mérites que n'oubliera jamais la Troisième Internationale.

Camarades, l'activité de vos meilleurs militants a préparé l'organisation de l'Internationale et son triomphe futur. L'élite de la classe ouvrière de l'Europe, de l'Amérique et du monde entier se tourne maintenant vers l'Internationale Communiste. En dépit de toutes les persécutions dirigées contre elle, 30 partis y adhèrent déjà. La seconde internationale a vécu, tuée par son opportunisme et par ses trahisons. Ce qui porte maintenant le nom de Seconde Internationale n'est

qu'une réunion de misérables renégats et d'agents jaunes de la bourgeoisie, répudiés et ridiculisés par la classe ouvrière du monde entier. Pas un parti ouvrier qui se respecte ne demeurera dans cette «Internationale» où la place d'honneur appartient aux assassins de Karl Liebknecht et de Rosa Luxembourg, aux laquais de la bourgeoisie parisienne, de la Cité de Londres et du roi Albert de Belgique.

Les sympathies pour l'Internationale Communiste sont naturellement certaines chez vous aussi, en Italie. Mais notre nouvelle camaraderie internationale des ouvriers veut plus que des sympathies. Nous avons besoin de la clarté des buts et des programmes. La dictature du prolétariat dans sa forme des Soviets, la destruction des parlements bourgeois démocratiques qui sont les armes de la dictature bourgeoise, la création

de l'armée rouge,—telles sont les tâches pour lesquelles s'unit le prolétariat révolutionnaire international.

L'Internationale Communiste suivra avec une profonde attention les travaux de votre Congrès. Camarades, l'une des premières places dans la Troisième Internationale vous appartient.

Vive le prolétariat héroïque d'Italie! Vive le Communisme!

Le Président du Comité Exécutif
de l'Internationale Communiste

G. ZINOVIEV

La Secrétaire

Angelica BALABANOVA.

LETTRE AU CONGRÈS DU PARTI COMMUNISTE FINLANDAIS.

Chers Amis,

Au nom du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste j'adresse à votre congrès un salut chaleureux. Votre Parti est contraint de travailler illégalement. Votre Parti est né non seulement dans la lutte contre la bourgeoisie finlandaise, mais encore dans la lutte contre la social-démocratie blanche qui, sur toutes les questions fondamentales, soutient la bourgeoisie finlandaise. La première révolution eut lieu dans votre pays en 1918, à un moment où il n'y avait pas encore en Finlande de Parti Communiste organisé. Cette circonstance a sensiblement facilité la victoire de la bourgeoisie finlandaise sur la classe ouvrière. La bourgeoisie finlandaise a exterminé des dizaines de milliers d'ouvriers. Et cette bourgeoisie, assise sur des monceaux de cadavres prolétaires, maintient maintenant par le fer et par le feu sa dictature éhontée.

La Finlande est un pays relativement petit. Mais dans ce pays toute l'apreté de la lutte des classes qui a lieu en ce moment dans toute l'Europe et en Amérique s'est reflétée, comme le soleil se reflète dans une goutte d'eau. L'exemple de la Finlande nous a montré comment la bourgeoisie menacée de perdre son pouvoir et ses revenus est prête à se vendre soit à l'Empereur d'Allemagne, soit à la Lourse française, soit aux impérialistes anglais, pourvu qu'elle réussisse à écraser la classe ouvrière de son propre pays, qui moute vers le pouvoir et vers la libération. L'exemple de la Finlande démontre avec une évidence absolue qu'à notre époque de lutte de classes aiguë, qui se transforme en guerre civile, il ne peut y avoir que la dictature de la bourgeoisie ou la dictature du prolétariat. Il n'y a pas de milieu. Toute position intermédiaire, telle que celle du soi-disant «Centre» social-démocrate en Finlande, n'est en réalité qu'un appui donné à la bourgeoisie et l'adopter, c'est fournir de l'eau pour faire marcher le moulin de la contre-révolution bourgeoise.

Votre pays, camarades, n'a pas pris une part directe à la guerre impérialiste. La Finlande est restée plus ou moins neutre pendant la tuerie impérialiste de 1914—1918. Et pourtant, même dans ce pays neutre, les antagonismes de classes se sont accrues à ce point que nous avons vu au début de 1918 la première insurrection des prolétaires finlandais. Le même phénomène a lieu

maintenant dans le monde entier. Ce n'est pas seulement en Allemagne, en Autriche, en France, en Italie, c'est-à-dire dans les pays belligérants, que des événements révolutionnaires ont lieu, mais aussi dans des pays neutres comme la Suisse, la Hollande, la Suède, la Norvège. La classe ouvrière se prépare à l'insurrection contre la bourgeoisie. La classe ouvrière s'organise pour prendre le pouvoir, renverser la bourgeoisie et créer le régime des Soviets.

Vous avez à agir, camarades, dans des circonstances difficiles. La bourgeoisie finlandaise, qui vous a vaincus pour un temps, est exaspérée. La rancune du bourgeois finlandais, qui avait déjà perdu sa couronne et qui l'a reconquise ensuite avec le concours de la bourgeoisie étrangère, n'a vraiment pas de limites. Mais la victoire est à vous. Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste en est profondément convaincu. Partout où la classe ouvrière, même pour un moment, a tenu le pouvoir et créé des Soviets, elle recommencera la lutte, plus d'une fois encore, pour en finir avec le joug de la bourgeoisie. Le moment n'est pas éloigné où la classe ouvrière finlandaise se lèvera de nouveau. Et, conduite par le glorieux parti communiste finlandais, n'étant plus dupe d'illusions, profitant des terribles leçons de 1918, elle ira sans hésiter, droit à son but.

Recevez le salut fraternel de l'Internationale Communiste.

Vive la Finlande Rouge!

Vive le Parti Communiste finlandais!

Le Président du Comité Exécutif
de l'Internationale Communiste

G. ZINOVIEV.

Pétrograd, 3 septembre 1919.

POUR LE MONUMENT JAURÈS.

Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste a souscrit 50.000 francs, pour le monument Jaurès qui doit être élevé à Paris. Cette somme sera transmise par le Parti Communiste français.

HÉROS ET MARTYRS DE LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE.

TYBOR SAMUELLI

Ce nom doit être et sera connu de tout prolétaire.

Quand la république des soviets eut été renversée en Hongrie, un de ses jeunes chefs, un homme de haute valeur, trouva la mort à la frontière. Nous ne savons pas encore exactement dans quelles circonstances cette vie précieuse pour le prolétariat fut enlevée. Selon les communications officielles, le camarade Samuelli se tua d'un coup de revolver à la tête lorsqu'il fut arrêté par les gendarmes de Renner et de la Seconde Internationale, qui avaient été peu de temps auparavant encore les gendarmes de Charles de Habsbourg. C'est possible; Samuelli était une nature d'acier et fière, à qui la chute du pouvoir des soviets et le fait de se rendre vivant pouvaient sembler une capitulation inadmissible. Il se peut qu'en réalité il ne voulut pas remettre son épée révolutionnaire à ses ennemis et préféra la mort à la captivité. Mais une autre hypothèse peut être admise: est-ce que les gendarmes de Renner valent mieux que ceux de Noske? Est-ce que Zeiz et Bauer valent mieux que Scheidemann et Bart? Et si les bourreaux d'Allemagne purent assassiner Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht „au moment où ils tentaient de s'enfuir“, pourquoi les bourreaux d'Autriche n'auraient-ils pas pu régler une fois pour toutes leurs comptes avec Tibor Samuelli?

Le prolétariat hongrois peut être fier de cette figure. Et la haine furieuse, la rancune inextirpable que la bourgeoisie hongroise nourrissait contre feu Samuelli est tout à fait compréhensible. Ses qualités distinctives étaient une volonté inflexible, un rare sang-froid, une plume brillante, une inlassable énergie.

Comme Bela Kun, il passa par l'école révolutionnaire de Russie et c'est dans ce pays que l'auteur de cet article fit sa connaissance. Avant la guerre, Samuelli était l'un des rédacteurs de l'organe central de la social-démocratie hongroise „*Néprava*“. Pendant la guerre, à laquelle il prit part avec le grade d'officier, il fut fait prisonnier. Ici il vécut dans des conditions épouvantables. Il fut envoyé en Sibérie et en Mandchourie. Souvent il dut travailler dans les marais et les mines, avec de l'eau jusqu'aux genoux et gravement malade. Il essaya de fuir, mais fut arrêté à la frontière suédoise par

les gendarmes du Tzar. Enfin la révolution lui donna la liberté.

Depuis lors, Samuelli déploie ses ailes comme un jeune aigle. Il est rare de rencontrer des hommes qui donnent avec autant de dévouement que lui toutes leurs forces jusqu'au bout, à la cause qui meut et déplace actuellement les couches historiques. Un trait curieux et qui est propre au vrai révolutionnaire: Samuelli n'a jamais dédaigné aucune tâche, fut-ce la plus difficile et la plus désagréable, la plus pénible et la moins „en vue“. Avec une ardeur égale, il travaillait à l'école des propagandistes, écrivait à la rédaction du journal, écrivait les armes à la main les révoltes contre-révolutionnaires, rédigeait des brochures, travaillait à la commission extraordinaire, prenait la parole aux meetings ou établissait un programme de travail pour les camarades. A tout moment, il pouvait presser la gâchette de son mauser, qu'il ne quittait jamais. D'un courage personnel exceptionnel, Samuelli était en garde toujours.

En général dans les nécrologies il y a une dose d'exagération. Mais en ce qui concerne Samuelli, on ne saurait exagérer. Au moment où j'écris ces lignes, je vois devant moi la figure aimée et chérie de ce camarade avec le regard fatigué de ses yeux intelligents et son sourire toujours légèrement sarcastique, figure nerveuse et surmenée, mais en même temps énergique. Samuelli ne dormait que 4 à 5 heures par jour; le reste du temps il vivait pour la révolution.

J'ai eu l'occasion de voir les hommes les plus divers et parmi eux des révolutionnaires de presque tous les pays. Mais rarement j'ai rencontré une personnalité aussi charmante, un camarade aussi excellent que Samuelli. Il fut pendant toute sa vie un modèle de chevalerie communiste.

Samuelli est mort jeune. Il est certain que sa nature si bien douée se serait déployée avec plus d'ampleur encore. Mais ce que cet homme, pendant sa courte existence, a donné au prolétariat, ne sera jamais oublié. Sa figure restera toujours comme celle de nos autres martyrs, à la limite de deux époques comme un symbole du communisme militant.

N. BOUKHARINE.



LÉON TYCHKO (IOGUICHÉS)

Je fis la connaissance du camarade Tychko à Londres, au Congrès du Parti Ouvrier Social-démocrate russe voici 12 ans, en mai 1907.

Le camarade Tychko venait de s'échapper des travaux forcés. En 1906, à Varsovie, il avait été en effet condamné par les juges du tsar à 8 ans de travaux forcés pour avoir dirigé les grèves et l'insurrection des prolétaires polonais en 1905-6. Au dépôt des forçats, L. Tychko avait réussi à influencer par sa propagande les soldats de garde et il s'échappa avec l'un d'eux. Il vint directement du dépôt des forçats au Congrès de Londres où il assumait de suite le rôle de guide principal de la délégation polonaise et de membre de la présidence du Congrès de toutes les Russies.

Mais le camarade Tychko avait déjà à cette époque à son actif 16 ans de labeur révolutionnaire. Avec notre inoubliable Rosa Luxembourg, avec les camarades Marchlevsky-Karsky et Adolphe Varchavsky (Karsky), le camarade Tychko a été le fondateur du parti révolutionnaire social-démocrate polonais. Il a été l'un des auteurs de son programme, membre inamovible de son Comité Central, rédacteur perpétuel de ses journaux scientifiques ou politiques, l'âme du Parti.

Et Tychko n'était pas seulement un révolutionnaire polonais... Le camarade Tychko était un socialiste *internationaliste* au sens le plus complet de ce mot. Il travaillait avec une égale énergie et avec un égal talent pour les prolétaires polonais, pour les prolétaires russes ou allemands.

C'est ainsi qu'en 1910, le camarade Tychko, venu à Berlin, se consacra entièrement au travail allemand. A ce moment commençait la scission entre le „centre“ à la tête duquel se trouvait Kautsky et la „gauche radicale“ conduite par Rosa Luxembourg. Le camarade Tychko, ami intime et corréligionnaire politique de Rosa Luxembourg, devint l'un des organisateurs principaux de cette gauche radicale qui groupa les futurs spartakistes.

Mais la guerre éclata. La social-démocratie officielle trahit la classe ouvrière. Rosa Luxembourg et les membres de la gauche radicale sont en prison. Les ennemis de la guerre sont poursuivis par le fer et par le feu. Et c'est à ce moment que le camarade Tychko déploie la plus intense activité.

Plus la nuit est noire et plus les étoiles brillent. Le camarade Tychko était précisément de ceux qui se montrent d'autant plus dévoués que les circonstances sont plus difficiles... Plus il y avait d'obstacles et plus il était opiniâtre.

Tychko d'ailleurs donnait même par son aspect extérieur l'impression d'un homme de bronze. L'opiniâtreté, l'obstination, une volonté de fer, tels étaient les traits dominants de son caractère. Quand il s'agissait de la défense des intérêts du prolétariat, l'impossible n'existait pas pour lui.

Tychko organisa les premiers groupes illégaux des spartakistes allemands. La grande expérience de révolutionnaire-conspirateur qu'il avait rapportée de Russie et de Pologne lui fut en Allemagne extrêmement opportune. Pas à pas, Tychko édifia le

Parti Communiste allemand; il a été son principal constructeur. Organisateur de tempérament, il devint le premier organisateur du glorieux Parti Communiste allemand. Il fut pour ce parti une force organisatrice plus grande encore que feu Sverdlov pour les bolchéviks russes.

Rosa Luxembourg était la claire intelligence du Parti Communiste allemand; Karl Liebknecht était son cœur de flamme, Léo Tychko sa main de fer.

Et il fallait entendre avec quel amour parlaient de lui, de son vivant encore, les communistes allemands. „Rosa assassinée, Mehring mort, Karl mort, Léo nous reste... Puissant organisateur, aux nerfs d'acier, dont la main forte et fidèle ne tremble jamais, il est devenu notre appui, il aidera le Parti à traverser cette heure terrible...“

Oui, Tychko n'avait qu'une pensée, une seule, mais ardemment passionnée: l'intérêt du Parti Communiste.

Je me souviens d'un billet de Tychko reçu à Moscou peu de temps après la mort de Rosa Luxembourg. C'était un petit bout de papier, envoyé avec des précautions infinies. Sur ce papier l'écriture ordinaire, en un mot mâle, forte, nette et précise de l'homme de fer, Tychko. Et pourtant ce billet avait été écrit le *lendemain* de la mort de Rosa Luxembourg et de Karl Liebknecht.

„Rosa et Karl ont accompli hier leur dernière tâche pour notre cause“. Ainsi débutait ce message. Et *plus un mot* sur ce sujet.

A la ligne suivante Tychko avare de ses mots passait „aux affaires“, aux informations, aux messages, etc...

Tychko incarnait l'attitude pratique du prolétariat. Il était destiné à devenir un des plus grands organisateurs de la nouvelle société communiste.

Scheidemann et sa bande connaissaient bien le rôle de Tychko. Leurs mouchards étaient sans cesse sur ses talons. Pourtant pendant de longs mois Tychko resta, pour les bourreaux de la classe ouvrière allemande, insaisissable. A la fin de mars 1919, il fut arrêté à Berlin après un nouvel effort infructueux de l'insurrection prolétarienne. Les officiers de Scheidemann le conduisirent tout droit en prison et, naturellement, se conformant aux ordres du gouvernement „social-démocrate“, l'y fusillèrent sur place, entre les murs de pierre, étroits et sombres d'un petit corridor...

Nous ne savons pas comment est mort Tychko. Mais ceux qui l'ont connu n'ont pas douté une seconde qu'il ait accueilli la mort sans broncher. Au moment où les assassins de Scheidemann allaient presser la détente Tychko, sans doute, a dû leur jeter quelque apostrophe si pleine de mépris et un tel regard qu'en se souvenant de cette minute, ses assassins endurcis sentiront jusqu'au dernier instant de leur misérable vie un frisson leur passer dans le dos...

Tel fut Léon Tychko, l'un des chefs des glorieux spartakistes, l'homme de fer qui construisit le Parti Communiste allemand.

G. ZINOVIEV

KARL LIEBKNECHT

Pas un instant, nous ne devons oublier en parlant de Karl Liebknecht qu'il a été en Allemagne, pendant très longtemps le seul social-démocrate qui ait osé combattre le joug périlleux de la discipline de parti, qui avait cessé d'être un moyen secondaire nécessaire pour l'activité pratique et qui était devenue une puissante idole d'Uitzilipochtli à laquelle on sacrifiait toute activité. Nous ne devons pas oublier que, le premier, n'étant soutenu par personne, il intervint au Reichstag en qualité de socialiste internationaliste, défendant ainsi l'honneur véritable de l'Allemagne, l'honneur du socialisme allemand. La majorité de la fraction social-démocrate du Reichstag votait pour les crédits militaires destinés à la guerre fratricide; ayant renié l'idéal socialiste et accepté les mots d'ordres bourgeois, elle obscurcissait la conscience des masses. L'opposition minoritaire se soumettait „raisonnablement“ à la majorité et se taisait. Karl Liebknecht seul, fidèle à lui-même, eut le courage de parler et jeta à la face du Parlement, à la face du monde entier son inébranlable „Non“.

Parmi l'indignation des partis bourgeois, qui grondait contre lui, parmi les injures et les calomnies de la majorité social-démocrate, abandonné par la minorité, il fit du Reichstag une arène pour sa lutte contre l'impérialisme et le capitalisme. Il tira parti de toutes les occasions pour dénoncer ces ennemis mortels du prolétariat et appeler les masses exploitées à s'insurger contre eux. Il continua cette action énergique jusqu'au jour où le Reichstag, se couvrant de honte, consentit servilement à violer ses

propres droits et à lever l'immunité parlementaire de Liebknecht, livrant ainsi ce soi-disant coupable de haute trahison à la haine de la justice de classe bourgeoise. Liebknecht, par sa lutte incessante et courageuse, éveillait la vie autour de lui. Grâce à lui la foi dans le socialisme s'alluma d'une flamme éclatante dans les cœurs prolétariens et les prolétaires, se préparant à la lutte, sentirent grandir leur vaillance. Karl Liebknecht transporta la lutte là où elle devait se décider, c'est-à-dire dans les masses mêmes. Il a inlassablement défendu leur âme contre l'impérialisme, par la parole et par l'écrit. Et il ne cessa de combattre que le jour où la bourgeoisie, se vengeant de son ennemi dangereux qu'elle exécrait, l'envoya aux travaux forcés. Pourquoi? Parce que, soldat du bataillon ouvrier, il avait invité dans la rue les prolétaires à faire de la fête du premier mai une manifestation grandiose, à rompre la „paix sociale“ au nom du socialisme international, à mettre un terme à l'égoïsme des peuples et à balayer le gouvernement criminel. Les masses se montrèrent incapables de suivre leur chef fidèle et clairvoyant. Mais, pas plus que le danger et la persécution, cette déception n'ébranla les convictions de Liebknecht et ne diminua sa combativité. Son discours remarquable et si digne, devant les juges militaires — modèle désormais classique de défense pour un lutteur politique — en témoigne et toute son activité ultérieure l'a confirmé d'une façon éclatante.

Clara ZETKIN

LE PROCÈS DES ASSASSINS DE KARL LIEBKNECHT ET DE ROSA LUXEMBOURG

Tous ceux qui s'indignent des „atrocités“ bolchévistes et vantent avec admiration la culture magnifique des démocraties de l'Europe Occidentale, doivent à notre avis lire le compte-rendu du procès des assassins de Karl Liebknecht et de Rosa Luxembourg. On ne peut, sans une profonde émotion, sans une brûlante indignation lire ces procès-verbaux officiels incolores, mais qui parlent bien plus au cœur et à l'esprit que les discours les plus enflammés ou que les travaux patients des juristes et des politiques, soucieux d'établir la bienfaisance et la justice du régime bourgeois de liberté, de fraternité et d'égalité.

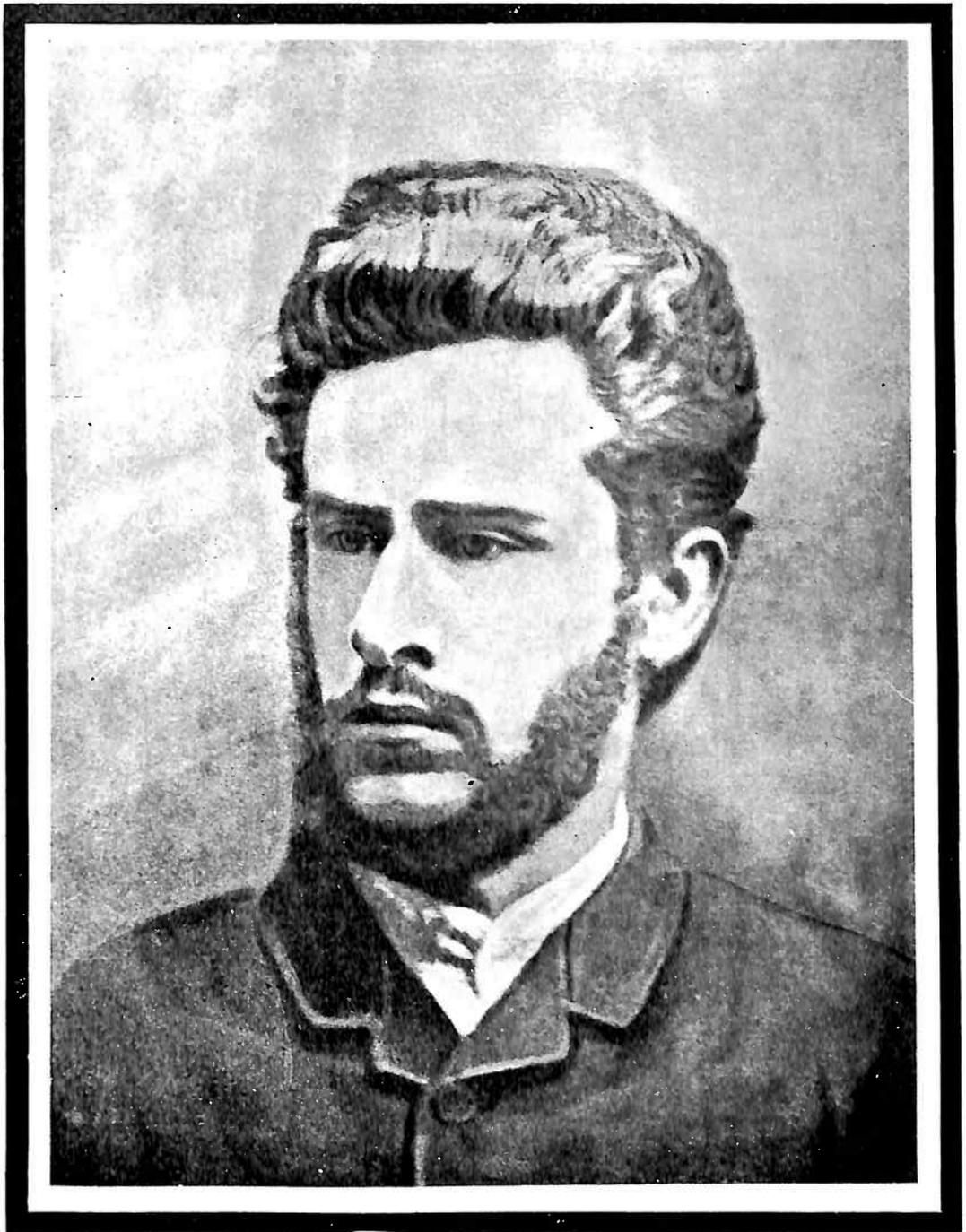
Les juges militaires ont eu à l'égard des inculpés—inculpés de l'assassinat des chefs prolétariens—la plus condescendante des attitudes. Par tous les moyens, ils se sont efforcés d'empêcher que la lumière se fit sur le crime. L'infatigable énergie du président écartait tous ceux qui auraient pu éclairer les préparatifs de l'assassinat et le mobile des assassins. Quant aux assassins, ils avaient pendant l'instruction menti sans vergogne afin de se décharger et de changer la signification du crime en imputant celui-ci à l'indignation populaire. Avec leurs témoins soudoyés, ils exposaient qu'à l'apparition dans la rue des

détenus Karl Liebknecht et Rosa Luxembourg, une foule de soldats s'était jetée sur eux et les avait assommés à coups de poings. Ensuite pendant le trajet vers la prison, un mystérieux „civil“ sauta sur le marchepied de l'automobile et acheva Karl Liebknecht d'un coup de revolver. Mais toutes ces odieuses inventions s'évanouirent en fumée dès que les juges y touchèrent, — avec la plus grande prudence pourtant. Les dépositions des témoins ont montré avec une véacité complète que l'assassinat s'est accompli dans les circonstances suivantes:

Karl Liebknecht et Rosa Luxembourg arrêtés, étaient détenus à l'hôtel Eden d'où, le matin du crime, l'ordre fut donné de les transférer à la maison d'arrêt de Moabit. Rosa Luxembourg devait être accompagnée par l'ober-lieutenant Vogel, par un autre officier dont le nom resta inconnu et par trois soldats. Dès que Rosa Luxembourg sortit de l'hôtel, le soldat Runge s'élança vers elle et lui porta à la tête deux coups de crosse. Elle tomba sans connaissance, inondée de sang. Les soldats la jetèrent brutalement dans l'automobile et dès que la machine se mit en mouvement l'officier inconnu porta un coup violent à la tête de Rosa Luxembourg étendue inanimée, et l'ober-lieutenant Vogel tira sur



Tibor Samuelli.



Léon Tycho (Joguichés).

Binder



Karl Liebknecht sur son lit de mort.

elle à bout portant. Le soldat assis à côté d'elle sentit son dernier frisson. Les assassins emmenèrent ensuite son corps au Tiergarten et le jetèrent dans l'étang. On n'a pas encore réussi à établir tous les détails de l'assassinat de Karl Liebknecht. Il est seulement établi que le capitaine von Pflug-Hartung, les ober-lieutenants Stiege et Rütgen et les sous-officiers Lippman et Schultz, l'ayant amené à l'endroit le moins fréquenté du Tiergarten, le tuèrent d'une balle à la tête et de deux balles dans le dos. Au cours du trajet ils l'avaient sans doute assommé à coups de crosse.

Ce sommaire exposé des circonstances du crime nous fait frémir à la pensée des misérables qui l'ont lâchement accompli. Mais voyons-les de plus près. Tous, à l'exception du soldat Runge, appartiennent à la haute bourgeoisie. C'est la typique canaille des salons. Voyez leur air dégagé devant les juges. Von Rütgen, encore un gamin, ne cesse de sourire en répondant aux questions du président; un autre pendant les débats lit le journal avec un air de profond ennui, si bien que le président doit le rappeler à la bienséance; le troisième accusé consomme tranquillement des sandwiches pendant qu'un témoin raconte comment il jeta à l'eau le cadavre de la victime. Nous avons déjà parlé des mensonges de ces messieurs; nous avons déjà indiqué qu'ils soudoyaient des témoins. Quand les soldats escortant Liebknecht revinrent à l'hôtel, les officiers assassins leur offrirent du vin et des cigarettes. Von Pflug prêta au chauffeur Peschel 500 marks et lui en promit encore autant s'il se conduisait „comme il faut". Un des camarades des accusés, le sous-officier Sander, s'adressa au juge Grützer, alors officier, en lui intimant presque l'ordre de faire pression sur les soldats de faction à l'Eden afin qu'ils fissent devant les juges de fausses déclarations.

Si, en outre, nous mentionnons l'extrême gros-

sièreté de ces „européens cultivés" (l'un d'entre eux raconta dans une conversation particulière que Rosa Luxembourg inanimée fut „jetée comme un sac" dans l'automobile; un autre se, trouvant aux portes de l'hôtel, criait aux soldats en leur désignant Liebknecht: „Tapez sur ce cochon-là!"), toute leur mentalité et leur participation au crime nous deviendront complètement intelligibles. Il n'y a pas ici d'énigme psychologique. Mais comment, parmi cette lie mondaine de l'humanité, trouvons-nous le soldat Runge? Les autres soldats semblent s'être passivement soumis aux assassins par peur de représailles et un soldat inconnu en faction près de l'hôtel ramassa un soulier tombé du pied de Rosa Luxembourg et le cacha en disant qu'il le garderait comme une relique (déposition du témoin Anna Vandenger, ouvrière blanchisseuse). Le menuisier soldat Runge, est le plus écœurant, le plus triste personnage dans tout ce procès. Le procès-verbal en fait le portrait suivant: de grandes oreilles, la mâchoire longue, les dents trop fortes, l'aspect général du visage et la forme du crâne d'un type tout à fait anormal. Les médecins l'ont reconnu d'une responsabilité atténuée. Revenu chez lui après le crime il se coucha tout tranquillement. Il exécra les communistes parce que, dit-il, „ils ont voulu lui prendre la petite maison qu'il possède dans les environs de Berlin". Il a un frère communiste. Ce frère vint à l'audience. L'ayant reconnu dans la foule des spectateurs, Runge s'élança, du banc des accusés, arracha à un soldat une grenade à main et voulut se jeter sur lui en le traitant de „forçat" et de „sans-patrie". C'est la main de ce dégénéré, de cet involuqué, grandi dans la forêt de pierres d'une grande ville, qui a éteint l'un des plus hauts flambeaux éclairant la route de l'humanité.

Digne complice d'Ebert et de Scheidemann!

Y.

LES POURSUITES CONTRE LES SOCIALISTES EN AMÉRIQUE

L'organe des socialistes finlandais *Kansan tuo* (22 août) nous informe que le Parti Socialiste Américain a adressé à tous les partis socialistes d'Europe un message concernant la persécution incessante dont les socialistes sont l'objet aux Etats-Unis. Depuis le début de la guerre le gouvernement américain a persécuté les socialistes en recourant à des procédés d'arbitraire et de violence, tels qu'on ne peut se l'imaginer en Europe où les Etats-Unis passent pour un pays libre. Tous ceux qui, en Amérique, ne partagent pas l'opinion officielle sur la société sont considérés comme coupables de haute trahison et traités par le gouvernement en criminels.

La loi sur l'espionnage et d'autres lois semblables ont permis de condamner des milliers de citoyens pour leurs opinions, leurs convictions ou leur activité. Plus de 2000 «criminels», appartenant à cette catégorie sont en ce moment emprisonnés; l'ensemble de leurs peines s'élève à un total de 25.000 années de prison. Le plus douloureux c'est qu'ils sont traités non en condamnés politiques mais en détenus de droit commun.

De nombreux militants en vue du Parti Socialiste Américain sont emprisonnés. Nous ne les énumérerons

pas. Le message en question cite les noms de trois militants bien connus en Europe et indique les causes insignifiantes de leur arrestation.

Eugène V. Debbs a été quatre fois candidat à la présidence de la République des E.-U. d'Amérique. Il est maintenant condamné à 10 ans de détention pour un discours prononcé pendant la guerre et dans lequel il n'attaquait que les profiteurs de la guerre. Le camarade Debbs est sexagénaire et de faible constitution.

Mrs Nat Richard O'Far, qui fut pendant un certain temps secrétaire du bureau socialiste international, mère de famille ayant plusieurs enfants à sa charge, est condamnée pour le même délit à 15 ans de réclusion.

Victor L. Berger, qui représenta au Congrès le parti socialiste et est d'ailleurs désigné pour le représenter au prochain Congrès est à présent condamné, avec plusieurs autres militants connus, à 20 ans de prison.

Le journal finlandais *Kansan tuo* qui reproduit cette information rappelle à cette occasion le grand nombre de camarades finlandais condamnés en Amérique à des années d'emprisonnement. Son rédacteur Léo Lukkin figure notamment sur cette liste.

Le Comité central du Parti Ouvrier norvégien a adressé un télégramme au président Wilson, afin de s'associer au mouvement de protestation contre ces mesures de répression et de demander la libération

immédiate des condamnés politiques aux Etats-Unis. Le télégramme des camarades norvégiens déclare que la persécution des socialistes est une honte pour l'Amérique. B.

EN ALLEMAGNE

32 EXÉCUTIONS

(Récit d'un témoin)

Ne voulant pas être à la charge du bureau d'assistance aux chômeurs, nous avons décidé, mon frère et moi, de nous engager dans l'armée de la réserve républicaine et nous avons été inscrits dans la division navale. Aussitôt que les désordres commencèrent en mars à Adlerhoff, nous attendîmes seulement qu'on vint nous relever, puis nous rendîmes nos armes et nous rentrâmes chez nous.

Le 10 mars au soir mon frère reçut la visite du neveu de nos voisins qui lui apprit que tous ceux qui avaient servi dans la Division Navale Populaire devaient se rendre le 11 mars de 9 heures à 1 heure au secrétariat de la division, rue des Français, 32, afin d'y être réglés. Nous n'avions jamais été à ce secrétariat. Comme le travail avait repris à l'atelier de nos parents, mon frère et moi, nous avions prévenu le 1-er mars que nous quittions le service. Après nous être renseignés au corps de garde de la Banque Impériale, nous décidâmes de nous soumettre au règlement et de nous rendre au secrétariat de la rue des Français, 32, afin de rendre nos passeports et nos insignes militaires.

Vers neuf heures du matin, nous fîmes donc à l'endroit désigné, accompagnés d'un camarade. Comme les temps étaient troublés, mon frère avait pris la précaution de se renseigner encore une fois au corps de garde de Kaupfergraben où on lui avait dit également que nous devions nous rendre rue des Français, 32.

Arrivés à cette adresse, nous fûmes très étonnés de ne trouver personne devant la maison et aussi de l'étrange silence qui régnait tout alentour.

Mais bientôt plusieurs individus, habillés en civils, surgirent à la porte d'entrée, nous disant que la caisse était déjà ouverte et nous indiquant le chemin des bureaux. Notre groupe, composé de 5 à 6 hommes, sans penser à mal, s'engagea d'abord sous le porche, puis gravit l'escalier à gauche. Mais nous étions à peine arrivés au 2-e étage qu'une porte s'ouvrit violemment livrant passage à un groupe de 6 à 8 hommes qui se précipitèrent en braquant sur nous leurs revolvers et au cri de «*haut les mains!*». Au premier moment nous crûmes qu'ils plaisantaient, mais nous ne fûmes pas longs à nous convaincre que nous étions tombés dans un piège tendu spécialement aux membres de la Division Navale Populaire. Aussitôt que nous eûmes franchi le seuil de la première chambre, toute une bande d'individus en civil et de soldats braqua sur nous des revolvers. Une série de mitrailleuses chargées, rangées dans les chambres et les couloirs, soulignait encore la gravité de la situation. L'attitude agressive des assistants, les injures et les coups dont ils nous accablèrent

ne présageaient également rien de bon. Nous sentions absolument sans défense, car au moindre mouvement que nous faisons, des cris menaçants de «*haut les mains!*» recommençaient.

Après avoir traversé trois chambres et un couloir, toujours entre deux rangées de revolvers braqués, nous nous arrêtâmes enfin dans une quatrième chambre où l'on nous fouilla, toujours sans nous permettre d'abaisser les bras. On cherchait des armes, confisquant même les canifs. Le résultat de cette opération fut insignifiant, car la plupart d'entre nous avaient rendu leurs armes le 5 mars à la caserne navale. Ceux qui avaient encore monté la garde après cette date à la Banque Impériale avaient reçu l'ordre d'apporter leurs armes le jour du règlement et c'est ce qui explique que le 11 mars certains de nous avaient encore des armes sur eux. Mais je dois réfuter de la façon la plus catégorique la communication de la presse d'après laquelle les membres de la Division Navale auraient opposé une résistance armée pendant leur arrestation: nous étions désarmés et nous ne nous doutions de rien; notre arrestation avait été tellement inattendue que nous n'avions pas même songé à nous défendre. Pendant l'arrestation les soldats qui nous fouillèrent firent preuve d'une *honnêteté* remarquable: tout le tabac, toutes les cigarettes et même l'argent de certains d'entre nous, furent «*confisqués*» sans aucune explication.

Après nous avoir fouillés, on nous permit enfin d'abaisser les bras, puis l'on nous conduisit par un couloir jusqu'à une chambre où il y avait également des mitrailleuses rangées. Pas une minute d'ailleurs ceux qui nous conduisaient ne cessèrent de braquer sur nous leurs revolvers.

Ceux qui avaient eu des armes sur eux furent conduits dans une «*chambre noire*» spéciale gardée par des mitrailleurs où se trouvaient également le caissier ainsi que les employés du bureau; on avait également trouvé des armes chez certains d'entre eux. Il est vrai qu'ils étaient munis d'une permission spéciale signée par Noske, mais elle ne leur servit à rien. On nous ordonna d'attendre. Sachant que nous n'avions rien fait de mal ou de contraire aux lois, nous pensions qu'on nous conduirait tout au plus à Moabit pour y être interrogés.

Cependant, plus de 300 hommes de la Division Navale se trouvaient ainsi réunis; certains d'entre eux étaient en civil, d'autres en uniforme. Pendant que nous attendions, les soldats qui nous avaient arrêtés, s'aperçurent tout à coup de la disparition de la clef de la porte des W. C. et nous déclarèrent que si dans 5 minutes elle n'était pas retrouvée tous ceux

qui se trouvaient à proximité de cette porte (50 hommes environ) seraient fusillés sur place. D'une façon générale, les soldats ne cessaient pas de nous menacer, surtout leur chef principal, qu'ils appelaient *Herr Ober-Leutenant*. Lorsque la chambre fut littéralement bondée de prisonniers, cet homme entra — il était en civil avec un revolver fixé au moignon de sa main mutilée — et il ordonna aux artilleurs qui nous gardaient de se tenir prêts à tirer au premier commandement. Cette menace ne fut d'ailleurs pas mise à exécution. A midi, nous défilâmes un à un devant cet «Ober-Leutenant», entouré de soldats fidèles au gouvernement. Il se bornait à prononcer un de ces deux mots: «à gauche», ou «dehors!» Ici je dois souligner tout spécialement qu'aucune de nos explications ne fut écoutée par ce monsieur. Je mentionnerai, pour achever de le caractériser, qu'il ordonnait à certains d'entre nous de lui montrer leurs montres ou les bagues ornant leurs mains, et lorsque ces objets lui semblaient avoir de la valeur, il prononçait le mot: «dehors!» Le même sort échet à ceux de nos camarades qui étaient bien habillés ou qui avaient l'air plus intellectuels que les autres.

Ensuite tous ceux à l'adresse de qui le mot «dehors» avait été prononcé (nous étions près de 100 hommes) furent enfermés dans une petite chambre. Un civil entra peu après (selon toute apparence, un employé de la Banque Impériale) et il ordonna à ceux qui servaient dans le 11-e dépôt et qui étaient munis d'un certificat du corps, d'avancer à l'ordre. Plusieurs hommes sortirent des rangs et furent dirigés vers le groupe qui avait été désigné par le mot «à gauche». Je fis une tentative pour expliquer à l'un des chefs que ni mon frère, ni moi, nous n'avions pris aucune part aux désordres; mais celui-ci ne voulut rien entendre et me repoussa grossièrement.

Nous fûmes conduits ensuite, sous forte escorte, dans une autre chambre où l'on nous ordonna d'attendre. Pendant que nous attendions, des officiers entrèrent à plusieurs reprises, entre autres un capitaine, qui dans la conversation qu'ils eurent entre eux prononça: «Vous avez tort de faire cela» ou bien une phrase analogue (je ne me souviens pas des termes précis). Je suis disposé à croire maintenant qu'il démontrait à l'Ober-Leutenant l'iniquité de ses actes. Ce capitaine devrait être interrogé en qualité de témoin.

Environ vingt minutes après, la porte s'ouvrit de nouveau et nous redéfilâmes devant l'Ober-Leutenant, posté en haut de l'escalier; il examina encore une fois chacun de nous, opposant la même indifférence à toutes les tentatives que nous fîmes pour nous excuser.

Nous redescendîmes l'escalier entre deux rangées de revolvers braqués; à quelques pas de la porte de sortie, on nous arrêta, car nous devions passer non par cette porte principale, mais par une petite porte de côté qui menait apparemment au vestiaire et de là dans la cour.

C'est là que nous aperçûmes 10 à 15 soldats qui étaient postés derrière cette porte, guettant notre sortie.

Les mains levées et ne cessant de crier notre innocence, nous nous arrêtâmes terrifiés, comprenant le sort qui nous attendait.

Soudain une fusillade éclata, couvrant les cris et les plaintes des mourants et des blessés.

Blessé par une balle à la main gauche, je trébuchai et je tombai à la renverse. Je perdis connaissance pendant quelques minutes, mais le feu rouiant me fit reprendre les sens et je fus témoin du crime sans non qui se consommait.

Six ou sept hommes affolés, au nombre desquels se trouvait le caissier, s'étaient précipités dans la cave. A en juger par les cris poussés par ces malheureux, ils n'ont pas été fusillés, mais bien massacrés avec la dernière des sauvageries. Cette supposition a été ensuite confirmée du reste par l'examen médical d'un des cadavres (celui d'un nommé Hinze).

Les assassins procédèrent ensuite à l'examen des corps, achevant sur place tous ceux qui donnaient encore signe de vie.

Puis j'entendis les soldats se presser les uns les autres répétant que l'automobile s'en allait; ils quittèrent le lieu du crime avec une précipitation qui prouvait qu'ils comprenaient très bien toute l'étendue de l'iniquité qu'on leur avait fait commettre.

Un silence profond s'établit alors autour de moi. Il m'est impossible pour toutes sortes de raisons de décrire ce que j'éprouvai alors, seul parmi tous ces cadavres, ni les épreuves par lesquelles j'ai dû passer ensuite durant mon arrestation; j'ajouterai seulement que cet horrible tableau a été photographié par les assassins, en souvenir.

Les soldats du gouvernement qui passaient devant les cadavres, les insultaient, les traitaient de scélérats et de criminels et ils allaient même jusqu'à retourner les poches des malheureuses victimes.

Je raconterai par la suite comment je suis arrivé à sortir du lieu de cette terrible embuscade, car cela n'a pas un rapport direct avec l'affaire. Je ne peux cependant pas m'empêcher de mentionner le cas d'un tout jeune sergent, resté vivant par hasard entre 32 cadavres et qui se dressa tout à coup au milieu d'eux, perdant son sang à flots.

Il ressort avec évidence de tout ce que je viens de relater que l'Ober-Leutenant responsable a sur la conscience le meurtre de 32 jeunes gens pleins de vie et d'avenir (mon frère avait fait 6 ans et 1/2 de service militaire et avait pris sa retraite avec le grade de sous-vaguemestre).

J'attends avec impatience l'examen de cette affaire en cour d'assises et le moment où je pourrai, par mes attestations, contribuer à la punition des auteurs de ce crime abominable.

Si l'espoir que je nourris ne se réalise pas et si les coupables demeurent impunis, je perdrai définitivement toute confiance dans la justice en Allemagne.

N***.



L'INTERNATIONALE COMMUNISTE ET L'ORGANISATION INTERNATIONALE DE LA JEUNESSE

La guerre mondiale a été la cause de l'effondrement honteux de la seconde Internationale: la majorité des partis socialistes ont cessé la lutte des classes qu'ils avaient jusqu'ici reconnue—sans doute seulement en paroles—et les fonds constitués dans le sang des ouvriers sont allés, non à la propagande de la révolution mais à celle de la guerre fratricide.

La plupart des militants de la seconde Internationale sont devenus les assassins des ouvriers et ce sont eux qui portent la responsabilité directe de la mort de millions d'hommes tombés dans la tuerie mondiale, la responsabilité directe de ce que la classe ouvrière du monde entier râle, étranglée par la faim et les privations, de ce que nos jeunes frères ouvriers de 18 à 20 ans sont tombés par centaines de mille sur les champs de bataille ou sont à tout jamais malades et infirmes, n'ayant pas connu une heure de vie libre, indépendante. Et cependant ces «militants», ces hommes couverts de honte recommencent à émerger et tentent de rassembler de nouveau l'Internationale désagrégée des traitres afin de continuer à vendre la classe ouvrière au capitalisme et d'étouffer et de trahir tout mouvement révolutionnaire du prolétariat. Tel est le but essentiel poursuivi par les laquais jaunes du capital réunis à Berne. Mais ils ne réussissent pas et ils ne réussiront jamais à l'atteindre. C'est la jeunesse ouvrière qui, la première, s'est détournée d'eux; elle saura se venger des crimes commis contre elle. Quand les ouvriers abandonnés par les organisations, le parti et les unions professionnelles au caprice du hasard, furent envoyés par leurs leaders à la guerre, quand ceux-ci votaient les crédits militaires et prêchaient la cessation de la lutte de classes, la jeunesse socialiste de tous les pays réclama des interventions énergiques et les organisa elle-même. Les organisations de la jeunesse s'assignèrent pour but principal l'éducation pour les organisations de parti et professionnelles de combattants conscients. Leurs yeux, non encore aveuglés, par le chauvinisme et les tendances réformistes virent plus clairement que d'autres la lâche trahison de la cause ouvrière et ils ne purent demeurer spectateurs passifs de la terne existence dans laquelle végétait l'aile gauche du parti.

La jeunesse commença une agitation révolutionnaire très habile parmi les ouvriers et les soldats. Là où la réaction étouffait tout travail au grand jour, elle créa des organisations illégales, d'abord en Allemagne et en Autriche.

Je conserverai toujours dans ma mémoire le souvenir du 1-er mai 1916 à Berlin quand le grand chef et ami de la jeunesse ouvrière, Karl Liebknecht dirigea la manifestation de la jeunesse et souligna la nécessité de tourner les fuyards contre les capitalistes allemands.

La première manifestation de la jeunesse à une échelle internationale fut l'organisation de la «journée

de la jeunesse» en 1916; ce jour-là furent proclamés les mots d'ordre: «A bas le militarisme, Soldats, quittez les tranchées! refusez l'obéissance à vos exploitateurs! A bas les social-patriotes et les chauvinistes!» Beaucoup de nos jeunes lutteurs furent ce jour-là arrêtés et fusillés—on n'économisa pas les cartouches—et même dans la Suisse démocratique le gouvernement appela des troupes pour réduire au silence à l'aide des mitrailleuses la jeunesse affamée.

Mais tous les efforts de la réaction furent impuissants à éteindre la flamme révolutionnaire dans le cœur de la jeunesse socialiste; le mouvement se développa, prenant toujours de plus grandes proportions. Aux «journées de la jeunesse» internationale qui suivirent, on nota déjà la participation de centaines de milliers d'ouvriers de tous les pays. Quand le camarade Münzenberg, secrétaire et leader de l'Internationale de la jeunesse, fut arrêté et expulsé par le gouvernement démocratique suisse toute la jeunesse d'Europe et d'Amérique se leva.

Personne ne sut avec autant d'enthousiasme et ne défendit aussi chaleureusement la révolution prolétarienne en Russie à partir de son début que la jeunesse prolétarienne, elle répéta dit inégalement la littérature communiste, elle créa des soviets d'ouvriers et des organisations de soldats. Au cours de tout son travail, la jeunesse fut en butte à la calomnie infâme des social-patriotes qui tentèrent de l'écraser et de la placer sous le contrôle des leaders modérés et réformistes afin de la «préservier d'excès». Cette dernière prétention était inévitablement formulée chaque fois que la jeunesse, par dessus la tête des social-opportunistes, mettait en mouvement les masses.

Mais rien ne put effrayer notre jeunesse, beaucoup de nos meilleurs combattants, jeunes garçons et jeunes filles de 14 et de 15 ans ont péri dans des prisons; beaucoup sont tombés sur les barricades en Italie; des centaines ont été fusillés par les bourreaux Scheidemann et Noske en Allemagne et enfin beaucoup de jeunes lutteurs ont donné leur vie dans les rangs de l'Armée Rouge pour l'affranchissement de la Russie prolétarienne.

D'autres centaines de mille constituent dans tous les pays, l'avant-garde révolutionnaire dans la lutte pour le renversement de la bourgeoisie. C'est en rangs serrés que l'organisation internationale de la jeunesse se lève pour le combat mortel avec les traitres de la classe ouvrière, avec l'Internationale jaune. De concert avec l'Internationale communiste, dont les chefs l'ont plus d'une fois soutenue dans ses durs combats, la jeunesse aidera le prolétariat à atteindre la victoire et le triomphe du communisme.

I. STEINEMAN

(Membre de l'organisation de la jeunesse socialiste Suisse).

LE MOUVEMENT COMMUNISTE PARMIS LA JEUNESSE EN RUSSIE

Ce n'est qu'après la révolution de février qu'a commencé dans de vastes proportions un mouvement de masses au sein de la jeunesse ouvrière de Russie.

Sans doute, avant la révolution, à l'époque du travail illégal des partis socialistes en Russie, il existait des cercles groupant la jeunesse révolutionnaire, se donnant pour but le self-développement et la propagande de l'idée du socialisme au sein des masses des travailleurs. Mais ces cercles, d'abord ne groupaient presque exclusivement que la jeunesse des écoles et, en second lieu, par suite des conditions de l'époque tsariste, ne pouvaient pas prendre le caractère d'un véritable mouvement des masses.

En mars-avril 1917, la jeunesse des fabriques et des usines de Pétrograd commença à s'organiser. Pratiquement les choses se passaient de la façon suivante: il était convoqué une assemblée générale de la jeunesse ouvrière de l'usine et cette assemblée élisait un organe directeur. Quelles circonstances déterminèrent la formation de pareils organes? D'une part, l'exemple des ouvriers adultes qui, après la révolution, s'adonnèrent énergiquement à la constitution de différentes organisations prolétariennes (partis, groupements, clubs, coopératives, etc...) et d'autre part les conditions insupportables, infiniment pénibles de travail pour la jeunesse dans les usines et fabriques alors militarisées. Les représentants des groupements de la jeunesse entrèrent dans les Comités d'usine et de fabrique où ils défendirent les intérêts des mineurs. Dès son début, le mouvement revêtit un caractère de masses. En mai, il fut fait une tentative pour unir tous ces groupements de la jeunesse ouvrière de Pétrograd en une organisation unique, mais, grâce à des influences extérieures pernicieuses, il fut créée une organisation sans cohésion, apolitique «en marge des classes»; cette organisation de la jeunesse fut appelée «travail et lumière»; dirigée par un des représentants du libéralisme intellectuel petit-bourgeois, elle tenta de conduire le mouvement de la jeunesse. Bien-entendu elle n'y réussit pas et son existence ne dura pas plus de 2—3 mois. Elle s'effondra sous la poussée de la jeunesse ouvrière de tendances radicales (bolchévistes) qui fonda en juin son «Union socialiste de la jeunesse ouvrière» laquelle se proposa pour but le développement de la conscience de classes de la jeunesse ouvrière et la «propagande au sein de cette dernière de l'idée du socialisme révolutionnaire». Au mois d'août 1917, à la première conférence pour toute la ville de la jeunesse ouvrière, cette union fut reconnue pour la seule organisation non falsifiée de la jeunesse ouvrière de Pétrograd.

L'été 1917 vit naître une organisation de la jeunesse à Moscou. Son caractère fut quelque peu différent de celui revêtu par l'organisation de Pétrograd. Elle se constitua près le Comité de Moscou du parti social-démocrate russe (bolchévik) et au début elle eut un caractère étroit, presque de parti. On n'y nota point de caractère de masses; sans doute, après la résolution du 6^e congrès du parti des bolchéviks en août 1917, sur le mouvement de la jeunesse, résolution dans laquelle était reconnue la nécessité de constituer des organisations autonomes de masses de la jeunesse ouvrière qui ne fussent liées que moralement au parti et ne fussent soumises à l'influence de ce der-

nier que dans le domaine des idées, l'organisation moscovite de la jeunesse fut réorganisée et d'union de la jeunesse près le Comité de Moscou du parti social-démocrate russe devint la «Jeunesse ouvrière de la III^e Internationale», édifiée sur la base des principes de l'Union de Pétrograd et travaillant d'après ces principes. Nous nous sommes arrêtés en détail sur l'histoire de la formation des organisations de Pétrograd et de Moscou, vu que les organisations provinciales se constituèrent sur le type de ces deux organisations qui jouèrent le rôle de centres. Dans certaines localités, les unions, comme à Pétrograd, se constituèrent d'instinct, provoquées par l'aspiration à l'organisation de la masse de la jeunesse ouvrière; dans d'autres, comme à Moscou, elles étaient formées auprès des Comités du parti et travaillaient au début presque dans le cadre étroit du parti.

La lutte de classe aigüe qui s'était déchaînée en Russie et le cours vertigineux de la révolution qui de démocratique, bourgeois était devenue prolétarienne, s'emparèrent de la partie consciente de la jeunesse ouvrière, entravant le développement méthodique, organisé du mouvement de la jeunesse. Des organisations de la jeunesse ouvrière se constituaient dans différentes villes de Russie, travaillaient d'une manière autonome, n'ayant pour ainsi dire presque aucun lien entre elles. Seuls, Pétrograd et Moscou jouaient, comme nous l'avons déjà indiqué, dans une certaine mesure, le rôle de centres. Au point de vue politique, le mouvement de la jeunesse ouvrière en Russie prit dès le début le mot d'ordre du bolchévisme. C'est d'ailleurs parfaitement compréhensible. La tactique émaciée, pusillanime de compromis de la droite et du centre ne pouvait pas correspondre à l'état d'âme de la jeunesse ouvrière. Révolutionnaire par son essence même, vivante, prête au combat, la jeunesse ouvrière tout naturellement devait adopter sans la moindre difficulté la tactique de classes purement révolutionnaire des bolchéviks. La persécution de la bourgeoisie et ses attaques contre le véritable parti ouvrier rendirent ce dernier encore plus cher à la jeunesse ouvrière. En août 1917, au moment où la campagne de calomnies contre les bolchéviks de la part de la bourgeoisie et des social-opportunistes battait son plein, au moment où régnait la clique des démocrates socialistes-bourgeois et où, semblait-il, le parti ouvrier révolutionnaire était abattu, la jeunesse ouvrière de Pétrograd, à sa première conférence pour toute la ville, envoyait son salut ardent aux chefs du parti traqués et obligés de se cacher, aux camarades Lénine, Zinoviev, Trotsky et Lounatcharsky; elle envoyait en même temps sa malédiction aux menchéviks et aux socialistes-révolutionnaires traités à la révolution. A Moscou, comme nous l'avons déjà indiqué, l'organisation de la jeunesse avait été constituée immédiatement auprès du comité de Moscou du parti des bolchéviks et elle avait pris une part active au travail du parti. Il en avait été de même aussi en province. Partout la jeunesse ouvrière marchait avec le parti révolutionnaire du prolétariat, avec les bolchéviks.

La majorité des organisations de la jeunesse ouvrière en Russie travaillent d'une façon absolument indépendante. Cet état de choses avait ses bons et ses mauvais côtés: ses bons côtés, parce que la jeunesse s'appre-

naît ainsi à témoigner d'une activité spontanée; ses mauvais côtés parce que dans son travail, elle ne recevait pour ainsi dire de nulle part aide ni soutien, ce qui, bien-entendu, se faisait sentir sur tout le mouvement. Le parti était tout entier absorbé par la lutte politique et le travail d'organisation générale et malgré la résolution ci-dessus mentionnée du 6^e congrès, ne donna aucun appui effectif au mouvement.

Après la révolution d'octobre, le mouvement de la jeunesse augmenta encore d'intensité. Au commencement de janvier 1918, la seule organisation de Pétersbourg comptait environ 16.000 jeunes ouvrières; elle avait ses clubs, ses rayons, ses centres de fabrique et d'usine. La jeunesse paysanne commença aussi à prendre part au mouvement. Dans les villages, commencèrent à se constituer des unions socialistes de la jeunesse paysanne qui se proposaient principalement des buts d'éducation et culturels. On commença alors à convoquer des congrès et des conférences de gouvernement de la jeunesse et à ces assemblées les organisations, municipales aussi bien que rurales, se groupèrent entre elles, constituant une union unique.

Dans l'Oural et à Pétrograd, on nota même des groupements régionaux englobant plusieurs gouvernements.

Plus le mouvement prenait d'ampleur, plus se faisait sentir la nécessité de l'union. Celle-ci était rendue difficile par les conditions générales pénibles de la vie dans la première République soviétiste qui existait au monde. Enfin en octobre 1918, c'est-à-dire plus d'une année et demie après le commencement du mouvement, on réussit à convoquer à Moscou le premier congrès pan-russe des organisations de la jeunesse ouvrière et paysanne. Le congrès fut convoqué par les organisations de Moscou et de Pétrograd. Il dura du 29 octobre au 4 novembre 1918. Environ 200 délégués représentant 21.000 membres de différentes organisations y prirent part. Le résultat le plus important du congrès fut la création d'une union communiste russe unique de la jeunesse et d'un centre pour toute la Russie.

Après le Congrès, le mouvement s'accroît encore davantage. Le parti commença à lui accorder une attention sérieuse. Beaucoup de Congrès de gouvernement et de district du parti adoptèrent des résolutions tendant à soutenir l'union. Enfin le 8^e congrès du parti en mars 1918 reconnut pour exceptionnellement important le travail au sein de la jeunesse, proclama utile et nécessaire l'existence de l'Union communiste russe de la jeunesse et décida de lui accorder toute espèce d'appui.

A l'heure actuelle, l'Union compte environ 1.500 organisations représentant au total 80—90.000 membres. Les plus importantes organisations de gouvernement sont celles de Moscou, Vladimir et Viatka. La première englobe en effet 200 groupements, la deuxième, 163 et la troisième, 120. Des organisations urbaines, c'est celle de Pétrograd qui est la mieux construite. Elle compte actuellement environ 6.000 membres, 14 rayons avec leurs clubs, leurs locaux à eux, etc...

Vingt et un gouvernements ont des comités de gouvernement élus aux congrès du gouvernement et qui dirigent le travail local. Dans 12 gouvernements, le travail est dirigé par des bureaux spéciaux constitués au sein des organisations de gouvernement et urbaines. Il y a aussi beaucoup d'unions de district.

Le mouvement de la jeunesse se développe actuellement très vigoureusement dans les régions affranchies de l'Oural et de la Sibérie; nous ne possédons pas

encore de données précises sur le nombre des organisations qui existent dans ces contrées à l'heure actuelle. Il y a également des unions de la jeunesse dans les républiques soviétistes des anciennes régions frontalières de la Russie. Il y a eu des unions en Ukraine, en Livonie, en Lithuanie, en Russie Blanche. Toutes ces républiques ont eu leurs congrès qui ont réalisé l'union de leurs organisations de la jeunesse. L'union communiste de la jeunesse ouvrière d'Ukraine, qui a été constituée au congrès de Kiev à la fin de juin (vieux style), comptait plus de 10.000 membres. A l'heure actuelle, toutes ces unions se livrent à un travail illégal de propagande de l'idée du communisme. L'union ukrainienne a pris, lors de l'occupation, une part active à la propagande parmi les soldats allemands et anglo-français; sous le rapport de l'organisation, toutes ces unions (à l'exception de celle de Livonie) constituent des partis d'un même tout, qui est l'union communiste russe de la jeunesse; leurs comités centraux apparaissent comme les centres régionaux de l'Union communiste russe de la jeunesse.

Outre l'organe central de l'union *Le jeune Communiste* qui paraît à Moscou, la jeunesse a encore 15 autres revues. La plus ancienne et aussi celle qui paraît le plus régulièrement est l'organe de l'organisation de Pétrograd *Le jeune Proletaire*.

Malheureusement, le manque de papier et les mauvaises conditions techniques actuelles empêchent un large développement de la presse de l'union. Dernièrement des «pages de la jeunesse» ont commencé à voir le jour dans les organes du parti: on compte actuellement dans toute la Russie plus de 30 publications de ce genre. Le comité central en compte trois hebdomadaires: une dans l'organe central du parti *La Pravda*; une dans l'organe rural du parti *La Pauvreté* et une dans le bulletin de l'agence télégraphique russe (*Rosta*).

L'union comprend actuellement les jeunes gens ayant de 14 à 23 ans. L'âge qui s'y trouve en majorité est celui qui varie de 15 à 20 ans. Dernièrement, l'union s'est vue renforcée des organisations communistes de la jeunesse scolaire récemment constituées. Le mouvement communiste au sein de la jeunesse scolaire est d'ailleurs très faible et cette jeunesse est relativement mal représentée au sein de l'union. L'énorme majorité des membres de l'union est constituée par la jeunesse ouvrière et paysanne. Les relations mutuelles avec le parti se sont maintenant précisées ainsi: l'union qui reconnaît le programme et la tactique du parti, apparaît comme une organisation autonome et travaille sous le contrôle du centre et des comités locaux du parti. Le centre de l'union est subordonné au centre du parti: les organisations locales seulement sont contrôlées par le parti. Et l'union et le parti s'entraident mutuellement dans leur travail. Tous les membres du parti jusqu'à l'âge de 20 ans, sont obligés d'entrer dans l'union et d'y travailler. C'est le commissariat du peuple pour l'instruction publique qui soutient financièrement l'union. Le pouvoir ouvrier et paysan met à la disposition de la jeunesse tout ce qu'il a de meilleur. Les dimensions restreintes de cet article ne nous permettent pas de nous étendre d'une façon détaillée sur le travail de l'union. Il suffit de dire que des dizaines de milliers de jeunes ouvriers et paysans y ont été éduqués et y ont pris conscience du communisme. Une partie d'entre eux a déjà succombé en combattant pour la république des soviets; une autre partie se trouve actuellement encore sur nos différents fronts; le reste

enfin travaille dans les organisations soviétistes et de parti.

Tous les événements de la vie révolutionnaire ont une répercussion rapide et organisée sur l'union qui fournit sans cesse de nouveaux cadres de jeunes combattants pour le communisme.

Dès le début de son apparition, le mouvement de la jeunesse en Russie s'est considéré comme une partie du tout représenté par le mouvement international de la jeunesse ouvrière. La première conférence de la jeunesse ouvrière de Pétrograd en août 1917 a proclamé l'entrée de l'union dans l'Internationale de la jeunesse. L'organisation de Moscou, en octobre 1919, a répondu immédiatement à l'appel, parvenu pourtant tardivement en Russie, du bureau international de la jeunesse relativement à l'organisation d'une journée de protestation de la jeunesse contre la guerre. Une démonstration qui groupe plusieurs milliers de manifestants, fut organisée, ainsi qu'un meeting de la jeunesse ouvrière pour démontrer l'unité de toute la

jeunesse ouvrière et la puissance de son mouvement. Malheureusement, nous n'avons pas la possibilité de parler maintenant du travail du Comité Central de l'union russe dans le domaine du rétablissement des relations internationales et de la création de l'Internationale Communiste et de la Jeunesse. Le deuxième congrès panrusse de l'union est fixé au 5 octobre de cette année.

Il aura à résoudre une série de questions de principe, concernant non seulement l'union mais encore toute la jeunesse des travailleurs. Le congrès mettra en relief les résultats du travail accompli par l'union pendant l'année, fera le bilan de la situation actuelle et indiquera la voie ultérieure à suivre. Nous espérons qu'après le deuxième congrès l'union deviendra encore plus forte et plus puissante et sera vraiment un des détachements d'avant-garde de l'Internationale communiste de la jeunesse qui est actuellement en voie de formation.

RYVKIN (O. SKAR).

LE MOUVEMENT DE LA JEUNESSE COMMUNISTE SUISSE

(Impressions personnelles. Traduit du suédois)

Il suffit de passer quelques heures en Suisse pour remarquer l'animosité qui règne dans ce pays envers les étrangers; elle est particulièrement frappante dans les restaurants et les théâtres des grandes villes. Vous ne trouvez d'ailleurs aucune trace de cette animosité chez les ouvriers ni au sein de la population pauvre; l'étranger y est au contraire traité sur un pied d'égalité ab-oluo par rapport au Suisse, voir même avec une particulière amabilité. La presse bourgeoise donne systématiquement la chasse aux étrangers et la masse de la petite bourgeoisie aux tendances nationalistes prête une oreille complaisante à cette propagande qui se transforme en instrument docile dans les mains des chauvinistes conscients. Il n'est pas difficile de deviner l'origine de cette haine envers les étrangers. La Suisse a été pendant plusieurs années la résidence favorite des révolutionnaires russes. Lénine et Trotsky, Zinoviev, Radek, Bronskaïa, Kharitonov, Balabanova, l'Allemand Munzenberg, l'Italien Schvoida et toute une série d'autres révolutionnaires y ont vécu. Ils prenaient tous une part active au mouvement et ils ont certainement contribué puissamment à propager parmi les masses ouvrières suisses l'idée de la lutte de classes révolutionnaire et socialiste, que la bourgeoisie a en si grande haine. Les autorités s'étaient imaginées qu'il n'y aurait qu'à éloigner ces étrangers et à interdire l'accès de la Suisse à tous les socialistes révolutionnaires pour rétablir dans le pays le calme et la paix et pour courber de nouveau les ouvriers «contaminés» sous le joug de l'exploitation capitaliste; du moment qu'il n'y aura plus d'agitateurs dans le pays, le mécontentement artificiellement provoqué par ces derniers au sein des ouvriers disparaîtra nécessairement. Ce calcul simpliste s'est trouvé complètement faux. L'exploitation capitaliste en Suisse, non seulement n'a pas cessé,

mais elle a encore empiré pendant la guerre et par conséquent la lutte de classes, dirigée par les révolutionnaires suisses locaux, est devenue plus aigüe.

Les autorités suisses continuent néanmoins leur stupide politique d'expulsions et d'arrestations, ainsi que de confiscation de journaux et de brochures. La brutalité de la police n'a plus connu de bornes après les fameuses «émeutes de Zurich», qui eurent lieu en novembre 1917. Tout le Comité Central de l'Union de la Jeunesse (qui comprenait 7 membres) fut alors arrêté; la police perdit littéralement la tête et opéra entre autres près de 100 arrestations sous l'unique inculpation de fréquentation de la librairie de l'Union de la Jeunesse. Munzenberg, Trostel, Marté et Bucher furent également arrêtés et accusés d'avoir organisé l'émeute. Munzenberg et Trostel furent mis en liberté après 2 mois et demi d'emprisonnement. Le Conseil fédéral décréta ensuite d'expulser Munzenberg de Suisse. Cette résolution provoqua, comme on sait, une tempête d'indignation dans le monde entier et grâce à cette circonstance, l'expulsion fut remplacée par l'internement; interné le 8 juin, Munzenberg finit par solliciter lui-même son expulsion en Allemagne au commencement de la révolution de novembre.

Parmi les camarades qui ont été le plus souvent incarcérés au cours de ces deux dernières années il faut citer Jules Humbert-Droz qui est à la tête du mouvement de la jeunesse dans la Suisse française. Il fut condamné à diverses reprises à un total de 14 mois de détention. Humbert-Droz est une figure remarquable, symbolisant réellement le mouvement révolutionnaire suisse. Humbert-Droz rappelle beaucoup Spak, fort connu en Suède; c'est un ex-pasteur qui a abandonné la robe à la suite de conflits avec les grands de l'église. Il faut dire que la participation des prêtres au mouve-

ment révolutionnaire n'est par rare en Suisse; le président de l'Union de la Jeunesse, le socialiste suisse Fritz Lieb a passé récemment son examen de théologie, mais il a consacré toutes ses forces au travail révolutionnaire, au lieu de s'occuper comme pasteur, de sauver des âmes pour l'église. Humbert-Droz et Trostel à Zurich, Lieb et Arnold à Bâle sont actuellement traduits en justice chacun sous trois ou quatre inculpations, ce qui ne les décourage certes pas; ils déclarent au contraire que ces persécutions ne font qu'augmenter leur humeur combative et surexciter de nombreux milieux et d'autres camarades.

Nous sommes arrivés en Suisse surtout pour prendre part à l'assemblée de l'Union de la Jeunesse à Olten. L'assemblée s'est ouverte dans une petite salle d'un des cafés de la Maison du Peuple. Malgré l'exiguïté du local si pen en harmonie avec toutes nos notions scandinaves de confort, nous nous sentimes aussitôt enveloppés d'une atmosphère de bien-être fraternel et familial: il faisait très chaud et les membres de l'assemblée enlevèrent leurs vestons et leurs gilets, ce qui acheva de donner à la réunion un caractère tout à fait intime. La plupart des délégués qui prenaient part à l'assemblée étaient plus jeunes que les camarades qui sont délégués d'habitude à nos assemblées scandinaves, mais on voyait aussi parmi eux des camarades aux barbes imposantes, si bien que l'aspect de l'assemblée n'était pas très différent de celui qu'offrent habituellement les nôtres.

L'assemblée commença ses travaux le samedi soir 19 juillet et elle discuta tout d'abord le rapport du Comité Central ainsi qu'une série de questions administratives et pratiques. En ce qui concerne la vie intérieure et le nombre des membres, l'Union suisse est bien en arrière de nos alliances scandinaves et elle ne peut pas d'une façon générale leur être comparée. L'Union suisse ne compte en tout que 4.000 membres; son activité dans le domaine de l'édition est aussi peu importante; les camarades suisses n'ont pas leur typographie, tandis que depuis longtemps déjà nous nous enorgueillissons à juste titre de la nôtre. Cet état de choses s'explique avant tout par les persécutions de la police, les perpétuelles confiscations et les interdictions auxquelles est en butte l'organe de l'Union, mais la décentralisation qui règne au sein du mouvement même y est aussi pour beaucoup: son influence néfaste se fait particulièrement sentir dans le domaine de l'édition et dans le travail de diffusion de l'organe de l'alliance. C'est ainsi qu'il existe par exemple des organes particuliers pour certains cantons et même pour certaines sections. L'administration du service de l'édition est répartie entre deux centres, celui de Zurich et celui de Bâle. Il est vrai que le travail des camarades suisses est rendu fort difficile du fait du caractère polyglotte de la population: la grande majorité parle l'allemand; une partie parle le français; dans quelques cantons de la Suisse méridionale, on parle l'italien, et il existe en outre une région de langue romane (survivance du latin); elle comprend le pays de l'Uhr et de l'Engadine. Il est enfin indispensable d'ajouter qu'on parle dans la Suisse allemande un dialecte suisse particulier presque incompréhensible même pour celui qui connaît bien l'allemand. Et malgré ce bariolage, la question de la langue ne fait en Suisse l'objet d'aucune controverse; c'est ce qui distingue à son avantage la Suisse de la Finlande et de la Norvège. Ici le débat est porté sur un tout autre terrain.

Dans la Suisse française, le mouvement de la jeu-

nesse a poussé des racines assez profondes; il a son journal publié sous la rédaction d'Humbert-Droz. Dans la Suisse italienne, par contre, toutes les tentatives d'organisation des sections n'ont abouti à rien jusqu'à présent.

Mais si, en prenant connaissance du mouvement de la jeunesse suisse nous nous heurtons à quelques faiblesses et notons les symptômes de maladies d'enfants, dont nous-mêmes nous sommes heureusement débarrassés depuis longtemps déjà, nous ne pouvons pas d'autre part ne pas exprimer notre admiration pour l'activité propagandiste dont fait preuve la petite Union suisse. Par cette activité nos camarades suisses ont inspiré aux bourgeois de leur pays une telle terreur que ceux-ci cherchent par tous les moyens à mettre fin à cette propagande, dont ils déplorent l'influence néfaste sur la société.

Après cette excursion légèrement en dehors du sujet, revenons maintenant à l'assemblée.

Des camarades de la Suisse française résolurent d'y déposer une proposition aux termes de laquelle l'Union de la Jeunesse devait coopérer à l'armement du prolétariat. Ayant appris la chose, la presse bourgeoise entreprit une campagne furieuse contre le congrès. Quelques journaux exigèrent même son interdiction; d'autres insistèrent sur la nécessité d'arrêter tous les délégués, etc.

Les autorités résolurent cependant d'attendre que la question de l'armement de la classe ouvrière fût soulevée à l'assemblée.

Le dimanche suivant le congrès passa à l'examen de cette question. Le secrétaire de l'alliance, Emile Arnold lut un excellent rapport éminemment clair et logique prouvant la nécessité de l'armement. Les débats devaient commencer après la lecture du rapport; mais à ce moment deux policiers, qui s'étaient tenus cachés dans une pièce voisine firent irruption dans la salle et déclarèrent que l'assemblée était close. Cette déclaration insolente provoqua une violente indignation. Quelques camarades se déclarèrent prêts à jeter sur le champ les deux agents de la sûreté à la porte, mais on les pria de conserver le calme et l'assemblée discuta la situation créée par l'intervention de la police et l'attitude à adopter; le débat fut des plus animés et pendant toute sa durée les malheureux policiers durent entendre nombre de compliments peu flatteurs. L'assemblée décida finalement de continuer ses travaux, mais dans un endroit plus tranquille, dans la montagne. Les policiers quittèrent alors le local tout déconfits, sous les railleries et les lazzi des délégués.

Nous nous dirigeâmes tous ensuite vers la montagne voisine et l'assemblée un moment interrompue, reprit ses travaux, après que des vedettes, chargées de donner l'éveil en cas d'apparition de l'ennemi, eussent été placées dans toutes les directions. La police se montra en effet au bout de deux heures environ, mais il était visible que c'était à contre-cœur qu'elle se dirigeait vers la montagne. Les vedettes avertirent aussitôt l'assemblée et après s'être brièvement concerté, notre conseil «de guerre» résolut de prendre encore un peu d'altitude et nous arrivâmes ainsi à terminer nos travaux le plus tranquillement du monde.

La proposition de l'armement du prolétariat fut unanimement acceptée. Ainsi les limiers de la police qui de nouveau commençaient à nous serrer de près ne réussirent pas à empêcher la discussion de cette question et en furent pour leurs frais. Les membres de l'assemblée mis en bonne humeur par ces incidents

retrèrent en ville en chantant. C'est ainsi que se termina ce congrès original. Nous primes congé de nos camarades suisses qui étaient sûrs d'être en butte à la suite de la résolution votée par le congrès, à de nouvelles persécutions mais qui avaient aussi la ferme assurance que, quoi qu'il arrivât, ils ne se laisseraient

point abattre et continueraient à poursuivre aussi courageusement leur chemin vers notre but commun, brisant tous les obstacles qui pourraient se dresser devant eux.

O. S.

(Communiste suédois).

LE CONGRÈS SCANDINAVE DE LA JEUNESSE OUVRIÈRE

Le dimanche 17 août à Hillerød (Danemark) a eu lieu le premier congrès général des représentants de la jeunesse socialiste-révolutionnaire des trois pays scandinaves. L'organe de l'union social-démocrate de la jeunesse, le *Fremad*, dans un article consacré au congrès, a rappelé que des liens innombrables ont lié au cours des siècles les pays scandinaves. «Le château de Frøderisborg à Hillerød a été la résidence de l'avant-dernier des rois de Danemark qui ait régné sur les deux rives du Sand et sur la rocheuse Norvège. De l'avant-dernier, car les liens ont été alors rompus! Et cela parce qu'ils étaient fondés sur l'amour du pouvoir, sur la recherche de l'or, sur l'intransigeance. L'âme des masses populaires demeurait indifférente; c'est pourquoi les liens qui unissaient nos pays apparurent trop faibles. Maintenant en ce lieu historique se sont assemblés les représentants de la jeunesse ouvrière, les représentants du peuple, les pionniers de l'avenir; ils se sont assemblés pour unir les peuples du Nord par de nouveaux liens de camaraderie, de fraternelle entente et d'amour» (*Fremad*).

Le Congrès scandinave s'est ouvert dans un local somptueusement décoré de fleurs et de drapeaux rouges. 80 délégués ayant voix délibérative y ont pris part (30 délégués danois, 20 délégués norvégiens et 30 délégués suédois), en outre quelques camarades danois y ont pris part également avec voix consultative.

Le camarade danois Ernst Christiansen a souhaité la bienvenue aux congressistes au nom du secrétariat scandinave. «Nous nous sommes réunis—à-t-il dit notamment—en premier congrès scandinave de la jeunesse au moment où l'humanité se trouve pour ainsi dire sur la ligne de démarcation entre le vieux et le nouveau monde. Dans cette salle se trouvent en ce moment les représentants de 50.000 jeunes ouvriers socialistes qui ont adhéré à la 3^{ème} Internationale, l'Internationale de l'action».

Puis on chanta l'Internationale et A. D. Henriksen déclama un prologue de circonstances, après quoi E. Olausson et Sven Linderot transmirent au congrès le salut des hôtes norvégiens et suédois. Il fut donné lecture d'un télégramme d'Otto Grimlund qui, arrivé à Copenhague le 16 août, fut arrêté par la police danoise et, après avoir été maltraité de la façon la plus grossière, expulsé du Danemark. Le Congrès décida de protester énergiquement contre cet acte de violence et de porter par télégramme cette protestation à la connaissance du ministre de la justice Zale et du ministre Stanning.

Ervig (Danemark), Linderot (Suède) et Olausson (Norvège) furent élus membres du bureau du Congrès. Hellberg (Danemark) fut élu secrétaire général. En outre, on procéda à l'élection de deux secrétaires par pays: Sillen et Viksten furent élus pour la Suède; Inv.

Larsen et Oscar Toru pour la Norvège; Hans Neusen et Honoré pour le Danemark.

Ensuite deux commissions furent élues: une, pour la question du travail scandinave d'ordre général; elle fut constituée ainsi: Nils Flug et Johan Nord pour la Suède; Edegard et Lévé pour la Norvège; Ed. Jensen et Chr. Christiansen pour le Danemark.

La «commission de principe et de tactique» fut constituée ainsi: Z. Höglund, Marthe Larsson et Eynard Adamson pour la Suède; Olausson, Oisang et Seter pour la Norvège; Johan Ervig, R. Haussen et V. K. Nilsen pour le Danemark.

M. Tranmel fut le premier rapporteur entendu par le Congrès. Il termina son intéressant rapport sur le mouvement ouvrier et le mouvement de la jeunesse en Norvège par un appel ardent à la jeunesse ouvrière pour l'inviter à consacrer toutes ses forces au travail révolutionnaire pour que les tendances révolutionnaires triomphent au sein du mouvement ouvrier scandinave.

Puis le congrès passa à la discussion de la question du travail d'ordre scandinave général. Ernst Christiansen donna lecture d'un projet de réglementation du travail commun élaboré par la commission.

Les débats de cette question s'ouvrirent par un discours d'Olausson, après lequel toute une série de camarades prirent la parole.

D'une façon générale, tous les orateurs furent d'accord avec le projet de la commission relatif aux formes de l'activité générale des trois unions de la jeunesse et ce projet après insertion de quelques corrections ne portant pas sur le fond, fut adopté dans les termes de la résolution que voici:

«Nous nous proposons pour but d'établir une collaboration plus intime entre les organisations de la jeunesse qui adoptent la plateforme de l'Internationale de la jeunesse, pour atteindre une plus grande unité et le renforcement de notre puissance combattive, tant dans le domaine des principes et de la politique que dans le domaine de l'organisation.

1) Il est institué un secrétariat scandinave qui comprend un secrétaire et deux membres, de sorte que ledit secrétariat comprendra un représentant de chacun des trois pays. Outre l'exercice des fonctions ci-dessous indiquées, le secrétariat doit se préoccuper par tous les moyens d'assurer des rapports constants entre les unions qui adhèrent à lui, communiquant aux organes de toutes les unions et en général à toute la presse du parti la documentation et les informations nécessaires. Chaque pays élit séparément son membre du secrétariat et le secrétariat élit lui-même dans son sein, avec la ratification de l'union intéressée, un secrétaire général pour une durée d'une année.

2) Si dans les trois pays ou bien dans l'un d'entre eux, surgit quelque question politique ou sociale, le secrétariat la soumet à une discussion verbale ou

écrite et, en cas de nécessité, convoque un congrès général scandinave ou une conférence.

3) Les congrès scandinaves de la jeunesse doivent avoir lieu au moins une fois tous les dix-huit mois et dans la mesure du possible, une fois par an. L'année où il n'est pas convoqué de congrès, une conférence doit être réunie.

4) Chaque union délègue au congrès trois représentants pour mille membres, toutefois aucune union ne peut avoir, au congrès, un nombre de représentants supérieur aux $\frac{2}{3}$ du nombre total des délégués.

5) Chaque union a le droit d'envoyer à la conférence trois représentants pour 10.000 membres (voir § 4).

6) Pour couvrir les dépenses du secrétariat, chaque union paie, si possible, une cotisation d'un öre au moins par membre annuellement. Si cette somme est insuffisante, le secrétariat a le droit d'exiger des unions un versement extraordinaire qui ne peut dépasser 10 öre par membre et par an.

7) Chaque année, de grands meetings communs sont organisés.

8) Les clubs et les sections des unions doivent, dans la mesure du possible, organiser pendant le cours de l'été pour leurs membres des excursions dans les autres pays scandinaves.

9) Les unions doivent au moins une fois par mois organiser des tournées de propagande dans les pays voisins.

10) Chaque club doit prendre au moins deux abonnements à chaque organe des unions des deux autres pays. Les abonnements sont souscrits au nom du président du club, mais les exemplaires sont ensuite mis en lecture au Comité et transmis aux autres membres du club.

11) Chaque année, doit être organisée une journée de la jeunesse socialiste dans toute la Scandinavie. Pendant toute cette journée, tous les clubs organisent des réunions au cours desquelles il est prononcé des discours relatifs au mouvement de la jeunesse dans tous les états scandinaves et font une collecte au profit de l'œuvre d'union sociale.

En outre, la question d'une école ouvrière pour tous les pays scandinaves fut également soulevée; le congrès chargea le secrétaire d'étudier cette question et de soumettre un rapport à ce sujet au congrès suivant. Ensuite le congrès chargea le secrétariat d'entrer en pourparlers avec les services d'éditions des différentes unions pour coordonner leur travail.

Sur ce, prit fin la première journée de la session du Congrès.

Le soir eut lieu un concert avec déclamation, etc... Les auditeurs furent fortement impressionnés par les vers de Nerman sur Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht, déclamés par S. Janson.

Le lundi, la séance du congrès s'ouvrit par le rapport de Nils Flüg sur le travail d'éducation et de culture. Le rapporteur exprima tout d'abord son profond regret que le camarade norvégien Arvid H. Hausen qui aurait dû, à proprement parler, faire le rapport sur cette question, eut été privé de la possibilité de venir au congrès. Ensuite il fit un tableau de l'activité des camarades suédois sous le rapport de l'éducation et de la culture. La majorité des cercles fondés par cette organisation doit être portée à l'actif de l'union suédoise de la jeunesse; le nombre de ces cercles, d'après le dernier recensement, atteint 260. Les résultats obtenus jusqu'à ce jour doivent être, de

l'avis du rapporteur, reconnus, cependant insuffisants. D'abord le travail d'éducation souffre encore de certaines lacunes dans son organisation, en second lieu, une bonne moitié des membres de l'union de la jeunesse n'entre pas dans les cercles d'éducation et de culture. Il faut espérer qu'à l'avenir on réussira à combler ces lacunes. Il conviendrait également d'organiser des cours et conférences dans tout le pays, dans tous les districts pour les camarades délégués par tous les clubs de l'union.

«L'activité dans le domaine de l'éducation, a dit pour conclure le rapporteur, doit être reconnue pour une de nos tâches les plus importantes».

Il a indiqué ensuite quelle arme sérieuse le travail d'éducation constituait entre les mains du groupe de l'opposition, vu que le mouvement ouvrier s'était appuyé jusqu'à présent pour une part très importante sur la foi dans les autorités. Ensuite il souligna que le mouvement révolutionnaire ouvrier avait fortement besoin de spécialistes instruits sortis du milieu ouvrier. «Nous vivons à grande époque; nous sommes appelés à assumer la solution de problèmes complexes et difficiles; aussi devons-nous nous préparer, par une activité organisée comme il convient dans le domaine de l'éducation et de la culture, à nous acquitter avantageusement des tâches qui nous incombent».

Harold Jensen (Danemark): «A des époques telles que l'époque actuelle, on a pour tout homme pensant des exigences particulièrement sévères. La science du socialisme dans tous ses détails est obligatoire pour tout ouvrier conscient. Nous devons apprendre le socialisme, l'histoire et la technique».

Il ne faut pas toutefois contraindre par la violence les camarades à entrer dans les cercles d'éducation et de culture.

Leur participation y doit être volontaire c'est pourquoi le travail doit être orienté dans le sens de l'éveil chez les camarades de l'intérêt pour l'instruction et pour l'étude. Il faut absolument que ce travail soit sérieusement organisé.

Il faut s'assurer de bons directeurs pour les cercles.

Dans les cercles d'éducation et de culture, ce sont des causeries et non des conférences qui doivent être pratiquées».

Après quelques orateurs, le congrès est passé à la question suivante de l'ordre du jour, à la question de l'Internationale de la jeunesse.

E. Olauksen a fait le rapport relatif à cette question. Brièvement il a fait un exposé historique du développement de l'Internationale de la Jeunesse et des résultats de son travail politique et organisateur. Le travail politique de la jeunesse se fait maintenant dans le monde entier sur la base des principes de la III^e Internationale et la lutte menée par les groupes de la minorité qui, dans quelques pays isolés, font de l'opposition à ce développement, devient de jour en jour plus désespérée. Le rapporteur a rappelé le congrès international de la jeunesse qui doit avoir lieu prochainement. «Il est au plus haut point important, a-t-il dit, d'éveiller et d'enraciner plus profondément au sein des masses ouvrières l'intérêt pour les événements internationaux, événements qui peuvent avoir une influence décisive pour nos propres pays: si la réaction capitaliste remporte la victoire sur la Russie, elle triomphera dans toute l'Europe, et réduira la classe ouvrière à l'état d'un misérable troupeau de moutons».

Il fut décidé d'ajourner les débats sur cette question pour écouter d'abord le rapport sur la *démocratie et la dictature*. Le rapporteur membre de la Chambre danoise, K. K. Steinkø expose son point de vue sur cette question, point de vue se résumant à ceci que l'expérience historique ainsi que les considérations morales et éthiques parlent en faveur de la démocratie contre la dictature. Au surplus il déclara que dans certaines conditions, il reconnaissait la nécessité et de la dictature et de la révolution; mais alors la dictature ne doit être qu'un stade transitoire, car la dictature, c'est la violence et la violence engendre à son tour des réactions brutales, appelant la guerre qui rend impossible la construction de la société socialiste. Z. Höglund exposa ensuite brièvement la position prise par la II-e Internationale et le développement de celle-ci depuis le commencement de la guerre mondiale. Il indiqua que la société bourgeoise était fondée sur la dictature de la minorité, ce qu'attestent les restrictions apportées au droit de vote, etc... Le bolchévisme et la III-e Internationale ne tendent pas à la dictature de la minorité de la classe ouvrière, mais considèrent que le pouvoir doit et peut être pris par la majorité de la classe ouvrière organisée. En Russie, sous l'empire de la dictature du prolétariat, le droit électoral est en fait plus large et plus démocratique que le droit électoral dans n'importe quel pays capitaliste. En Russie, tout citoyen participant à un travail de production, administratif, créateur de valeurs, a droit de vote. De la sorte, la dictature s'abolit d'elle-même automatiquement et la vraie démocratie sociale s'établit.

Qu'est-ce que la II-e Internationale?

C'est un parti impuissant, méprisé par les capitalistes de l'Entente, parce qu'il ne fait que parler et n'agit pas, parce qu'il n'est pas en état de mettre en œuvre les moyens qui sont nécessaires pour la victoire de la classe ouvrière. Pour les jeunes socialistes, le choix entre les deux Internationales doit être très facile. Ils doivent adhérer à l'Internationale de l'action.

Après ce discours, ont commencé des débats intéressants auxquels, outre Höglund et Steinkø, ont pris part Olausen, Henriksen, Helberg, Hausen, Oisang et Trammel.

Le deuxième jour du congrès prit fin sur ces débats.

Le soir, les membres du congrès firent une partie de plaisir à Neddelo.

La journée du lendemain fut consacrée à des débats de la haute importance sur les questions de principe et de tactique. Au début de la séance, Ernst Christiansen donna lecture du projet de résolution suivant élaboré par la commission:

«Le premier congrès scandinave de la jeunesse socialiste exprime sa satisfaction pour la fermeté de principes dont la jeunesse internationale a fait preuve durant la guerre, ainsi que pour la précision toujours plus nette avec laquelle les décisions des congrès et des conférences des unions scandinaves de la jeunesse témoignent de la complète adoption par la jeunesse ouvrière des principes de la lutte de classes révolutionnaire. Le congrès déclare que l'Internationale de la jeunesse doit se placer sur la plateforme de la III-e

Internationale; que la jeunesse ouvrière doit au moyen d'un travail renforcé de propagande, être instruite de l'application des moyens de la lutte et des formes d'organisation qui sont indiqués dans les thèses fondamentales principales et pratiques de la III-e Internationale».

«Cette résolution, a dit Christiansen, s'efforce de grouper la jeunesse scandinave autour d'une plateforme socialiste claire. Ici, nous devons établir aujourd'hui les principes fondamentaux, en accordant ensuite à chacune des unions la faculté de prendre pour elle-même telle ou telle autre décision. Notre place doit être dans les rangs de la III-e Internationale».

Helberg ouvrit la discussion, en lisant un télégramme annonçant que le parti suisse avait décidé d'entrer dans la III-e Internationale.

R. Hausson déclara qu'il était d'accord avec la majorité sur la nécessité de lutter contre le militarisme. Il est opposé à l'attitude adoptée par la social-démocratie, mais il estime qu'il faut, en restant dans le parti, tendre à modifier cette attitude en la faisant évoluer vers la gauche.

Ensuite il fit connaître que la minorité avait décidé de ne voter ni pour l'adhésion à la III-e Internationale, ni pour l'adhésion à la II-e. L'énorme majorité des ouvriers danois organisés, d'après lui, est pour la II-e Internationale. Après cet orateur, Oisang et Jensen prirent la parole pour soutenir la résolution, ainsi que Hvelldros, Sillev et Helberg.

Les débats durèrent toute la journée. La minorité défendit énergiquement son étrange point de vue, mais sans réussir à gagner de nouveaux partisans. Le congrès adopta la résolution de la commission, reproduite ci-dessus, par 68 voix contre 5. Au nom des femmes participant au congrès, Marthe Larsson déposa la résolution suivante qui fut adoptée à l'unanimité:

«Dans la lutte de classes qui de jour en jour devient plus aiguë et dans laquelle, nous devons concentrer toutes nos forces afin d'obtenir la victoire, nous ne devons pas oublier qu'au sein de nos masses, il y a aussi des femmes.

Nous reconnaissons toute l'importance du moment actuel, nous savons que nos ennemis mobilisent leurs détachements et tendent toutes leurs forces dans le but d'étouffer le mouvement qui prend sans cesse une plus grande extension, menaçant l'existence même de la dictature capitaliste.

Nous devons nous rappeler aussi que tant que toute la classe ouvrière, sans distinction de sexe, ne prendra pas part à cette lutte pour ses intérêts de classe, il ne saurait être question de poursuivre cette lutte jusqu'à la victoire. C'est pourquoi le congrès exprime sa profonde conviction que l'une des tâches du mouvement de la jeunesse doit être de créer une coopération, plus intime encore que jusqu'à ce jour avec les organisations correspondantes de femmes, en vue d'un travail commun de propagande et d'éducation des plus énergiques parmi les ouvrières».

Après les discours des camarades Olausen, Viksten, Ervig, Christiansen, le congrès fut déclaré clos et ses membres se séparèrent au chant de l'Internationale.

T.

LE CONGRÈS DE L'UNION AMÉRICAINE DE LA JEUNESSE

Le 4 mai s'est terminé le congrès de l'Alliance Américaine de la Jeunesse. Parmi les décisions prises par l'assemblée, il convient de noter avant tout la résolution concernant la conférence de la II-ème Internationale à Berne. Cette résolution qualifiant la conférence de Berne de «réunion bourgeoise, n'ayant rien de commun avec le socialisme», constate la banqueroute de la II-ème Internationale et reconnaît la nécessité de fonder immédiatement une nouvelle internationale socialiste rouge. Le congrès adopta ensuite une résolution exigeant le rappel des troupes américaines expédiées en Russie, une résolution tendant à l'organisation d'unions professionnelles de producteurs et une résolution contre le soi-disant «congrès d'amnistie», soulignant qu'il faut exiger et non demander l'amnistie.

Une série de résolutions concernant la propagande et l'organisation de l'Union, furent finalement adoptées.

Il fut procédé aux élections du nouveau président de l'Union de la Jeunesse. A la place de William Kruso, démissionnaire et condamné en première instance à 20 ans de prison pour agitation, on a élu président Oliver Carlson, bien connu dans les milieux de la jeunesse ouvrière par son travail d'enseignement à l'école ouvrière du soir de Detroit et pour son talent d'orateur et de journaliste.

L'Union Américaine de la Jeunesse publie son organe *The Young Socialist's Magazin*, qui tire à 4.500 ex. et fait un énergique travail d'agitation.

F.

AU COMBAT!

(Appel de l'Union Allemande de la Jeunesse Communiste)

Camarades! Voici que revient de nouveau le jour de la jeunesse prolétarienne, le jour international de la jeunesse ouvrière! Cette fois-ci, le 7 septembre, la jeunesse révolutionnaire de tous les pays du monde se tendra mutuellement la main par dessus toutes les frontières artificielles, par dessus les tranchées, par delà les territoires occupés, par delà les mers et les montagnes.

C'est au milieu de l'universelle épouvante et de la dévastation, quand des millions de prolétaires succombaient et trouvaient la mort à la guerre, que la jeunesse prolétarienne a organisé sa première journée internationale. En 1915, les leaders de la jeunesse ont adressé à celle-ci un appel, la conviant à proclamer simultanément le même jour sa commune et inébranlable volonté. Cette journée devait être une journée de combat pour la jeunesse.

Oui, une journée de combat. Une défection honteuse a livré la jeunesse prolétarienne aux gouvernants et à leurs bourreaux impérialistes militaires.

En votant pour la guerre, des traîtres à la cause de la classe ouvrière ont voté pour l'extermination et l'immolation de la jeunesse. Et la jeunesse a été immolée sans l'ombre de pitié! Son sang a ruisselé à flots sur les champs de bataille d'Europe et d'Asie; elle a donné ses dernières forces sous le knout du capital. Et ce n'est pas seulement son corps qui était réduit en esclavage; son esprit aussi était enchaîné, captif.

La discipline militaire abêtissante s'efforçait de tuer chez la jeunesse la faculté de penser. A son idole ignoble, le profit, la «société civilisée» immolait tout, jusqu'à l'espoir, réconfortant pour l'humanité, d'un avenir radieux.

Mais tous ces tourments et toutes ces souffrances dont la jeunesse prolétarienne internationale se trouvait accablée, l'ont réveillée. La communauté des souffrances a fait naître en elle la conscience de la communauté des intérêts, la conscience de l'existence d'un ennemi commun. Ce qui avant n'était souvent qu'une

phrase creuse est devenu maintenant une vérité vivante. «Il n'y a qu'un seul ennemi que nous haïssons tous et il n'y a qu'une seule liberté pour nous tous!» Ce réveil a mis fin à la phraséologie nationaliste et la jeunesse est devenue internationaliste, ayant deviné sa solidarité avec ses frères ouvriers du monde entier.

En même temps, au fond d'elle-même, la jeunesse révolutionnaire sentait croître et s'affermir une volonté sacrée, la volonté de combattre l'impérialisme et le capitalisme par tous les moyens et d'éveiller ceux qui continuent à hésiter et à douter.

La jeunesse prolétarienne du monde entier a décidé de proclamer ouvertement sa solidarité internationale et son unité. Partout où dans l'esclavage et dans l'oppression s'élevaient de jeunes prolétaires, ceux-ci ont décidé aujourd'hui de proclamer un même jour qu'ils tendent tous à un seul et même but. Ils ont décidé de s'élever le même jour au-dessus des tranchées et des frontières pour se convaincre que dans les autres pays ils avaient des frères et des sœurs prêts à donner toutes leurs forces pour la réalisation du même idéal. Le grand but de cette manifestation était d'embraser l'âme de la jeunesse de la flamme ardente des grandes idées de fraternité internationale et d'humanité. C'est pourquoi la journée internationale de la jeunesse était une journée de lutte contre la guerre et le militarisme, contre l'exploitation et l'esclavage. Et cette lutte n'a pas été stérile. L'aube de l'affranchissement a lui à l'Orient, l'aube de la révolution mondiale. C'est en vain que les forces des ténèbres l'ont combattue; elles n'ont pas pu l'éteindre! Des lutteurs courageux ont levé haut le drapeau rouge, mouillé du sang de leurs cœurs torturés et aux premiers rangs des combattants groupés pour la défense de ce drapeau s'est jetée la jeunesse.

Et voici que de nouveau revient le jour de la jeunesse! Le jour de la jeunesse en l'anée de la révolution mondiale! On entend déjà les grondements annonciateurs de son approche. La jeunesse a scellé de son sang son dévouement à la révolution. Elle a com-

battu aux premiers rangs en Russie, en Hongrie, en Allemagne.

Le torrent révolutionnaire grossit de jour en jour, gagnant toujours de nouveaux pays. Et l'Allemagne a été appelée à être le centre des batailles à venir.

Aussi, camarades, préparez-vous à la journée de la jeunesse! Préparez-vous pour que cette journée devienne celle d'une manifestation grandiose en faveur de la révolution mondiale!

La jeunesse prolétarienne internationale doit montrer en ce jour qu'elle sera dans la grande bataille la colonne d'assaut.

Nous devons montrer que la révolution n'est pas morte, même dans l'Empire de Noske. Soufflons donc sur l'étincelle de la révolution; qu'elle redevienne un

brasier ardent! Levons bien haut les rouges étendards afin de montrer la route aux masses qui combattent!

Eveillez, camarades, les dormeurs et les indifférents; groupez-les, organisez-les; révolutionnez les esprits et les cœurs!

Nous montrerons que la jeunesse aussi est forte quand elle est décidée! Ce sera notre revue d'avant la bataille.

Consentons encore un sacrifice et alors s'accomplira enfin ce que nous désirons si ardemment. Alors nous fêterons la victoire de la jeunesse du monde entier! Vivo la jeunesse! Vivo la révolution mondiale!

L'Union allemande de la
Jeunesse communiste.



RAPPORTS ET CHRONIQUE

EN BULGARIE

L'ACTION DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE (DES SOCIAL-TIESNIAKI)

Le parti social-démocrate bulgare a toujours été un ennemi résolu et irréconciliable de la guerre. Quelques années avant la guerre des Balkans, il s'est insurgé contre la politique nationale de conquête de la bourgeoisie et de la monarchie; en 1910 les partis soc.-dém. bulgare, serbe, roumain et grec ont eu à Belgrade une conférence où ils ont proclamé le principe de la république fédérative socialiste des Balkans. Ce principe a été défendu avec plus d'énergie encore par ces mêmes partis au cours d'une deuxième conférence balkanique à Bucharest en 1915. La social-démocratie bulgare lutte en effet pour l'unité nationale et pour l'indépendance du peuple bulgare, comme pour celle des autres peuples balkaniques, non pas par une politique nationale de conquête, mais par la révolution et l'établissement de la république démocratique. Voilà pourquoi en 1912 et 1913, le parti social-démocrate bulgare s'est prononcé résolument contre la guerre.

Pendant la guerre impérialiste de 1914, le parti n'a point failli à ses convictions. Il s'est élevé résolument contre l'immixtion de la Bulgarie dans la guerre mondiale et il a vivement combattu la conduite des partis qui ont voté les crédits militaires. Le parti a protesté contre la politique du Bureau socialiste international durant la guerre et il a envoyé ses délégués à la première conférence de Zimmerwald. Il a fait dans le pays une propagande intrépide contre la guerre. A la veille de la guerre, il a lancé contre la mobilisation un manifeste pour lequel les membres du groupe parlementaire ont été plus tard traduits on justice. Le 15 décembre 1915, le groupe parlementaire a protesté contre la guerre et a voté contre les crédits militaires à l'Assemblée nationale. Jusqu'à la fin des hostilités, il est resté fidèle à ses convictions et il est le seul parti qui ait lutté contre la guerre. Durant la guerre des Balkans comme durant la guerre impérialiste, les „socialistes larges“ (Social-patriotes bulgares) se sont rangés du côté de la bourgeoisie nationale et de l'impérialisme. En 1915, comme tous les autres partis russophiles, ils ont préconisé l'intervention de la Bulgarie dans la guerre aux côtés de l'Entente. Mais lorsque Ferdinand et Radoslavoff eurent jeté la Bulgarie dans le camp des puissances centrales, lorsque la Serbie eut été écrasée et la Macédoine conquise, les „Socialistes larges“ donnèrent leur appui à la politique belliqueuse du gouvernement de Radoslavoff. A Stockholm en 1917 pendant la conférence des social-patriotes, ils ont insisté sur l'annexion à la Bulgarie de la Macédoine, de la Dobroudja, de la Moravie et d'une „bande de territoire“ entre Timok et l'Autriche-Hongrie.

Sa lutte énergique et ininterrompue a valu à la social-démocratie des poursuites en masse. Son

organe le *Courrier ouvrier* s'est vu soumis à la censure la plus sévère. Un grand nombre de camarades ont été arrêtés dans le pays et un plus grand nombre encore sur le front, où beaucoup ont même été condamnés par la cour martiale. Trois députés social-démocrates ont été également condamnés, l'un à trois ans, l'autre à cinq ans de prison; le troisième n'a pas eu à attendre le verdict, l'amnistie étant alors intervenue. En dépit des persécutions, le parti a poursuivi sa campagne. Après la révolution russe le *Courrier ouvrier* vit bientôt son tirage monter à 14.000 et, en liaison avec les événements de Russie, le parti organisa à Sofia un important meeting de plus de 10.000 personnes. De nombreuses réunions eurent aussi lieu dans tout le pays.

Lorsque la situation des puissances centrales devint précaire, Ferdinand tenta secrètement, par l'entremise des chefs des partis russophiles, d'engager des pourparlers avec l'Entente. Des documents relatifs à ces pourparlers ont été publiés dans la presse russe. Ces pourparlers échouèrent parce que l'Entente posa comme première condition le banissement de Ferdinand. Néanmoins, ce dernier confia le gouvernement du pays aux démocrates et aux radicaux, avec Malinov en tête, dans la pensée qu'ils serviraient de trait d'union au cours de pourparlers ultérieurs avec l'Entente.

A l'intérieur la situation devenait de plus en plus tendue; affamés, sans vêtements, sans chaussures, les soldats sur le front étaient à bout de patience. A force de manifestes secrets, de propagande et de protestations répétés, le parti social-démocrate commençait à élever très haut la voix en faveur de la paix immédiate; Malinov n'en continuait pas moins la politique de Radoslavoff; il savait fort bien que l'armée ne soutiendrait pas l'offensive de l'ennemi, mais il laissa intentionnellement se produire la défaite et la débâcle sur le front en septembre 1918, afin de rejeter ainsi la Bulgarie du camp des Etats centraux dans celui de l'Entente. Il ne faut pas oublier en effet que Malinov est l'un des chefs les plus en vue des partis ententophiles.

Le gouvernement demanda la paix; l'Entente la lui accorda en exigeant le banissement de Ferdinand. Ce banissement est donc l'œuvre, non pas des partis bourgeois, mais des armées victorieuses de l'Entente. Une partie des troupes bulgares en déroute s'insurgèrent et dans leur retraite s'emparèrent de la ville de Radomir, à 30 kilomètres de Sofia. Le gouvernement envoya pour parlementer avec elles l'aide-de-camp du tsar le général Savoff, ainsi que le leader de l'union agricole Stambolysky. Les soldats restèrent sourds à toutes les objurgations et le général dut rebrousser chemin; Stambolysky demeura au milieu des soldats qui étaient au nombre

de 10 à 15 mille et se fit proclamer président de la république Bulgare. Mais peu de soldats se souciaient de combattre jusqu'au bout pour la république; une partie d'entre eux voulaient marcher sur Sofia afin de se venger; les autres voulaient rentrer dans leurs villages; ceux qui marchèrent de Radomir sur Sofia n'étaient pas plus de trois à quatre mille. Comme cette insurrection militaire manquait totalement d'organisation, le gouvernement bulgare soutenu par une poignée de soldats allemands et par les junkers (élèves-officiers bulgares) n'eut point de peine à écraser les premiers détachements d'insurgés; le reste se dispersa; tous ceux qui furent faits prisonniers vivants furent fusillés sur l'ordre du gouvernement. Un des meneurs agricoles, Daskalov, qui était à la tête des insurgés, trouva asile dans le camp de l'Entente à Salonique; Stambolysky se cacha et envoya ensuite au nouveau tsar Boris II une lettre dans laquelle il protestait de ses sentiments de loyauté. Le parti social-démocrate n'avait pris aucune part à l'insurrection parce que, parmi les soldats insurgés, il y avait très peu de membres du parti et qu'il ne fut pas possible à ces derniers d'organiser le mouvement et de lui donner une direction vraiment révolutionnaire. Le parti était très faible à Sofia, où il n'y avait point de concentration de masses ouvrières, les fournitures militaires étant importées d'Allemagne et non fabriquées par les Bulgares. L'émeute est demeurée l'œuvre de l'union agricole et elle fut mise à profit par l'Entente pour détrôner Ferdinand. Or, dès que le changement de décor se fut produit, l'union agricole, représentée par son groupe parlementaire composé de 50 députés, trahit lâchement les insurgés et se rangea aux côtés du jeune tsar Boris; bientôt même les deux chefs du parti agricole Stambolysky et Draghiev se firent nommer ministres du tsar Boris. Les socialistes „larges" qui avaient également trahi les insurgés entrèrent dans le ministère du tsar et leurs leaders Sakyzov et Djidrov reçurent deux portefeuilles ministériels.

C'est ainsi que les „gauches" (les partis petits-bourgeois) jetèrent le masque et se rangèrent ouvertement du côté de la monarchie et de la réaction; sous prétexte de maintenir „l'ordre" et le calme et de „sauver" le pays, ils s'efforcèrent de sauver de la faillite le régime monarchique et bourgeois. A l'Assemblée Nationale le gouvernement des gauches eut l'appui de la majorité de Radoslavoff. De sorte que le seul parti d'opposition au parlement et dans le pays demeura, comme précédemment, le parti social-démocrate. Il poursuivit avec la plus grande énergie la lutte dans ces conditions nouvelles et avec un succès qui est allé en grandissant. Il protesta devant le parlement et devant le pays contre les répressions brutales et les massacres d'insurgés. Il commença une propagande énergique pour l'amnistie en faveur des émeutiers et des victimes des tribunaux militaires. Il organisa avec succès des centaines de meetings dans toutes les villes, répandit par centaines d'exemplaires des manifestes réclamant l'amnistie et il proclama bien haut les mots d'ordre suivants: République Soviétiste Socialiste Fédérative des Balkans et de Bulgarie, dictature du prolétariat, milice nationale et armée rouge, expropriation et socialisation de tous les moyens de production et d'échange, confiscation des denrées de première nécessité et organisation en commun du

ravitaillement, etc. Le parti fit la plus large propagande en faveur de ces principes; non seulement parmi les ouvriers, mais encore parmi la population pauvre des campagnes. L'activité du parti fut couronnée de succès: il réussit à arracher aux „gauches" l'amnistie; dans ses brochures de propagande sociale répandues à profusion, il développa le programme maximum de la social-démocratie révolutionnaire, tirant le plus large profit de l'expérience et des leçons de la révolution des prolétariats allemand et russe. Ces brochures furent distribuées à un demi-million d'exemplaires; entre autres: le calendrier socialiste contenant les portraits de Lénine et Liebknecht, tiré à 60.000 exemplaires; les *Revendications révolutionnaires* du parti à 100.000 exemplaires, trois discours parlementaires à 40.000 exemplaires; la *Russie bolchéviste* qui traite en détail de la lutte, des succès et de l'organisation de la république soviétiste russe, à 25.000 exemplaires, etc.; les livres de Lénine, *l'état et la révolution* et *l'Impérialisme* sont sous presse; sous presse également la *Constitution de la république Russe*. Le 25, 26 et 27 mai dernier le parti eut son congrès où se trouvèrent représentés plus de 600 organisations et groupements du parti.

Les campagnes représentent environ la moitié des groupes et des membres. Le parti est en liaison avec l'Union Syndicaliste Ouvrière Générale qui comprend 13 unions professionnelles avec 199 sections et 12.800 membres; avec l'organisation social-démocrate des Instituteurs qui compte 1100 membres; avec l'organisation des employés de l'état et fonctionnaires qui compte 1021 membres et d'autres encore. 650 délégués ont pris part au congrès qui a été une manifestation grandiose de la force et de l'accroissement du parti social-démocrate. Le congrès, qui était le 22-e congrès annuel du parti, prit le nom de premier congrès du Parti Communiste bulgare (section de l'Internationale Communiste), ainsi que s'était intitulé l'ancien parti social-démocrate. Le congrès a formulé l'énoncé du programme du parti qui a adopté les principes et la tactique du parti communiste et de l'Internationale communiste. Entre autres moyens de lutte il préconise: la propagande parmi les masses, la grève politique générale jusqu'à l'insurrection armée. Les points principaux formulés dans l'énoncé du programme sont: la conquête du pouvoir politique, la destruction de l'état actuel et la création de soviets en tant qu'organes de la dictature du prolétariat, l'établissement de la république soviétiste; l'expropriation et la socialisation des moyens de production et d'échange; l'organisation d'une milice nationale et d'une armée rouge; la protection efficace du travail de la classe ouvrière; l'assurance du logement aux travailleurs sans domicile, etc. Le congrès décida la publication d'un manifeste à tous les travailleurs bulgares, renfermant le programme du Parti Communiste bulgare.

A la suite du congrès du parti eut lieu le congrès de l'union syndicaliste des organisations professionnelles ouvrières, qui eut également un grand succès. Il faut ajouter que l'organe du parti *Le Courrier Ouvrier*, tire chaque jour à 30.000 exemplaires; c'est à l'heure actuelle le journal de Bulgarie le plus populaire. Les succès du parti provoquent les colères de ses ennemis. Le gouvernement des „gauches", dans lequel se trouvent deux „socialistes larges", trois agrariens, deux radicaux, deux

conservateurs et un tsankoviste, emploie toutes les armes de la réaction, c'est-à-dire la police et l'armée, contre le Parti Communiste. Ce gouvernement s'est livré à des exécutions d'ouvriers à Slivna et à Pernik. Les mains des social-patriotes bulgares sont déjà éclaboussées du sang des travailleurs, mais l'enthousiasme et le mouvement révolutionnaires grandissent en dépit des persécutions. Celles-ci sont comme de l'huile qu'on jetterait sur le feu. Ce qui prouve la croissance rapide du mouvement, ce sont les 150.000 ouvriers et paysans pauvres qui sont venus se ranger sous les plis du drapeau du parti au cours de la manifestation du 1-er mai. Une autre preuve est donnée par les 200.000 levs de cotisation qui ont été versés volontairement au „fonds d'entretien du *Courrier ouvrier*”.

Le congrès a décidé la participation aux élections à l'Assemblée nationale si elles se font dans les conditions actuelles, c'est-à-dire avant que la révolution ait éclaté dans le pays; en prenant part aux élections, le parti cherche avant tout à intensifier sa propagande et à augmenter la puissance révolutionnaire du prolétariat. Le congrès a repoussé à l'unanimité la proposition de certains groupes intellectuels-ouvriers qui s'intitulent „Parti Communiste Bulgare“ (dont le chef est Khorlakov), proposition tendant à détacher les syndicats du parti et à les rattacher à ces groupes ainsi qu'à certains syndicats de socialistes larges, unis sur un terrain neutre. Les groupes de Khorlakov ne comptent pas plus de quelques centaines de membres et en fait ils ne constituent aucun parti. S'ils arborent l'enseigne du Parti Communiste, c'est avec l'idée d'exploiter l'autorité du Parti Communiste russe dans leurs buts séparatistes et arrivistes; en conséquence le congrès invite les ouvriers de tous les groupes à s'unir au parti sur la plateforme du programme. Pour plus de clarté, nous donnons ici le programme du parti ainsi que le manifeste. (Voir l'*Int. Com.*, p. 527).

Le congrès a imprimé une nouvelle impulsion au mouvement révolutionnaire dans le pays. Le parti est plein d'enthousiasme et de foi en l'avenir. Il est prêt à tous les sacrifices, au cas où ses ennemis tenteraient de lui barrer la route dans sa marche victorieuse. Toutefois le succès du mouvement révolutionnaire dépend, non seulement du parti, mais aussi du régime d'occupation, établi par l'Entente, qui maintient en Bulgarie une puissante armée et aussi des événements qui se déroulent dans les autres pays.

EN ESTHONIE

I. La situation économique.

La situation économique du pays est très mauvaise. L'industrie est complètement désorganisée.

Déjà pendant la guerre impérialiste certaines des usines les plus importantes — les chantiers de la ville de Réval, par exemple (près de 15.000 ouvriers)—avaient été évacuées; certaines autres, détruites (par exemple la meilleure des fabriques de cellulose d'Esthonie, à Pernow, 3.500 ouvriers). Mais, même si toutes les usines étaient restées en bon état il aurait été impossible de les faire marcher normalement faute de matières premières et de marchés pour l'exportation. L'absence des marchés est si sensible que même à l'heure

actuelle il y a par exemple surproduction de papier. Les fabriques de cellulose ont réduit leur production au minimum; toutes les usines en général fonctionnent avec des cadres d'ouvriers réduits. A Réval les fabriques et les usines ne comptent que de 5 à 6 mille ouvriers. Le chômage atteint des proportions énormes, bien qu'on ne possède pas de statistique exacte.

Dès 1917 les prix des produits de consommation ont augmenté considérablement. Le prix du pain est relativement faible: 1 m. 20 p. la livre par carte (on en délivre $\frac{1}{2}$ livre par jour) et de 3 à 5 m. la livre en vente libre. La crise alimentaire est encore augmentée par l'exportation des pommes de terre en Finlande.

Au cours de l'automne 1918 on établit pour les ouvriers le tarif qui avait été élaboré par le pouvoir soviétique une année auparavant.

Ce tarif est actuellement en vigueur, mais seulement dans la ville de Réval. Seuls les ouvriers des entreprises de l'Etat de Réval (ateliers du port et des chemins de fer) furent augmentés jusqu'à 22 m. par jour après qu'ils eurent menacé de se mettre en grève. Cela seul suffit à indiquer dans quelles terribles conditions se trouvent les ouvriers qui travaillent. Pour ce qui est des chômeurs, leur position est affreuse.

Les chômeurs manquent même souvent de l'argent nécessaire pour payer le pain de leur ration. Personne ne se préoccupe de leur venir en aide.

La plupart d'entre eux se sont dispersés dans les hameaux et les villages où ils mènent une existence misérable en attendant avec impatience l'arrivée des bolchéviques.

La situation des ouvriers agricoles n'est guère meilleure. En plus de son entretien en nature (ou par rations dans les propriétés) l'ouvrier agricole reçoit de 400 à 600 roubles par an. Cette somme, que son patron gagne sur la vente de 3 à 4 pouds de pain, ne lui suffit même pas pour s'acheter une paire de chaussures. La situation des paysans sans terre est désespérée. Ils meurent littéralement de faim car les paysans refusent de leur vendre quoi que ce soit. Une partie des terres (celles appartenant aux propriétaires principalement, car celles des paysans sont ensemencées) est restée en friche. On manquait de semences au printemps.

II. La question agraire.

La question agraire en Esthonie est de première importance car les $\frac{2}{3}$ à peu près de toute la population vivent de l'agriculture. Le gouvernement esthonien blanc «socialiste» n'a pas fait la moindre tentative pour résoudre de quelque manière que ce soit cette importante question. La distribution de la terre est restée à l'état de promesse dans les bulletins de propagande électorale. A l'assemblée constituante les menchéviques et la bourgeoisie ont décidé de confisquer moyennant indemnisation toutes les propriétés comptant plus de 150 hectares de terre labourable et de les morceler en lots de 25 à 40 déciatines.

Plusieurs propriétés sans propriétaires ou appartenant aux villes furent divisées ainsi, mises en vente aux enchères, puis données en fermage. Il va de soi que cette terre a été achetée par les «barons gris», c'est-à-dire par les paysans coscus. Certaines propriétés ont même été vendues sans avoir été divisées.

Mais cette «réforme» même fut bientôt arrêtée. Les propriétaires revinrent avec le printemps et enlevèrent purement et simplement les poteaux de démarcation des lots. Bien mieux,

le représentant de l'Entente déclara au gouvernement que cette façon d'agir avait un caractère nettement «bolchéviste». Après cela les réformes agraires cessèrent totalement.

III. La terreur blanche.

Pendant l'occupation allemande quelques centaines de victimes seulement ont été pendues et fusillées en Esthonie, et cela principalement sur l'initiative de la garde blanche locale. Vers l'automne de 1918 la terreur allemande avait complètement cessé.

Novembre fut le point culminant des «libertés démocratiques». Tous les détenus politiques furent remis en liberté. A Réval le journal *Le Communiste* paraissait légalement et le soviét des députés soldats et ouvriers siégeait sans être inquiété.

Mais le gouvernement esthonien—blanc qui avait eu le temps de s'organiser vers cette époque se mit à persécuter notre parti, pendant, fusillant et séquestrant sans trêve.

La terreur s'accrut particulièrement en février et en mars. Les rouges étaient mis à mort par ordre du conseil de guerre et sans aucun jugement; on les arrêtait dans les villes et les villages, dans les campagnes, partout où ils se trouvaient.

Dans les villes nos camarades trouvaient asile dans des logements conspiratifs; dans les campagnes — dans les marais et les forêts. Il est impossible d'établir le chiffre exact des victimes de la terreur, mais il n'est certainement pas inférieur à 2.000.

Ce nombre ne comprend pas ceux qui furent pendus et fusillés en qualité de «suspects», ni les soldats «blancs» exécutés en quantité pendant les insurrections qui éclatèrent à chaque instant parmi eux. La plus acharnée dans les poursuites et exécutions au front comme à l'arrière fut la garde blanche finlandaise, composée du rebut de la société; elle tuait, massacrait et pillait au hasard, sans rime ni raison.

IV. Les illusions au sujet de «la république démocratique indépendante».

Jusqu'à présent une partie peu importante du prolétariat esthonien et une grande partie du demi-prolétariat (les paysans pauvres, les ouvriers et les petits propriétaires) nourrissaient encore quelques illusions sur la république «démocratique».

La foi en cette «démocratie» s'était particulièrement affermie au début de l'année courante. Lorsque l'armée rouge eut quitté l'Esthonie, la presse blanche entretenait par tous les moyens les calomnies sur les cruautés des bolchéviques tandis que tous les partis légaux à l'Assemblée constituante s'entendaient pour promettre la paix et la terre. Le parti des «aggrarions» (la ligue agraire) jurait de mettre à la disposition des paysans sans terre 40.000 hectares; d'autres partis rivalisaient avec lui dans ces promesses électorales: les démocrates, les cléricaux (appelés «la ligue céleste»), les travaillistes, tous se préoccupaient à qui mieux mieux de la réforme agraire. Pendant la campagne électorale les menchéviks furent généreux au point de dépasser toutes les limites mêmes du possible (la confiscation de toutes les terres sans en exclure les propriétés importantes appartenant aux paysans). Les paysans pauvres étaient surtout alléchés par la perspective d'une «distribution de terres gratuite avec tout l'inventaire agricole». La terre était promise pour la fête de St. Georges

(le 23 avril) et la seule crainte exprimée était celle qu'on pût manquer de géomètres arpenteurs pour procéder au partage des lots.

Le patriotisme était à son apogée. La mobilisation qui jusque là ne marchait pas du tout battait alors son plein. Les déserteurs revenaient volontairement, surtout ceux qui ne pouvaient plus réussir à se cacher. Les paysans-soldats regagnaient le front avec des chants patriotiques.

Tout le monde était enthousiasmé par l'idée de l'Assemblée constituante. Seule la partie la plus consciente du prolétariat boycottait les élections. La majorité des ouvriers, des paysans sans terre votaient pour les s.-d., disant qu'ils étaient tout pareils aux bolchéviques et qu'ils leur donneraient la terre, la paix et la liberté «légalement», par l'intermédiaire de l'Assemblée constituante.

Les s.-d. obtinrent près de 33% et les s.-r. 8% des voix. Le reste des prolétaires et des demi-prolétaires votèrent pour les travaillistes, qui avaient préconisé jadis d'afformer les terres sans fixation de délai mais qui rivalisaient maintenant avec les menchéviks, promettant la confiscation des terres.

Mais dès les premières séances l'Assemblée constituante révéla son véritable aspect.

Tous les partis excepté les s.-r. déclarèrent qu'il n'y aurait point de paix tant que celle-ci ne serait pas conclue par l'Entente. Et pas un paysan pauvre n'obtint la terre qui lui avait été promise.

Au mois de mai déjà, à la conférence des paysans sans terre réunie par les menchéviks, l'état d'esprit des assistants était très déprimé. Bien que les éléments petits-bourgeois eussent également pris part à la conférence, les ministres socialistes s'entendirent crier que seuls les bolchéviques donneraient la terre.

Les élections de mai aux organes du self-gouvernement municipal prouvèrent clairement la diminution de la foi dans «le régime démocratique». Ainsi à Réval 30% des électeurs seulement prirent part aux élections (soit deux fois moins qu'en avril aux élections à l'Assemblée constituante).

Les illusions des ouvriers esthoniens et des paysans disparaissent rapidement. Le bolchévisme gagne la sympathie de tous les prolétaires et de tous les indigents. Très démonstrative est à cet égard l'attitude des ouvriers des usines de Réval.

Bien que dans leur majorité ils inclinassent vers le bolchévisme dès le mois de juin 1917, il se trouvait néanmoins dans toutes les entreprises une certaine minorité qui témoignait sa sympathie pour les opportunistes et les ententistes. De plus pendant l'occupation et sous le gouvernement esthonien-blanc, l'élément anti-bolchéviste avait été grossi par tous les moyens; on enrôlait des laquais et on renvoyait les «suspects».

Maintenant il est difficile d'y trouver un ouvrier dont les sympathies ne soient pas pour les communistes.

Les résolutions de notre parti y sont adoptées à l'unanimité. Un grand nombre d'ouvriers qui précédemment, dénonçaient les rouges sont maintenant partisans du pouvoir soviétiste.

D'une façon générale on peut dire que le prolétariat comme le demi-prolétariat d'Esthonie, est prêt pour l'insurrection. Toute la question réside désormais dans la situation politique de l'armée esthonienne blanche.

V. L'armée blanche.

Les divisions esthoniennes ont été formées pour la première fois par la bourgeoisie esthonienne après la révolution

de février. Après la révolution d'octobre elles devinrent bolchévistes: les $\frac{1}{4}$ votèrent pour notre parti. Mais à ce moment la majorité des soldats esthoniens ne servaient pas encore dans les régiments esthoniens où on n'avait pas encore eu le temps de les transférer; ils étaient disséminés dans les différentes armées du tsar. Connaissant fort mal la langue russe, ils ne comprenaient pas la littérature de propagande russe.

D'un autre côté la propagande esthonienne était impuissante en raison de leur dissémination. C'est pourquoi la majorité des vieux soldats qui forment maintenant le noyau de l'armée esthonienne blanche, connaît mal le programme de notre parti. Le programme communiste était tout aussi mal connu des prisonniers de guerre revenus directement en Esthonie sans avoir passé par la Russie.

Aux élections à l'Assemblée constituante la majorité des soldats vota pour les menchéviks. Maintenant ils ont également perdu leurs illusions sur la constituante. Les soldats du front déclarent souvent aux déserteurs rouges qu'ils font une « sottise » en passant chez les blancs. Les « divisions cantonnées à Réval deviennent bolchévistes.

On peut actuellement affirmer avec certitude qu'une proportion importante de soldats est pour nous. Une discipline sévère les maintient néanmoins dans la soumission. Les insurrections qui éclatent à tout moment sont impitoyablement réprimées.

La valeur combative de l'armée esthonienne à demi-bolchéviste s'explique par la présence d'une forte proportion d'officiers dans sa composition. Il y avait dans les armées du tsar pas mal d'éléments esthoniens cultivés et demi cultivés.

Devenus officiers ces patriotes luttent maintenant pour « l'indépendance ». On compte un officier pour dix soldats. Mais le milieu des officiers commence également à faiblir ces derniers temps; l'opinion courante est que les Esthoniens blancs sont incapables de vaincre et que leur défaite se terminera par le massacre des officiers.

La propagande de notre parti est menée très énergiquement dans les villes et les villages bien que les meilleurs de nos camarades soient emprisonnés ou fusillés. *Le Communiste*, organe de notre parti, paraît illégalement. Depuis le mois de novembre 1918 jusqu'à présent il a paru près de deux cent mille exemplaires (chaque numéro est tiré à 5—10 mille exemplaires). Le journal est distribué dans toutes les localités les plus importantes et dans l'armée. Au moment de la grève des imprimeurs les ministres se plaignaient à la séance de l'Assemblée constituante que *Le Communiste* fût le seul de tous les journaux à paraître.

VI. Conclusions générales.

On peut affirmer qu'un puissant mouvement révolutionnaire mûrit actuellement en Esthonie. Le bolchévisme atteint maintenant tous les éléments qui jadis lui étaient réfractaires.

Les ouvriers sont prêts à se soulever au premier signal, mais dans l'armée, qui est le principal soutien du gouvernement blanc, les insurrections révolutionnaires sont encore impuissantes à lutter contre la discipline. Les refus d'obéissance, les émeutes se succèdent sans trêve, mais l'enthousiasme révolutionnaire fait encore défaut aux soldats, d'autant plus que les divisions de volontaires aussi bien esthoniens que finlandais et danois sont toujours prêtes à étouffer l'insurrection.

M. L.

23 juin 1919.

Le mouvement professionnel en Esthonie.

Les autorités allemandes d'occupation ont dispersé en Esthonie toutes les organisations ouvrières. Les unions professionnelles ont été obligées de reprendre leur travail du commencement et ce travail s'est effectué dans des conditions exclusivement pénibles. Le gouvernement blanc, entrevoyant dans la classe ouvrière organisée une force redoutable, s'efforce par tous les moyens de gêner les organisations professionnelles dans leur travail, usant envers elles de tous les modes possibles de répression. Les perquisitions chez les leaders du mouvement professionnel et leur arrestation sont devenues choses coutumières.

Cependant les ouvriers ont réussi dans un espace de temps relativement court, à s'organiser en unions assez puissantes qui sont groupées étroitement autour du conseil central des unions.

Les événements du premier mai peuvent servir d'illustration particulièrement frappante de l'état d'esprit des ouvriers organisés et de l'attitude adoptée à leur égard par le gouvernement blanc. Il fut décidé de célébrer la fête internationale du prolétariat en déclarant une grève de 24 heures, en organisant des meetings et une manifestation pacifique avec drapeaux rouges. Le gouvernement rendit la grève impossible en proclamant le premier mai fête nationale et en interdisant toute espèce de réunions dans les rues.

Le parti menchévik publia un appel adressé aux ouvriers et dans lequel il était dit que de sombres aventuriers les appelaient à descendre dans la rue et qu'ils devaient célébrer la fête de l'internationale chez eux, dans leurs foyers.

Une démonstration fut cependant organisée et la maison des unions professionnelles décorée de drapeaux rouges. La démonstration fut dispersée par la police armée; les drapeaux rouges furent arrachés de la maison des unions et mis en pièces.

La situation économique des ouvriers empirait de jour en jour. Le mécontentement grandissait. Le projet de pacte collectif élaboré en avril par les unions, ne fut pas accepté par l'union des fabricants. A partir du 2 mai les typographes firent grève. En fait de journaux, il n'y avait que des feuilles clandestines et les organes du parti communiste qui paraissaient. La grève générale était imminente.

Le gouvernement républicain menchévik qui était resté toujours passif pendant les lock-out des fabricants, chercha par les moyens les plus barbares à étouffer la grève économique des ouvriers. La veille de la proclamation de la grève le bureau du conseil des unions ainsi que le comité de grève furent arrêtés. On menaça les grévistes de les traduire devant les tribunaux militaires. Il fut déclaré officiellement dans un but de provocation qu'il était établi que le conseil de l'union avait reçu quatre millions du gouvernement russe des Soviets pour l'organisation d'une grève générale de caractère politique. Une grève partielle commença cependant, qui dura quelques jours dans la plupart des fabriques. Pour semer la discorde parmi les ouvriers et créer une classe particulière de prolétaires privilégiés, on augmenta le salaire de⁸ ouvriers des entreprises de l'État de 25%. Les unions refusèrent cette amorce et décidèrent d'organiser une deuxième grève générale, après avoir préliminairement organisé un referendum afin de mieux connaître l'état d'esprit des ouvriers.

Entre autres mesures, toutes les unions de Réval proclamèrent le boycottage de l'organe des social-traitres menchéviks.

Au commencement de juillet, c'est-à-dire encore avant le referendum général, éclata la grève des employés des chemins de fer. Cette fois-ci le bureau du conseil des unions fut de nouveau arrêté; l'organisation du referendum interdite; une partie des employés des chemins de fer en grève, arrêtés et une partie mobilisés; quant aux autres, on les obligea, sous la menace de les fusiller, à travailler. Les répressions de la part du gouvernement, la crise alimentaire et industrielle qui allait en s'aggravant toujours, la guerre avec la Russie des Soviets — étaient autant de faits de nature à favoriser la croissance d'un état d'esprit révolutionnaire parmi les ouvriers conscients.

Les grèves partielles dans les différentes fabriques devinrent chose coutumière.

La conférence des unions professionnelles.

Il était indispensable de donner à tout le prolétariat organisé de l'Esthonie la possibilité de faire entendre son dernier mot. Une conférence des unions professionnelles et des sociétés des ouvriers agricoles de l'Esthonie fut convoquée les 30 et 31 août par le conseil des unions. 116 unions avec un nombre total de plus de 40.000 membres étaient représentés à la conférence. Malgré l'agitation redoublée des menchéviks et bien que la presse ouvrière eût été contrainte de devenir clandestine, les menchéviks se trouvèrent réduits à la conférence à une minorité insignifiante. Il n'y eut sur 415 délégués que 33 menchéviks et encore ceux-ci se retirèrent-ils de la conférence après la discussion de l'ordre du jour. Il fut communiqué à la conférence qu'à la veille de sa réunion, la mission militaire anglaise avait proposé au conseil des unions d'accomplir un coup d'état et de créer un gouvernement «ouvrier» pareil au gouvernement anglais, en promettant son appui. En réponse à cette provocation, la conférence décréta unanimement d'exiger que la mission anglaise des bandes noires fut chassée de l'Esthonie et elle déclara que les ouvriers n'avaient nullement besoin du soutien des généraux blancs de l'Entente.

Les résolutions prises à la conférence reconnaissent l'imminence de la révolution prolétarienne et la nécessité de la dictature du prolétariat. Lorsque les représentants de la police présents à la conférence, déclarèrent que le ministre de l'Intérieur, le social-démocrate Hellat avait ordonné de dissoudre la conférence, une résolution exigeant que les pourparlers de paix avec la Russie des Soviets fassent entamés sans retard, fut unanimement acceptée. La conférence fut dispersée par la force armée; une partie des délégués furent arrêtés dans la salle des séances. Sur ces délégués, 53 furent expulsés d'Esthonie avec 23 ouvriers arrêtés à leurs domiciles, et envoyés à travers le front en Russie. 26 délégués arrêtés sont restés sur la ligne du front entre les mains des gardes blancs et il y eut des raisons de penser qu'ils ont été fusillés. Le prolétariat russe a accueilli les proscrits avec enthousiasme et ces derniers espèrent que le prolétariat du monde entier leur tendra une main fraternelle et qu'après avoir détruit le vieux monde par de communs efforts, nous créerons notre monde à nous, le nouveau monde.

Un Émigré.

AMÉRIQUE

Fondation d'un parti communiste.

La scission mûrissait depuis longtemps déjà au sein du parti socialiste-américain, dirigé par les fameux social-traitres Algernon Lee et Maurice Hilquitt. Le 9 avril, sept représentants du parti votèrent pour le quatrième «emprunt de la liberté», ce qui souleva une tempête d'indignation parmi les membres de l'aile gauche qui exigèrent que ces satellites du gouvernement fussent exclus du parti. Quelque temps après, un groupe de membres appartenant à l'aile gauche de l'organisation new-yorkienne dirigée par Larkin, Mac Alpin, Freine et Reed, publia «le manifeste-programme de l'aile gauche du parti socialiste», qui contenait notamment le passage suivant:

«Vers le mois d'août 1914, le monde entier offrait l'aspect d'un volcan en pleine activité intérieure. Les violentes explosions qui avaient lieu périodiquement, annonçaient l'approche d'une catastrophe, mais les diplomates et les hommes d'état s'efforçaient de les localiser, tandis que les masses, elles, retombaient chaque fois, après s'être à peine mises en mouvement, dans un sommeil léthargique troublé seulement par de vagues appréhensions et de sombres pressentiments, cependant que le feu souterrain commençait à devenir de plus en plus vif.

«Beaucoup croyaient aveuglément à la sagesse des gouvernements, à la puissante influence du christianisme unissant par des liens fraternels les peuples du monde civilisé; d'autres croyaient à la force croissante du mouvement socialiste international. Les social-démocrates allemands et les socialistes français échangeaient des télégrammes dans lesquels ils promettaient solennellement de ne pas faire la guerre au cas où leurs gouvernements se la déclareraient. Si au lieu de ces télégrammes, les socialistes de ces pays avaient organisé une grève générale, ils auraient sans nul doute réussi à faire entendre raison à leurs gouvernements prêts à perdre la mesure!...»

Les social-démocrates ne remplirent pas leur devoir et la guerre éclata. «Le socialisme révolutionnaire, continue le manifeste, ne demeura cependant pas longtemps passif. Karl Liebknecht, Franz Mehring, Rosa Luxembourg et Otto Rühle fondèrent en Allemagne le groupe «Spartacus». Mais leurs voix furent étouffées par le mugissement des canons, par les gémissements des mourants et des estropiés.»

Les auteurs du manifeste soulignent plus loin leur désaccord radical avec les socialistes de la droite sur la manière d'envisager la tactique du parti. Les socialistes de droite s'opposent de toutes leurs forces au développement de la révolution qui mûrit au sein des masses. Le manifeste, au contraire, proclame que l'appui universel de cette même révolution est le «problème essentiel posé devant le parti.»

Le manifeste soumet la Ligue des Nations à une critique impitoyable, démontrant que cette dernière n'est qu'une nouvelle forme du «capitalisme impérialiste» et met les masses ouvrières en garde contre leur foi dans «les réformes bourgeoises», dont le but unique est l'extinction de l'esprit révolutionnaire. Les capitalistes d'Amérique veulent se servir des organisations ouvrières pour atteindre leurs buts impérialistes. Nous sommes sûrs que nos capitalistes commenceront, dans l'avenir le plus rapproché, à parler, comme Bismarck, de l'absolue nécessité de créer une législation de l'industrie et une assurance d'état contre la vieillesse ou la morte-maison et de réaliser encore ces autres réformes bourgeoises qui sont destinées à donner à l'ouvrier la possibilité de fournir aux capitalistes le maximum de profit dans le délai le plus court.

Le manifeste souligne que le centre de gravité du travail socialiste ne doit pas être l'activité parlementaire des représentants de la classe ouvrière, mais bien «l'action immédiate» des masses elles-mêmes. C'est pourquoi le parti socialiste doit diriger d'une façon consciente la lutte de classes du prolétariat et établir d'avance un programme clair et net, destiné à être réalisé par la révolution prolétarienne à venir. Ce programme est le suivant:

1) Organisation de Soviets ouvriers, propagande de

l'idée soviétique et reconnaissance des organisations de masses de la classe ouvrière que sont les soviets en tant qu'instrument de la lutte de classes immédiate, de moyen propre à servir à l'usurpation du pouvoir d'état, en tant que fondement d'un nouvel état prolétarien, organisant tous les travailleurs et organe de la dictature du prolétariat.

2) Contrôle des ouvriers sur la production réalisée par les organisations industrielles (unions ou conseils industriels) des ouvriers, antithèse de la nationalisation et du contrôle de l'État sur l'industrie.

3) Annulation de toutes les dettes publiques, avec attribution de garanties aux petits possesseurs d'obligations.

4) Expropriation des banques, à titre de premier pas vers la complète expropriation de tout le capital.

5) Expropriation des chemins de fer et de toutes les grandes organisations du capital (trusts), sans paiement d'aucune «indemnité» aux capitalistes, car une telle indemnité leur donnerait la possibilité de continuer l'exploitation des ouvriers. Il est cependant nécessaire de pourvoir les petits entrepreneurs de moyens d'existence pendant la période intermédiaire.

6) Socialisation du commerce extérieur.

Les «gauches» ne s'en sont pas tenus à la publication de ce manifeste. Ils ont en outre entrepris une énergique propagande révolutionnaire et fondé dès le mois d'avril à New-York leur journal «Le Communiste» («The Communist») publié par Jone Reed, avec l'aide de ses collaborateurs: Mac Alpin, Gourvitch et B. Jitlow. Ensuite deux autres organes ont encore vu le jour: «L'Époque révolutionnaire» («The Revolutionary Age») publié par L. Freine et «Le Libérateur» («The Liberator») publié par Max Eastman.

Cette activité révolutionnaire des communistes américains a provoqué des attaques acharnées de la part des leaders de l'aile droite du parti, qui les accusent d'enfreindre la discipline du parti et de fonder des organisations secrètes à l'intérieur du parti, etc.; finalement, le comité central du parti a décrété d'exclure du parti une série de groupes étrangers et d'organisations de gauche qui comptent plus de 50% du nombre total des membres du parti.

Les organisations de gauche ont convoqué de leur côté leur assemblée qui s'est ouverte à New-York le 25 juin et à laquelle il a été décidé de fonder un nouveau parti «communiste». L'assemblée a accepté le programme du parti, identique par son contenu à celui dont nous avons exposé plus haut les points essentiels. A propos du parlementarisme nous lisons dans le programme accepté par l'assemblée des organisations de gauche ce qui suit: «Nous ne renonçons pas à la lutte parlementaire; nous prendrons part à la campagne électorale, nous déléguons nos candidats au congrès et aux divers postes de la vie sociale. Mais nous ne reconnaissons la lutte parlementaire que dans la mesure où nos représentants au parlement peuvent être considérés comme des agitateurs, prêchant les idées de la révolution sociale.

Nous ignorons malheureusement la disposition prise par l'assemblée au sujet de l'adhésion à la Troisième Internationale. Nous savons seulement que cette question a été inscrite à l'ordre du jour.

Nous ignorons de même le nombre des membres du parti. Il se peut que le parti ne présente pas encore, par la quantité même de ses membres, le caractère d'une organisation de masses. Mais à la période d'histoire universelle où nous vivons, tout grand mouvement des masses des travailleurs et des opprimés devient inévitablement communiste et aboutit à la lutte pour la dictature du prolétariat et l'Amérique représente vraiment en ce moment un volcan en ébullition; les grèves se succèdent sans interruption; plusieurs états sont gagnés par la révolte armée des nègres qui exigent l'égalité des droits. Plus de 100.000 nègres parfaitement armés ont pris part aux véritables batailles qui ont eu lieu dans les rues de Chicago. La révolte est dirigée par les soldats-nègres démobilisés, revenus du théâtre de la guerre.

Il est nécessaire de prendre en considération que la population nègre des États-Unis est évaluée à 12 millions et que les mots d'ordre adoptés par les révolutionnaires:

«égalité devant la loi» et «traitement humain», sont fort populaires parmi ces millions d'opprimés.

Nous sommes sûrs que nos camarades américains sauront réunir en un seul flot les torrents épars du mouvement de masses, qu'ils le débarrasseront des corps étrangers, briseront l'enveloppe de lave qui l'a recouvert et alors, du haut-fourneau grondant de l'organisation capitaliste s'échappera un jet puissant et clair qui brûlera tous les obstacles sur son chemin et se cristallisera, en une société nouvelle de travail.

Y.

La grève des cheminots.

Les derniers jours de juillet ont vu les débuts d'une grève générale des employés des chemins de fer. Commencée par les cheminots du réseau de Chicago, au nombre d'environ 100.000, elle s'est communiquée aux réseaux de Boston, Philadelphie et Debzrk. Au commencement d'août, la grève a été générale.

Exigences des grévistes: augmentation des salaires vu la cherté de la vie; journée de 8 heures; nationalisation des voies de communication. Le président de la «Confrérie des servants dans les trains» Lies a publié une déclaration où il était dit entre autres: «La révolution dans les États-Unis se produira beaucoup plus tôt que nous ne l'attendons. Le gouvernement et le congrès ignorent ce qui se passe dans le pays; la cherté de la vie devient un facteur de la révolution. Les travailleurs ne peuvent patienter plus longtemps. Que ces messieurs, c.-à-d. le gouvernement et le congrès, cessent leur jeu. Il est dangereux de jouer avec le feu. Quant à la nationalisation des voies de communication, c'est une question sur laquelle les travailleurs ne feront aucune concession; ils ne veulent plus travailler pour les capitalistes; ils veulent travailler pour le bien public».

Le président Wilson a adressé au congrès un message spécial où il dit que la question de la cherté de la vie passe maintenant au premier plan avant la Ligue des Nations et le Traité de Paix. Il demande que l'on fasse d'urgence une loi sur l'augmentation des salaires des employés des chemins de fer et sur l'élévation correspondante des tarifs. En même temps il prescrit au congrès de constituer une commission spéciale pour délibérer sur la question de la nationalisation. Cette commission doit se composer de 15 membres: 5 nommés par le président, 5 élus par le congrès et 5 par les associations professionnelles des employés des chemins de fer.

On se figure aisément le trouble apporté par la grève générale des chemins de fer dans la vie industrielle des États-Unis. Les journaux de la bourgeoisie donnent l'alarme, mais il est remarquable que pas un n'a fait appel aux mesures répressives; tous n'ont qu'une voix pour réclamer des concessions, et même les plus radicales, jusqu'à l'établissement du contrôle ouvrier sous une forme ou sous autre.

La lutte contre le «radicalisme» et le bolchévisme».

La croissance du mouvement révolutionnaire chez les ouvriers a suscité tout un réseau d'organisations patriotiques qui se sont donné pour but la lutte contre le «radicalisme» et le bolchévisme». A cette lutte prennent part aussi le gouvernement et le congrès.

Le ministre de la Justice A. Mitchel Palmer a présenté au congrès toute une liste de projets de lois en vue de l'organisation, d'une police, c'est-à-dire d'une gendarmerie de réserve, d'une section auxiliaire secrète, etc. Le congrès a assigné trois millions de dollars pour la lutte contre le «radicalisme» et ordonné de procéder sans délai à l'expulsion des «éléments dangereux». C'est ainsi qu'au milieu de juillet se sont vu expulsés hors des frontières du pays deux groupes d'anarchistes, syndicalistes et bolchéviks de toutes nationalités, en tout 80 sujets Italiens, Espagnols, Suédois, Anglais et Irlandais. Quant aux Russes objets d'un ordre d'expulsion, ils sont retenus en prison «jusqu'à la levée du blocus de la Russie».

C'est sur l'initiative du même ministre qu'a été organisée la «Légion américaine» dans le but d'extirper le radicalisme et le bolchévisme par les mesures les plus extrêmes. Les sections de cette légion dans les états du Sud et de l'Ouest ont organisé toute une série de répressions sanglantes contre les Nègres; à Saint-Louis et dans d'autres villes, des bandes de voyoux payés on ne sait par qui sont tombées sur les Nègres «infectés de bolchévisme». Ces pogroms ont eu pour corollaire dans la presse une campagne furieuse de provocation. Le président de la Légion, le colonel Vittershom, a déclaré: «nous ne reculerons pas devant le lynchage ni devant d'autres mesures encore plus extrêmes». Le but premier poursuivi par la légion était de provoquer n'importe où, dans quelque gros centre industriel, des démonstrations en masse d'ouvriers afin de les étouffer dans le sang et de fournir aux exécuteurs l'occasion de montrer leur patriotisme.

Au commencement de juillet s'est tenu à Rochester sous la présidence du chef de la police secrète Filna une conférence des chefs de tous les gros centres des Etats-Unis, consacrée à la discussion de la question de «la lutte contre le bolchévisme, l'anarchie et le radicalisme». Il en est résulté une longue série d'arrêtés qui entre autres prescrivent de procéder sans délai à l'organisation de réserves de la police, de mobiliser la milice et d'étendre la sphère d'action de la police secrète.

Dans l'état de New-York il s'est constitué sous la présidence du sénateur Lusk une commission spéciale d'enquête sur le bolchévisme». Cette commission parallèlement à la police secrète a donné l'assaut à tous les clubs ouvriers de New-York et opéré une foule de perquisitions et d'arrestations. Son but était de terroriser la population ouvrière de l'état.

Le premier pas par lequel elle a signalé son activité est la perquisition qu'elle a faite dans l'université socialiste Rend-Skull et à l'ambassade de la Russie soviétiste. Ici et là on a saisi papiers, correspondance, littérature, etc. L'argent comptant qui se trouvait en caisse n'a pas été oublié. Le sénateur Lusk a procédé en personne à l'interrogatoire de l'ambassadeur soviétiste Martens et de ses plus proches collaborateurs. On a essayé de soulever toute une retentissante affaire, tentative à laquelle la presse bourgeoise jaune a prêté son concours par toutes sortes d'informations sensationnelles sur les «agissements et les complots contre l'Etat de la mission soviétiste». La presse publia des lettres adressées par le camarade Martens et le secrétaire de l'ambassade, le camarade S. Nuorteva à diverses «personnalités haut placées» qui étaient pour la reconnaissance du pouvoir soviétiste. Mais tous les efforts du sénateur Lusk n'ont abouti à rien, pas plus que la campagne de presse. On n'est pas parvenu à cuisiner l'affaire désirée contre l'ambassade de la Russie soviétiste. Le camarade Martens et les autres membres de la mission n'ont même pas été arrêtés.

La perquisition à Rend-Skull a abouti au même fiasco: toutes les recherches effectuées n'ont donné matière à aucun procès.

Meetings bolchévistes.

L'ambassade soviétiste a organisé à New-York à la fin de juillet un meeting monstre, qui a réuni plus de 16,000 personnes et a eu le plus grand succès. Il a eu lieu sous la présidence d'un des amis personnels de Wilson, membre du ministère du travail, Fredrick C. Howe démocrate de gauche. On a entendu parmi les orateurs quelques radicaux de la bourgeoisie qui ont réclamé la levée immédiate du blocus de la Russie et la reconnaissance des autorités soviétistes. Il est bon de remarquer que le lendemain du meeting on souleva au sénat la question de la lutte contre le «bolchévisme bourgeois». Il fut présenté une proposition réclamant la suspension du paiement de ses honoraires à Fredrick C. Howe.

La littérature soviétiste en Amérique.

La section de la presse à l'ambassade soviétiste publie chaque semaine un bulletin consacré au travail d'organisation créatrice du gouvernement des soviets. Au commencement de

juillet, elle a procédé à la publication du journal bi-hebdomadaire «La Russie soviétiste». L'organisation socialiste de l'aile gauche éditée dans la même ville sous la rédaction du camarade John Reed le journal «Le Communiste» consacré presque exclusivement à la Russie. De son côté, l'université socialiste de Rend-Skull fait paraître toute une série de brochures sur Lénine, Trotsky, Kollontai, etc. Le journal bourgeois «New-York American» a imprimé en entier le discours prononcé par le camarade Lénine au congrès de l'Internationale communiste.

La littérature anti-bolchéviste ne fait pas défaut en Amérique. C'est ainsi qu'au début de juillet s'est fondé un grand journal mensuel «La Russie Unie» auquel collaborent: Breshko-Breshkovskaja, Kérensky, Bublikov, Zenzinov, etc.

Le chômage.

D'après la statistique officielle du ministère de la guerre, les Etats-Unis comptaient au 1-er juillet 258.000 soldats démobilisés sans travail.

Le mouvement révolutionnaire au Canada.

Nous n'avons que très peu de renseignements sur le mouvement révolutionnaire au Canada depuis les grandes grèves dont nous avons parlé dans le numéro 4 de l'*Internationale Communiste*. Le *Times* du 4 septembre nous informe d'une scission parmi les syndicats canadiens: Un grand nombre d'ouvriers ont quitté les vieux syndicats et en ont formé de nouveaux qui se sont unifiés dans une «Grande Union Unique». Dans certains endroits les grèves sont terminées, mais le mouvement continue dans les grands centres industriels.

A. M.

ANGLETERRE

La grève de la police.

La grève de la police a commencé le 1-er août à Londres, à Liverpool, à Birmingham et dans une série d'autres villes. La veille de la grève le Parlement avait adopté un projet de loi sur l'augmentation du salaire des policemen et sur l'organisation d'une «fédération de la police» sous la direction de son chef. Cette «fédération de la police» devait, dans l'idée du ministre de l'intérieur Moor, remplacer l'association professionnelle des policemen et des gardiens de prison. C'était une provocation imprudente. La grève fut principalement une protestation contre cette fédération de la police.

D'après les renseignements du *Times*, la grève a échoué dans son ensemble. A Londres, sur 20,000 agents, deux à trois mille seulement se sont mis en grève, tandis qu'à Liverpool environ 50% de la police faisait grève et à Birmingham environ 40%. Néanmoins, cette grève n'a pas été sans influence et a semé l'alarme dans la presse bourgeoise. Il faut dire qu'en même temps avait lieu la grève des boulangers, des chauffeurs et des ouvriers de l'industrie textile.

A Liverpool, en corrélation avec la grève de la police, eurent lieu de graves désordres qui éclatèrent sur le terrain de la lutte contre la cherté de la vie. Le 31 juillet, pendant la nuit, une foule énorme de plusieurs milliers de personnes commença à piller les entrepôts et les magasins dans les principales rues de la ville. On fit marcher contre la foule toute une division de soldats où figurait de la cavalerie, de l'infanterie et même de l'artillerie. On mit en œuvre fous, sabres, baïonnettes, mitrailleuses et même chars de guerre; des autos blindées parurent. Le nombre des morts et des blessés n'est pas établi. Les désordres se renouvelèrent la nuit suivante et prirent des proportions en core plus grandioses que la nuit précédente. Le correspondant du *Times* donne des désordres le tableau suivant: «Les rues sont brillamment éclairées; il règne une animation extraordinaire. Une masse de monde, hommes, femmes, enfants; à côté de

eunes gens bien mis, des ouvriers et la lie de la société coudois des citoyens tout à fait honorables. Le pillage des magasins a lieu systématiquement, d'après un plan étudié et avec sang-froid. On brise la vitrine du magasin; quelques individus y pénètrent, allument l'électricité et procèdent méthodiquement au pillage des marchandises. La foule qui stationne dans la rue se charge de transporter et d'amener les marchandises «confisquées» à destination. On pille surtout les denrées alimentaires, mais on n'oublie pas les bijouteries, les magasins d'horlogerie. La nuit dernière, je suivais la rue principale de Liverpool; tout le trottoir était littéralement jonché de montres en or, en platine, de différentes dimensions, grandes et petites, montres d'hommes et de femmes. L'entrepôt d'instruments de musique le plus riche de la ville a été saccagé; un piano à queue tout neuf se trouve au milieu de la rue; une femme joue une marche fort gaie. Le correspondant rapporte ensuite que les désordres continuèrent encore pendant la troisième et la quatrième nuit, que des troupes furent appelées à Liverpool de Birmingham et d'autres endroits; qu'on préparait l'attaque de l'Hôtel de Ville et un attentat contre la vie du lord-maire.

Le 3 août un combat régulier s'engagea entre la foule et les troupes. Il y eut un moment où ces dernières durent reculer sous la poussée de la foule. Celle-ci comprenait beaucoup d'individus armés. Lorsqu'apparurent sur la place principale les policemen non-grévistes, la foule passa de la défense à l'attaque et en un clin d'œil la police fut boucaulée. «Ces désordres, — s'exclame le correspondant du *Times*, — menacent de prendre un caractère permanent.

Malheureusement nous ne sommes pas encore renseignés sur la façon dont ces désordres ont pris fin et on ne sait même pas s'ils ont pris fin; peut-être sont-ils réellement passés à un état permanent.

Le gouvernement a déclaré que tous les policemen en grève seraient congédiés et perdraient leur pension. Le fait suivant vaut la peine d'être noté: bien que la triple union et une série d'autres organisations professionnelles aient promis aux policemen leur appui complet, les chefs de ladite union au Parlement ont voté en faveur du projet de loi relatif à la «dégradation des policemen» et à l'interdiction aux policiers d'entrer dans les unions professionnelles.

La lutte parlementaire et l'action directe.

Le 25 juin s'est ouvert à Santport le 19^e congrès du parti ouvrier anglais. 960 délégués se sont réunis, — chiffre énorme, sans précédent dans les annales du mouvement ouvrier anglais. On a constaté que le nombre des membres du parti et celui des unions professionnelles qu'y s'y rattachent a considérablement augmenté au cours des deux dernières années.

Parmi toutes les questions que le congrès avait à discuter, voici celle qui a soulevé les plus vifs débats: «Peut-on recourir aux grèves pour atteindre un but politique déterminé?» En d'autres termes: la grève peut-elle être une arme de la lutte politique? Les débats n'ont nullement revêtu un caractère théorique; le prolétariat anglais se trouve depuis plusieurs mois en présence de trois questions pratiques de la plus haute importance et dont la solution dépend d'une autre question fondamentale, celle de l'admissibilité ou de l'inadmissibilité de «l'action directe». Les trois questions posées sont: le service militaire obligatoire, l'intervention militaire en Russie et la nationalisation des voies de communication et de l'industrie minière. La solution de la question fondamentale qui consiste à savoir si la grève peut être un moyen de lutte politique acquiert ainsi une importance pratique énorme. Il n'est donc pas étonnant que toute l'attention du mouvement ouvrier anglais soit concentrée sur ce point.

Les anciens chefs s'attachent à démontrer que la grève politique est la négation de la base fondamentale de la démocratie — le parlementarisme; les ouvriers, disent-ils, peuvent facilement obtenir tout, tout absolument, au moyen de la seule lutte parlementaire; il faut seulement arriver à ce que le parti ouvrier obtienne la majorité au Parlement; et

il est facile d'y parvenir actuellement. Les nouveaux chefs, les jeunes, prétendent au contraire que la guerre a démontré l'inanité de la lutte parlementaire, que la paix — la paix de brigandage de Versailles — a montré la même chose d'une façon encore plus persuasive; que l'ère de la lutte parlementaire est finie depuis longtemps; qu'à l'heure actuelle, renoncer à l'action directe — c'est renoncer à la lutte de classes en général. Lorsque, après de vifs débats, la question fut mise aux voix, l'énorme majorité du congrès se prononça en faveur de l'admissibilité et de l'opportunité des grèves politiques générales.

La grève politique générale se prépare en Angleterre; cette question est proposée à toutes les unions professionnelles et organisations ouvrières. Ils est hors de doute que l'énorme majorité se prononcera en faveur de la grève. Les résultats du vote seront connus au commencement de septembre et le 15 s'ouvre le congrès national anglais de toutes les unions professionnelles, qui, selon toute probabilité, fixera le jour où la grève devra commencer et prendra toutes les mesures nécessaires à son organisation. Il est possible, toutefois, que les «anciens chefs» réussissent à transformer la grève en une manifestation d'un jour, c'est-à-dire, en réalité, à la faire avorter.

Il est intéressant de noter que sur la question des buts à atteindre par les ouvriers au moyen de la grève, il n'y a pas le moindre désaccord. Les anciens chefs de l'extrême droite, tels que Henderson, Illens et autres, sont d'accord avec les jeunes chefs sur cette question; tous conviennent de la nécessité d'abroger la loi sur le service militaire obligatoire, de lever le blocus de la Russie et de nationaliser les chemins de fer et les mines de houille. Henderson n'assistait pas au congrès du parti ouvrier anglais, mais il a envoyé une lettre où il dit que le parti doit à l'heure actuelle s'efforcer d'atteindre avant tout ces trois buts — que par là il manifesterait sa force; ce sera le premier pas vers la victoire du parti aux prochaines élections du Parlement. Henderson est persuadé en effet qu'aux prochaines élections le parti remportera une victoire décisive et que c'est lui — Henderson — ou quelque autre membre du parti qui prendra la place de Lloyd Georges.

La grève des mineurs.

La grève des mineurs du Yorkshire continue, provoquant une crise du charbon dont les effets se font sentir sur toute l'industrie anglaise. Un grand nombre de puits sont inondés; on estimait au 1^{er} août qu'un million 160 mille tonnes de charbon n'avaient pas été extraits des mines par suite de la grève. Nous trouvons dans le *Times* un télégramme de Sheffield annonçant que faute de charbon les fabriques allaient s'arrêter les unes après les autres et un télégramme de Birmingham annonçant que 50 usines métallurgiques occupant 25.000 ouvriers avaient dû cesser le travail pour la même raison. L'industrie textile a souffert tout autant de la grève des mineurs.

Les mineurs, comme on sait, exigent la semaine de 44 heures et une majoration des tarifs pour le travail aux pièces de manière que la diminution de la journée de travail n'entraîne pas une diminution des salaires. Le gouvernement a reconnu la justesse de ces revendications que les compagnies minières se refusent encore à satisfaire.

La cherté des vivres.

Le *Times* dans son numéro du 4 août publie les données suivantes sur la hausse des prix des articles de première nécessité (la hausse est exprimée en pourcents pour la période qui s'étend de juin 1914 à juin 1918):

	Angleterre.	Amérique.
Produits alimentaires.	90%	60%
Vêtements.	95%	82%
Logement.	20,5%	11%
Chauffage.	44%	79%

Ces chiffres se rapportent au mois de juin 1918. Depuis les prix ont à peu près doublé et, d'après le *Times*, «la hausse continue tous les jours avec une rapidité extraordinaire». Le *Times* remarque qu'en Angleterre comme en Amérique le gouvernement est impuissant à combattre la cherté des vivres et la spéculation.

Eu ce qui concerne les salaires des ouvriers ils ne cessent de tomber. Nous trouvons dans le même numéro du *Times* les données suivantes. Si l'on adopte le chiffre 100 pour désigner le minimum nécessaire à l'entretien d'un ouvrier moyen nous obtiendrons le tableau suivant:

	Salaire d'un ouvrier moyen
1907	109
1914	99
1916	93
1918	77

Et l'on peut dire à l'heure actuelle, sans crainte d'exagérer, que ce chiffre est tombé à 60 et même à 50 et continue à baisser.

A. M.

S U È D E

La III^e Assemblée de la gauche du parti social-démocrate suédois.

Du 12 au 17 juin s'est tenu à Stockholm la III^e assemblée de la gauche du parti social-démocrate suédois. Ce parti qui existe depuis deux ans seulement a eu un succès énorme au cours de l'année dernière et il compte en ce moment jusqu'à 25.000 membres. Le nombre des organisations du parti est passé en deux ans de 100 à 600 et celles-ci se sont répandues par toute la Suède. Le parti publie 16 journaux et une revue. En outre par son programme et sa pratique, l'alliance autonome de la jeunesse social-démocrate, qui compte également près de 25.000 membres fait bloc avec lui. Quelques jours avant l'assemblée du parti, cette alliance a, presque à l'unanimité, décrété à son assemblée d'entrer dans la III^e Internationale.

Ont pris part à l'assemblée, invités inclus, 273 personnes, dont 237 étaient des délégués, représentants de diverses organisations. Parmi les hôtes, on remarquait, en qualité de représentant du parti socialiste ouvrier danois au Congrès l'illustre écrivain M. Andersen-Neksa, auteur de la célèbre épopée prolétarienne «Pellé le Conquérant». La question essentielle et fondamentale pour la discussion de laquelle l'assemblée avait été convoquée extraordinairement — malgré la résolution de l'assemblée de l'année dernière qui avait décidé de ne convoquer l'assemblée suivante qu'en 1920 — était celle de la tactique ou plus exactement de l'attitude à adopter vis-à-vis du bolchévisme. Cette question est devenue particulièrement aiguë pendant les derniers mois, après le «dimanche rouge» — du 2 mars, quand la majorité de la fraction parlementaire formula une protestation officielle contre la résolution trop «bolchéviste» proposée par le Comité Central du parti.

Deux courants se dessinaient depuis longtemps au sein du parti: le courant révolutionnaire bolchéviste et le courant modéré, auquel adhèrent aussi les humanistes peu nombreux, avec le bourgmestre Lindhagen en tête. La presse bourgeoise et social-traitre exultait depuis longtemps, assurant que le parti était à la veille de la scission. Les bolchéviques suédois ou spartaks ne se composent, disait-elle, que du seul groupe de Stockholm, qui a occupé la rédaction de l'organe central le «Politiken» et le Comité Central, tandis que la majorité du parti, dans tout le pays, à l'exception de Stockholm, correspond aux indépendants d'Allemagne, demeure sur la plateforme parlementaire, etc... L'assemblée a démontré avec une clarté irrésistible à quel point toutes ces assurances étaient peu conformes à la vérité. Après des débats de trois jours l'assemblée a adopté une résolution au sujet de la tactique. Cinq projets de résolution avaient été proposés en tout; ils peuvent en somme se résumer à deux projets, exprimant deux courants opposés, savoir: le point de vue du Comité Central

et celui de la fraction parlementaire. L'assemblée a accepté la résolution élaborée par la commission de rédaction et qui est fondée sur le projet du Comité Central, en y introduisant quelques corrections radicales, tirées de la résolution des camarades Grimlund et Chillbaum, auxquels se sont joints encore près de 50 membres de l'assemblée. L'assemblée a décrété par un vote définitif, à la majorité de 186 voix contre 22, d'adhérer à la III^e Internationale. Cette résolution a été acceptée avec enthousiasme par l'assemblée. Les membres présents ontonnérent l'Internationale et la salle retentit d'un quadruple hurrah en l'honneur de l'Internationale communiste.

Ensuite l'assemblée décida par 194 voix contre 84 d'entrer dans la III^e Internationale sans formuler aucune réserve.

Le vote sur les trois autres projets de résolution eut ensuite lieu: le projet humaniste de Lindhagen ne recueillit en tout que 19 voix. Le projet de la commission de rédaction fut accepté par 132 voix contre 69 au projet de la fraction modérée.

Ainsi, le courant bolchéviste a remporté à l'assemblée une brillante victoire.

On trouvera la résolution, adoptée par l'assemblée insérée en extenso dans le présent, numéro à la rubrique «Documents du Mouvement Communiste International».

Cette résolution atteste éloquemment la victoire des bolchéviques sur les indépendants et sur les modérés. Victoire confirmée encore par le choix de la nouvelle représentation et du nouveau Comité Central du Parti. La représentation du parti est désormais composée de 8 extrémistes et de 2 modérés, le Comité Central de 4 extrémistes et d'un modéré. Le Comité Central est composé des communistes bien connus Z. Høglund, K. Chillbaum, O. Grimlund, Carlsson et du modéré Hauge. Est élu secrétaire du Parti le suppléant du représentant de la Russie des Soviets F. Strøem; est élu caissier Svensson. Tous deux appartiennent à la tendance la plus radicale.

Parmi les autres résolutions du Congrès il sied de noter le manifeste au prolétariat suédois et au prolétariat de tous les pays capitalistes, voté à l'unanimité et qui invite la classe ouvrière à déclarer le boycottage des pays en guerre avec la Russie des Soviets et la Hongrie afin de soutenir ainsi la révolution prolétarienne de tous les pays, qui n'est que le début de la révolution universelle. Ce manifeste se termine par ces mots: Vive la solidarité internationale de la classe ouvrière! Vive la révolution universelle qui approche!

Un autre manifeste voté de même à l'unanimité est adressé au peuple suédois et traite des circonstances actuelles. Il mérite de retenir notre attention. La politique du gouvernement libéral et socialiste suédois actuel et du Parlement qui s'appuie sur le bloc des social-traitres et de la bourgeoisie y est soumise à une critique sévère. Les dernières paroles de ce manifeste nous indiquent suffisamment son caractère. Il se termine par ces lignes: A bas la paix sociale! A bas le socialisme ministériel, à bas le vieux parlementarisme corrompu. Imposez partout vos revendications! Serrez plus étroitement vos rangs.

Enfin une résolution très importante adoptée à l'unanimité sur la proposition du camarade Chillbaum a trait au mouvement syndical et invite les organisations des membres du parti à travailler énergiquement à donner à ce mouvement une orientation révolutionnaire. Cette résolution indique les moyens à mettre en pratique dans ce but.

En résumé si nous faisons le bilan des travaux du Congrès nous devons constater que la gauche de la social-démocratie suédoise a considérablement accentué au cours de l'année qui vient de s'écouler son mouvement à gauche vers le communisme.

En dépit de toutes les prédictions il n'y a pas eu de scission et les modérés représentés par le leader de la fraction parlementaire Wennensström se sont bornés après l'adoption par la majorité des résolutions révolutionnaires à formuler des réserves concernant leur vote en faveur de l'adhésion à la troisième internationale. Ils ne consentent à cette adhésion que dans la mesure où elle correspond au programme et à la tactique du Parti.

Toutes les résolutions et tous les débats du Congrès ont eu un caractère bolchévique, inspiré par les camarades Høglund, Chillbaum, Strøem et autres «bolchéviques locaux».

B.

NORVÈGE

Le Congrès extraordinaire du parti social-démocrate

Le Congrès extraordinaire du parti social-démocrate norvégien s'est réuni à Christiania, du 7 au 9 juin. De même que le Congrès du parti socialiste suisse, il a décidé à une majorité écrasante d'adhérer à la III^e Internationale. Cette décision a été accueillie par des cris enthousiastes de « Bravo » et par le chant de l'Internationale. Il a été décidé d'envoyer un télégramme de fraternelle solidarité au camarade Lénine et à l'aile gauche du parti social-démocrate suédois. La proposition de la droite dont le leader est le « sévère critique » de la Russie soviétiste Pantervold qui, après son retour de Moscou, a écrit une série de pamphlets contre la république soviétiste, a réuni au total 71 voix, tandis que 264 voix se prononçaient contre. La proposition, repoussée par le congrès, de Pantervold et Cie était dirigée contre le Comité Central et d'une façon générale, contre la majorité révolutionnaire du parti. Sur la question de la tactique du parti, la résolution du Comité Central fut adoptée par 275 voix contre 63; elle est presque identique au projet primitif de résolution du Comité Central, publié dès le mois de mai. Elle se borne à l'addition à ce projet primitif d'un amendement aux termes duquel la question de la constitution soviétiste basée sur les soviets de députés ouvriers, paysans et pêcheurs est renvoyée à l'étude de la commission spéciale de socialisation, constituée par le parti social-démocrate et le comité central des unions professionnelles réunis. La commission doit soumettre son rapport sur cette question au congrès suivant qui se tiendra à Pâques 1920.

La résolution adoptée souligne le fait que les institutions politiques actuellement existantes ne sont pas en état de résoudre la question de la réalisation du socialisme. La minorité opportuniste qui a essuyé une défaite complète, a décidé de constituer un groupe social-démocrate d'opposition. Le président du storting Buechi a été élu président de ce groupe dont le leader effectif est Pantervold.

Ainsi, le congrès du parti social-démocrate révolutionnaire de Norvège s'est déroulé également sous le drapeau du bolchévisme. 355 délégués y ont pris part, sans compter la fraction social-démocrate du storting.

B.

ITALIE

L'atmosphère en Italie est tellement saturée de haine de classes que les grèves et les rencontres armées dans les rues surgissent souvent pour les raisons les plus futiles. C'est ainsi qu'à Turin, le dimanche 3 août au soir, un groupe d'enfants d'ouvriers socialistes rentrait d'une excursion. Au coin d'une des rues, un policier arrêta les enfants, déclarant que les manifestations dans les rues étaient défendues. Un jeune homme qui accompagnait les enfants s'approcha du policier et, lui ayant expliqué de quoi il s'agissait, le pria de laisser passer l'inoffensif cortège; mais le représentant de l'autorité riposta grossièrement qu'il ne désirait pas tenir compte de ses observations. Le jeune homme continua à insister. Bientôt un rassemblement se forma autour de lui et la foule prit parti pour les enfants. Le « gardien de la paix », énérvé, tira dans la direction de la foule et, après avoir arrêté le jeune homme, le conduisit au poste. La foule, qui grossissait toujours, le suivit et, ne voyant pas ressortir le jeune homme arrêté, se mit à bombarder à coups de pierres le poste de police. Un détachement de policiers de 20 hommes sortit et commença à tirer sur la foule. Il y eut plusieurs tués et de nombreux blessés. Le comité du parti socialiste se hâta de convoquer d'urgence une réunion qui fut extrêmement nombreuse et au cours de laquelle il fut décidé de proclamer en signe de protestation une grève de vingt quatre heures. Le jour de la grève, les ouvriers organisèrent des manifestations dans les rues. L'élément nationaliste de la bourgeoisie y répondit par une contre-manifestation. Une rencontre sérieuse et sanglante eut lieu entre les manifestants. Les combats dans les rues durèrent plusieurs jours.

Une collision sanglante a eu lieu le 3 août entre les ouvriers et la police de la ville de Trieste, actuellement occupée par les troupes italiennes. Il y a eu beaucoup de blessés parmi les ouvriers; deux d'entre eux sont morts de leurs blessures. Les nationalistes italiens ont organisé, ici encore, une contre-manifestation. Escortés de soldats, ils ont fait irruption dans la maison du peuple ouvrière slovène et ils ont exigé que le drapeau italien fût arboré, puis, dans un bel élan d'amour de la patrie, ils ont mis à sac la salle de lecture slovène, après avoir brisé tous les meubles et détruit une partie des livres; ils ont en outre saccagé le magasin et les bureaux du journal slovène *La Licence* et quelques écoles populaires. Pendant qu'ils faisaient du scandale devant une des maisons populaires, le conseil du comité d'une des organisations ouvrières y siégeait justement et la police, sous prétexte que quelqu'un avait tiré d'une des fenêtres sur la foule, ne trouva rien de mieux que d'arrêter tous les membres du comité présents au conseil. Ayant appris la chose, les ouvriers en métaux de Milan proclamèrent une grève de protestation. Le lendemain les ouvriers de presque toutes les usines de Bergamo se joignirent à ceux de Milan; ensuite ce fut le tour des métallurgistes de Gênes si bien que la grève gagna la Ligurie entière, la Toscane et la Lombardie. Les usiniers, en réponse à la grève, proclamèrent le lock-out.

À la suite des métallurgistes, les marins se mirent en grève exigeant une augmentation de salaire de 100 livres par mois. Les marins furent soutenus par les employés des sociétés maritimes et un télégramme de Milan du 7 août mandait que le transport maritime en Italie était à cette date complètement arrêté.

M.

ESPAGNE

Le feu révolutionnaire commence à couver au sein de la classe ouvrière d'Espagne. Depuis le mois d'octobre de l'année dernière les ouvriers de la Catalogne industrielle avec sa capitale Barcelone, ont commencé à manifester avec une énergie toute particulière leur tendance à l'unification et à l'organisation. Au mois d'octobre, il a été fondé à Barcelone un syndicat uni de la construction (Sindicato Unico de la Construcción) dans lequel sont entrées séparément des organisations de maçons, de peintres en bâtiments, de tailleurs de pierre, de replâtres, d'ouvriers des carrières, des briqueteries et des carrières de granit; au mois de décembre se sont joints à eux les ouvriers en mosaïque et en sculpture, les tapissiers et les graveurs; en janvier, les ouvriers des fabriques de ciment, les verriers et les marbriers et actuellement plus de 80% du nombre total des ouvriers de toutes les branches de construction font partie de ce syndicat. Une union semblable a été formée dans la première moitié de janvier par les employés de tramways, les balayeurs, les commis, les employés et ouvriers des fabriques chargées de la préparation des produits alimentaires, les ouvriers des usines à gaz, des stations électriques et autres; ensuite il a commencé à se former des syndicats qui unissent pour la plupart tous les travailleurs d'une même branche d'industrie. Ils ont été fondés le plus souvent par une dizaine d'ouvriers avancés et se sont transformés ensuite en l'espace de très peu de temps, en organisations comptant un nombre considérable de membres.

Il est aisé de se rendre compte du degré de vigueur de cette tendance à l'union qui s'est éveillée chez le prolétariat espagnol quand on constate qu'en l'espace de quelques jours pendant le mois de janvier, le nombre des membres de la Confédération du travail de Catalogne est monté de 120.000 à 200.000.

L'activité de ces organisations a tout d'abord été orientée vers l'amélioration des conditions du travail. Les capitalistes, pris au dépourvu ont consenti à des concessions, presque sans opposer de résistance. Par la seule menace de faire grève, les charpentiers ont obtenu la journée de travail de 8 heures, l'institution d'un salaire journalier minimal de

8 pesétes et l'abolition de la coutume qui existait en Espagne depuis un temps immémorial et exigeait que les charpentiers travaillassent avec leurs propres outils. Les métallurgistes, les menuisiers et les charpentiers pour la construction des vaisseaux ont obtenu des améliorations semblables avec la même facilité.

Les ouvriers de l'industrie graphique ont obtenu grâce à une grève de 3 jours l'introduction de la journée de travail de huit heures et une très importante augmentation de salaire. C'est ainsi que dans l'espace d'un mois tout au plus 50 000 ouvriers de Barcelone ont considérablement amélioré les conditions de leur travail.

Il en a été de même en province. A Badalone et à Igualde la diminution des heures de travail et l'augmentation du salaire ont été obtenus par les charpentiers, les sciens de bois, les ouvriers des fabriques de produits chimiques et des briqueteries; à Tarasso, grâce aux instances des ouvriers des verreries et des fonderies de fonte, la semaine de travail de 44 heures a été introduite dans toutes les entreprises industrielles; à Sabadell la menace de grève a obligé les fabricants à consentir à la réduction à 9 heures de la journée de travail; à Alkón et à Valenco les ouvriers, ayant menacé de faire grève, ont obtenu la suppression du travail de nuit.

Les ouvriers ne se sont cependant pas contentés de ces succès. Dans les cercles prolétariens dirigeants et au sein des masses des voix se sont élevées de plus en plus haut en faveur de l'union de tous les travailleurs en «une grande ligue» afin de lutter plus sérieusement contre le capital et pour le socialisme.

La bourgeoisie a parfaitement compris toute l'importance de ces appels et elle y a répondu par une série de répressions: au milieu de janvier déjà, l'état de guerre a été proclamé à Barcelone, et quelques syndicalistes marquants ont été arrêtés et gardés à vue à bord du navire de guerre «Polapo»; des procès contre les ouvriers, accusés de «crimes» politiques, ont été entamés. Mais ces répressions ont été impuissantes à arrêter un mouvement qui se développe avec une précipitation aussi impétueuse et qui doit inévitablement aboutir, ultérieurement, à une révolution prolétarienne.

Que l'Espagne n'est pas éloignée de la révolution, cela se voit par exemple dans des informations telles que celles du journal néerlandais *Nieuwe Rotterdamse Courant* (du 30 août). Voici ce qu'on y lit:

«L'explosion de la haine et du mécontentement accumulés dans les masses depuis des années est inévitable. On ne peut naturellement pas en prévoir le moment précis; mais la situation actuelle, à Barcelone et à Saragosse, inspire les craintes les plus sérieuses. La cherté des vivres est sans cesse croissante; le nouveau gouverneur de Barcelone traite la population comme une garnison insubordonnée.

«D'une façon générale les autorités jouent avec le feu. L'état de siège sévit partout. Les syndicats sont fermés en Catalogne et leurs chefs sont arrêtés. Le résultat est que les éléments modérés et raisonnables abandonnent la direction des syndicats et que celle-ci est reprise par les jeunes, adeptes des idées extrêmes. La situation se tend de plus en plus; chaque jour amène de nouvelles causes de dangereux conflits».

Y.

SUISSE

Les procès politiques.

L'approche de la révolution prolétarienne et l'accentuation des antagonismes de classes impriment en ce moment un cachet très net à la vie sociale de tous les pays capitalistes.

De temps à autre de grands mouvements prolétariens, avant-coureurs de l'orage qui vient, ébranlent fortement l'organisme social et, dans l'intervalle qui les sépare, la bourgeoisie effrayée se met févreusement au travail pour arrêter le flot populaire montant. Mettant en action tous les moyens démocratiques de sa dictature de classes elle s'efforce de ligotter à nouveau les esclaves indociles qui ont rompu leurs chaînes. Même dans la petite et «libre» Suisse,

la répression des grèves par la troupe est devenue un fait quotidien et les conseils de guerre sont surchargés d'affaires politiques. Au cours des quatre premiers mois de cette année, les conseils de guerre suisses ont jugé 30 procès politiques relatifs à la grève générale de novembre dernier.

Prenons quelques cas au hasard dans cette série ininterrompue de procès.

Le 9 mai 14, le quatrième tribunal territorial d'Olten jugeait les ouvriers Ulrich et Reinali, tous deux membres du parti social-démocrate, inculpés d'avoir, étant mobilisés pendant la grève générale, répandu parmi les soldats du 19^{ème} d'infanterie le programme du Parti et les brochures: *Aux soldats, Aux ouvriers mobilisés, Pourquoi faut-il organiser des Soviets ouvriers?* Ulrich était aussi accusé d'avoir, à la réunion d'un groupe de soldats social-démocrates, invité ses camarades à l'insubordination. Les deux accusés ont été acquittés faute de preuves.

Le 6 mai, le Conseil de Guerre d'Olten jugeait le charpentier Herman Beyer accusé d'avoir, étant au moment de la grève générale sous-officier, excité ses soldats à la révolte. On lui reprochait en outre de s'être exprimé avec indignation, dans ses conversations avec eux sur la contrainte employée à l'égard des cheminots grévistes pour les faire travailler. L'accusation reposait sur la dénonciation d'un sieur Haag, infirmier, ancien libraire.

L'instruction avait établi la fausseté de cette dénonciation, mais Beyer, ayant attiré l'attention des autorités militaires par son infatigable propagande anti-militariste, les poursuites ne furent pas interrompues; on joignit aux inculpations précédentes quelques minimes infractions à la discipline autrefois commises. Acquitté du chef des accusations principales, Beyer a été condamné à deux mois de prison pour ces derniers faits.

Le 8 mai s'ouvrait devant l'un des Conseils de Guerre divisionnaires de Berne le procès d'un groupe de cheminots. On voyait cette fois sur les bancs des accusés 4 chauffeurs (l'un d'entre eux blessé pendant la répression de la grève), 8 conducteurs et 5 employés affectés aux bagages. 19 témoins (dont 6 dragons) étaient cités. Les accusés étaient inculpés d'infraction à l'arrêté gouvernemental du 11 novembre 1918, quoique l'instruction eût établi que l'un d'entre eux n'en avait pas connaissance au moment du «crime». En fait on les accusait d'avoir tenté de produire un déraillement et d'avoir voulu assaillir les jeunes. 13 d'entre eux ont été acquittés par suite de l'insuffisance des preuves. Un cheminot a été condamné à 7 mois de prison, 2 à une semaine, et 1 à trois semaines. Les dépositions des témoins ont fait ressortir que les grévistes observaient eux-mêmes l'ordre le plus strict, ce qui n'empêcha pas la troupe de tirer sur la foule désarmée.

Les 12 et 13 mai le Conseil de Guerre de Murten a condamné deux ouvriers à l'amende pour avoir proposé à un receveur des postes de fermer son bureau en cas de grève.

Le tribunal de district de Pëffling jugeait le 21 mai le procès de Théophile Furrer militant social-démocrate bien connu, membre du conseil cantonal, vice-président du conseil de la commune de Baum et chef de la police locale. Furrer était inculpé d'avoir enfreint ses obligations de service et aussi d'entraves à la liberté du travail. Étant président du Comité de grève local, il avait fait cesser le travail dans toute une série d'entreprises textiles et dans les fabriques de soie. L'acte d'accusation dit qu'il avait, accompagné d'une foule de grévistes, parcouru les fabriques et les usines, y faisant cesser le travail malgré les patrons et contre la volonté de la majorité des ouvriers. L'acte d'accusation reproche surtout à Furrer d'avoir causé un préjudice aux fabricants alors qu'il aurait dû en sa qualité de chef de la police défendre leurs intérêts. Le tribunal du district n'a pas reconnu fondée l'inculpation de violation du devoir professionnel, mais il a condamné Furrer à 500 francs d'amende pour entraves à la liberté du travail. L'appel interjeté par le Procureur devant la Cour Suprême n'a pas eu de suite.

Ces procès, comme on le voit par nos exemples, se terminent le plus souvent par de très faibles condamnations. Il ne faut pas s'en féliciter: d'abord la plupart des accusés ont

été pendant de longs mois arrachés à leur travail et à leur famille, soumis à l'emprisonnement préventif et d'une façon générale, à toutes les épreuves physiques et morales qui sont la conséquence inévitable de poursuites; en second lieu, cette «indulgence» des tribunaux montre précisément avec quelle aveugle désir de vengeance les autorités suisses arrêtent les prolétaires qui ont l'audace de faire grève. L'intérêt de ces procès est précisément de faire ressortir avec une impitoyable netteté la nature de classes de la dictature démocratique-bourgeoise. Il ne s'agit plus de juger les ouvriers grévistes! C'est la dictature bourgeoise qui est mise en jugement, non seulement en Suisse mais dans le monde entier... Les débats suivent leur cours et le verdict sera impitoyable.

Y.

Une grève révolutionnaire.

Le mouvement gréviste, depuis la dernière grève générale, revêt des formes de plus en plus révolutionnaires. Le prolétariat suisse a certes largement profité des leçons d'énergie que lui ont donné les spartakistes allemands.

Le 1-er août, les manifestants-grévistes élevaient des barricades dans les rues de Bâle (rive droite, Petit-Bâle), immobilisant ainsi les autos militaires. La troupe, accueillie à coups de pierres et de revolver, faisait feu... Il y avait, dans une première rencontre *plusieurs morts* et de nombreux blessés. Une seconde bagarre se produisit ensuite autour du corps d'une des victimes de «l'ordre» bourgeois. Les grévistes avaient enveloppé le cadavre dans les plis d'un drapeau rouge; voulant forcer, avec leur tragique fardeau l'entrée d'une caserne, ils essayèrent un nouveau feu de salve. Une jeune femme était tuée...

Le soir les ouvriers des usines à gaz et les typographes étaient en grève. Les journaux ne paraissaient pas. Les hôpitaux militaires manquaient de place et les autorités devaient créer pour les manifestants blessés des postes de secours spéciaux.

Le lendemain les journaux suisses annonçaient que la grève était générale. Toutes les usines et tous les ateliers chômaient. Les autorités interdisaient les meetings communistes et faisaient occuper la ville militairement.

Les typographes zurichois se préparaient à se mettre en grève par solidarité. La mobilisation des forces ouvrières se généralisait. Le Comité d'Olten était convoqué à Berne; la Commission Exécutive du Parti Socialiste siégeait en permanence.

C'est ce moment que choisissait la section socialiste de Lausanne pour adhérer à la III-e Internationale.

Et que faisait le Gouvernement? Le Conseil fédéral restait fidèle à son devoir (démocratique) de défendre l'Ordre, de la Propriété, de l'Argent. Il mettait sur pied, nous disent les journaux, «l'état-major de la 4-e division, 6 bataillons de fusiliers, 6 compagnies de mitrailleurs et des troupes spéciales».

Bref, il se disposait à envoyer une fois de plus du plomb à ceux qui demandaient plus de pain et plus de justice. Mais ses mitrailleurs sont aussi des ouvriers... Et c'est pourquoi il a fallu malgré tout céder quelque peu devant le mouvement populaire.

Ces faits que nous rapportons uniquement à raison des indications qu'ils nous fournissent sur l'état d'esprit du prolétariat suisse, n'ont d'autre valeur à nos yeux que celle d'escarmouches d'avant-garde. La fréquence de ces escarmouches atteste seulement l'approche des actions décisives.

N. I.



Sommaire du N° 5

	Page		Page
Clara Zetkin. Rosa Luxembourg	629	Résolutions de la gauche du Parti Social-Démocrate suédois	729
N. Lénine. Comment la bourgeoisie utilise les renégats	633	Projets de résolution des organisations suisses.	730
L. Trotsky. Lettre aux camarades français	643	Résolution du Congrès de la Social-Démocratie suisse.	731
N. Boukharine. La dictature du prolétariat en Russie et la révolution mondiale	647	Adhésion des ouvriers finlandais à l'Internationale Communiste	732
G. Zinoviev. Un acte d'accusation contre la deuxième internationale	651	Résolution du Troisième Congrès de la Fédération Ukrainienne du Parti Socialiste Américain	732
J. Marohlevsky (Karsky). Que deviendra l'Allemagne?	653	Résolution du Comité Central du Parti Communiste polonais	733
H. Roland Holst. Les bolchéviks et leur activité	663	Décisions du congrès du parti socialiste d'Alsace-Lorraine	733
A. Roudniansky. Les unions professionnelles et la contre-révolution en Hongrie	671	Résolution de la Conférence des Communistes musulmans du Turkestan	734
M. P. Pricé. La question polono-allemande en Prusse Orientale et les conditions de la paix	675		
F. Loriot. „Notre crise“	681		
A. Blanc. Hésitations	683		
E. Münch. Pour la Troisième Internationale	685		
M. Tomsy. Le mouvement professionnel en Russie	689		
E. K. Les „samedis communistes“	701		
<i>Frédéric Adler menace la bourgeoisie autrichienne mais... (Un avertissement sérieux de A. Bauer et Frédéric Adler).</i>	703		
Correspondance		Actes du Comité Exécutif	
de l'Internationale Communiste.		de l'Internationale Communiste.	
Jean Fabrice. Lettre de France	705	<i>Le parlementarisme et la lutte pour les Soviets</i> (circulaire du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste)	735
Fragment d'une <i>lettre d'Angleterre</i>	711	Message au Congrès socialiste italien à Bologne.	739
Documents du mouvement communiste international.		Lettre au Congrès du Parti Communiste Finlandais	741
Le socialisme en Angleterre	713	Pour le monument Jaurès	742
Résolution du Congrès du Parti Communiste Bulgare sur la situation en Bulgarie	721		
Message du Congrès du Parti Communiste finlandais	727		
Manifeste au prolétariat révolutionnaire d'Europe	727		
Adhésions à la troisième internationale:		Héros et Martyrs de la révolution prolétarienne	
Message du Comité Central du Parti Ouvrier Norvégien.	727	N. Boukharine. Tibor Samuelli	743
		G. Zinoviev. Léon Tychko (loguichés)	745
		C. Zetkin. Karl Liebknecht	747
		I. Compte-rendu du procès des assassins de Karl Liebknecht et de Rosa Luxembourg.	747
		V. La persécution des socialistes en Amérique.	749
		32 fusillés (récit d'un témoin)	751
		L'Internationale de la jeunesse communiste.	
		I. Steinemann. L'Internationale Communiste et l'organisation internationale de la jeunesse.	755
		Ryvkin (O. Scar). Le mouvement communiste de la jeunesse en Russie	757
		O. C. Impressions personnelles sur le mouvement de la jeunesse communiste en Suisse.	761

	Page		Page
T. Le congrès scandinave de la jeunesse ouvrière	765	M. L. En Esthonie	779
F. Le congrès de la jeunesse socialiste amé- ricaine	771	Un Emigrant. Le mouvement professionnel en Esthonie	784
<i>Au Combat!</i> (Appel de l'Union de la Jeunesse Communiste Allemande)	771	I. et A. M. Amérique	786
		A. M. Angleterre	790
		B. Suède	793
		B. Norvège	795
		M. Italie	795
		J. Espagne	796
		Y. et H. I. Suisse	797
 Rapports et Chronique. 			
<i>L'activité de la social démocratie</i> (Tesniaki) <i>en Bulgarie</i>	775		

Illustrations: Exécution d'un communiste russe au front nord. — Portrait de Tibor Samuelli et de Léon Tychko (loguichés). — Karl Liebknecht sur son lit de mort.

